



HAL
open science

Agriculture métropolitaine/Métropole agricole

Jennifer Buyck, Xavier Dousson, Philippe Louguet

► **To cite this version:**

Jennifer Buyck, Xavier Dousson, Philippe Louguet. Agriculture métropolitaine/Métropole agricole. France. Les Cahiers thématiques : architecture et paysage, conception, territoire, histoire, 11, pp.324, 2012, 978-2905865045. hal-00975423

HAL Id: hal-00975423

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-00975423v1>

Submitted on 15 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers thématiques

Architecture et Paysage conception / territoire / histoire

Cet ouvrage a été réalisé avec le concours du ministère de la Culture et de la Communication, direction de l'architecture et du patrimoine, sous-direction des formations, des métiers et de la recherche architecturale et urbaine.

Direction et coordination du numéro :

Jennifer Buyck, Xavier Dousson et Philippe Louguet

Comité scientifique :

Séverine Bridoux-Michel, Jennifer Buyck,
Denis Delbaere, Xavier Dousson, Isabelle Estienne,
Philippe Louguet, Armelle Varcin

Charte graphique :

Sébastien Frémont, ENSAPL

Maquette et secrétariat :

Isabelle Charlet, LACTH

Traductrice :

Susan Leclerc, LYS Translations

Responsables de publication :

Richard Klein, Philippe Louguet et Frank Vermandel

Administration / Édition :

École nationale supérieure
d'architecture et de paysage de Lille
2, rue Verte, Quartier de l'Hôtel de Ville
F-59650 Villeneuve d'Ascq
Tél. 03 20 61 95 50 - Fax 03 20 61 95 51
<http://www.lille.archi.fr>

Imprimerie :

Schaubroeck, Nazareth (Belgique)

Distribution / Diffusion :

Éditions de la Maison des sciences de l'homme
54 Boulevard Raspail Paris Cedex 06
vente en ligne : <http://www.lcdpu.fr>

ISSN : 1625- 9505

ISBN : 978-2-905865-04-5

© Éditions de l'École nationale supérieure
d'architecture et de paysage de Lille, décembre 2011

La diffusion de l'ensemble des numéros des *Cahiers thématiques*
est assurée par les Éditions de la Maison des sciences de l'homme

Cahiers thématiques

Architecture et Paysage conception / territoire / histoire

Agriculture métropolitaine / Métropole agricole

Publication du Laboratoire Conception Territoire Histoire (LACTH)
de l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille
Pôle de recherche et d'Enseignement Supérieur
Université Lille Nord de France

7 Avant-propos

9 Introduction

I. L'agriculture au cœur des enjeux contemporains de la métropole ? Questions théoriques

17 Pierre Donadieu Paysage, urbanisme et agricultures
Des logiques économiques agricoles aux logiques paysagères urbaines

29 Roland Vidal Réconcilier agriculture et paysage
Changer d'agriculture ou changer de regard

37 Jeff Stottlemeyer Towards a Vision of Metropolitan Agriculture

47 Sabine Ehrmann Pensées dé-moralisantes pour une union libre de l'agriculture
et de la métropole

II. Approche critique et historique des liens entre agriculture et métropole

63 Catherine Maumi Pour une intégration ville-nature ou comment rendre la Terre plus *habitable*

75 Corinne Jaquand Les parcs agricoles de Berlin-Barnim : quelques fondements historiques
d'une hétérotopie contemporaine

89 Daniel Treiber Des fermes en acier pour une métropole potagère, *Broadacre City*

105 Dominique Rouillard L'autre animal de l'architecture

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

121 Stanislas Henrion L'agriculture de ville et l'agriculture des champs

131 Ingo Zasada Peri-urban Adaptation Strategies of Horticultural Farms in the Berlin
Metropolitan Area

141 Brendan Williams Evidence of Contemporary Challenges for Rural and Agricultural Areas
Experiencing Rapid Development Pressures in the Dublin Region

- 151 Abbellah Messahel Les terres agricoles et les espaces naturels face à la ville :
le cas d'Oran, Algérie
- 165 Francesca Demuro The Right to Food and Urban Agriculture A critical Review of the Struggle
for the Right to Food The case of the City of Kampala
- 175 Diana Salazar Social Organization for Urban Agriculture in Bogotá:
the Struggle for Food Sovereignty in the Context of Food Crisis and Climate
- 187 Sylvie Brosseau Du territoire rural aux parcs urbains : métamorphoses du satoyama dans
la métropole de Tokyo
- 201 Yueting Cui L'agriculture urbaine dans la construction métropolitaine de Xi'an

IV. Jeux d'acteurs et production d'espace

- 215 Jennifer Buyck Campagne métropolitaine, la parole aux agriculteurs
- 229 Denis Delbaere L'homme qui plantait des haies
La création du bocage du XXI^e siècle par Marcel Jeanson, agriculteur picard

V. Documents

Entretiens menés par Jennifer Buyck et Xavier Dousson

- 245 Mireille Ferri Du SDRIF au Grand Paris : questions d'agriculture
- 257 Thierry Laverne L'expérience du Triangle Vert, projet de territoire agri-urbain durable
- 273 Augustin Rosenstiehl La ville arable, fermes urbaines et tours vivantes
Pierre Sartoux
- 287 Roger des Prés « L'absolue Culture, on n'est pas des bêtes ! », regards sur l'expérience de
la Ferme du Bonheur

302 **Résumés / Abstracts**

322 **Présentation des auteurs**

Ce onzième numéro des *Cahiers thématiques* fait écho et prolonge le cycle de conférences 2009-2010 de l'ENSAPL intitulé *Champs métropolitains*. Le choix du thème de ce cycle ressortait de l'observation de l'émergence d'une actualité nouvelle des liens entre agriculture et métropole. Il affirmait également le caractère transdisciplinaire d'une telle thématique, particulièrement dans les deux domaines transversaux du LACTH enseignés conjointement à l'ENSAPL depuis 2005 : l'architecture et le paysage. L'orientation de cet ouvrage s'inscrit par ailleurs dans le cadre du programme scientifique pluriannuel 2010-2013 du laboratoire, dont la ligne générale se concentre sur l'exploration de la complexité des objets, des formes et des discours constitutifs de l'architecture et de la ville contemporaine. En ce sens, à la suite du n°10 qui établissait le bilan du précédent projet scientifique du laboratoire, cet ouvrage ambitionne de réunir les trois axes du LACTH, conception, territoire et histoire, autour d'une problématique partagée. Enfin, il se situe dans la lignée de plusieurs numéros des *Cahiers thématiques*, notamment le n°9 « Paysage, territoire et reconversion » (2009), qui intégrait la question du paysage et s'intéressait plus particulièrement aux relations qu'entretiennent cette notion et ses champs opératoires, ou encore le n°6 « L'espace de la grande échelle » (2006), qui interrogeait la thématique des vastes échelles territoriales.

Ce numéro des *Cahiers thématiques* s'intéresse aux relations, réelles ou imaginaires, et aux limites mouvantes entre métropole et agriculture. De tout temps, ces deux champs ont été étroitement liés : émergence conjointe de l'agriculture et des villes, démographie humaine et urbaine en lien avec les techniques de production agricoles, formes rurales et urbaines interdépendantes, etc. Par ailleurs, la situation contemporaine, où ces objets connaissent de nouvelles, profondes et durables mutations, révèle l'intérêt – voire l'urgence? – de tentatives de reformulation de cette interaction entre agriculture et phénomène métropolitain. C'est cette hypothèse, qui du reste semble réunir actuellement monde de la recherche et monde professionnel, que cette livraison des *Cahiers thématiques* souhaite poser ici. En effet, le cycle de conférences *Champs métropolitains*¹ a été l'occasion de féconds débats sur la question : quelles pistes pour relever de conserve les défis agricoles et urbains contemporains? quelles relations entre métropole et agriculture à travers l'histoire? quelles nouvelles situations et mutations contemporaines? quelles opportunités pour la recherche et l'action, dans les domaines de l'aménagement du territoire, depuis les centres urbains jusqu'aux lisières des métropoles?

Ces débats sont naturellement à replacer dans un contexte plus large, général et foisonnant de réflexions, de propositions et d'actions, où les liens entre métropole et agriculture sont interrogés, depuis les publications, recherches, journées d'études et colloques jusqu'aux réalisations concrètes, tant à l'échelle nationale² qu'à l'échelle internationale³. Il s'agit en définitive d'interroger et de comprendre les conditions d'un renouveau du rapport entre une ville, diffuse et périurbaine, devenue métropole et un paysage culturel et productif de plus en plus urbain.

Depuis plusieurs années, de puissants phénomènes concomitants modifient dès à présent – et ce en profondeur – les liens entre agriculture et métropole. L'un de ces phénomènes se rapporte au contexte de l'après-Kyoto, celui de l'émergence de nouveaux questionnements. Ces derniers n'épargnent naturellement ni la métropole ni l'agriculture. Certaines de ces questions se superposent d'ailleurs ou se recoupent, d'autres convergent et se complètent. Cette croisée de regards interroge autrement les devenir respectifs de la métropole et de l'agriculture. Ainsi, le renouvellement de la politique agricole commune programmé pour 2013, la volonté du Grenelle de l'environnement de favoriser l'agriculture biologique ou la production d'énergie renouvelable à partir de la biomasse, sont autant de questions qui devraient, dans les années à venir, modifier en profondeur les pratiques agricoles⁴. Celles-ci ne seront pas sans incidences pour la métropole de demain. D'autre part, les objectifs de réduction des gaz à effet de serre, de maîtrise des dépenses énergétiques, de dépollution ou encore de sauvegarde de la biodiversité auront également de lourdes conséquences pour les métropoles, et ce à toutes les échelles. Ces objectifs ne seront pas sans influence sur les territoires et les pratiques agricoles. Loin d'être un frein à l'inventivité projectuelle, cette nouvelle donne semble au contraire, comme en témoignent plusieurs situations présentées dans cette livraison,

engager les professionnels à reconsidérer leurs pratiques et à ouvrir de nouvelles perspectives.

Parallèlement au faisceau des enjeux liés à la mutation environnementale, les perspectives démographiques internationales interrogent d'une manière particulièrement crue les capacités agricoles mondiales. Alors qu'aujourd'hui encore la sous-nutrition touche près d'un milliard de personnes – soit environ un habitant sur sept –, il est attendu pour 2050 près de deux milliards d'habitants supplémentaires⁵. Ceci pose inévitablement la question de la sécurité alimentaire, de la compétition pour l'accès à l'alimentation et des performances globales des systèmes de production agricole.

Enfin, notre planète compte chaque jour un peu plus de citadins et de moins en moins de paysans et d'agriculteurs. L'éloignement toujours grandissant, tant symbolique que réel, entre production alimentaire et consommation, et donc entre les hommes et les pratiques aux extrémités de cette chaîne, pose à l'humanité des questions inédites. Ces dernières interrogent les dimensions culturelles et sociales de notre rapport à l'alimentation et plus généralement à la biosphère.

Dans ces conditions, l'agriculture et la métropole semblent à la veille d'une « nouvelle alliance ». Au cœur même des agglomérations urbaines ou en lisière des conurbations, dans les banlieues comme dans les espaces ouverts métropolitains, de nouveaux équilibres, de nouveaux conflits et de nouvelles cultures se font jour, et c'est sans doute l'un des traits les plus fertiles de la ville contemporaine. Fermes verticales, fermes urbaines, Art-farm, cultures suspendues en toitures, zones de cueillette, agroparcs, agriculture de proximité, AMAP, agrotourisme et jardins partagés témoignent de nouveaux usages et d'inventions typologiques ou programmatiques illustrant cette tendance. Par ailleurs, comme souligné par de nombreux experts, dont le géographe Michel Lussault, la consultation internationale sur le « Grand pari de l'agglomération parisienne » a fait, de manière assez inattendue, la part belle à l'agriculture et la forêt, comme en témoignent à l'évidence les productions de plusieurs équipes⁶. Ainsi, à la grande

1- Buyck (Jennifer), Delbaere (Denis), Dousson (Xavier), Louguet (Philippe) (dir.), *Champs métropolitains*, Cycle de conférences 2009-2010 de l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille, Villeneuve d'Ascq (invités : Michel Corajoud, Atelier SOA, Frédéric Pousin, Roger des Prés, Pierre Donadieu, Roland Vidal, Pierre Dhénin, Dominique Rouillard, Thierry Laverne). Voir la présentation du cycle de conférences sur le site de l'ENSAPL : [http://www.lille.archi.fr/cycle 2009-10-champs-metropolitains-_index-2031631.htm](http://www.lille.archi.fr/cycle%202009-10-champs-metropolitains-_index-2031631.htm).

2- Comme, par exemple, lors des Journées d'études 2009-2010 de l'École nationale supérieure d'architecture, de la Ville et des Territoires de Marne-la-Vallée et Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de Seine-et-Marne : *Quelles campagnes pour la métropole ?* Voir également Fleury (André), Vidal (Roland), « La place de l'agriculture dans la métropole verte », *Projets de paysage*, 9 février 2009, consultables sur [http://www.projetsdepaysage.fr/fr/la_place_de l'agriculture dans la métropole verte](http://www.projetsdepaysage.fr/fr/la_place_de_l'agriculture_dans_la_métropole_verte).

3- À l'exemple des Ateliers internationaux de maîtrise d'œuvre urbaine (dir.), *Agriculture et métropole : la question de l'interface rural/urbain*, Colloque international, Sénart, jeudi 29 avril 2010. Voir également Mougeot (Luc J.A.), *Cultiver de meilleures villes, Agriculture urbaine et développement durable*, Ottawa, Centre de recherche pour le développement international, coll. « un_focus », 136 p.

4- Viard (Jean), *Lettre aux paysans, et aux autres, sur un monde durable*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, coll. « Monde en cours », 2008, 92 p.

5- À ce sujet, voir l'article synthétique suivant : Charvet (Jean-Paul), « Comment nourrir le monde en 2050 ? », *Carto*, Le Monde en cartes, n°03, décembre 2010-janvier 2011, dossier agriculture, p. 10-21.

6- Voir particulièrement celles du groupe Descartes, de Michel Desvigne pour l'équipe Jean Nouvel et d'Antoine Grumbach. Les productions des dix équipes de la consultation internationale sur le « Grand pari de l'agglomération parisienne » sont disponibles au téléchargement sur le site institutionnel de la consultation : <http://www.legrandparis.org/accueil/>.

échelle des territoires et des conurbations, la question des relations renouvelées entre métropole et agriculture est maintenant explicitement posée. Dans ce cadre, plusieurs expériences pilotes sont détaillées dans cette publication.

Enfin, cette nouvelle donne n'est pas sans conséquences sur les pratiques qui font la ville. De nombreux projets se forment dorénavant sur la base de partenariats inédits entre architectes et paysagistes, acteurs et chercheurs, usagers et spécialistes, techniciens et artistes, intégrant bien souvent en amont des praticiens du monde agricole, dont naturellement des agriculteurs. Dans ce cadre, la recherche, qui souvent se distingue de la pratique, trouve de nouveaux sujets d'investigation et, surtout, matière à s'intégrer aux processus de fabrique des métropoles contemporaines.

L'une des ambitions de cet ouvrage est donc bien de prendre la mesure de ces changements, du recul sur cette actualité, et de donner à comprendre cette mutation. Pour atteindre cet objectif, des contributions de chercheurs issus de champs disciplinaires divers – architecture, paysage, urbanisme, agronomie, écologie, art, sociologie, esthétique – ont été ici mobilisées. Au-delà de cette dimension transdisciplinaire, une des caractéristiques de ces *Cahiers thématiques* est d'aborder cette question de recherche par-delà les frontières de l'Europe : tous les continents sont ici représentés et interrogés sous l'angle des rapports entre métropole et agriculture. Une attention particulière a aussi été accordée aux recherches émergentes. En ce sens, les contributions de chercheurs en devenir viennent ponctuer celles de chercheurs plus expérimentés. L'ensemble de ces diverses contributions de recherche se décompose et s'articule selon quatre entrées thématiques : théorie, histoire, projets et acteurs des relations entre métropole et agriculture. Enfin, nous avons souhaité clore cet ouvrage par une série d'entretiens afin de donner la parole à des acteurs et d'ouvrir une nouvelle fois le débat. Il est certain que ces documents inédits ne sont pas issus de recherches académiques, cependant nous pensons qu'ils regorgent d'éléments à même d'en constituer ultérieurement.

La première partie de l'ouvrage interroge les liens entre agriculture et métropole de manière globale, transversale et théorique. Ces liens sont ainsi replacés dans le contexte élargi du faisceau des enjeux contemporains globaux, à la fois socioéconomiques (Pierre Donadieu, Roland Vidal, Jeff Stottlemeyer) et philosophiques (Sabine Ehrmann). Cet axe de réflexion est aussi l'occasion de questionner les liens entre crise agricole et crise urbaine : comment l'agriculture, réelle ou imaginaire, peut-elle influencer sur les pratiques de fabriques urbaines et métropolitaines ? en quoi la crise agricole peut-elle servir le renouveau des modes d'entendement et de production des villes contemporaines ? en quoi les crises urbaines contemporaines peuvent-elles engager une profonde reconsidération des activités agricoles ? quelles incidences théoriques les enjeux contemporains mettent-ils en exergue ?

La deuxième partie réunit pour sa part des éléments de réflexion sur l'histoire des liens entre agriculture et métropole : des propositions, des pratiques et des projets – agricoles, architecturaux, urbains et paysagers – ont fait l'objet d'analyses critiques afin d'interroger les relations entre ville et agriculture sur le temps long de l'histoire. Il s'agit de saisir la permanence ou non de ce lien, de distinguer des spécificités territoriales (Corinne Jaquand), des séquences historiques (Catherine Maumi et Dominique Rouillard), et de montrer en quoi le projet urbain ou métropolitain peut être entendu en tant que projet agricole et réciproquement (Daniel Treiber).

La troisième partie de l'ouvrage se propose de faire un point critique sur la diversité de ces situations contemporaines émergentes. L'objectif est ici d'illustrer de nouvelles pratiques, de nouveaux dispositifs et de nouvelles figures des liens agri-métropolitains. Il s'agit en définitive de mettre en avant les innovations projectuelles à l'œuvre aujourd'hui. Bien entendu, une telle ambition ne peut pas faire l'économie de l'énoncé des conditions et contextes de l'éclosion de ces nouvelles situations. Dans ce cadre, la France (Stanislas Henrion), l'Europe (Ingo Zaseda, Brendan Williams), l'Afrique (Tarik Ghodbani, Francesca Demuro), l'Amérique du Sud (Diana Salazar) et l'Asie (Sylvie Brosseau, Cui Yueting) ont été traversées et interrogées afin de comprendre les changements physiques, symboliques et fonctionnels impulsés par de nouvelles situations, et ainsi fonder de nouvelles hypothèses prospectives.

Enfin, la quatrième partie de l'ouvrage donne la parole aux acteurs et interroge leur rôle dans la production d'espaces métropolitains. Les discours et les pratiques d'éleveurs, de cultivateurs, servent ici de clé d'entrée pour comprendre les liens et les situations entre métropole et agriculture. Ces paroles (Jennifer Buyck) – souvent absentes des discours savants sur la ville et l'aménagement – et ces actions (Denis Delbaere) – souvent considérées comme extérieures au champ urbain – ont beaucoup à nous apprendre quant aux enjeux socioéconomiques et culturels de l'agriculture contemporaine. Les parcours

biographiques de ces agriculteurs ne sont en définitive jamais loin des questions de production agricole et urbaine.

Pour approcher au plus près la situation contemporaine de ces liens entre agriculture et métropole, il nous a semblé utile de conclure la moisson d'articles scientifiques par un ensemble d'entretiens avec des personnalités en contact étroit avec ces questions agri-métropolitaines. Dans ce cadre, un paysagiste (Thierry Laverne) nous a détaillé son expérience très concrète de l'agriculture au sein du Triangle Vert. Les architectes de l'atelier SOA (Augustin Rosenstiehl et Pierre Sartoux) nous ont pour leur part exposé leurs recherches spéculatives autour de l'idée de ferme verticale. Une éminente femme politique francilienne (Mireille Ferri) a éclairé notre approche par sa connaissance de la question agricole tant au sein de la région Île-de-France qu'au sein des contributions à la consultation internationale pour l'avenir de l'agglomération parisienne. Enfin, l'artiste Roger des Prés, dont la tonique et débridée conférence à l'ENSAPL n'avait pas laissé l'auditoire indifférent et qui se dit lui-même « agriculteur de spectacles », nous a projetés dans le monde insolite et hors normes de sa création, la « Ferme du Bonheur », en lisière du campus de Nanterre.

Plutôt qu'un état des lieux exhaustif, ces *Cahiers thématiques* n°11 sont en réalité une ouverture sur un vaste sujet, objet de recherche encore embryonnaire ne demandant qu'à être développé dans l'avenir. S'il n'est de ce fait bien évidemment pas possible aujourd'hui de trouver une cohérence globale entre les différents regards développés dans cet ouvrage – et ce que ce soit dans les articles comme dans les documents inédits collectés en fin d'ouvrage –, force est de constater que la convergence des questionnements agricoles et métropolitains est bien réelle. D'après la recherche des uns et l'intuition des autres, c'est d'ailleurs dans cette relation que se joue sans doute une partie du monde urbain de demain.

I. L'agriculture au cœur des enjeux contemporains de la métropole ?

Questions théoriques

Paysagisme, urbanisme et agricultures. Des logiques économiques agricoles aux logiques paysagères urbaines

Pierre Donadieu

Réconcilier agriculture et paysage.
Changer d'agriculture ou changer de regard

Roland Vidal

Towards a Vision of Metropolitan Agriculture

Jeff Stottlemeyer

Pensées dé-moralisantes pour une union libre
de l'agriculture et de la métropole

Sabine Ehrmann

Paysage, urbanisme et agricultures

Des logiques économiques agricoles aux logiques paysagères urbaines

Pierre Donadieu

Dans les régions urbaines, les espaces et les activités agricoles sont habituellement expulsés des villes, des régions urbaines et des mégalo-poles, et remplacés dans leurs périphéries par le tissu urbain bâti et non bâti. Or, depuis une quinzaine d'années, quelques géographes, économistes, agronomes et paysagistes ont constaté, analysé et encouragé le maintien des espaces agricoles et des agriculteurs dans les régions urbaines. Ils ont identifié de nouvelles formes d'agricultures dites urbaines et paysagères, jugées bénéfiques pour les citoyens et pour les exploitants agricoles.

Cette association possible de l'agriculture avec la ville est peu prise en compte dans les pratiques des constructeurs de ville (planification urbaine, *design* urbain), même dans le cas de ceux qui remettent en cause l'urbanisme actuel, comme les théoriciens et les praticiens du *landscape urbanism*¹. Toutefois, chez les critiques comme chez les critiqués, la notion de paysage est utilisée pour désigner des modes meilleurs de fabrication urbaine. Cet usage est fait de manière peu explicite, la notion de paysage des concepteurs paysagistes (*landscape designers*) ayant considérablement évolué à la fin du siècle dernier.

Avant d'analyser si les activités agricoles sont bénéfiques pour les citoyens, il est nécessaire de préciser d'abord la notion de paysage. On examinera ensuite dans quelles conditions ces activités peuvent devenir des biens d'intérêt public ou communs urbains, grâce aux rôles des pouvoirs publics, des planificateurs et des *designers* urbains.

Le paysage dans le *landscape urbanism*

La théorie du *landscape urbanism* a été développée sous cette appellation à partir de 1997 aux États-Unis par l'architecte Charles Waldheim et l'architecte paysagiste James Corner. Elle donne surtout une réponse à la question du devenir des paysages d'abandon post-industriel. En France, ces idées ont été développées à partir des années 1970 sous l'appellation de « paysagisme d'aménagement » par les architectes paysagistes français². Elles ont été théorisées par le philosophe S. Marot³ sous le nom de suburbanisme. Parallèlement, une importante production théorique sur la notion pluridisciplinaire de paysage (notamment dans *La théorie du paysage en France* éditée par A. Roger en 1995) s'est employée à les définir⁴.

Récemment, des pratiques de *design* urbain illustrant le *landscape urbanism* ont été repérées dans les pays d'Europe concernés par la désindustrialisation et l'étalement urbain (Bava et Latz en Allemagne, Gueuze aux Pays-Bas, Bohigas et De Sola à Barcelone, Tschumi, Perrault, Grether et Desvigne en France, Vigano en Italie)⁵. Le *landscape urbanism* anglo-américain repose sur la remise en cause de l'architecture traditionnelle du paysage (verdissement et jardinage) et de la planification urbaine impuissante. Humaniste,

la notion de paysage, développée en Europe, fonde une pensée qui s'appuie sur la demande des pouvoirs politiques urbains et sur la reprise de ce qui est déjà là, en général abandonné ou jugé chaotique. Elle remet au centre de l'acte d'aménagement de l'espace les regards humains souvent oubliés.

Chez les aménageurs européens, ce sont en effet les systèmes politiques, centralisés ou décentralisés des États vers les régions et les villes, qui ont fait des paysages de chaque pays une ressource économique réelle et potentielle, à la fois pour le tourisme, les loisirs et le cadre de vie des affaires et de l'habitation⁶. En Allemagne, A. Jirku⁷ décrit dans l'un des huit parcs régionaux autour de Berlin (le plateau de Barmin) de vastes espaces agricoles encore fonctionnels, sous le nom de *Zwischenstadt* (littéralement entre les villes). Les espaces agricoles sont en cours de stabilisation en conservant les espaces cultivés, comme cela est le cas en France sur la côte méditerranéenne à Aubagne entre Toulon et Marseille (fig. 1), sur le plateau de Saclay à l'ouest de Paris (fig. 2), ou bien dans les parcs agricoles de Milan sud ou de Baix Llobregat au sud de Barcelone.



Fig. 1 : Paysages de cultures florales et maraîchères dans la région littorale méditerranéenne d'Aubagne. Espaces inconstructibles dans le plan local d'urbanisme de la commune. Photo G. Dalla Santa.

1- Le *landscape urbanism* est la dénomination anglo-américaine récente des pratiques de conception paysagiste (*landscape architecture, landscape planning, urban design*), qui privilégient, de manière pluridisciplinaire, la création des formes et des lieux urbains et périurbains à des échelles variables d'espace et de temps. Voir à ce sujet Waldheim (Charles) (édit.), *The landscape urbanism reader*, New York, Princeton Architectural Press, 2006, 295 p.

2- Donadieu (Pierre), « Landscape urbanism in Europe : from brownfields to sustainable urban development », *Jola*, n°2, 2006, p. 36-45.

3- Marot (Sébastien), « L'alternative du paysage », *Le Visiteur*, n°1, 1995, p. 54-77. *Suburbanism and the art of memory*, London, AA Publication, 2003. Voir aussi la version française éditée en 2010 aux éditions de la Villette.

4- De manière synthétique, et à la suite de A. Roger (1997), A. Berque (1995), Y. Luginbühl (2004) et M. Baridon (2006), je définirai, le paysage comme une relation sensible (visuelle surtout), socialement et culturellement construite, à l'espace et à la nature.

5- Shannon (Kelly), in *The landscape urbanism reader, op. cit.*

6- Cette évolution, au cours des deux derniers siècles, a été consacrée par la Convention européenne du paysage de Florence (2000).

7- Jirku (A.), « Adding third nature to second nature, design strategies for peripheral landscapes », *Jola*, n°4, 2007, p. 51-63.

8- On consultera à ce sujet les travaux d'André Fleury. Fleury (André), « La multifonctionnalité de l'agriculture périurbaine en Méditerranée », in *Interfaces : agricultures et villes à l'est et au sud de la Méditerranée*, (J. Nasr et M. Padilla, édit.), IFPO, Delta, 2004, p. 96-111. « L'agriculture dans la planification de l'Île-de-France », in *Les Cahiers de la multifonctionnalité*, Multifonctionnalité de l'agriculture périurbaine, vers une agriculture du projet urbain, n°8, 2005, a, p. 33-46. « Multifonctionnalité de l'agriculture périurbaine, vers une agriculture du projet urbain », in *Les Cahiers de la multifonctionnalité*, n°5, INRA-CEMAGREF-CIRAD, 2005, b.

9- Un projet agri-urbain associe les urbanistes, les paysagistes, les agriculteurs et les élus locaux.

10- Dans le vocabulaire de la planification urbaine en France, le mot paysager qualifie un espace « vide », « ouvert » ou « libre », non ou peu construit, à dominante végétale et aquatique, plus ou moins protégé et accessible au public.

Dans ce contexte professionnel et politique, où la notion de paysage est devenue un outil international régénérateur de la conception des paysages périurbains, que deviennent les espaces et activités agricoles ?

L'agriculture et le *landscape urbanism*

Dans les projets et théories liés au *landscape urbanism*, il n'y a pas ou peu d'espaces agricoles et encore moins d'agriculteurs. L'ouvrage *Drosscapes* édité en 2006 par l'architecte Alan Berger sur les paysages périurbains américains est à ce titre particulièrement éloquent. Les images aériennes ne montrent pas les espaces agricoles qui sont localisés au-delà des limites extérieures de la ville et de ses périphéries.

En revanche, en France, et plus généralement en Europe, où les activités agricoles sont très anciennes et présentes dans les périphéries urbaines, les espaces agricoles sont devenus depuis vingt ans des enjeux de l'urbanisation qui les consomme de manière importante. D'un côté, les pratiques planificatrices des urbanistes tendent de plus en plus à protéger les usages agricoles du sol dans les documents d'urbanisme pour répondre à la demande sociale de qualité du cadre de vie et de proximité des sources alimentaires. Pour cela, elles ont souvent recours aux concepteurs paysagistes pour requalifier les paysages agri-urbains et pour les rendre accessibles au public en tant que biens communs aux agriculteurs et aux citoyens. Car, selon les types d'agriculture, l'appréciation esthétique des citoyens est différente : plutôt favorable aux paysages de prairies, de vignes et de vergers, mais critique, voire hostile aux paysages de monoculture céréalière et de cultures maraîchères en plein air ou sous serres.

D'un autre côté, la connaissance des processus d'évolution des activités agricoles en milieu périurbain est de plus en plus approfondie⁸. Pour fonder les agricultures urbaines, au-delà de la conservation difficile mais possible de l'existant, les chercheurs ont analysé les projets d'activités agri-urbaines concrètes⁹. Maraîchers, floriculteurs, céréaliers, éleveurs ou viticulteurs, les acteurs agricoles deviennent des figures nouvelles de la ville, là où cesse le tissu urbain construit ; là où commence le tissu agro-forestier et naturel dit paysager par les planificateurs¹⁰. Or ces espaces, encore considérés comme des réserves foncières d'urbanisation, peuvent apporter à la ville des biens et services nombreux dont l'utilité sociale et économique réapparaît aujourd'hui.

Comme forces économiques (la logique marchande de l'agriculteur, de l'horticulteur ou de l'éleveur) ou bien de production de services environnementaux (la protection des nappes phréatiques et des lieux de captage d'eau potable par des prairies, les coupures entre lieux urbains à échelles spatiales variables). Comme organisations de mises en marché (les marchés forains et de quartier, les associations pour le maintien de l'agricul-

ture paysanne). Comme offres de services sociaux (l'insertion sociale dans l'horticulture, la pédagogie pour les scolaires, les espaces de loisirs de plein air), etc. En tant qu'espaces et organisations multifonctionnels, les activités agricoles sélectionnées par la ville produisent des formes paysagères hybrides à la fois urbaines et rurales.

Elles sont rarement maîtrisables au sens du *design* urbain ancien (la composition urbaine à la façon historique de Versailles, de Karlsruhe ou du Paris haussmannien). Elles sont déterminées en effet par des contingences économiques et politiques (les marchés agricoles et fonciers, la politique agricole commune en Europe) et urbaines (les règles d'urbanisme). Ce sont les prix agricoles sur le marché, la concurrence entre les producteurs des différents pays et les subventions accordées aux producteurs (dans l'Union européenne notamment) qui déterminent, entre autres facteurs, les décisions des exploitants. Aucun élu, aucun urbaniste ou paysagiste ne peut savoir si un espace dédié à l'agriculture par un schéma d'urbanisme le restera longtemps, tel qu'il est cultivé à un moment donné. En région parisienne, les arboriculteurs et les floriculteurs ont presque disparu en trente ans.

Les paysages et les lieux de la périurbanisation ordinaire peuvent être maraîchers, viticoles, céréaliers, prairiaux, de jardins et de vergers. Leurs limites sont celles de la ville agglomérée et peuvent le rester si le *design* urbain paysagiste le suggère aux urbanistes acteurs de la régulation des paysages par le droit des sols opposables aux propriétaires. En d'autres termes, ce qu'apporte une vision réaliste du *landscape urbanism* aux processus agri-urbains est l'accompagnement des dynamiques foncières et agricoles dans le cadre de la gouvernance d'un projet urbain et de territoire.

Ce qui guide les aménageurs européens est aussi l'idée juridique de paysage que donne à penser la Convention européenne du paysage de Florence de 2000 : « une partie de territoire telle que perçue par les populations et



Fig. 2 : Plateau de Saclay : ferme de Viltain. En arrière-plan, l'École des hautes études commerciales (HEC) de Jouy-en-Josas. Cl. P. Donadieu.

11- Shane (Graham), « The emergence of landscape urbanism », in Waldheim C. (édit.), *The landscape urbanism reader*, New York, Princeton architectural Press, 2006, p. 55-67.

12- « The Political Economy of Commons », in Upgrade vol. IV, issue no. 3, June 2003, *Open Knowledge* (<http://www.upgrade-cepis.org/issues/2003/3/upgrade-vIV-3.html>). Traduction en français de Cyril Hansen.

dont le caractère résulte des facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations ». Cette définition donne aux paysages ordinaires, notamment agricoles et horticoles, une place égale à celle des paysages remarquables.

L'agriculture urbaine : des biens et des services communs aux citoyens

G. Shane¹¹ a insisté sur l'idée que les espaces délaissés par les industries pouvaient devenir « des biens communs potentiels pour la ville » en s'inspirant des *commons* anglais. Ces lieux publics, ouverts à tous et adaptables à toutes sortes d'activités marchandes et non marchandes, constituent des modèles d'espaces paysagers pour James Corner. Hampstead Heath au nord de Londres, les *Commons* de Boston et de Central Park à New York, sont des références typiquement anglo-américaines.

En revanche, en France, la notion rurale d'espace commun à un groupe social local a disparu depuis le partage des communaux après la Révolution de 1789 et l'abandon de la vaine pâture avec l'intensification des productions agricoles. En bref, il n'y a pas d'équivalent, dans les villes, des *commons* pour désigner des lieux où les activités sociales peuvent se dérouler hors de la société marchande et hors de l'espace public réglementé, sinon les terrains vagues et les délaissés urbains.

Il faudrait donc construire la notion de biens communs agricoles urbains en empruntant à l'économie politique. Selon Yochai Benkler¹², les biens communs (*res communis* dans le droit romain) sont des espaces institutionnels dans lesquels les agents humains peuvent agir libérés des contraintes spécifiques nécessaires aux marchés, en particulier de la propriété privée. Ils peuvent être ouverts à tous (l'air) ou à un groupe (l'eau d'irrigation et les irriguants ayants droit) et leurs usages réglementés. Est donc bien commun (*communal estate*) un espace et ses produits dont l'usage et l'échange se font hors ou dans le marché. De ce point de vue, qui n'est pas exactement celui de la théorie économique, mais celui moral du bien commun universel (*common welfare*), la société mondialisée a intérêt à disposer d'une infrastructure de biens communs, comme ce qui est mis par exemple gratuitement sur le Web. Et qui peut échapper en partie aux autorités publiques.

De la même façon, on posera comme hypothèse que la ville et les citoyens des régions urbaines ont intérêt à disposer des biens et services communs, comme ceux des agricultures urbaines. Les raisons majeures sont nombreuses : sécurité alimentaire de proximité en cas de crise majeure, proximité et contrôle de la qualité des produits par le consommateur, espaces de loisirs extérieurs, cadre de tourisme vert, lieux pédago-

giques de proximité, partie des corridors verts et aquatiques prévus par les lois Grenelle, lieux d'emplois agri-horticoles et agri-touristiques, etc. En outre, certains de ces biens de proximité (les produits frais, les vins, les fruits par exemple) peuvent être échangés sur le marché urbain proche à des consommateurs (les locavores) préoccupés par la limitation du réchauffement climatique (fig. 3).

En revanche, d'autres services externalisés d'une production agricole comme la protection d'une nappe phréatique par des prairies extensives, l'ombre d'une haie sur un sentier, la richesse en oiseaux et insectes ordinaires de la campagne, le caractère singulier des scènes paysagères et des lieux, l'isolement de l'individu ou du groupe, sont des services de l'agriculture qui ne restent communs que si des règles publiques ou collectives existent pour les conserver. Par exemple : interdire l'arrachage des haies et des arbres, ne pas utiliser de pesticides dangereux pour les abeilles, ou prescrire l'inconstructibilité de l'espace. Les agriculteurs, dans une conception seulement marchande de leurs activités, estiment en général que ces services communs aux membres de la collectivité, qui ont un coût, doivent être rémunérés par elle, et en pratique avec l'aide des Régions, des États et de l'Union européenne. Le second pilier de la politique agricole commune rétribue de fait ces services dits ruraux, sous la condition que les services d'aménité paysagère et environnementale soient réellement fournis. C'est pourquoi des agents publics nationaux et locaux (collectivités) peuvent aussi prendre le relais dans des cadres institutionnels publics pour assurer la régulation de la production de ces services : dans les parcs naturels régionaux ou plus généralement dans les services techniques des collectivités publiques.

Ces biens et services communs agri-urbains pourraient tous être produits par les marchés (fonciers, agricoles, immobiliers, etc.), mais de manière discutable ou partielle. Aussi, les pouvoirs publics n'ont pas intérêt à leur abandonner cette responsabilité, mais à agir sur la production d'incitations et de règles collectives, comme dans le cas



Fig. 3 : Cueillette directe de pommes dans un verger dans la ferme de Viltain sur le plateau de Saclay à l'ouest de Paris. Photo P. Donadieu.

13- Ces deux tendances ont été décrites en France par les spécialistes de la prospective d'aménagement du territoire, la première sous le nom de « territoire patrimonial » (à forte régulation nationale) et la seconde sous le nom de « Suburbia » (économie marchande dominante). Voir Ascher (François) *et al.*, *Les territoires du futur*, La Tour d'Aigues, DATAR/Aube, 1993, 182 p.

des droits d'eau pour l'irrigation. Les collectivités concernées peuvent aussi investir dans les équipements nécessaires aux agriculteurs : les pistes agricoles indépendantes des routes, les systèmes d'irrigation, et aussi aux usagers : les pistes piétonnières, cyclables et d'équitation, les abris, les bancs, les plantations de haies, le contrôle de la sécurité et de la propreté, etc (fig. 4).

Des logiques économiques agricoles aux logiques paysagères agri-urbaines

La tendance à l'étalement urbain (*urban sprawl, città diffusa*) continuera dans toutes les régions urbaines de la planète à susciter l'opposition de deux groupes. D'un côté, ceux qui, comme dans beaucoup de villes européennes, veulent la stopper, c'est-à-dire conserver – notamment pour des raisons d'économie d'énergie de transport et de conservation de cadre souhaité de vie – les espaces ouverts non bâtis comme infrastructures urbaines paysagères publiques et privées. De l'autre, en particulier aux États-Unis, ceux qui ne souhaitent aucune entrave aux initiatives des entreprises et sont sensibles aux incitations des pouvoirs publics (détaxation, transports publics)¹³.



Fig 4 : Piste cyclable dans les prairies de la vallée de la Bruche dans la proche périphérie de Strasbourg. Ces espaces agricoles sont protégés par le Plan vert de la Région urbaine et deviennent des biens communs aux citoyens. Photo P. Donadieu.

Cet étalement laisse normalement dans son sillage des lieux d'abandons et de déchets, mais aussi des ségrégations sociales : des centres ou des périphéries gentrifiés, des lotissements pour les classes moyennes, et des bidonvilles. Le contrôle total de cette tendance très lourde, favorisée par l'accroissement des moyens de transport, les différentiels de prix du foncier entre centre et périphérie, et encore, selon les pays, l'exode rural, n'est pas en général à la mesure des pouvoirs publics. À moins de donner un cadre réglementaire décentralisé pour mettre en œuvre des règles nouvelles et locales de production locale des espaces périurbains.

Dans ce contexte politique particulier, où la pression sociale anti-étalement devient parfois dominante – comme sur les littoraux nord-méditerranéens européens –, les activités agricoles sont soumises à deux forces opposées face à celle de la pression immobilière : soit partir de la ville, trop contraignante, pour se relocaliser ailleurs en réalisant la rente foncière ; soit rester dans la ville, où elles trouveront des marchés de proximité tout en produisant des biens communs dont le coût peut être pris en charge par le marché des produits (internalisation) ou par la collectivité publique. Certains agriculteurs peuvent d'ailleurs jouer sur les deux possibilités en fonction de la localisation de leurs exploitations, près et loin de la ville.

Il résulte de ces processus évolutifs quatre étapes possibles de transformation des activités agricoles situées dans les régions urbaines :

- L'étape première, celle des agricultures périurbaines, souvent intensives, non liées aux marchés urbains, n'exclut ni la pluri-activité dans la famille, ni la diversification des sources de revenus des agriculteurs. Ces agricultures, qui étaient situées hors de la ville, ont été rejointes par elle du fait de l'étalement. Les paysages agricoles sont alors des sous-produits involontaires, qui ne sont pas destinés à être vus, sauf accueil d'un public (ventes à la ferme). Avec l'étalement urbain, ils de-

14- Oueslati (Walid) (édit.), *Analyses économiques du paysage*, Quae, Paris, 2011.

viennent souvent des paysages d'interstices, parfois appréciés (vignes, vergers, prairies). Et la manière dont les nouveaux citadins perçoivent la campagne depuis leur pavillon ou leur appartement se traduit par une plus-value immobilière de 2 à 10 % en moyenne¹⁴.

- La seconde étape, celle des agricultures urbaines – et parfois la première pour les maraîchers et les floriculteurs par exemple –, est de dépendre surtout et parfois exclusivement du marché urbain proche avec des circuits courts (grandes surfaces commerciales, marchés forains). La pluri-activité familiale est fréquente comme la diversification des sources de revenus. Les paysages agricoles et horticoles sont aussi des sous-produits involontaires qui peuvent rester longtemps interstitiels. Une attention peut être donnée à l'exploitation agricole (embellissement des exploitations, patrimonialisation du bâti), notamment s'il y a un public et des clients (agri-tourisme, cueillettes directes, sports équestres, location de chasse). Si les terrains sont protégés de l'urbanisation, ces systèmes de production agricole peuvent être transmis et garantir une pérennité relative des agricultures.
- La troisième étape de l'évolution est celle des agricultures paysagères (*bobby farming*), où le revenu agricole marchand est en général nul ou faible, parce que « l'exploitant » n'en est plus un et a d'autres revenus principaux par ailleurs. C'est le cas des agricultures de plaisance, des jardinages et élevages familiaux, des vignes, prairies et vergers urbains. Ces biens sont privés, publics ou parfois communs (*garden communities*). En l'absence de logiques d'entreprises agricoles, les aménités des paysages et des lieux produits peuvent devenir le but essentiel de l'activité, et les produits agricoles et jardiniers des sous-produits non ou peu marchands. Résolument interstitiels, ils entrent alors facilement dans la catégorie des biens communs ou publics paysagers.
- La dernière étape est celle des espaces paysagers à références agricoles ou horticoles, où le concepteur paysagiste donne à voir et à accéder aux espaces agricoles (scénographie) par la circulation (piétonnière, cycliste, équestre), s'inspire de leurs formes ou de leurs processus techniques (les assolements) pour concevoir un projet de paysage où les scènes agricoles sont intégrées au projet de territoire. Les espaces paysagers sont le plus souvent publics ou publicisés. Ils sont gérés comme des lieux de loisirs (sports), de culture (spectacles), d'aménité (agrément) et d'émotion individuelle et collective.

Toutes ces étapes peuvent se trouver autour d'une même centralité urbaine. Leur évolution dépend des processus de retrait ou de maintien des agriculteurs et des jardiniers. Sous l'influence des pouvoirs publics urbains et agricoles qui peuvent ou non contrôler le marché foncier. Les agricultures se transforment au contact de la région urbaine qui les absorbe en ne retenant *souvent* que leur dimension paysagère non marchande.

Quelles formes pour les paysages agri-urbains ?

Chez les urbanistes et les aménageurs en général, la pratique habituelle de planification spatiale est celle du projet urbain. Elle consiste à affecter les espaces à des fonctionnalités et à des usages sociaux en fonction des orientations politiques des collectivités. Les formes des paysages ainsi produits résultent alors de ces pratiques fonctionnalistes. Leur principal inconvénient est d'aboutir à des paysages et des lieux qui ne sont pas fabriqués pour être perçus et ne répondent à aucune attente sociale, esthétique ou esthétique collective. Pour cette raison, qu'ils soient mono- ou pluri-fonctionnels, ils engendrent des préférences, des débats, des tensions ou des conflits sociaux locaux.

En revanche, les architectes paysagistes font prévaloir l'idée que les paysages peuvent être produits comme cadres communs à la vie humaine et non humaine, pour satisfaire des demandes sociales locales, par exemple celles des touristes, des habitants ou des entrepreneurs locaux.

Que se passe-t-il si des élus d'une collectivité urbaine ou périurbaine décident de conserver les espaces agricoles au lieu de les laisser à l'urbanisation ou aux espaces verts non agricoles ? L'alternative du *urban farming* suppose que les paysagistes mettent en formes paysagères perceptibles les espaces agricoles dans leur contexte urbain. La première étape est celle de l'inventaire et de la désignation des espaces agricoles et jardiniers, puis du porter à la connaissance publique. Il est alors montré aux élus et aux habitants, qui peuvent l'ignorer ou le méconnaître, qu'il existe des activités de production agricole sur la commune. La deuxième étape consiste à effectuer un diagnostic du devenir possible des espaces et des exploitations agricoles : disparition, reproduction, diversification, patrimonialisation, etc. ; à connaître également les attentes de proximité des habitants et des acteurs locaux : ventes directes à la ferme, cueillettes directes, services pédagogiques, de loisirs et d'entretien, etc. Dans la troisième étape est élaboré un projet de paysage (communal

et intercommunal) qui propose des principes d'aménagement à débattre publiquement, à valider puis à traduire sous formes de règles juridiques à intégrer dans les documents d'urbanisme (SCoT, PLU en France).

Les documents d'urbanisme peuvent jouer un rôle protecteur efficace pour les espaces agricoles. C'est le cas dans les communautés d'agglomération ou urbaines de Rennes, Nantes, Lyon, Lille ou Grenoble. La tendance est alors celle de figer l'usage agricole de l'espace périurbain et de favoriser la densification du tissu urbain aggloméré. À condition que les agences foncières, et notamment les SAFER, jouent leur rôle régulateur pour garantir la reprise d'exploitations agricoles viables. Et en ayant recours, si possible, aux outils des chartes de paysage et pas seulement dans le cadre exemplaire des parcs naturels régionaux.

Dans ce second cas, deux situations types de transition entre zones urbaines et agricoles sont exploitables par les paysagistes : soit une limite nette et rapide, avec ou sans plantations d'arbres ou de haies, prévoyant des circulations piétonnières, cyclistes et d'équitation vers la zone agricole ; soit un espace public et semi-public de transition lente occupé par des jardins familiaux, des espaces boisés, naturels et aquatiques, des infrastructures circulatoires ou énergétiques, des sièges d'exploitation agricole, des équipements sportifs et culturels et des parcs publics, reliés également par des circulations aux espaces agricoles voisins.

Dans tous les cas, ce sont les (re)présentations (surtout les mots et les images) et la mise en accès public des espaces correspondants par les paysagistes qui importent. Elles décideront des formes agricoles et urbaines qui donneront aux paysages des caractères perceptibles partageables par les habitants et les visiteurs.

Conclusion

Dans les visions de la région urbaine postmoderne des architectes paysagistes et des planificateurs urbains, le paysage est devenu une notion centrale. Il apparaît non seulement comme un filtre culturel et un outil pour penser la ville étalée dans la région urbaine, mais il promet aux citadins et aux touristes de nouvelles images et lieux de la ville qui ne séparent plus les espaces paysagers de ceux qui ne le sont pas.

Dans cette conception nouvelle des régions urbaines est manifesté le souci des architectes paysagistes et des *urban designers* de se situer comme concepteurs de projets en amont de la planification urbaine, mais aussi comme maîtres d'œuvre, avec d'autres, d'actions concrètes d'aménagement. Ces professionnels promettent en général d'inventer de nouvelles relations entre l'exposition aux risques environnementaux locaux et globaux, la fabrique urbaine, les patrimoines culturels et l'aspiration au mieux-être des

citadins. Certains, en Chine par exemple, renouent symboliquement avec les mythes paysagers ruraux et de manière nostalgique avec les spiritualités et les savoir-faire anciens¹⁵. D'autres, aux États-Unis, les ignorent parce qu'ils renient les références aux parcs et aux jardins qui ont été inventés pour la ville aux XIX^e et XX^e siècles. Peu imaginent cependant de faire avec l'agriculture d'authentiques paysages agri-urbains.

Pour que les activités agricoles soient intégrées – arri-mées – à la ville, et non seulement des références symboliques, il est nécessaire aux pouvoirs publics comme aux architectes paysagistes de leur reconnaître autant leurs caractères paysagers contemporains (les montrer) que les utilités économiques, environnementales et sociales qui les consacrent comme biens communs urbains ; au même titre que les parcs boisés, les autoroutes urbaines et les cimetières. Mais en se souvenant que le marché ne produit pas en général spontanément de paysages qualifiés, sauf si les maîtrises d'ouvrage publiques et privées s'en préoccupent.

C'est pourquoi l'alliance entre les paysagistes urbanistes, les élus et les organisations agricoles et jardinières est essentielle pour orienter la fabrique urbaine par une gouvernance large des projets agri-urbains. L'enjeu social étant la qualité du cadre de vie périurbaine qui ne saurait être uniforme, les paysages agri-urbains peuvent alors offrir des caractères socialement distinctifs pour des quartiers de la ville ou pour des villes entre elles.

15- L'architecte paysagiste chinois K. Yu a installé, en 2003, 21 ha de culture de riz dans le campus de la nouvelle université d'architecture de Shenyang, sous forme d'un parc public, là où cette culture existait avant. Il s'agit d'un cas rare d'agriculture urbaine paysagiste. Yu (K.) and Padua (M.G.), (éd.), *The art of survival, recovering landscape architecture*, Victoria, The Image publishing group, Pty Ltd, 2006, p. 34 à 43 et 102 à 113.

Réconcilier agriculture et paysage Changer d'agriculture ou changer de regard ?

Roland Vidal

L'évolution des rapports ville-campagne

L'étalement urbain que connaissent la plupart des métropoles d'aujourd'hui est un phénomène relativement récent. Les villes sont en effet longtemps restées limitées dans leur extension par la nécessité dans laquelle elles étaient, même en temps de paix, de maintenir à leur périphérie proche les terres agricoles productrices des denrées alimentaires qui ne pouvaient pas être transportées sur de longues distances. C'est ainsi qu'une ceinture dite « maraîchère » ou « horticole » a longtemps entouré les centres urbains et en a limité, de fait, l'extension spatiale. Avec les moyens techniques apportés par la modernité, et notamment le développement de transports rapides, même les denrées alimentaires les plus fragiles, comme les fruits et légumes, ont pu être cultivées beaucoup plus loin. Les paysages agricoles ont alors été recomposés de sorte à optimiser la production en privilégiant les cultures qui s'adaptent le mieux aux conditions édaphiques et climatiques, et en reconsidérant la prise en compte de la distance entre les lieux de production et les lieux de consommation. Les villes ont donc pu s'étendre sans compromettre leur approvisionnement alimentaire, donnant ainsi à la valeur foncière liée à la proximité urbaine une importance qui finit par occulter la valeur agronomique des terres périurbaines. Le schéma théorisé par von Thünen, qui expliquait la position spatiale des cultures en fonction des contraintes liées au transport vers la ville¹, se trouve donc bouleversé dans sa forme, et les ceintures maraîchères disparaissent progressivement pour laisser place aux extensions urbaines qui prennent d'abord la forme de banlieue, pour devenir ensuite les aires urbaines que l'on connaît aujourd'hui.

Cette évolution a au moins deux conséquences. La première est que la ville se trouve aujourd'hui en contact avec une agriculture qui n'est pas celle qu'elle connaissait autrefois. Le rôle de transition que jouait la ceinture horticole, agricole par sa fonction productive mais citadine par sa fonction sociale², disparaît. Les citadins ont maintenant comme voisins des agriculteurs qu'ils ne connaissent pas et qu'ils ne comprennent pas. La seconde, surtout liée aux progrès de l'agronomie, est que le monde citadin, qui représente dans nos pays la grande majorité de la société, ne voit plus dans l'espace agricole l'image de sa propre sécurité alimentaire. Il y voit un lieu de production dédié à un marché global dont il se sent de plus en plus étranger. Dès lors, les citadins perçoivent d'autant plus l'agriculture comme une source de nuisances, qu'elles soient réelles ou supposées, que leur propre alimentation ne semble plus en dépendre.

Aménager le cadre de vie ou nourrir le monde ?

Coupée de ce lien nourricier qui l'attachait fortement à son agriculture, la société moderne porte désormais sur les espaces agricoles un regard nourri de nouvelles attentes. Celles-ci s'expriment surtout en termes environnementaux et paysagers, assez secon-

dairement en termes alimentaires, d'autant que dans ce dernier cas les attentes ne s'expriment plus en termes quantitatifs – il n'y a pas de pénurie alimentaire dans les pays riches – mais qualitatifs, voire symboliques. Que l'on attende de l'agriculture qu'elle respecte la biodiversité, qu'elle produise du paysage ou du loisir, qu'elle reconstruise du lien social ou qu'elle invente de nouvelles formes de commercialisation – les « circuits courts » –, une constante apparaît désormais dans tous les désirs citadins : la productivité n'est plus un objectif dominant.

Cet abandon de ce qui fut durant des millénaires la priorité de toutes les civilisations est en grande partie dû aux progrès qu'a connus l'agronomie ces cinquante dernières années, avec des rendements qui, notamment en grande culture, ont été multipliés par trois ou quatre³, effaçant ainsi le spectre de la famine qui hantait encore les mémoires peu de temps auparavant. Cette impression de surabondance, stigmatisée par les crises épisodiques de la surproduction européenne – quotas laitiers, jachères PAC, etc. – et par leur médiatisation, masque en réalité une méconnaissance profonde de la situation de l'offre et de la demande agroalimentaire mondiale, tant d'un point de vue historique que géographique. Si l'augmentation de la productivité de l'agriculture a en effet été phénoménale durant les trente glorieuses, elle n'a fait que rattraper, en la devançant un peu, l'évolution de la démographie planétaire. Mais la situation n'est plus la même aujourd'hui, puisque les rendements de l'agriculture moderne plafonnent, alors que la démographie continue de progresser. Historiquement, l'impression de surabondance est donc liée à une conjoncture passagère et non à une situation durable. Cette impression n'est d'ailleurs pas partagée par tous les habitants de la planète, loin de là. Bien sûr, les situations de famine les plus dramatiques sont principalement attribuables à des défauts de répartition des denrées alimentaires et surtout des moyens techniques et des savoir-faire agricoles. Mais il reste qu'avec une population de plus de 9 milliards d'habitants attendue vers 2050, c'est l'ensemble de l'agriculture mon-

1- Johann Heinrich von Thünen, (1783-1850), économiste allemand intéressé par l'agronomie et la géographie, développe sa « théorie des anneaux » dans un ouvrage intitulé *L'État isolé en relation avec l'agriculture et l'économie nationale*, publié en 1826.

2- Voir Phliponneau (M.), *La vie rurale de la Banlieue Parisienne*, Paris, A. Colin, 1956.

3- Selon Bruno Parmentier. Voir *Nourrir l'humanité*, Éditions La Découverte, 2009.

4- « Pour nourrir une population mondiale qui devrait dépasser les 9 milliards en 2050, on considère que la production agricole devra augmenter de 70 pour cent d'ici à cette date. » Déclaration finale du Sommet mondial pour la sécurité alimentaire, FAO, Rome, 16-18 novembre 2009 (www.fao.org).

5- Charvet (Jean-Paul), *Les greniers du monde*, Economica, 1985.

6- Notamment avec la publication, en 1986, de *Landscape ecology* par Forman et Godron (Wiley ed. New York).

7- Dans les plans d'occupation des sols (POS), les espaces naturels et agricoles étaient classés dans les mêmes zones dites « N ». Cette situation change progressivement depuis 2000 avec la conversion du POS en plan local d'urbanisme (PLU).

diale qui devra progresser, comme l'a rappelé le dernier sommet mondial de la FAO⁴. Il faudra peut-être alors se souvenir qu'une région géologique comme le Bassin parisien est, au moins depuis la seconde moitié du XX^e siècle, l'un des « greniers du monde », comme le constatait il y a plus de vingt ans le géographe Jean-Paul Charvet⁵. L'avenir de ce bassin de production n'est donc pas la seule affaire de ses habitants. Il en va du développement durable de la planète tout entière. Pour une ville comme Paris, mais aussi pour celles de bien d'autres régions agricoles d'Europe – comme la plaine milanaise –, il faudra bien que les projets d'aménagement des territoires agricoles périurbains parviennent à redonner la place qui lui revient à la productivité, si l'on ne veut pas que la quête d'un cadre de vie privilégié ne se fasse au détriment de l'équilibre du monde.

Ne plus confondre nature et agriculture

L'espace agricole a longtemps été tenu à l'écart des grands schémas d'aménagement des régions urbaines qui le représentaient le plus souvent comme un espace « vide » en attente d'une éventuelle destination. Il était considéré tout au mieux comme susceptible de répondre au désir d'espace ouvert, largement confondu avec le désir de nature. Lorsque des dispositions réglementaires sont venues limiter et cadrer l'expansion de la ville, elles ont d'abord concerné ces espaces naturels et elles se sont limitées dans un premier temps à un découpage de l'espace qui programmat l'inconstructibilité de certaines zones non occupées par la ville. C'est avec le succès qu'a connu l'écologie du paysage, dans les années 1980⁶, qu'est apparue l'évidence qu'il ne suffisait pas de délimiter des zones à préserver de l'urbanisation pour que les territoires définis ainsi par défaut fonctionnent correctement. Tout comme l'espace urbain, l'espace naturel a ses propres logiques spatiales, l'écologie du paysage l'a montré, et les notions de *tache*, *corridor*, *matrice*, qui décrivent le fonctionnement spatial des espaces naturels, ont trouvé leur écho dans les plans d'aménagement, à travers notamment la notion de « trame verte ». L'espace agricole n'a pas fait l'objet des mêmes attentions. D'un côté, la recherche agronomique se préoccupait beaucoup plus d'améliorer la production par filière que d'explicitier le fonctionnement spatial des exploitations, de l'autre les spécialistes de l'aménagement du territoire ne différenciaient guère nature et agriculture⁷. Celle-ci occupait donc les territoires que voulait bien lui laisser la ville, la plus-value foncière engendrée par l'urbanisation n'encourageant guère les agriculteurs à résister à cette « conquête » progressive.

Mais le territoire étant planifié en fonction des seuls besoins de la ville et de ses réseaux, un certain nombre des espaces résiduels laissés à l'agriculture se sont avérés inutilisables et menacent progressivement de se transformer en friches périurbaines. L'image positive de la friche, largement véhiculée au nom de la biodiversité qu'elle héberge – et dont on oublie vite la nature éphémère –, se heurte rapidement à une réalité beaucoup

moins agréable à vivre pour les habitants des territoires concernés. Terre d'abandon, la friche devient en effet la négation de l'urbanité en accueillant toutes les fonctions dont la ville « civilisée » ne veut pas, de la simple décharge sauvage aux activités criminelles les plus violentes.

Inquiets de la dérive que pourrait connaître leur cadre de vie, les habitants de ces territoires périurbains se mobilisent parfois pour tenter de protéger leur agriculture avant qu'il ne soit trop tard. C'est ainsi que sont nés les « programmes agri-urbains » d'Île-de-France, à l'initiative des habitants eux-mêmes, regroupés en association, des élus ou parfois des agriculteurs. Ces programmes, intégrés désormais dans le projet de « ceinture verte » de la Région, partent tous d'une volonté de redonner aux agriculteurs un rôle actif dans les décisions concernant l'aménagement du territoire. L'espace agricole est enfin reconnu comme le lieu d'une activité économique, et ces citoyens-là ne confondent (presque) plus nature et agriculture. Mais le paysage agricole qu'ils rêvent d'avoir comme cadre de vie est souvent très éloigné de celui qui trouve sa place dans l'économie actuelle, et nombre des agriculteurs sont plus réticents qu'on ne le voudrait à s'inscrire dans les projets qu'on leur propose.

Agriculture rêvée ou agriculture réelle⁸

« Quand la part des paysans est tombée de 70 % à 2 %, cela a marqué une rupture avec une situation qui durait depuis le néolithique⁹. »

C'est ainsi que le philosophe Michel Serres décrit ce qu'il considère comme l'événement le plus important du XX^e siècle. Cet aspect démographique du phénomène a des conséquences considérables dans les relations qu'entretiennent les sociétés citadines avec leur agriculture. Privés de relations directes avec le monde agricole, les citoyens d'aujourd'hui s'en font une idée largement reconstruite à partir d'images véhiculées par une société de consommation de plus en plus médiatisée. Ce sont les publicités

8- Titre repris d'un article publié dans la revue *Pour la Science*, n°383, septembre 2009, p. 18-19.

9- Serres (Michel), « La crise n'est qu'une toute petite ride sur la surface de l'histoire », *Le Figaro*, 25 septembre 2009.

10- Tendances qui, selon elle, rend le monde occidental largement responsable de l'augmentation de la famine dans les régions pauvres du monde. Wentz (Margaret), « Enviro-romanticism is hurting Africa », *The Globe and Mail*, 17 juillet 2009. Voir <http://www.theglobeandmail.com>.

et les étiquetages de l'industrie agroalimentaire qui remplacent la connaissance directe que les citadins du début du XX^e siècle avaient encore grâce aux liens qu'ils conservaient avec la partie de leur famille restée « au pays ». Il est évident que c'est la modernisation de l'agriculture qui a permis la modernisation de la société et son développement démographique. Pourtant, l'image que véhicule la médiatisation agroalimentaire d'aujourd'hui refuse cette modernité en y préférant des images passéistes mettant en avant les valeurs « à l'ancienne », associées arbitrairement à une meilleure qualité gustative ou sanitaire que l'on se garde bien de vérifier.

À cette nostalgie, entretenue également par certains discours politiques, s'ajoutent des préoccupations liées à la suralimentation qui apparaît comme le risque majeur de nos sociétés privilégiées. Lorsqu'elles ne sont pas présentées comme « rustiques », « élaborées comme autrefois », les denrées alimentaires sont vantées pour leur faible teneur en matières grasses ou en sucre, c'est-à-dire ce qui manque précisément au milliard de personnes qui souffrent de la faim. Quand la qualité des aliments se mesure à leur faible teneur en calories, comment trouver du sens à la productivité agricole ? Cette perte de sens est complétée par l'idée, que l'on ne vérifie pas davantage, que l'agriculture d'avant la modernité aurait été bien plus respectueuse de l'environnement. Se dessine ainsi l'image idéalisée de la petite ferme d'autrefois qui répondrait à la fois à des attentes environnementalistes, souvent légitimes par ailleurs, et à celles, moins honorables, d'un « écobusiness » plus rentable pour l'industrie agroalimentaire et la grande distribution que réellement efficace écologiquement. Se développe aussi ce que la journaliste canadienne Margaret Wentz a qualifié d'*enviro-romantisme*¹⁰ : un écologisme ethnocentrique qui, au nom de la protection de la planète, oublierait de protéger les sept milliards d'hommes qui la peuplent aujourd'hui. Dispensée de sa fonction première, l'agriculture rêvée trouverait ainsi sa place dans des projets d'aménagement qui préserveraient un cadre de vie paysager destiné à satisfaire le regard des populations des pays développés, au détriment du cadre de vie nourricier dont a besoin l'humanité tout entière. Elle demanderait aussi aux agriculteurs d'exercer une fonction dans laquelle nombre d'entre eux ne se reconnaissent pas...

Pour des projets d'aménagement compatibles avec l'agriculture contemporaine

C'est en milieu périurbain que le regard porté par le monde citadin sur son agriculture est le plus aigu. Et c'est dans ce même milieu que l'extension de la ville et de ses infrastructures interfère le plus avec le fonctionnement spatial de l'activité agricole. Enclavée par un parcellaire urbain qui progresse selon ses propres logiques d'acquisitions foncières, déstructurée par des réseaux de transport qui relient les zones urbaines entre elles, soumise à des pressions fortes comme le vol des récoltes ou un vanda-

lisme plus ou moins conscient, l'agriculture urbaine doit construire sa survie économique en s'adaptant à toutes ces contraintes. Bien sûr, la proximité urbaine apporte aussi des solutions nouvelles en permettant à certains agriculteurs d'équilibrer leurs comptes en s'ouvrant à une diversification de leurs activités ou en répondant à de nouvelles demandes locales. Mais la grande visibilité médiatique de ces quelques opportunités offertes localement masque fondamentalement une erreur d'échelle qui transparaît dans de nombreux projets urbains. S'il est vrai, par exemple, que de nouvelles formes de vente permettent à certains maraîchers de se maintenir en milieu périurbain, répondant ainsi à ce désir citoyen de « petites fermes de proximité », on oublie un peu vite que le maraîchage n'occupe qu'une part infime de la surface agricole¹¹ et qu'il est en régression constante depuis l'invention du chemin de fer. Or les « circuits courts », si souvent présentés comme la solution d'avenir pour l'agriculture urbaine, ne concernent pas les grandes cultures qui, elles, occupent l'essentiel du territoire dans les grands bassins de production comme la région Île-de-France.

Et ce dont ont besoin ces grandes cultures, c'est d'une organisation du territoire compatible avec les dimensions de leur développement spatial actuel, qui n'est pas à la même échelle que ces petites fermes qui pourraient éventuellement s'adapter aux espaces interstitiels laissés par la ville. L'agriculture la plus productive d'Île-de-France, celle qui occupe 95 % du territoire, a besoin d'un espace adapté à la dimension de ses engins comme à la dimension de son marché (dépendant de l'économie d'échelle). Elle doit aussi s'inscrire dans un territoire agricole, ou en continuité avec lui, de sorte à rester en contact avec les services et équipements dont elle a besoin pour fonctionner, en amont comme en aval de sa production¹². Bien sûr, à l'intérieur de ces territoires, les engins agricoles doivent pouvoir circuler librement entre les champs, les hangars et les lieux de stockage. Et cette liberté de circulation est rarement prise en compte par les aménagements urbains qui privilégient la circulation automobile, multipliant les

11- Moins de 2% en Île-de-France, selon les *Chiffres-clés de la Région IDF*, publiés en 2009 par la Chambre régionale de commerce et d'industrie.

12- Il s'agit d'un côté des fournisseurs de matériel, de semences ou d'intrants, et de l'autre des installations réceptionnant les denrées, silos à blé, laiteries, sucreries, etc. Voir *Réaliser une analyse fonctionnelle des espaces ouverts*, publié en 2009 par l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région Île-de-France (téléchargeable sur <http://www.iau-idf.fr>).

13- Entre 1970 et 1980, d'après les données de la FAO. Sur une période plus longue, les rendements moyens sont passés de 25 à 70 quintaux entre 1960 et 1990, soit une progression annuelle moyenne de 1,5 quintal/an.

14- L'efficacité énergétique, c'est-à-dire le rapport entre calories produites et énergie consommée (sous forme directe ou indirecte), est inférieure en agriculture biologique. Cette différence est principalement due au fait que « les techniques alternatives à une utilisation des pesticides, notamment le désherbage mécanique, induisent un niveau plus élevé des charges en mécanisation ». Référence : *Ecophyto R&D, vers des systèmes de cultures économes en produits phytosanitaires*, INRA 2009.

routes interdites aux tracteurs et les ralentisseurs ou obstacles de toute nature destinés à limiter les excès de vitesse qui ne concernent guère les engins agricoles. Tous ces aménagements ont pour conséquence de compromettre le bon fonctionnement économique des exploitations et donc d'entraîner des abandons de parcelles qui se traduisent par des enfrichements.

Concilier productivité agricole et protection de l'environnement

À certains moments de sa modernisation récente (les années 1970), l'agriculture d'une région propice comme l'Île-de-France a vu les rendements moyens de blé progresser de 2 ou 3 quintaux par an¹³, alors qu'ils augmentaient de moins d'un quintal par siècle durant les millénaires précédents. Cette accélération fulgurante de la productivité ne s'est pas faite sans conséquences pour l'environnement, même si celles-ci n'ont pas été perceptibles immédiatement. La recherche agronomique s'oriente donc aujourd'hui vers la mise au point de nouveaux itinéraires techniques qui prennent en compte ces impacts environnementaux. Mais cette évolution ne doit pas perdre de vue l'approvisionnement d'un marché de plus en plus demandeur, parce que la population augmente alors que les rendements plafonnent, on l'a vu, mais aussi parce l'agriculture est de plus en plus sollicitée, au nom du développement durable, pour fournir des denrées non alimentaires (agrocarburants, bois-énergie, agro-matériaux). Qu'il s'agisse des externalités négatives, comme la pollution des sols ou des nappes phréatiques, ou de la consommation en énergie fossile, l'impact environnemental de la production agricole doit être évalué au prorata de la quantité de denrées produites et non de la surface utilisée. Or c'est souvent l'inverse qui est fait, valorisant ainsi des modes de culture peu polluants sans se préoccuper du fait qu'ils sont également peu productifs.

La place des discours plus idéologiques que scientifiques est ici déterminante. Encore largement confondue avec l'agriculture d'autrefois, l'agriculture biologique est ainsi souvent présentée comme la seule solution écologiquement acceptable, alors que, même dans ses formes les plus modernes, elle n'est pas toujours la plus adaptée, notamment dans les pays au climat froid et dans les grandes cultures. Une tonne de blé bio consomme autant de carburant qu'une tonne de blé produit en agriculture intégrée, alors qu'elle nécessite l'usage d'une surface de terre deux fois plus importante¹⁴. Concilier productivité agricole et respect de l'environnement nécessite une réflexion plus globale et la mise en œuvre de techniques qui, en aucun cas, ne peuvent se réduire à un retour en arrière. Si l'agriculture biologique a un rôle important à jouer, c'est dans sa forme moderne nourrie par les résultats d'une agro-écologie de plus en plus performante, ce n'est pas en contribuant à donner forme à l'agriculture rêvée. Elle trouvera tout naturellement sa place lorsqu'elle sera concurrentielle avec les autres formes d'agriculture respectueuses de l'environnement.

Mais actuellement, elle est surtout l'objet, elle aussi, d'un éco-business écologiquement contre-productif. Peu rentable sous nos climats et grande consommatrice de main-d'œuvre, elle a tendance à se délocaliser vers les pays où le climat est plus favorable et la main d'œuvre moins chère. Le résultat est écologiquement négatif, puisque les produits bios voyagent beaucoup plus que les autres¹⁵, et le plus souvent en avion-cargo...

Conclusion : changer le regard plutôt que réinventer l'agriculture

En attendant de l'agriculture qu'elle produise un cadre de vie répondant aux désirs d'un monde citadin qui la comprend de moins en moins, la société actuelle oublie un peu trop souvent que la production agroalimentaire est une condition essentielle du développement durable de la planète. Il n'y a pourtant pas d'incompatibilité entre les différentes fonctions que l'agriculture est en mesure de remplir, qu'il s'agisse de la protection de l'environnement ou de la qualité des paysages. La prise en compte de l'environnement doit être comprise comme une adaptation nécessaire des techniques de production moderne, et non comme une remise en cause de cette modernisation. Le paysage, quant à lui, doit surtout être compris comme une construction sociale, ce qu'il a d'ailleurs toujours été. Dès lors, il serait peut-être plus simple d'adapter le regard du monde citadin à la réalité du paysage agricole, plutôt que de vouloir adapter l'agriculture à un désir citadin largement nourri d'imaginaire.

15- 60 % des fruits et légumes bios sont importés en France (*L'agriculture biologique, chiffres-clés*, Agence Bio, édition 2009), soit 20 % de plus que la moyenne (données CTIFL). En Angleterre ou au Canada, cette proportion atteint 70 à 80 %. En l'état actuel du marché, l'agriculture biologique est loin d'être vertueuse du point de vue de son empreinte écologique globale (voir Daniel Chrétien, « Au diable le bio, vive les pesticides ! ». revue québécoise *L'Actualité*, juin 2007). Elle ne l'est pas toujours non plus d'un point de vue social étant donné les conditions de travail des pays exportateurs (voir Philippe Baqué, « Importer des femmes pour exporter du bio », enquête sur le bio espagnol parue dans la revue *Silence*, novembre 2010).

Introduction

A growing awareness of the socioeconomic and ecological impacts of urban development, combined with the recent upsurge of interest in questions of food systems and agricultural sustainability, underscores the need for research into the linkages between cities and agriculture. Some argue that rapid urban growth has resulted in cultural alienation from the underlying processes by which food is produced¹. In addition to this alienation, some connect the growth of urban centres, both spatially and in terms of population, to potentially unsustainable increases in demand for food as well as loss of agricultural land in and around metropolitan areas². Indeed, one commentator laments the agricultural impact of continuous urban expansion in California: “Every day, bountiful fields surrender to big-box stores, fast-food restaurants and residential sprawl. More than 100,000 acres were paved over in the Central Valley alone in the 1990s, and experts estimate that nearly 1 million more could vanish within a generation.”³ Beyond the lens of these crises, however, what are the ways in which agriculture shapes, and is shaped by, urban development, and how are they linked?

While some recent work brings urban and regional issues more prominently into the food systems discourse and grassroots urban agriculture initiatives continue to grow in number and scale around the world, a clear examination of the relationship between agriculture and cities remains elusive⁴. What ‘types’ of agriculture best suit the needs and dynamics of contemporary urban life? There are voluminous debates on the methods by which agriculture should be made more sustainable, but these often remain divided disciplinarily and politically, and conspicuously ignore the urban question. Inclusive, practical discussion of how agricultural initiatives and enterprises might be sustainably designed, both in terms of their own operations as well as their linkages with urban systems (social, economic and ecologic) and markets, can help fill these gaps.

This paper attempts to foster such discussion by presenting a vision of ‘metropolitan’ agriculture. First, it explores a body of literature on systems theory applied to cities and urbanisation, drawing specifically on the notion of urban metabolism as a metaphor particularly suited to the framing of agricultural questions. It then introduces ‘metropolitan’ agriculture by reviewing previous research on urban development in relation to food systems and agricultural change. The next section builds on this to explore the potential for a notion of metropolitan agriculture to create shared space between *urban* agriculture, an emerging agricultural paradigm, and *industrial* agriculture, identified here in the Kuhnian sense as the dominant agricultural paradigm⁵. Finally, it elaborates a set of basic operational principles for the design of metropolitan agricultural enterprises to constitute what Krueger and Agyeman call “actually existing sustainabilities”, ground level initiatives that foster sustainability within real world systems⁶.

Urban Systems Theory and Metropolitan Agriculture

Urban systems theory provides a toolkit for analyzing the city as a complex system. Similar to general systems theory, much early work on urban systems was descriptive and linear, and attempted to emulate the methods and analytic style of harder sciences. It often used 'systems' as a general term to indicate various patterns of interconnection between cities, and certain elements within a city, and theorize on their developmental and demographic implications⁷. Systems theory in urban studies fell out of favour due to critiques of rigidity and reductivism during the late 1960s and 1970s, but more recent work on the interaction between social/human and ecological processes in the urban context has returned to the language of systems analysis.

A dominant thread in this contemporary discourse is the ecosystem metaphor. "Urban ecology" denotes the study of "cities *in* ecosystems or cities *as* ecosystems" and research on urban ecology falls across a large spectrum, from an emphasis on traditional scientific ecosystem analysis of the urban environment, to work that conceptualizes the relationship between social, natural/biological, and material processes⁸. Alberti *et al* outline a model of urban ecology that highlights:

- Drivers (e.g. population growth, infrastructure investment)
- Patterns (e.g. land use, urban heat islands)
- Processes (e.g. economic markets, nutrient cycles)
- Effects/changes (e.g. human behaviour, biodiversity)⁹.

This incorporates both social as well as ecological processes, and attempts to illustrate their impact on each other within a larger urban system. The goal of such modelling is to find out "how patterns of human and ecological responses emerge from the interactions between human and biophysical processes and how these patterns affect ecological resilience in urban ecosystems."¹⁰ Urban

1- McClintock (Nathan), "Why farm the city? Theorizing urban agriculture through a lens of metabolic rift", *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 3 no. 2, 2010, p. 191-207; Lapping (Mark), "Toward the Recovery of the Local in the Globalizing Food System: the Role of Alternative Agricultural and Food Models in the US", *Ethics, Place and Environment*, 7 no. 3, 2004, p. 141-150.

2- Ehrlich (Paul), Ehrlich (Anne) and Holdren (J. P.), *Human Ecology: Problems and Solutions*. San Francisco, W.H. Freeman and Company, 1973, 304 p.; Seto (Karen) and Kaufman (Robert) "Modelling the Drivers of Urban Land Use Change in the Pearl River Delta, China Integrating Remote Sensing with Socioeconomic Data", *Land Economics*, 79 no. 1, 2003, p. 106-121.

3- Wartzman (Rick), "Can the City Save the Farm?", *California Magazine*, 2007, May/June.

4- Morgan (Kevin) and Sonnino (Roberta), "The Urban Foodscape: World Cities and the New Food Equation", *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 3 no. 2, 2010, p. 209-224; Marsden (Terry), "Mobilizing the regional eco-economy : evolving webs of agri-food and rural development in the UK", *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 3 no. 2, 2010, p. 225-244; Mougeot (Luc), *Agropolis: the social, political, and environmental dimensions of urban agriculture*, London, Earthscan, 2005, 308 p.

5- Kuhn (Thomas), *The Structure of Scientific Revolutions*, Chicago, University of Chicago Press, 1962, 226 p.

6- Krueger (Rob) and Agyeman (Julian) (2005), "Sustainability schizophrenia or "actually existing sustainabilities?" toward a broader understanding of the politics and promise of local sustainability in the US", *Geoforum*, 36, 2005, p. 410-417.

7- Berry (Brian), "Cities as Systems Within Systems of Cities", *Papers of the Regional Science Association*, 13, 1964, 147-163.

8- Coelho (D.) and Ruth (M.) "Seeking a unified urban systems theory", in *The Sustainable City IV*, eds. U. Mander (U) C.A. Brebbia (C.A.) and E. Tiezzi (E.), Southampton, UK, WIT Press, 2006, p. 179-188.

9- Alberti (M.) *et al.*, "Integrating Humans into Ecology: Opportunities and Challenges for Studying Urban Ecosystems", *Bio-science*, 53 no. 12, 2003, p. 1169-79.

10- Alberti (M.) *et al.*, *ibid.*

11- Newcombe (K.), Kalma (J.) and Aston (A.), "The metabolism of a city: the case of Hong Kong", *Ambio*, 7, 1978, p. 3-15.

12- Warren-Rhodes (K.) and Koenig (A.) "Escalating Trends in the Urban Metabolism of Hong Kong", *Ambio*, 30 no. 7, 2001, p. 429-38.

ecology facilitates analysis of the environmental impacts of urbanisation, and can shed light on the complex relationship between cities, the environment and landscapes in terms of material processes and degradation. Indeed, several long-term urban ecology research projects on specific cities, such as Baltimore, present compelling findings on urban growth and environmental change.

Urban metabolism opens up a more holistic understanding of urban systems. In one of the first uses of the term, Newcombe *et al* stated that “we must come to understand and appreciate the nature of the inputs of urban settlements; their transportation networks; the capacity of their natural and man-made circulatory systems; the generation, disposal and resource potential of their wastes – in short, we must become familiar with the metabolism of our cities.”¹¹ Urban metabolism provides a framework that bridges research focused on clearly demarcated inputs as they contribute to and pass through the urban system (such as food, construction materials and fossil fuels) with more complex conceptualizations of the city as a socioeconomic and ecological space¹². Mitchell writes that urban metabolism forces one to investigate the “social as well as biophysical [means] by which cities acquire or lose the capacity for sustainability in the face of diverse and competing problems.”¹³ The space that urban metabolism opens up for analysis of the social and economic components of the city, and their relation to the ecological, makes it especially relevant for understanding the complex role of agriculture in urban systems.

In terms of agriculture and food systems, the *conceptual* breakdown of the barrier between city and nature widens the *spatial* lens of inquiry on ‘urban’ systems to include contextually relevant activities and processes that may stretch far beyond a city’s border. Brenner points to this when referring to the increasing need for “supraurban” scales of analysis for the urban question, building on the work of Lefebvre.¹⁴ The term metropolitan is used here in the same light, thus one can look at “metropolitan” agriculture as a term inclusive of ‘metabolic’ material systems of food production, as well as their social and ecological counterparts, which, when fitted together, bring food from farm gate – whether in Oxfordshire or rural China – to the city.

Observers began discussing metropolitan ‘forms’ of agriculture in the 1980s as a relationship between the processes of rapid urban expansion and agricultural change became clear. Heimlich first used the term “metropolitan agriculture” in an article that provided “evidence of agricultural adaptations to demographic and social trends” in metropolitan statistical areas in the United States census¹⁵. Looking towards the future he stated, “metro farms will increasingly adopt high-value enterprises, reduced-input or organic production methods, and innovative and direct marketing strategies to meet the constraints and to exploit the marketing advantages inherent in metro environments.”

In the mid-1990s Gardner wrote that “farms survive in metro areas by adapting to urban-area product demand, by undertaking more diverse farm enterprises and by producing higher-value per acre products with a larger service component than non-metro farms.”¹⁶

Recent commentary affirms these trends. Lapping notes the significant expansion of niche product development and direct marketing via community supported agriculture schemes and farmers markets, as well as diversification into non-traditional products and services such as biomass fuel production and farm retreats, by farmers in metropolitan regions of the Northeast United States. Farm products and services continue to expand beyond the primary production process to incorporate elements of the food system such as processing, transportation and marketing, in order to add value and access new markets. This diversification is an adaptive strategy to the “complex re-articulation of socioeconomic space upon multiple geographical scales” that defines the transition towards “supra-urban” metropolitan spaces¹⁷.

Two Trends in Agriculture: ‘Urban’ and Industrial

In terms of material processes, “metropolitan” agriculture can be discussed in relation to two other agricultural models, urban and industrial.

Urban agriculture can imply anything from the individual gardener or allotment holder to larger community organisations and enterprises. RUAF, a leading urban agriculture advocacy and research organization, defines urban agriculture as “the growing of plants and the raising of animals within and around cities... embedded in, and interacting with, the urban ecosystem.”¹⁸ Urban agriculture remains an emergent field of study, under-analysed from both a technical and theoretical perspective. McClintock presents a welcome contribution to theory for urban agriculture, and his use of “metabolic rift,” which draws on

13- Mitchel (J. K.), “Urban Metabolism and Disaster Vulnerability in an Era of Global Change”, in *Earth System Analysis: Integrating Science for Sustainability*, eds Schellnhuber (H) and Wenzel (V), Berlin, Springer, 1998, p. 359-377.

14- Brenner (Neil), “The Urban Question: Reflections on Henri Lefebvre, Urban Theory and the Politics of scale”, *International Journal of Urban and Regional Research*, 24 no. 2, 2000, p. 361-378.

15- Heimlich (Ralph), “Metropolitan Agriculture: Farming in the City’s Shadow”, *Journal of the American Planning Association*, 55 no. 4, 1989, p. 457-466.

16- Gardner (Bruce), “Commercial Agriculture in Metropolitan Areas: Economics and Regulatory Issues”, *Agricultural and Resource Economics Review*, 23 no. 1, 1994, p. 100-109.

17- Lapping, *ibid*; Brenner, *ibid*.

18- Resource Centres on Urban Agriculture and Food Security (RUAF), “What is Urban Agriculture?”, 2010, accessed at <http://www.ruaf.org/node/512>.

19- Pearson (Leonie), Linda Pearson (Linda) and Pearson (Craig), “Sustainable urban agriculture: stocktake and opportunities”, *International Journal of Agricultural Sustainability*, 8 nos. 1 and 2, 2010, p. 7-19.

20- Cofie (Olufunke), Adam-Bradford (A.) and Drechsel (Pay), “Recycling of Urban Organic Waste for Urban Agriculture”, in *Cities Farming for the Future – Urban Agriculture and Productive Cities*, ed. René van Veenhuizen, RUAF and IDRC, 2006, p. 209-242.

21- Broadway (Michael) “Growing Urban Agriculture in North American Cities: The Example of Milwaukee”, *Focus on Geography*, 52 nos. 3-4, 2009, p. 23-30.

22- Garnett (Tara), “Urban Agriculture in London : Rethinking our food economy” in *Growing Cities, Growing Food: Urban Agriculture on the policy agenda*, RUAF, 2005, p. 477-500.

23- Brown (Katherine) and Carter (Anne), “Urban Agriculture and Community Food Security in the United States: Farming from the City Center to the Urban Fringe”, Community Food Security Coalition, North American Urban Agriculture Committee, 2003, 29 p.

Marxian notions of alienation and social metabolism, provides an interesting counterpart to the discussion of metabolism in this paper. However, many scholarly and grey literature treatments of urban agriculture do not attempt such theory building and the plethora of case study analyses that do exist are unable to adequately treat the social, political and economic dynamics on which it touches.

Despite the heterodox nature of urban agricultural activity, there are some commonalities of cultivation technique and organizational approach that illustrate its properties as an emergent paradigm. Urban agriculture projects emphasize alternative cultivation methodologies and are often managed by small to medium-scale community organisations and social enterprises. While there can be chemical-intensive forms of urban agriculture, especially on the individual garden level, much urban agriculture utilizes alternative agricultural methodologies such as organic farming or permaculture that seek to maximize productivity on spatially constrained urban and peri-urban plots¹⁹. Many of these alternate methods emphasize the productive use of waste, often as agricultural input via organic composting, techniques such as companion planting of traditional non-commodity crops, and maximization of the positive impact of agriculture on elements of the larger environment, such as bird and insect life²⁰. Some urban agriculture activities reach a high level of technical sophistication and productive output. Growing Power, an urban farm initiative in Milwaukee and Chicago, utilizes a multi-faceted organic production system that includes fisheries, composting of municipal waste, use of renewable energy, greenhouse vegetable production and high-value product development. This allows the organization economic self-sufficiency while it also maintains a commitment to community building, environmental education and social justice²¹.

Even multi-faceted and complex urban agriculture initiatives retain a necessarily limited spatial focus on their own operating systems and interactions with the immediate environment and community. In addition, the high yields and complexity of Growing Power's system represents a minority of urban agricultural initiatives. Garnett writes that "many community food-growing schemes have clear environmental aims: to promote biodiversity through organic growing [and] to reduce waste through recycling and composting," while a smaller percentage of groups extend efforts to technical sophistication and commercial viability²². Organizationally, many urban agriculture initiatives focus on community development through environmental and nutritional education, maintenance of urban biodiversity and regeneration of blighted or disused urban areas²³. Urban agriculture generally emphasizes high quality production with a minimum of external inputs, and which fosters various types of community development and environmental conservation through small to medium-scale organizations that link agriculture with other aspects of urban life, economically or otherwise. It can thus be seen as an emergent agricultural paradigm.

At the other end of the spectrum, ‘industrial’ agriculture refers to the dominant mainstream agricultural paradigm. The term implies large-scale, specialized agricultural operations that utilize chemical inputs and other technologies, from biotechnology and transgenic seeds to sophisticated machinery and farm infrastructure, to maximize crop yields and development of animal products²⁴. Modern industrial agriculture evolved out of significant intensification in production systems and economic restructuring of the agricultural sector, first at a regional level throughout the West in the decades after World War II and more recently at a global level as many developing and middle income countries enter commodity crop markets²⁵. Structural changes in farm ownership and management practices also underpinned the yield intensifications. These changes brought significantly higher levels of outside capital investment in large agricultural enterprises along with consolidated management in the hands of specialized corporate entities and private farm managers.²⁶ This evolution resulted in a highly efficient, highly productive agriculture that delivers low-cost food to ever growing consumer bases, and the structural changes outlined above continue to evolve. The industrial system thus acts as the dominant agricultural paradigm and much agricultural research and development, both in the public and private sector, can be seen as Kuhnian “puzzle solving” to tweak technical and managerial elements of the system, rather than critique the larger system as a whole.

Despite these demonstrable gains in yield and production, there is concern over the ‘hidden’ costs of industrial agricultural practices. Albert Howard’s *An Agricultural Testament*, a critique of the impact of synthetic fertilizer on soil chemistry, is widely credited with launching the modern organic agriculture movement²⁷. Other critiques point towards long-term environmental impacts such as decreased biodiversity, soil loss through erosion, and contamination of ground and surface water by chemical runoff and animal waste²⁸. Beyond cultivation technique,

24- Union of Concerned Scientists, *Industrial Agriculture: Features and Policy*, 2007, report accessed at: http://www.ucsusa.org/food_and_agriculture/science_and_impacts/impacts_industrial_agriculture/industrial-agriculture-features.html.

25- Patel (Raj), *Stuffed and Starved: Markets, power and the hidden battle for the global food system*, London : Portobello Books, 2008, 448 p.

26- Gray (Allan) and Boehlje (Michael), “The Industrialization Of Agriculture: Implications For Future Policy”, Purdue University, College of Agriculture, Department of Agricultural Economics, Working Paper 10, 2007, 16 p.

27- Howard (Albert), *An Agricultural Testament*, London, Oxford University Press, 1943,

28- Union of Concerned Scientists, *Hidden Costs of Industrial Agriculture*, 2008, report accessed at: http://www.ucsusa.org/food_and_agriculture/science_and_impacts/impacts_industrial_agriculture/costs-and-benefits-of.html.

29- Tegtmeier (Eric) and Duffy (Michael), “External Costs of Agricultural Production in the United States”, *International Journal of Sustainable Agriculture*, 2 no. 1, 2004, p. 155-175.

30- Dreschel (P), Graefe (S.) and Fink (M.), *Rural-urban food nutrient and virtual water flows in selected West African Cities*, IWMI Research Report 115. Colombo, Sri Lanka, International Water Management Institute, 2007.

31- Van Latesteijn (H. C.), “TransForum: organizing the transition towards Metropolitan Agriculture”, paper presented at Transitions in Agriculture Conference, Ede, the Netherlands, 2008.

32- Wascher (Dirk), Agricola (Herman), Breman (Bas) and Anderson (Barbara), “Innovation Characteristics for Sustainable Metropolitan Agriculture: Spatial-Functional Perspectives for TransForum Innovative Projects”, Wageningen, Wageningen University Research, 2009, 59 p.

consolidation of the agricultural sector has made it more difficult for small and mid-sized farms to survive. Tegtmeyer and Duffy, in an attempt to quantify the cumulative impact of these general environmental and social 'externalities' as well as the system of agricultural subsidies and regulation in the United States, estimate it to be anywhere from \$5.7 to \$16.9 billion annually²⁹. There is a broad consensus that the current paradigm industrial agriculture is unsustainable.

Little alternative to industrial agriculture exists at global level. Urban agriculture advocacy often incorporates critique of the industrial agriculture paradigm. However, this could lead to a new orthodoxy in discourse that, either explicitly or implicitly, promotes a view of urban self-sufficiency that may be unrealistic. This is particularly true in cities in the Global North where discussion on this topic is hampered by a severe dearth of quantitative research on crop yields or economic activity generated from urban agriculture. While a higher proportion of food consumed in many cities in the Global South is produced in or near urban areas, they remain far from self-sufficiency³⁰.

Metropolitan Agriculture: Towards “Actually Existing Sustainabilities”

Metropolitan agriculture implies agricultural processes occurring on multiple spatial scales, connected to the city at a metabolic level. An operational framework for real world projects based on this notion, focused on economic viability and environmental stewardship while also driving larger processes of community and regional development, could help bridge the divide between critique of industrial agriculture and the reality on the ground.

Between 2005 and 2010, TransForum, a Dutch agricultural research and development foundation, carried out a number of projects that worked to operationalize a vision of metropolitan agriculture. In the context of TransForum's work, van Latsejijn defined metropolitan agriculture as “a deliberately designed system of intelligently connected [agricultural] production sites that uses the available resources, conditions and infrastructure in metropolitan areas to produce material and immaterial demands for the same metropolitan area.”³¹ Wascher *et al.*, in an analysis of the pilot projects supported by TransForum, expand on this definition by identifying these underlying characteristics for projects defined as metropolitan agriculture:

1. spatial-functional entities with boundaries determined by system integration at the production level thereby defining what constitutes a metropolitan area;
2. sustainable principles, namely the limitation of agriculture's ecological footprint by promising to use only those resources, conditions and infrastructure that are available in the same area of demand;
3. a multifunctional approach by covering society's material as well as immaterial demands (commodity and non-commodity goods and services)³².

This can be distilled into a clear, but flexible, blueprint for operational design of project-level initiatives that transcend spatial and conceptual borders, while fostering a variety of linkages between cities and agriculture. The first characteristic above breaks down the spatial barrier between urban and rural, defining ‘metropolitan’ along the lines of Lefebvre instead of political or geographic borders, and emphasizes the creation of linkages up and down the value chains that exist outside of discreet spatial scales. Therefore, an illustrative metropolitan agricultural project could involve a primary producer(s) in a ‘rural’ setting, a distribution entity without a clearly defined, static spatial location, and a marketing outlet with several ties to an urban centre, all of whom develop a partnership to leverage their capacities in new, sustainable and profitable ways.

The second characteristic intentionally recognizes the potential for different definitions of sustainability to exist among separate actors, while emphasizing a biological vision of closed loop production processes and clearly stating the need to decrease the ecological burden of activities related to food and agriculture regardless of specific methodology. This allows for contextual elaboration of how best to plan a project’s cultivation or husbandry systems, chemical and fossil fuel usage, etc, with the stipulation that all elements of the “planners triangle” – economic, social and environmental sustainability – are equally weighed³³. While some may critique this openness as lacking in sufficient rigour to counteract the scale of current degradation, its purpose is to diffuse ideologically driven conflict that can preclude any meaningful progress or experimentation on the ground, and to acknowledge that no one theory or approach to sustainable agriculture can fit all contexts.

The third characteristic helps broaden the mandate of agriculture to include various post-harvest and non-food products and services, linking it with other elements of the urban metabolism. A farm thus might invest in its ca-

33- Campbell (Scott), “Green cities, growing cities, just cities?”, *Journal of the American Planning Association*, 62 no. 3, 1996, p. 296-312.

34- Whitehead (Mark), *Spaces of Sustainability: Geographical Perspectives on the Sustainable Society*, London, Routledge, 2006, 256 p.

35- *Ibid.*

36- National Care Farming Initiative (NCFI) (2010) *NCFI Newsletter Spring 2010*, 2010, report accessed at: <http://www.ncfi.org.uk/uploads/Newsletters/NCFI%20Newsletter%20-%20Spring%202010.pdf>.

capacity to provide services such as health care and rehabilitation, tourism and landscape, wildlife and resource conservation, as well as niche market food products. Farmers have long sought ways to diversify their income and many of these ideas are not new, but this guideline helps clarify such potential opportunities. The investment, in turn, opens up the potential for partnership with a variety of other 'metropolitan' entities.

Further, in terms of process, ongoing cross-sectoral multi-stakeholder engagement underpins all three of these characteristics. This solidifies a more expansive conceptualization of metropolitan agriculture by linking traditional players in the food sector (e.g. farmers, supermarkets) with other non-traditional actors (e.g. NGOs, outside service providers).

Taken in the context of research that outlined the adaptive strategies of metropolitan farmers, the guidelines above open up space between the socioeconomically and ecologically destructive elements of industrial agriculture and the systems-level anomalies of urban agriculture. A continued programme of research and multi-stakeholder project design to actualize these guidelines would point the way to real-world solutions that seek to create what geographers call "actually existing sustainabilities" in the agricultural context, a spatio-relational paradigm for exploration of agricultural sustainability on the ground³⁴. Indeed, as Krueger and Agyeman assert, sustainability "is a social process with the resultant tensions emerging from enormous differences in social, institutional, and discursive practices that often seem irrational," but that "we must consider that in these capitalist places alternative outcomes can exist... The danger is that if we do not explore this analytical thread and link it to action, these opportunities will go unrealized"³⁵. Conceptualizing agriculture at the metropolitan level opens space to explore this consideration.

A care farming innovation project supported by TransForum provides a heuristic case study of metropolitan agriculture as outlined above. The UK's National Care Farming Initiative defines care farming as "the therapeutic use of farming practices," or the integration of therapeutic and other health programmes, tailored towards certain at-risk and vulnerable groups such as recovering addicts, drop-outs and people with mental health issues, with production farms³⁶. Care farming presents farmers with the chance to provide non-agricultural services of benefit to the wider community, along the lines of Lapping's observed trends. In Green Care Amsterdam, TransForum assisted with the organisation of an independent foundation – Landzijde – to serve as a hub for information regarding care farming opportunities, to connect farmers with healthcare providers and to help manage the overall process. Landzijde, currently a fully functional and self-sustaining organization that continues its work to spread care farming, acts as a facilitator whose business model focuses on financial gain for agricultural enterprises and

higher success rates for treatment organisations and the patients themselves³⁷. Beyond the quantitative benefits, the process allows farmers to provide a service beyond the production of food that reconnects them to the wider community and gives the patients unique, confidence-building and productive work.

Conclusion

When analysed from a systems perspective, agriculture exists in cities via complex networks and multi-scalar spatial boundaries. Its contribution to urban social, economic and ecological processes comes from a diversity of production methods, elaborate distribution and marketing systems, and the relationship of these to the dynamics of individual consumption. Urban metabolism provides a body of theory that enables analysis of this complexity, and metropolitan agriculture presents a framework for understanding the multiple spatialities of agriculture within it.

Discussion of urban and industrial agriculture provides context for what metropolitan agriculture looks like on the ground. Metropolitan agricultural initiatives seek to diversify farm operations and re-connect cities with agriculture while addressing structural issues within food systems. The paper drew on the experience of TransForum, in particular their experience with a care farming initiative in the Netherlands, to show the potential for research and action to explore agricultural techniques that are more sustainable ecologically, economically and socially while providing a more diverse range of services to urban populations.

37- Eweg (H.P.A.) and Hassink (J.), "Business models of Green Care in the Netherlands", paper presented at Special Session on Care Farming, 7th International PENSA Conference, Sao Paulo, Brazil, 2009.

Pensées dé-moralisantes pour une union libre de l'agriculture et de la métropole

Sabine Ehrmann

« Moi c'qui m'plaît chez les filles, c'est la banlieue. »

Léo Ferré

À mon amie Elsa Bloch

Raisons d'une métaphore

Le texte qui suit emprunte le chemin d'une métaphore qui lie agriculture et métropole aux genres sexués, l'espace agricole au masculin et la métropole au féminin¹. L'auteur a conscience du double risque qu'elle prend. Le premier est de manquer de rigueur intellectuelle en empruntant à la caricature, risque lui-même double puisque engagé à la fois par le recours au genre et par le recours à la métaphore. Le second risque est de faire passer, sous couvert de la métaphore, un démêlé personnel à propos du féminin, hors sujet, mais qui trouve ici l'occasion de l'implicite. Ces risques ne seront ni évités ni dépassés. Je les prends dans l'hypothèse qu'ils sont aptes à communiquer une « ambiance » qui soumet selon moi notre pensée de l'agriculture à la caricature et à des considérations que je qualifierai de morales. Je tiens la métaphore des genres pour capable d'ouvrir une réflexion sur ces considérations et les dé-moraliser. Il s'agira synthétiquement de désencombrer le rapport agriculture/métropole de la morale installée par les fantasmes qui règlent les relations ville/campagne.

Certaines lectures préalables à la parution de cet article m'ayant alertée sur des malentendus possibles, je tiens à dire trois choses en guise de préambule.

1. Le mot « genre » est utilisé tout au long du présent texte pour signifier strictement l'ensemble des représentations culturelles sur lesquelles se fondent la reconnaissance et la conformation sociale des sexes. Ce terme n'est lié dans mon esprit à aucune forme d'essentialisme qui prétendrait définir l'identité sexuelle. J'emploie ici le terme de « genre » pour, tout au contraire, permettre cette distinction, importante à mes yeux, entre le sexe et le genre. Pour simplifier, je dirais que le mot genre est ici, à peu de chose près, synonyme de cliché. Je prie la (le) lectrice(teur) de considérer ces clichés avec ironie.
2. Je ne suis pas écologiste. Ceci ne signifie pas que je sois anti-écologiste. L'écologie me travaille.
3. Je suis féministe. Le rôle, le statut et le droit des femmes sont pour moi sujets de réflexion et je considère avoir quelque chose à *faire* de cette réflexion. Je ne dis pas ceci dans un but déclaratif mais par souci de clarifier pour la (le) lectrice(teur) la teneur de certaines de mes formulations.

L'hypothèse est la suivante : l'aménagement territorial, les débats sur le devenir de nos espaces urbains et ruraux, seraient aujourd'hui dominés par la réglementation des fantasmes. Cette réglementation, c'est ce que j'entends par morale. La glose et l'iconographie écologique dominante – à laquelle je ne réduis pas le souci écologique – ont

tendance à nous faire confondre ici morale et éthique, réglementation des fantasmes et principe de relations. Il ne s'agit pas de critiquer les fantasmes en eux-mêmes. Il s'agit de rappeler que là où le fantasme est en situation de domination, il n'y a pas d'éthique possible, qu'il n'y a peut-être même pas de réflexion possible. Là où le fantasme est en situation de domination, il y a fixation.

La métaphore genrée offre de mettre en critique une de ces fixations caractéristiques de notre époque mêlant « naturomania » et « urbanophobie », fantasmes conjoints d'une agriculture naturalisée, nourricière et revenue de la production industrielle d'une part, et d'une ville biologisée, consumériste et revenue de l'urbanité d'autre part. L'agriculture n'assurant pas la naturalité, la métropole n'assurant pas l'urbanité, ce fantasme censé mener dans le meilleur des mondes à leur bonheur commun mène, de fait, à leur divorce actuel. C'est aux conditions possibles d'un « remariage » (S. Clavell) que s'intéresse la présente réflexion. Il s'agit à cette fin (*happy end*) de chercher à tirer parti de la « crise conjugale » actuelle en la considérant comme une occasion pour l'agriculture et pour la métropole de s'émanciper et de redéfinir leur genre sans en venir à se dénaturer l'une (et) l'autre.

De l'asymétrie et de la compensation symbolique

Le recours à la métaphore genrée offre, d'une manière qui pourra d'abord paraître paradoxale à certain(e)s, le moyen d'un retour à l'éthique. L'emprunt au « couple » féminin-masculin n'a pas pour principe d'enfermer le rapport agriculture-métropole dans un rapport duel de différenciation ou d'opposition, mais de l'installer dans le schème d'une relation asymétrique. Faut-il rappeler que la relation du féminin au masculin n'est pas réglée par le duel mais par l'inégal, que les distinctions instaurées par les genres installent, confortent, entretiennent non pas des relations mais des images typiques, et que ces images, suffisantes et nécessaires peut-être dans le champ

1- L'article qui va suivre a relu principalement trois essais philosophiques : les essais de Judith Butler sur la performativité du genre, ceux de Stanley Clavell consacrés au cinéma hollywoodien des années 1930 et 1940, et un texte critique de Catherine Malabou. Ces œuvres ne seront pas citées. Elles sont moins des objets d'étude que des références aux côtés desquelles ma réflexion aura cheminé. Butler (Judith), *Trouble dans le Genre. Pour un féminisme de la subversion*, pour la traduction française, Éditions de la Découverte, Paris, 2005. Malabou (Catherine), *Changer de différence. Le féminin et la question philosophique*, Éditions Galilée, Paris, 2009. Clavell (Stanley), *Le cinéma nous rend-il meilleurs ?* Paris, Bayard, 2003, et *À la recherche du bonheur*, Éditions de l'Étoile, Cahiers du cinéma, Paris, 1993.

du désir, s'instituent aussi dans le champ économique-politique non pas essentiellement en termes de différenciation ou de distinction, mais en termes d'injustice ? L'opération métaphorique consiste avant tout à pouvoir parler des rapports de la métropole à l'agriculture sous la bannière de ce qui règle les rapports philosophiques, sociaux, politiques du féminin au masculin (je ne dis pas du féminin et du masculin), à savoir : l'inégalité économique, la hiérarchie des statuts, l'asymétrie des pouvoirs.

Il s'agit d'abord d'inverser le sens de la métaphore mythique, encore tenace en dépit du présent, qui tient la nature, la terre, le meuble, l'ouvert, etc. attachés au féminin, et l'urbain, le dur, le solide, l'érigé, l'immeuble, etc. au masculin. La métaphore genrée n'est pas innovante, et ce n'est pas la moindre des opérations que de remplacer la terre nourricière par le bras musclé et motorisé de l'agriculteur, et la ville érectile par le grand corps protéiforme et étendu de la métropole. Il s'agit d'abord d'introduire du « trouble dans le genre » par une opération simple de substitution sémantique, d'un troc entre des clichés, l'un n'étant ni plus juste, ni plus réaliste, ni plus libérateur que l'autre. La simple inversion des genres ne mène à rien d'autre qu'à pouvoir considérer autrement non pas les genres eux-mêmes, non pas ici les mécaniques d'incorporation ou de métabolisation des clichés, mais le rapport de domination et d'asymétrie qu'ils entretiennent.

La moralisation du discours urbain se signale à moi, pour moi, par une féminisation des valeurs associées à l'espace. Douceur des circulations, soutenabilité du développement, petitesse des infrastructures (« petites fermes », « petites exploitations agricoles »), fluidité des réseaux, citoyenneté de la participation, verdissement des métropoles, etc., le discours (je dis bien le discours pas le réel) est envahi d'une sémantique inspirée des valeurs traditionnellement attachées au féminin en vertu du lien supposé entre féminin et nature d'une part, féminin et éthique d'autre part. L'important n'est pas que ces valeurs soient associées au féminin, mais parce qu'elles le sont, elles éveillent chez moi une méfiance.

Il n'y a jamais, dans notre société, de valeur accordée au féminin autre que symbolique, il n'y a jamais d'autre autorité du féminin que morale. Les valeurs « féminines » me rappellent donc à un glissement et à un détachement toujours dangereux : glissement du social au symbolique et détachement du politique et de l'économique. La valorisation du féminin se fait, aujourd'hui encore, dans l'ordre compensatoire plus que dans celui de la justice. La balance ne se fait pas entre le symbole et le réel. Les compensations symboliques sont le plus souvent contreproductives en termes de pouvoir. Troquer le pouvoir contre de la valeur a, au moins, trois conséquences : d'abord remplacer les situations réelles par des situations typiques, ensuite déplacer subrepticement le sujet de la valeur (le féminin ne vaut symboliquement que maternel, l'étranger que colonisé, l'ouvrier qu'opprimé, etc.), enfin – et à cette fin – couvrir l'asymétrie qui règle les

rapports d'injustice. Couvrir l'asymétrie, c'est délier à ce point les conséquences du symbolique et les conditions du réel, c'est envahir à ce point le champ social et politique par celui du désir, que les inégalités n'y sont plus remarquables, que la valeur de la triade bien-bon-beau a assez d'autorité pour suffire à écarter tout velléité du juste. Maigre compensation... mauvais troc !

C'est une des leçons que je retiens du féminisme dont hérite ma génération et qui constitue, à mon sens, un héritage politique valable bien au-delà du cadre du féminisme lui-même : penser l'asymétrie, c'est s'obliger à penser ensemble régime symbolique, régime économique et régime politique, c'est tenir à l'insécabilité de la reconnaissance, de la répartition et de la représentation². À cette insécabilité, la domination du fantasme dans les discours actuellement portés par la métropole sur l'agriculture fait obstacle. Elle couvre l'inégalité d'investissement (symbolique, économique, politique) entre les espaces ruraux et les espaces urbains, elle couvre les conséquences sociales d'une hiérarchisation morale entre l'écologique et l'économique, elle couvre la brutalité d'une accapuration quasi exclusive de la pensée spatiale par le discours urbain (qui, summum du ridicule, nous inviterait presque à considérer l'espace agricole comme de l'espace public), elle couvre l'aberration économique d'une agriculture subventionnée, elle couvre l'inanité et l'apathie politique en matière d'écologie, elle couvre enfin la domination discursive, économique et politique du métropolitain sur l'agricole. Ce qui me frappe et à quoi j'essaie de répondre à ma manière, c'est que l'agriculture soit toujours tenue, convoquée par l'espace urbain. « Fermes verticales, zones de cueillette, agro-parcs, agriculture de proximité... » : il s'agit toujours d'évoquer ce que devient l'agriculture non pas seulement en ville mais pour la ville, non pas seulement au contact de l'urbain mais dans l'intérêt du milieu urbain, ce dernier étant considéré à la fois comme problème et solution majeure aux « défis » d'un avenir soutenable.

2- Lire à ce propos Nancy Fraser, « Féminisme et capitalisme, une ruse de l'histoire », in *Contretemps* n°6, Éditions Syllepse, Paris, juin 2010.

L'agriculture au sein de la métropole

La ville a grandi et son aspect a changé. Hier dessinée, érigée et forclosée, aujourd'hui innervée, poreuse et étendue, ses limites sont devenues floues, sa forme indéfinie. Ce que j'entends sous le mot de « métropole », c'est une plasticité et une polymorphie possible de l'espace urbain, une féminisation de la forme et de l'identité de l'environnement urbain. Je dis féminisation car les genres féminin et masculin ne sont pas dans une même sorte de rapport à l'identité et à la plasticité. Je rappelle à toute fin utile que je ne parle pas des hommes et des femmes, mais des genres féminin et masculin. Ce que le genre masculin retient de la plasticité c'est la forme, ce que le genre féminin en retient c'est la ductilité. Si le propre du genre masculin est de s'ériger, de s'établir, de se définir, d'être en capacité de s'unifier, de se formaliser, de se cohérer, en un mot ce que l'on appelle communément s'identifier, le propre du genre féminin réside dans un polymorphisme qui l'induit au mime, au travestissement, à la métamorphose, au changement, à l'indéfinition et à l'indétermination.

Le genre féminin parce qu'il est polymorphe peut, depuis l'aube des temps, se permettre de mimer le genre masculin, de lui emprunter ses attributs. Ainsi, voyons-nous ça et là s'introduire de l'agriculture maraîchère, vivrière, écologique dans le texte de l'espace urbain. Qu'une agriculture puisse devenir un des atouts (et des atours) des métropoles, personne n'en conteste le bien-fondé, mais cela a-t-il un minimum de chance de réserver un avenir réel, possible, viable aux agricultrices et agriculteurs ? Rien n'est moins sûr ni, apparemment, moins important.

Il s'agit évidemment de réalisme économique, mais pas seulement. Parlant avec des agricultrices et des agriculteurs, avec des éleveuses et des éleveurs, ce que j'entends ce n'est pas seulement une inquiétude concernant le maintien, la survie et l'avenir de leur activité économique ; inquiétude malheureusement aujourd'hui si également partagée. Ce que je vois et entends, c'est une identité qui se sent niée, infantilisée, humiliée par l'appropriation abusive de l'avenir par la pensée et le discours urbain, violence à laquelle les soucis sanitaires et écologiques offrent la plus efficace des couvertures morales.

Ce que le discours urbain entend sous le mot d'agriculture, ce qu'il retient et ce dont il parle, c'est toujours, peu ou prou, de ce qui manque à l'urbanité. Non pas donc quelque chose de fondamentalement différent, mais quelque chose de fondamentalement manquant. Ce dont il parle, c'est de la nature, ou de quelque chose d'approchant, je dirai plus loin du prosaïsme. Non pas de son Autre mais de son fantasme, non pas de ce que l'agriculture est en mesure d'offrir mais de ce qui fait illusion et cliché. Le rappel de l'agriculture par la plupart des projets urbains que je connais est avant tout un rappel de la nature, un consentement qui ne coûte pas grand-chose à ce que cette nature puisse

être productive et non pas seulement stérilement ornementale. Mais ce que ce rappel n'autorise pas, c'est que cette agriculture prenne place au sein des tissus urbains telle qu'elle est devenue : intensive, productiviste, en un mot exploitante. Exploiter, voilà bien un mot qui reste un verbe pour le masculin et un adjectif pour le féminin.

Le fantasme procède toujours de cette façon : il fait dériver de l'être réel vers de l'être idéal et, ce faisant, il annule l'altérité possible. Le fantasme urbain de nature annule la distinction entre l'urbain et le rural. Quand le fantasme domine, il n'y a plus de différence. Il y a l'installation d'un pouvoir sans concurrence possible. Pour être précise, la différence ne prime plus, elle ne règle plus le rapport. Il n'y a plus la ville et la campagne. Il n'y a plus d'autre de l'urbanité. L'urbain n'a plus de dehors. Il y a l'urbain et le reste, l'urbain et son manque. Ce n'est pas grave en soi. Ce qui est grave, c'est qu'en cette situation de domination du fantasme il n'y a pas de rapport éthique possible de la métropole à l'agriculture. Il y a plus dangereux que l'asymétrie : l'annulation de la différence. Il y a pire que l'inégal : l'injuste. L'asymétrie a cela de juste qu'elle reconnaît des autres. La dissymétrie ne reconnaît, elle, plus que des forts et des faibles, des plus et des moins. Elle n'ouvre pas l'espace de l'affrontement, mais celui de l'indifférence ou... de la guerre.

L'éthique est liée au champ économique-politique. Elle règle les rapports du juste et de l'équitable, pas du désirable. Certains tiennent liée l'éthique à l'ouvert³. Derrière ce mot d'ouvert, il y a selon moi la possibilité – féminine si l'on veut – d'une faillite de l'éthique : la possibilité d'une absorption, d'une incorporation de l'autre qui l'annule. L'éthique est liée à la possibilité de faire face, et par conséquent de faire place hors de soi à de l'autre. Telle qu'on la pense d'ordinaire, l'ouverture de l'espace métropolitain à l'agriculture ne consiste pas à faire place à cette dernière, mais à l'absorber dans le projet urbain. Tout cela est théorique. C'est aussi absolument concret. Si l'espace urbain veut faire place à de l'agriculture, il faut qu'il accepte

3- Lire notamment à ce propos E. Levinas, *Totalité et infini*, Paris, Gallimard, 1971, J. Derrida, *Adieu à Emmanuel Levinas*, Paris, Galilée, 1997, et L. Irigaray, *Éthique de la différence sexuelle*, Paris, Minuit, 1984.

4- Terrain choisi pour l'atelier inter-écoles des écoles de paysage – février 2011.

5- Terrain de l'Atelier public de paysage 2011.

I. L'agriculture au cœur des enjeux contemporains de la métropole ?

Questions théoriques

d'être sailli par un espace qui se déploie à une autre échelle et autrement que lui, qu'il fasse de la place à une organisation de l'espace qui ne soit pas dictée d'abord par les relations inter-humaines, mais par les rapports commerciaux et économiques de l'agriculture elle-même. Car le fantasme de l'agriculture ce n'est ni la ville, ni la métropole, ni l'urbanité, c'est la Chine.

Je vais prendre trois exemples pour mettre à la disposition de la (du) lectrice(teur) de la réalité et du projet – du discours performatif – dans mes élucubrations. Malgré le ton que je vais employer, je tiens à dire que j'ai de la sympathie pour tout ce que je vais évoquer ci-dessous. Je ne me moque pas. Je vais vite.

Saint-Prix, commune du Val-d'Oise couronnée par la forêt de Montmorency⁴. Le maire, Don Quichotte écologiste reconverti « Debout la République », classe 55 ha d'anciens vergers en ENS. La protection de la biodiversité fait chuter le prix du mètre carré de 300 euros à 10 euros. Les propriétaires des terrains créent l'association « Les révoltés de Saint-Prix ». On a des projets de « vergers conservatoires », « centre de formation d'apprentis », « ruche pédagogique », « observatoire de la biodiversité », mais... « on n'a pas de moyens ». On ne sait pas comment financer l'entretien de ce qu'on a « protégé ». On espère l'intérêt d'agriculteurs bios pour venir « investir » cet espace. Mais ni la situation foncière ni le contexte économique ne sont favorables à un tel investissement. Alors on se demande si on n'en ferait pas un espace dédié à... l'équitation. À la démocratisation de l'équitation ! La pression foncière est certes une force qu'il s'agit de réguler. Mais qu'est-ce à dire classer des vergers en ENS sinon transformer de l'espace agricole en de l'espace « naturel » et « sensible » ? On traite ici l'espace agricole comme de l'espace public. On fait de cet espace « public » le lieu de déploiement du fantasme urbain de nature dans le mépris de la propriété privée et l'ignorance de la réalité agricole. Et l'on regrette que cet espace devienne inculte, désinvesti, abandonné, et l'on veut qu'il (re) devienne un espace de vie, de projet, de partage, de production... Mais de production de quoi d'autre que d'une culture de signes, de médiations et de relations – au sens économique et affectif du terme – désintéressés. Désintéressement et désinvestissement vont de pair. Quand on tient à préserver le champ d'un amour désintéressé, il faut savoir supporter la désaffection.

Deuxième exemple : le parc de la Deûle⁵. Je vais encore plus vite. J'ai d'autres choses à dire. Parc de la Deûle : « Sans les paysans, je m'emmerde. Signé la Terre ». Ce n'est évidemment pas la Terre qui signe, c'est Jacques Simon. Il y va au sillon, au déclaratif, virilement. Il *ravit* l'assistance. Il *enlève* le contrat. C'est « mémorable ». Tellement mémorable que l'on ne parle plus que de ça. Aujourd'hui, il n'est plus question de relier Lens à Lille, ou si peu. Il n'est plus question de l'intercommunalité, ou si peu. Les champs captants ? L'affaire est réglée. Il n'est même plus vraiment question de « conquérir une

image plus "verte" de la métropole ». Il est question de « susciter l'envie », de « donner à voir », d'offrir « quelque chose d'alléchant, de tentant », d'avoir de « la force » et de « l'imagination », de « sortir des envies », de « convaincre » et « rendre palpable », de découvrir des « potentiels », de « FAIRE RÊVER »⁶... Bref, seize ans après, on veut triquer encore. Le Bassin minier se tait. Et les agriculteurs ? Personne ne s'en préoccupe plus. Ils font des stages en gestion différenciée comme on récupère ses points de permis de conduire. Ils font motifs. Depuis le début.

Dernier exemple. Parc Agrari del Baix Llobregat, Diputació de Barcelona, Generalitat de Catalunya⁷. Je résume en substance les propos tenus lors de la présentation du parc. Le paysage, on s'en fout, on s'en méfie comme de la peste. L'agriculture urbaine, c'est de la cosmétique pour les nanas. On n'est pas un jardin. On clôture. « On dit parc agraire comme on dirait parc industriel. » « Nous », ce n'est pas le site – un site lacéré, défiguré par le plus atroce des réseaux de circulation, rien moins que douce, qu'il m'ait été donné de voir. À certains endroits, douze voies infranchissables de routes et de voies ferrées côte à côte ! Alors « nous », ce n'est pas le site. Ce n'est pas la technique. Ce n'est pas le paysage. « Nous », c'est 2938 ha de cultures, 621 exploitations et 1200 travailleurs. « Nous », c'est l'économie, la production, la viabilité économique de la production agricole. On n'est pas là pour la ville, mais on peut sauver l'agriculture en exploitant le fantasme des citoyens. On va leur en faire des « visites pédagogiques », on va leur en faire des « dégustations gastronomiques », des « tout ce qu'elles veulent » pour continuer à vivre de l'agriculture. On a fait les comptes. Si l'on en reste à la sacro-sainte agriculture de papa, du terroir, du patrimoine, des valeurs essentialistes et de l'agriculture héritée, dans cinquante ans il n'y a plus d'agriculteurs en Espagne. Alors on a un plan. Pas seulement l'exploitation d'un fantasme. Mais, par derrière, capter un désir, un mouvement, ouvrir les bras à ce qui vient. C'est de l'urbain. Mais c'est de l'urbain jeune, biberonné à l'écologie, au retour à la terre, aux « valeurs simples », au temps des

6- Locutions extraites de la réunion de travail de l'Atelier public de paysage du 4 mars 2011. Étaient présents : Pierre Dhénin (responsable de l'Espace naturel Lille-Métropole), Nathan Starkman (directeur de l'ADU-L), Pierre Gheno (responsable du parc de la Deûle), Yves De Kuyper (directeur de la mission Bassin minier Nord-Pas-de-Calais), Sandrine Belland, Thierry Batte. La plupart des locutions ici reportées sont de Pierre Dhénin.

7- Visite organisée dans le cadre du voyage d'étude à Barcelone de l'Atelier public de paysage, mars 2011.

8- Pons (François), Bergounioux (Pierre), *Les choses mêmes*, coll. Duo, éditions Les cahiers de l'Atelier, Brax, 1996.

cerises. De l'agriculteur avec des dreadlocks et des piercings, l'inénarrable « jeunesse », éclatante et fraîche, inlassablement pleine d'avenir, la différence des générations venant faire le pied de nez à la différence genrée... Discours de la « maturité ». Mérite de l'affirmatif. Il y a de la harangue et de l'engagement. Ça ne se demande pas comment donner envie. Ça a envie.

Ce qui me rassure ici, ce n'est pas l'engagement, ni la jeunesse, ni l'économie, ni la verve, ni la virilité d'une envie suffisante à elle-même. C'est l'image, le travail assumé d'une communication et d'une image de l'agriculture qui se montre, se voit, existe. L'image d'une agriculture réelle. L'image d'un artichaut réel.

De la glaise plein les yeux ou l'agriculture mise à nu par les célibataires mêmes

Vers : du lat. *versus* (part. passé de *vertere* « tourner »), propr. « fait de tourner la charrue au bout du sillon », d'où « tour, ligne, sillon », et p. anal. « ligne d'écriture », puis par spécialisation « série de mots liés par la prosodie et formant l'unité de base d'un poème ».

Prose : empr. au lat. d'époque impériale *prosa* « prose » p. oppos. aux vers, subst. de l'adj. *prosus*, *-a*, *-um*, antérieurement *prorsus*, *-a*, *-um* : « tourné en droite ligne ».

Pervers : empr. au lat. *perversus* « renversé » et au fig. « appliqué à contre-temps ».

Il me reste le plus dur. Mettre en critique un fantasme du rural qui me plaît, mais qui n'est malheureusement pas moins moralisant pour l'agriculture. Il ne s'agit plus de petites fleurs et de cueillettes en ville. Il s'agit de la campagne en noir et blanc, glaiseuse, âpre et morne. D'une campagne « profonde », comme on le dit de la misère. Le fantasme urbain d'agriculture, genre masculin. Ce fantasme-là, il ne veut pas l'agriculture verte, écologique ou pittoresque. Il la veut vieille, pauvre, laborieuse, embourbée, inculte. Il veut pouvoir projeter sur elle ou couler en elle sa nostalgie du prosaïsme.

1996. *Les choses mêmes*. 22 photographies de François Pons avec un essai critique de Pierre Bergounioux⁸. Très belles photos. Très beau texte. J'avais mille manières d'aborder la chose. Malgré mes critiques, c'est un hommage. Je me contente de rapporter, souligner, commenter, rétorquer le texte de Pierre Bergounioux.

« Une chose est sûre, à l'heure tardive, très incertaine où nous touchons, c'est que le *vieux monde agraire* s'efface. Ignoré et déprécié de son vivant, il est exalté à

l'instant de mourir. Trop d'images qui le montrent abondant et dru, pittoresque, folklorique, vert, font songer à ces oraisons funèbres qui magnifient, en leur absence, ceux auxquels on avait refusé, lorsqu'il en était temps, un traitement équitable. [...] Le regard lointain, autrefois méprisant, aujourd'hui esthétisant, transmue l'espace rural, ce lieu de production, en paysage, c'est-à-dire en objet de contemplation et de récréation. »

Jusque-là tout va bien. RAS. Je souligne seulement ce à quoi tient mon adhésion.

« François Pons s'est mis en posture de fixer une réalité paysanne que les préjugés citadins portent naturellement les producteurs d'image, de sens, à dénaturer. [...] Il faut rester quand tout incite à partir, la lumière pauvre, le ciel inclément, la désolation. C'est alors qu'on verra le fonds, la structure poreuse, granuleuse du sol labouré, hersé, biné. La richesse agricole, ce ne sont pas les cultures exubérantes, ondoyantes qu'on traverse, l'été, mais la terre noire, ameublie, morne sous le jour morne, où sommeillent les graines. Tout savoir est amer à proportion de ce qu'il est vrai. Rien n'est plat et sombre comme l'étendue labourée sous la morte saison. »

Peut-on me dire ce qu'il y a de plus « vrai », de plus « naturel » ou de moins « esthétique »... en hiver ? Peut-on me dire en quoi de splendides photos noir et blanc d'un sol labouré sous le jour morne sont plus proches de la « réalité paysanne » qu'un champ de blé peint par Millet⁹ ? Qu'est-ce qui fait de François Pons quelqu'un d'autre qu'un « producteur d'image » et de Pierre Bergounioux quelqu'un d'autre qu'un producteur de sens ? Il s'agit seulement d'une *autre* esthétique, d'une esthétique prosaïque nourrie par le fantasme du réel, de l'essence, de l'inculte, du non-poétique, une esthétique dont la modernité est pleine à craquer et pour qui le monde agricole, comme l'industrie, est un motif privilégié.

9- Je me permets d'indiquer ici que ce fameux labour, symbole archaïque de l'esthétique prosaïque et représentant symbolique de la masculinité de l'activité agricole, est tenu aujourd'hui par un bon nombre d'agronomes, d'exploitants agricoles et de paysans pour un des gestes les plus contreproductifs et les plus stérilisants de l'activité agricole, un des gestes les plus radicalement anti-écologiques que l'on connaisse et perçoit.

10- J'ai dit ailleurs que « la classe ouvrière est la première qu'on a mise à nu, considérant qu'elle n'a rien à rejouer d'elle-même, considérant qu'elle ne peut pas endosser de costume ni de pose. Cette classe, nous nous la représentons au foyer, ou en grève, en lutte – en passion ou en action – jamais finalement en représentation ». La même chose est valable pour le monde agricole. « Prendre place : pour un espace social », in *L'architecture et ses images*, Revue Sociétés et Représentations n°30, Publications de la Sorbonne, Paris, décembre 2010.

« De même qu'il a décapé les champs, le chemin et la chaumière de leur apprêt cosmétique, François Pons *dépouille* les hommes de leurs gestes augustes et des oripeaux folkloriques. On a vu la terre sous le jour froid qui *met à nu* sa nature foncière, sa valeur de capital. C'est aux heures opposées, caniculaires qu'on verra *le paysan en acte, noir, ruisselant, ployé par la fatigue*. [...] *Les paysans de François Pons sont sans visage* lorsqu'ils sont vus au champ, *fermés à l'interaction par excellence, au face à face*. [...] Quand ils sont saisis au repos, c'est sans art. [...] Toute pose est suspecte. Elle suppose, si peu que ce soit, une manipulation, la dissimulation ou l'abandon d'une part de son être au profit d'une apparence profitable, un calcul, une fausseté. [...] L'authenticité que l'on concède aux paysans n'est jamais que *leur ignorance des techniques dominantes, c'est-à-dire urbaines, de présentation et de représentation de soi*. [...] Les spécialistes de la représentation ne tiennent pas compte du fait que le monde paysan se prête à toutes les projections parce qu'il est dépourvu de contrôle sur sa représentation. [...] *Autour d'eux, pareil à eux, le décor nu, fatigué*, neutre de lieux qui ne sont pas, simultanément, des décors mais l'expression qui s'ignore comme telle de la nécessité, la table de bois où poser le bras, comme des outils, et se nourrir, le lit sans chevet où simplement se reposer. »

C'est là que je rétorque. « François Pons a échappé aux clichés de la vision classique, qui est une vision de classe, en se rapprochant de son objet. L'avancée esthétique a un fondement éthique. » Ni Francis Pons, ni Pierre Bergounioux, ni tant d'autres qui nous ont offert cette poésie prosaïque, n'échappent aux clichés d'une vision classique, d'une vision portée par la classe bourgeoise sur la classe « laborieuse », laquelle, c'est bien connu, va éternellement nue, sans image, sans représentation d'elle-même, sans rites, sans pose, sans appareil, sans socialité, sans médias ni médiation, sans technicité, sans canapé, sans téléphone, sans costume du dimanche, sans loisirs, sans parole... Nue, brute, muette, autant dire inhumaine. « Ignorance des techniques dominantes, c'est-à-dire urbaines, de présentation et de représentation de soi. » Quelle arrogance ! Comment peut-on imaginer que la capacité de présentation et de représentation de soi qui sont au fondement de toute subjectivité puisse échapper à une partie de l'humanité¹⁰ ? Vous connaissez beaucoup de paysans qui vivent encore, en 1996, avec pour seul décor une chaise en bois à la Van Gogh et un lit digne de Rossellini ? Sait-on quel art de la communication et quelle aptitude à la sociabilité sont requis pour vendre du lait à la coopérative ou une vache à son voisin ? Que j'écrive tout ceci sans porter attention à la présentation et à la représentation de moi-même, sans égard pour ceux qui m'entourent, fait-il de moi *ipso facto* une paysanne, un membre de la classe « laborieuse » ? Je suis au travail, voilà tout. Ni ma vie ni celle d'aucun autre humain ne se réduit à cette activité professionnelle. Même au fin fond des Pouilles, la vie paysanne ne se réduit pas à cette absence à la représentation de soi-même, simplement parce que c'est de la vie.

Elle ne se consume pas entière dans le « labeur », même si les visages burinés et les peaux tannées « représentent » le labeur à qui n'en connaît pas la sueur. La vie, toute vie, n'est ni nue, ni brute, ni muette. Elle est ici déshabillée, dénudée, brutalisée, dévisagée, et on lui coupe la langue sans pudeur. On la réduit au corps à corps. C'est très beau. Mais ce manque de pudeur ne découvre qu'une nudité indifférente et irréaliste. C'est prosaïque. Ce n'est pas réaliste. Encore moins éthique.

La difficulté théorique ouverte par le prosaïsme est de même type que celle du genre masculin. Que la forme de ce genre ne fonctionne pas dans l'économie des regards et des images de la même manière que l'apparaître ne doit pas nous faire oublier qu'il s'agit toujours ici de faire fonctionner le champ du désir. Qu'elle nous plaise ainsi l'agriculture, prosaïque, ne nous autorise pas à penser que cet amour lui fait du bien, encore moins qu'il ouvre à un rapport éthique possible avec elle.

Faites monter l'aventure au-dessus de la ceinture¹¹

Tout cela est critique. Je ne propose pas grand-chose. Je déménage à petits bras. Le but était de désencombrer. Il ne s'agissait pas de mettre en cause la valeur de l'écologie ni celle du fantasme. Il ne s'agissait pas de ridiculiser qui que ce soit ni quoi que ce soit. Le travail était métaphorique. Il s'agissait d'accentuer des fantasmes pour qu'ils ne dominant pas la réflexion, de faire de la place à une réflexion éthique possible et, finalement, de redonner du jeu à un amour possible du discours urbain pour l'agriculture, du souffle aussi bien à un désir possible de la métropole pour la ville. Car j'écris depuis et pour la ville, et la métropole ne se suffit plus de la ville. Elle veut faire de ses boulevards des allées plantées. Elle troque les places publiques pour des espaces verts. Elle se conçoit à l'échelle géographique. Elle veut de la ville avec des jardins, des potagers, des agoras, des tonnelles, des fleuves, des reliefs, des vaches, mais elle ne prévoit pas les champs, les

11- Extrait d'une chanson d'Alain Bashung, *Faites monter* dans *L'imprudence*, Barclay, 2002.

silos, les tracteurs. Son désir se déploie sur des images et reste sans objet et sans jeu. C'est le sort du dominant d'être dépossédé du jeu du désir. Le dominant a tout ce qu'il veut et le désir lui manque.

« *Moi c'qui m'plaît chez les filles, c'est la banlieue* », disait Léo Ferré. Je n'ai jamais rien compris à ce que voulait ou pouvait dire cette phrase que j'aime tant. Moi c'qui m'plaît dans la banlieue, c'est les filles. Ces filles qui viennent et font face en minijupe et en argot, en pantalon et dans le français de Voltaire aussi bien. Ces filles qui n'ont plus rien de ce féminin des « passantes », légères, éthérées, muettes. Et c'qui m'plaît dans l'agriculture, c'est les garçonnnes ! Ces filles aux bras déliés et qui manient des tracteurs. Ces hommes aux bras fuselés et qui vont au théâtre le week-end. Il ne s'agit ni de virilité ni de troquer un genre pour un autre. C'qui m'plaît, ce ne sont ni les minijupes, ni les pantalons, ni l'argot, ni Voltaire, ni les bras déliés, ni les tracteurs. J'aime autant ou aussi peu les jupes longues, les bras musclés et les vélos. C'qui m'plaît, ce qui me satisfait intellectuellement, c'est le « et ». Les « bras déliés » *et* « qui manient des tracteurs ». Ce qui me rassure, c'est l'addition infinie des « et » à laquelle il nous faut recourir pour décrire chaque être réel, chaque situation réelle. Tous ces « et » qui font voler en éclat les clichés, l'espace que cela libère, l'air vivifiant que cela offre à l'esprit, cette sortie, cette fuite –éthique finalement – hors des catégories du genre et du fantasme. Mon propos n'est pas tenu par une pensée de l'androgynie. Il l'est par une pensée de l'altérité.

Il ne s'agit pas pour moi de préconiser l'installation de pans de Beauce dans les centres-villes. Il s'agit pour moi de ne pas plomber l'agriculture par les fantasmes de ceux qui ne la connaissent pas. Il faut mettre des « et » non seulement pour faire resurgir de la différence entre la ville et le rural, mais aussi pour faire resurgir de la distinction au sein de l'agriculture elle-même. Il y a de la différence entre une agriculture soutenable et une agriculture bio et une agriculture raisonnée, entre l'industrie agricole et l'exploitation agricole et les paysans, entre les « vieux » paysans et les « nouveaux » paysans, entre un tracteur de labour et un tracteur d'ensemencement direct, etc. Je ne connais pas grand-chose à tout cela, mais je sais qu'à l'image, je sais en tant qu'urbaine que je ne peux pas d'emblée faire la différence. C'est pour cela que de l'agriculture je parle le moins possible. Autre raison d'une métaphore et raison d'une position éthique *a minima*.

II. Approche historique des liens entre agriculture et métropole

Pour une réintégration ville-nature
ou comment rendre la Terre plus *habitable* ?

Catherine Maumi

Les parcs agricoles de Berlin-Barnim :
quelques fondements historiques d'une hétérotopie contemporaine

Corinne Jaquand

Des fermes en acier pour une métropole potagère,
Broadacre City

Daniel Treiber

L'autre animal de l'architecture

Dominique Rouillard

Pour une réintégration ville-nature ou comment rendre la Terre plus *habitable* ?

Catherine Maumi

« La dissémination des industries dans les campagnes, de façon que l'agriculture puisse recueillir tous les avantages qu'elle retire toujours de son alliance avec l'industrie et de la combinaison du travail industriel avec le travail agricole, voilà certainement la première mesure à prendre dès qu'une réorganisation sérieuse de l'état des choses actuel sera possible. [...] Cette mesure nous sera imposée par la nécessité de produire *pour les producteurs eux-mêmes*; [...] L'humanité dans son ensemble et chaque individu en particulier ne peuvent que gagner à ce changement, et c'est pourquoi il s'accomplira nécessairement.¹ »

Pour Pierre Kropotkin, la cohabitation entre les deux « sœurs », agriculture et industrie, s'était toujours faite, jusqu'à une période récente, en bonne entente, la population de la ville n'ayant jamais complètement abandonné l'agriculture. Ce jusqu'à ce que la machine – à vapeur notamment – les sépare, cassant les liens qui les avaient unies jusqu'alors. Les usines s'étaient alors développées et avaient abandonné les champs, engendrant de grandes villes industrielles inhumaines et la désertion des campagnes. Pour Kropotkin, il était indispensable de revenir au mode de développement antérieur du « village industriel² ». Les idées qu'il défendait ne pouvaient que trouver un écho particulier au sein de milieux intellectuels d'outre-Atlantique, où elles ravivaient les principes énoncés par les Pères Fondateurs de l'Union que l'on pensait avoir, si ce n'est oubliés, tout au moins négligés au cours des décennies passées, pendant lesquelles une incessante énergie avait été déployée pour imposer les États-Unis comme l'une des principales nations industrialisées. Ces mots de Kropotkin rencontrent donc des lecteurs attentifs et de fervents partisans dans cette Amérique qui se voyait contrainte d'admettre, étape importante de son histoire, que la dure réalité des faits contredisait les fondements sur la base desquels leur société aurait normalement dû se développer : l'idéal démocratique de Jefferson, loin d'être réalisé, était au contraire contesté par les études statistiques révélant que les États-Unis tendaient désormais à s'affirmer comme une nation à dominante urbaine et non pas rurale, comme on l'avait jusqu'alors imaginé, ou espéré³.

Lorsque Kropotkin énonce et défend ses idées de changement, rares sont ceux ayant alors conscience des transformations dont le XX^e siècle allait être le témoin, sources de nouveaux espoirs. Dès l'entrée dans le XX^e siècle, l'électricité, le télégraphe, le téléphone, l'automobile, laissent en effet rapidement entrevoir, aux États-Unis particulièrement, des possibilités de développement totalement inédites, qui ne pourraient que bouleverser les hiérarchies et dynamiques ayant jusqu'ici présidé à l'implantation des hommes sur le sol. La « grille » électrique réactivait – voire redoublait – le sens premier de la grille du *Public Land Survey* – telle que conçue par Jefferson –, puisque l'accès à l'énergie deviendrait désormais possible en tout point du territoire, de la même façon que l'automobile permettrait de se libérer des grands axes de développement jusqu'alors principalement déterminés par les voies de chemin de fer, outre les voies d'eau.

Tous les facteurs – techniques notamment – semblaient donc réunis pour que puisse être entreprise cette « réorganisation sérieuse de l'état des choses » que Kropotkin appelait de ses vœux.

Une réorganisation qui, aux États-Unis, sera l'objet de divers projets formulés pendant les années 1920-1930, et qui supposait, pour leurs auteurs, l'adoption d'un nouveau mode d'habiter, qualifié de « décentralisé » par certains. Décentraliser signifiait : réduire le monopole qu'exerçaient alors les grandes métropoles, rendre les campagnes plus attractives, mais aussi cesser de détruire – du fait de l'expansion de la ville comme de la campagne – des environnements naturels irremplaçables. Décentraliser équivalait à l'instauration d'un meilleur équilibre entre les territoires ainsi qu'à une plus grande équité entre leurs habitants. En ce début de XX^e siècle étaient ainsi réactualisés d'anciens débats ayant souvent divisé les Pères Fondateurs⁴.

« Colosse industriel du monde, les États-Unis n'en sont pas moins en même temps le plus grand producteur de denrées agricoles » affirmait Raoul Blanchard en 1933⁵. De fait, les États-Unis étaient entrés dans le XX^e siècle armés de leur puissance industrielle et agricole, mais aussi forcés de faire face aux paradoxes et contradictions auxquels les renvoyait le mode de développement adopté jusqu'alors. Car s'ils pouvaient s'enorgueillir de compter désormais sur leur territoire certaines des plus influentes métropoles mondiales, celles-ci s'érigaient en totale dénégation de l'idéal qui avait prévalu à la fondation de la « Nation de la nature ». Il en allait de même pour la campagne qui, s'étendant inexorablement, procédait à une uniformisation des paysages, des programmes ayant dû être mis en place, dès les années 1860, pour préserver des parts de l'immense potentiel naturel – ou *wilderness* – des États-Unis. Le cri lancé par Henry David Thoreau, avec son célèbre *Walden* (1854), n'avait pas perdu de son actualité.

« La lutte entre l'homme et la nature n'a jamais cessé, aux États-Unis, d'être dure et pathétique. Au XIX^e siècle, cette

1- Kropotkine (Pierre), *Champs, usines et atelier ou l'industrie combinée avec l'agriculture et le travail cérébral avec le travail manuel*, traduit de l'anglais sur le texte révisé et augmenté par Francis Leray, Paris, P.-V. Stock, Éditeur, 1910, p. 339-340 (1^{re} édition, 1899).

2- Kropotkine (Pierre), « The Industrial Village of the Future », *The Nineteenth Century*, vol. XXIV, n°140, octobre 1888, p. 513-530.

3- Ces questions sont plus spécifiquement développées dans Maumi (Catherine), *Thomas Jefferson et le projet du Nouveau Monde*, Paris, Éditions de La Villette, 2007, 176 p., et *Usonia ou le mythe de la ville-nature américaine*, Paris, Éditions de La Villette, 240 p.

4- Denise Artaud, dans son introduction, rappelle : « Dans une certaine mesure, c'était déjà celui qui opposait, au lendemain de l'indépendance, Jefferson et Hamilton. Le premier, en effet, grand propriétaire éclairé, dans la tradition du XVIII^e siècle, aspirait à la liberté politique et à une forme de gouvernement décentralisé. L'autre, au nom des milieux d'affaires, réclamait le renforcement de pouvoirs fédéraux par souci d'efficacité et pour faciliter l'essor économique. Ces deux tendances ont survécu pendant tout le XIX^e siècle et ont symbolisé schématiquement l'opposition entre courants centralisateurs et décentralisateurs, entre l'idéal bucolique du XVIII^e siècle et le capitalisme industriel en plein essor, entre ceux enfin qui croient au primat du politique et ceux qui font passer l'économie avant toute autre considération. » Artaud (Denise), *Le New Deal*, Paris, Armand Colin, collection U2, 1969, p. 4.

5- Blanchard (Raoul), *L'Amérique du Nord, États-Unis, Canada et Alaska*, Paris, A. Fayard & Cie, Géographie pour tous, 1933, p. 275.

6- Prévost (Jean), *Usonie. Esquisse de la civilisation américaine*, Paris, Gallimard, 1939, p. 60.

7- Duhamel (Georges), *Scènes de la vie future*, Éditions Mille et une nuits, 2003, p. 13 (1^{re} édition Mercure de France, 1930).

8- Prévost (Jean), *op. cit.*, p. 62.

9- Artaud (Denise), *op. cit.*, p. 18.

10- Blanchard (Raoul), *op. cit.*, p. 276.

11- *Ibid.*, p. 281.

II. Approche critique et historique des liens entre agriculture et métropole

lutte s'appelait encore défrichement » observait Jean Prévost, décrivant *l'Usonie*⁶ des années 1930. Le colon n'avait pu sortir vainqueur de cette lutte qu'aidé de la technique, une maîtrise incontestée de la technique qui expliquait l'étonnante rapidité de ce développement, à la fois des villes et des campagnes. « Nulle nation ne s'est encore, plus délibérément que les États-Unis d'Amérique, adonnée aux excès de la civilisation industrielle » notait Georges Duhamel en introduction à ses *Scènes de la vie future*⁷, au moment même où de nouvelles promesses de développement se confirmaient, fondées sur les derniers progrès réalisés en matière de transport, de communication et d'approvisionnement énergétique. On voyait en effet en ces innovations le moyen de reconstruire une relation plus saine avec la nature, tout en offrant à l'habitant des villes et des campagnes des conditions de vie plus dignes. L'espoir était de nouveau permis de voir s'édifier, grâce à la technique, l'idéal démocratique de Jefferson.

« L'agriculture n'est pas seulement une tradition, c'est une science. Et là, nous pouvons dire que l'Amérique a bien réussi » répondait à Jean Prévost le secrétaire d'État à l'Agriculture, Henry A. Wallace⁸. Les progrès caractérisant le monde agricole américain étaient en effet comparables à ceux observés dans le monde industriel, objet d'étonnement pour les visiteurs du monde entier. Wallace, toutefois, pointait également d'importants problèmes, les campagnes américaines vivant une crise, depuis le début des années 1920, dont elles ne parvenaient pas à s'extraire. Celle-ci résultait de la conjonction de plusieurs facteurs : une importante surproduction avait engendré une baisse des prix telle que le niveau de vie des agriculteurs n'avait jamais retrouvé un rang comparable à celui qu'ils avaient connu avant la crise de 1920-1921⁹ ; la valeur des terres elle-même n'avait cessé de baisser, outre que les modes de culture utilisés jusqu'à une période récente avaient engendré une érosion et un appauvrissement considérables des sols. Le besoin de main-d'œuvre était également moins important, l'homme étant progressivement remplacé par des machines-outils de plus en plus performantes.

En plus d'une importante baisse de revenus, le monde rural connaissait également une réduction significative de sa population puisque celle-ci ne représentait plus que 43 % de la population des États-Unis en 1930 – alors qu'elle avait été estimée à 60 % en 1900¹⁰. Certes, concluait Blanchard, « si cette agriculture est malade, il s'agit de la maladie d'un colosse¹¹ » ; d'un colosse dont la fragilisation avait néanmoins des conséquences non négligeables sur les villes puisque sa population s'y déversait en masse, à la recherche de travail, augmentant d'autant le nombre de chômeurs et rendant encore plus crucial le manque de logements. Le krach boursier de 1929 n'avait fait qu'aggraver la situation. Or, précisait Wallace, « pour aider, en temps de crise, une famille de paysans, il nous faut, à confort égal, trois fois moins d'argent que pour une famille d'ouvriers de la ville. Et malgré les variations des prix, malgré la différence des récoltes, la terre est plus stable ; ses produits gardent mieux leur valeur humaine. *On ne peut fonder une société,*

une civilisation, que par une alliance avec la terre¹² ». Il exprimait là une idée défendue depuis déjà plusieurs années par les adeptes de la « décentralisation » et les défenseurs du *Regional Planning*, pour lesquels il était indispensable de mettre en œuvre le « moyen de rétablir le grand équilibre entre la ville et la campagne ». Outre qu'« à la campagne même, il faut aussi un équilibre entre les hommes et la terre : que les hommes améliorent la terre qu'ils travaillent, et que cette terre les traite mieux¹³ ».

« Man minus the machine is a slave. Man plus the machine is a free man. ¹⁴ »

Traiter les causes de cet immense exode des populations des campagnes vers les villes s'imposait donc comme une priorité – outre de favoriser le retour à la terre. Pour ce faire, il était indispensable que les agriculteurs puissent de nouveau vivre correctement de leur travail et qu'ils acquièrent un confort de vie conforme à ce que tout Américain était en droit d'attendre à l'époque. Telle était la conviction d'Henry Ford qui aimait rappeler qu'il était « born on a farm and have always believed that the real future of America is in the land¹⁵ ». Ford, dont la popularité chez les agriculteurs ira croissante jusqu'aux années 1930, personnifiera l'idéal démocratique dans le monde rural américain. La fameuse *Tin Lizzie*, sortie de ses usines à partir de 1908, contribuait grandement à libérer les populations rurales de leur isolement, son succès et sa longévité s'expliquant par le fait qu'elle avait été, selon Philip Van Doren Stern, « the right car at the right time at the right price¹⁶ ».

De fait, en 1911, *l'American Agriculturist* affirmait que les agriculteurs étaient les principaux acheteurs d'automobiles des États-Unis, et on espérait que la *Tin Lizzie* retiendrait les jeunes Américains dans les fermes, plutôt que d'aller chercher fortune en ville. Elle offrait une liberté nouvelle à ce monde vertueux des campagnes – opposé à celui corrompu des villes. Car on ne voyait pas uniquement en



Les usages multiples de l'automobile Ford. (Scan : Reynold M. Wik, Henry Ford and Grass-roots America, The University of Michigan Press, 1973.)

12- Prévost (Jean), *op. cit.*, p. 62.

13- *Ibid.*, p. 66-67.

14- « L'homme sans la machine est un esclave. L'homme avec la machine est un homme libre », cité par Wik (Reynold M.), *Henry Ford and Grass-roots America. A Fascinating Account of the Model-T Era*, The University of Michigan Press, Ann Arbor Paperbacks, 1973, p. 101 (1^{re} édition 1972). (Sauf indication contraire, toutes les traductions sont de l'auteur.)

15- « Né dans une ferme et [qu'il] a toujours pensé que le vrai futur de l'Amérique est dans la terre », cité par Wik (Reynold M.), *op. cit.*, p. 12.

16- « La bonne auto, au bon moment, au bon prix », Philip Van Doren Stern, *Tin Lizzie*, New York, 1955, p. 13, cité par Wik (Reynold M.), *op. cit.*, p. 14.

17- Cf. Wik (Reynold M.), *op. cit.*, p. 25.

18- « Ford ne jetait absolument rien, pas même la fumée de ses usines », cité par Wik (Reynold M.), *op. cit.*, p. 157.

19- *Ibid.*, p. 154.

II. Approche critique et historique des liens entre agriculture et métropole

elle le moyen facilitant les déplacements, mais aussi une perspective de loisir après une journée de travail harassante. Le tracteur était supposé jouer un rôle similaire, favorisant lui aussi le maintien des jeunes populations dans les campagnes. Il permettrait d'alléger la charge de travail quotidienne tout en la rendant plus attractive et valorisante du fait du maniement de ces nouveaux outils mécanisés. La machine annihilerait l'ennui que l'on ressentait alors dans les campagnes, le *Pacific Rural Press* faisant même état, dès 1909, d'une diminution du nombre de maladies mentales – l'automobile réduisant les distances et autorisant une vie sociale plus riche –, ce que confirmait, la même année, le *Collier*, pour lequel l'automobile représentait un progrès social plus important que le téléphone, la livraison à domicile, le chemin de fer, etc¹⁷.

Pour Ford toutefois, automobiles et tracteurs s'inscrivaient dans une perspective beaucoup plus large, vers laquelle les États-Unis devaient tendre s'ils souhaitaient véritablement adopter un mode de développement en accord avec les principes originels de la démocratie. Les recherches conduites par Ford, à la fois dans sa ferme (les fameux *Ford's fields*) et dans ses usines, surprennent par leur diversité. Il travailla non seulement à la mise au point de nouveaux modes de production, industriels et agricoles, mais aussi à la réduction des déchets, voire, au recyclage de nombre d'entre eux. Ses recherches dans le domaine acquirent d'ailleurs une notoriété telle que le *New York Times* déclara, en 1930, que « *Ford threw nothing away, not even the smoke from his factories*¹⁸ ». Ses expériences allaient de l'invention de nouvelles matières (caoutchouc de synthèse obtenu à partir de plantes locales, tissus ou plastiques à base de soja, amidon issu de la patate douce, etc.) à celle de nouveaux carburants pour remplacer le pétrole (alcool de maïs, blé, riz). Il ira même jusqu'à mettre au point un nouveau régime alimentaire, essentiellement à base de soja – les Américains mangeant trop, selon lui. L'objectif consistait non seulement à réduire gaspillages et déchets – créant par là même de nouvelles activités et emplois –, mais aussi à trouver de nouveaux marchés permettant d'écouler les surplus de l'agriculture. Celle-ci alimenterait ainsi directement l'industrie américaine en matières premières tout comme en énergie, sans avoir besoin de recourir à des importations étrangères. Les mondes industriels et agricoles, travaillant de concert, ne pourraient tirer que le plus grand bénéfice des apports de la science – et notamment de la chimie. Ford réaffirma ce discours lors de l'ouverture de la première conférence de la National Farm Chemurgic Council, réunie à Dearborn en mai 1935, qui se donnait pour mission de combattre la maladie dont était victime l'économie agricole américaine. Ses propos, aux accents jeffersoniens, réaffirmaient que la subsistance de l'homme provenait du sol, et que la seule issue pour lutter contre une centralisation excessive de l'industrie à l'origine de cette congestion nuisible dans les villes était de retourner à la terre¹⁹.

« *With one foot in agriculture and one foot in industry, America is safe.*²⁰ »

Retour à la terre qui avait constitué, dès 1918, un autre de ses champs d'expérimentation. Ford avait en effet tenté de mettre en application ses idées de décentralisation en créant de petits centres de production répartis sur le territoire, sur des cours d'eau principalement, de sorte à être directement approvisionnés en énergie. Les premiers « villages industriels » seront implantés à une vingtaine de miles de Dearborn. Ils représentaient, pour Ford, le moyen de contrer l'expansion des grandes villes, proposant un mode de développement plus en accord avec la nature et des conditions de vie plus dignes à leurs habitants. Les ouvriers, dans ces « villages », partageaient leur temps de travail entre l'usine et les champs – quatre jours étant consacrés aux tâches industrielles et deux jours aux activités de la ferme²¹. L'expérience s'avérera extrêmement concluante, Ford constatant une hausse considérable de la productivité et de la rentabilité de ces petites usines, comparées aux plus importantes. Il justifiait de tels résultats par le fait que les ouvriers de ces « villages » tiraient une plus grande fierté de leur travail, ils étaient aussi moins enclins à la mobilité. La production agricole leur assurait également, outre leur salaire, un revenu non négligeable. L'aide de la machine et de l'électricité, à l'usine comme à la ferme, leur permettait de conduire sans difficulté les deux activités de front, l'une prenant le pas sur l'autre selon le rythme des saisons (l'ouvrier passant plus de temps dans l'usine l'hiver et dans les champs l'été).

C'est en s'appuyant sur ces résultats très positifs que Ford formulera, en juillet 1921, le projet connu sous le nom de Muscle Shoals. Celui-ci proposait, dans la perspective de dynamiser l'économie de toute la région, l'achèvement des infrastructures commencées par le Gouvernement fédéral pendant la première guerre mondiale. L'installation hydroélectrique – des barrages Wilson et Joe Wheeler – que Ford proposait de louer sur cent ans, associée

20- « Avec un pied dans l'agriculture et un pied dans l'industrie, l'Amérique est en sécurité », conférence de Ford en 1932, Ford Motor Company, *Henry Ford on Farm and Factory* (Dearborn, Michigan), 30 mai 1932, p. 4, cité par Wik (Reynold M.), *op. cit.*, p. 192.

21- Cf. le chapitre X – *The Great Depression and the Ford Response*, Wik (Reynold M.), *op. cit.*

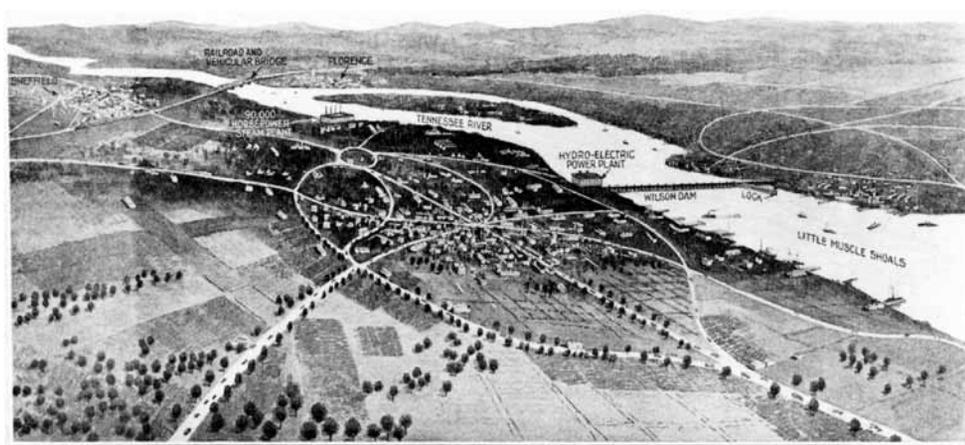
22- Edgar Chambless avait exposé dès 1910 les principes de sa *Roadtown*, prônant, avec l'image du « *earthscraper* », une décentralisation des activités de la métropole en de petites communautés liées entre elles par la grande route, accueillant tous les services. Cf. Chambless (Edgar), *Roadtown*, New York, Roadtown Press, 1910 ; cf. notamment Segal (Howard P.), *Technological Utopianism in American Culture*, Chicago, The University of Chicago Press, 1985, 301 p.

23- Cf. Rosenbaum (Alvin), *Usonia. Frank Lloyd Wright Design for America*, The Preservation Press, National Trust for Historic Preservation, Washington D.C., 1993, 215 p.

24- Norris jouera, quelques années plus tard, un rôle essentiel au sein de l'administration du *New Deal* et supervisera, notamment, la construction des barrages et villes éponymes. Les débats liés au développement de Muscle Shoals sont analysés par Hubbard (Preston J.), *Origins of the TVA. The Muscle Shoals Controversy, 1920-1932*, Tuscaloosa, The University of Alabama Press, 2005, 340 p. (1^{re} édition 1961).

25- Cf. Shapiro (Edward S.), « Decentralist Intellectuals and the New Deal », *The Journal of American History*, vol. 58, n° 4, mars 1972, p. 938-957 ; Bingham (Emily S.), Underwood (Thomas A.), *The Southern Agrarians and the New Deal. Essays after I'll Take My Stand*, Charlottesville, University Press of Virginia, 2001, 336 p.

II. Approche critique et historique des liens entre agriculture et métropole



A birdseye view of the Tennessee Valley in the Muscle Shoals neighborhood, showing the Wilson Dam, the existing cities of Florence and Sheffield, etc.; and suggesting how these features would become part of the general scheme involving the whole valley

Henry Ford, *Projet pour Muscle Shoals*, 1921 (publié dans *Scientific American*, septembre 1922, p. 157).

aux usines de nitrate – qu’il proposait d’acheter –, fournirait en effet l’énergie nécessaire à toute la région, de même que les nitrates indispensables à la fertilisation des sols ruinés par les inondations et l’érosion. La vallée – habitée par une population agricole extrêmement pauvre – pourrait, grâce à ces aménagements, devenir un territoire riche et attractif, tant du point de vue industriel qu’agricole. L’électricité produite permettrait l’implantation de « villages industriels » sur le modèle de ceux d’ores et déjà édifiés, régulièrement répartis le long de la rivière Tennessee et reliés entre eux par un maillage complexe de voies correspondant aux différents trafics alimentant le site, le tout formant une ville d’un nouveau type, une *75 Mile City*²² – selon le *New York Time* en date du 12 janvier 1922 –, s’étendant de Florence à Huntsville²³. La *75 Mile City* ne verra jamais le jour. Elle sera victime des spéculateurs – qui se positionneront immédiatement sur le site –, outre que le projet en lui-même suscitera de très longs débats au Congrès jusqu’en 1924, puisqu’il supposait la privatisation d’importantes sources d’énergie et des productions de nitrates, ce que certains sénateurs, comme George W. Norris, ne pourront accepter²⁴.

Ford, néanmoins, ne cessera de prôner ses idées de décentralisation. L’Amérique ne pourrait se sortir de la crise dans laquelle elle s’enfonçait qu’à l’aide d’une coopération étroite entre industrie et agriculture. Les idées décentralisatrices alimentaient alors nombre de débats et étaient défendues par les mouvements « *agrarians* », « *distributists* », « *decentralists* », qui se développaient alors²⁵.

« **Decentralization is not dispersal – that is wrong... it is reintegration...**²⁶ »

... martelait toutefois Frank Lloyd Wright à cette même époque, formulant encore l'espoir que « *we should soon have in authority developed minds that comprehend the modern sense of spaciousness so characteristic of today now that scientific mechanization is being made available to everyone, rich or poor. We should soon be able to realize that the door of this cage – this thing we call the great city – is at last – open. The door is open and we can fly*²⁷ ». La porte de la grande ville était enfin ouverte et il était d'autant plus urgent, pour Wright, d'organiser cette nouvelle liberté acquise par les Américains sans quoi elle serait rapidement incontrôlable. Il travaillait à cette nouvelle organisation depuis déjà plusieurs années.

La maquette de *Broadacre City*, dévoilée en avril 1935 lors de l'*Industrial Arts Exposition of the National Alliance of Art and Industry*, organisée au Rockefeller Center, illustre les principes *organiques* d'implantation des communautés sur le sol des États-Unis. Elle offrait une coupe – située en zone tempérée – de la civilisation usonienne, sur quatre sections de la grille jeffersonienne du *Public Land Survey* – soit 2560 acres –, accueillant environ 1400 familles – comptant en moyenne cinq personnes ou plus²⁸. Il s'agissait d'une vision, à un temps T, d'une communauté américaine ayant recouvré la liberté et un mode de vie parfaitement démocratique.

La grande ville est atomisée, n'ayant plus aucune raison d'être, toute nécessité de concentration des hommes et des activités en des points spécifiques du territoire ayant disparu du fait des nouveaux moyens de transport, de communication et d'approvisionnement en énergie, désormais utilisés à bon escient. À *Broadacres*, chaque famille est propriétaire de son *homestead* – une parcelle d'une acre minimum. La gestion du sol – de même que celle de toute construction – est assurée par le *county architect*, également chargé de préserver certaines terres agricoles



Les membres du Taliesin Fellowship effectuant les travaux des champs. Photo Pedro E. Guerrero. (Scan : John Sergeant, Frank Lloyd Wright's Usonian Houses. Designs for Moderate Cost One-family Homes, New York, Whitney Library of Design, 1976, p. 103.)

26- « Décentralisation n'est pas dispersion – c'est faux... c'est la réintégration », *An Organic Architecture: The Architecture of Democracy*, London, Lund, Humphries, 1939, réédité dans *Frank Lloyd Wright Collected Writings*, New York, Rizzoli/The Frank Lloyd Wright Foundation, 1993, vol. 3, p. 325.

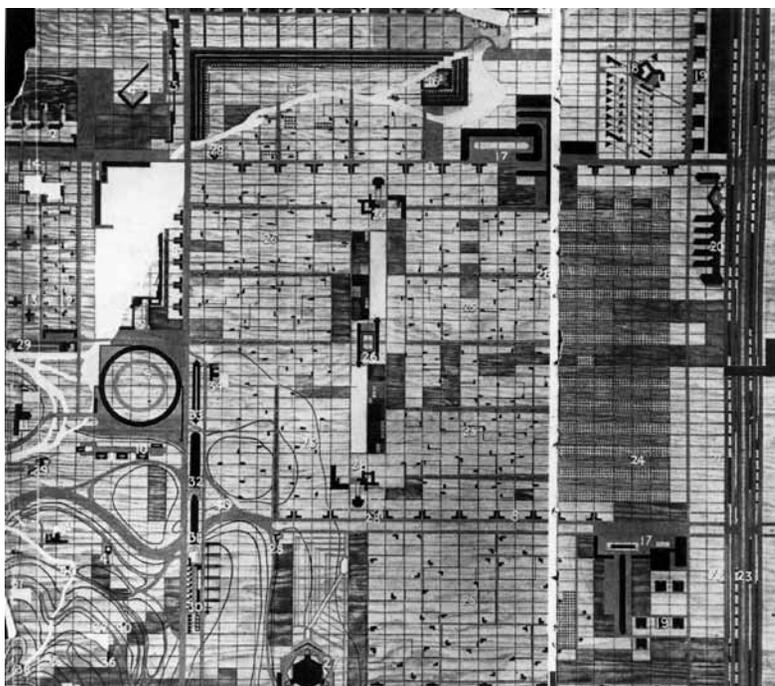
27- « Nous devrions bientôt avoir au pouvoir des esprits éclairés, qui comprennent le sens moderne de l'espace si caractéristique d'aujourd'hui, maintenant que la mécanisation scientifique est à la portée de chacun, riche ou pauvre. Nous devrions bientôt être capables de réaliser que la porte de cette cage – cette chose que nous appelons la grande ville – est enfin ouverte. La porte est ouverte et nous pouvons nous enlever », *ibid.*, p. 309.

28- Wright revient dans de très nombreux textes sur la description de *Broadacre City*. Nous nous référons ici à son article « Broadacre City : A New Community Planning », *Architectural Record*, vol. 77, avril 1935, p. 243-254 ; « Mr. Wright Talks on Broadacre City to Ludwig Mies van der Rohe », *Taliesin*, vol. 1, n°1, octobre 1940, p. 10-18, réédité dans Meehan (Patrik J.) (éd.), *Truth against the World. Frank Lloyd Wright speaks for an organic architecture*, The Preservation Press, National Trust for Historic Preservation, 1987, p. 349-361.

II. Approche critique et historique des liens entre agriculture et métropole

ou forêts. Tous les services indispensables à la communauté – gérés par le gouvernement du comté ou de l'État – sont équitablement répartis sur le territoire en de petites structures – *petites écoles*, *petites universités*, *petits laboratoires* –, de façon à être aisément accessibles à l'ensemble de la population, et notamment aux enfants qui peuvent ainsi aller à l'école à pied, sur des cheminements protégés de tout danger. Il en est de même pour les lieux de travail. Les *petites usines* – non polluantes puisque alimentées en électricité – trouvent leur place parmi les *petites fermes* et les *petites habitations* des familles de la communauté. La ferme, selon Wright, constitue l'unité la plus attractive de l'ensemble. *Broadacres* signifie la fin du chômage et de l'enfer que connaît alors une majorité des familles américaines, des villes et des campagnes. Les *Usoniens* ont réappris à vivre en accord avec la nature et accordent une partie de leur temps au travail des champs – comme le faisaient alors les membres du *Taliesin Fellowship*.

Broadacres ne correspondait pas à un retour en arrière à la terre, mais exposait les principes *organiques* d'un nouveau mode d'habiter allant au-delà des cloisonnements artificiels instaurés entre mondes urbain et rural, et permettant de lutter contre la spécula-



Plan de Broadacre City, tel que le projet est publié dans « *Broadacre City : A New Community Plan* », Architectural Record, 77, avril 1935, p. 250-51.

tion foncière, le pouvoir de l'argent et ce « cancer » de la grande ville – la référence à Kropotkin et Henry George, notamment, est constante. Wright était convaincu que, par une utilisation intelligente de tous les progrès scientifiques, les arts, l'industrie et l'agriculture pourraient se développer de façon plus cohérente et harmonieuse, ce qui signifiait également moins de gaspillage et des conditions de vie sur Terre plus en accord avec la Nature²⁹. Il précisait, en présentant la maquette, que *Broadacre City* réalisée n'aurait probablement pas cette forme définitive – correspondant à des circonstances et à un type de sol particuliers³⁰. Toutefois, si les principes qu'elle énonçait étaient adoptés, l'organisation des futures communautés usoniennes s'en approcherait sans doute. Cette précision était essentielle puisqu'elle réaffirmait les fondements de l'architecture organique qui faisaient qu'à *Broadacres*, « *it is true that landscape becomes architecture just as architecture becomes landscape. But both are integral with the ground and are an orchestration of form according to nature* »³¹.

« But please, Messrs. [...] in the urgent hours of our days – keep your eye on the globe. »³²

Travail d'« orchestration » qui exigeait toutefois, selon certains « décentralisateurs », l'invention d'une nouvelle science, qualifiée d'« *eotechnics* »³³ par Lewis Mumford et de « *Geotechnics* » par Benton MacKaye. La « *Geotechnics* » était définie comme « *the applied science of making the earth more habitable* »³⁴. De fait, lutter contre « *the metropolitan invasion of America* » – entendue par MacKaye comme « *a malign intrusion on the innate American background* »³⁵ – imposait de penser l'environnement dans sa globalité, celui-ci étant compris comme « *the common substance of our total human life* »³⁶. Pour MacKaye, la métropole dans sa forme actuelle n'était qu'une « pseudo-ville », un « amas », « *an inorganic deposit not an organism* »³⁷. Maîtriser l'urbanisation supposait, par conséquent, de trouver l'indispensable et sain

29- Cf. également « *A New Freedom for living in America* », retranscription d'un discours prononcé au Rockefeller Center et retransmis à la radio le 15 avril 1935, Meehan (Patrik J.), *op. cit.*, p. 343-347.

30- « *Mr. Wright Talks on Broadacre City to Ludwig Mies van der Rohe* », *op. cit.*, p. 361.

31- ... « il est *vrai* que le paysage devient architecture tout comme l'architecture devient paysage. Mais les deux font partie intégrante du sol et sont une orchestration de la forme selon la *nature* », *ibid.*, p. 358.

32- MacKaye (Benton), « *Toward Global Law* », *The Survey*, vol. LXXXVII, n°6, juin 1951, p. 266-268, réédité par Paul T. Bryant (ed.), *From Geography to Geotechnics*, Urbana-Chicago, University of Illinois Press, 1968, p. 110.

33- Cf. notamment le chapitre V. *The Regional Framework of Civilization*, Mumford (Lewis), *The Culture of Cities*, New York, Hartcourt Brace Jovanovich, Inc., 1938, 586 p. ; Luccarelli (Mark), *Lewis Mumford and the Ecological Region. The Politics of Planning*, New York, The Guilford Press, 1995, 230 p.

34- ... « la science appliquée s'attachant à rendre la terre plus habitable », MacKaye (Benton), « *Growth of a New Science* », *The Survey*, vol. LXXXVI, n°10, octobre 1950, p. 439-442, réédité par Paul T. Bryant (ed.), *op. cit.*, p. 24.

35- ... « une intrusion maligne sur le milieu inné à l'Amérique », in « *End or Peak of Civilization?* », *The Survey*, vol. LXVIII, n°13, octobre 1932, p. 441-444, réédité par Paul T. Bryant (ed.), *op. cit.*, p. 128.

36- ... « la substance commune à notre vie humaine prise dans sa totalité », *ibid.*, p. 129.

37- ... « un dépôt inorganique et non pas un organisme », *ibid.*, p. 130.

38- MacKaye (Benton), « *Toward Global Law* », *op. cit.*, p. 110.

39- « *End or Peak of Civilization?* », *op. cit.*, p. 129.

40- ... « est un merveilleux produit de l'évolution de l'humanité. La forêt, d'autre part, est [...] un produit de l'évolution des fondations de l'humanité. Ainsi, la forêt est la racine de la société humaine, tandis que la ville est sa tête et sa fleur. Une civilisation sans ville serait une civilisation sans tête ; et une civilisation sans sa forêt est une civilisation sans racine. [...] Forêt et ville doivent se développer côte à côte dans n'importe quelle civilisation équilibrée », in « *A New England Recreation Plan* », *Journal of Forestry*, vol. XXVII, n°8, décembre 1929, p. 927-930, réédité par Paul T. Bryant (ed.), *op. cit.*, p. 165.

41- MacKaye (Benton), « *An Appalachian Trail : A Project in Regional Planning* », *Journal of the American Institute of Architects*, n°9, octobre 1921, p. 325-330.

II. Approche critique et historique des liens entre agriculture et métropole

équilibre entre ville, campagne et nature, MacKaye comme Mumford étant l'un et l'autre convaincus de l'aide qu'apporterait une utilisation réfléchie des dernières innovations techniques.

La « *Geotechnics* » se rapporte à l'habitabilité, expliquait MacKaye, étant entendu qu'il y a trois sortes d'habitabilité : physique, économique et sociale³⁸. La question à laquelle il était urgent de répondre était donc celle-ci : comment rendre la Terre plus habitable ? Tel était l'enjeu fixé par le *Regional Planning* et que défendaient MacKaye et les membres de la *Regional Planning Association of America*. Une région était définie en considérant les caractères relatifs à ces trois critères d'habitabilité. Un projet conduit en accord avec cette nouvelle science supposait également d'intégrer, dans une même pensée, les données géographiques, économiques, sociologiques, culturelles, naturelles, les progrès techniques ou d'ingénierie réalisés. Et lorsque MacKaye essaiera de définir quel était l'environnement le plus favorable au développement harmonieux de l'homme, il parviendra à la conclusion qu'il était indispensable d'instaurer un équilibre entre trois environnements fondamentaux : primitif – d'où vient l'homme –, communautaire – faisant de lui un être social –, et rural – médiateur entre les deux autres³⁹. L'industrie pouvait aller de pair avec l'équilibre recherché, à la condition toutefois qu'elle le respecte, tout comme elle se devait de respecter les ressources naturelles – sols, eaux, forêts. Il en allait de même pour la ville – mais pas de la métropole. La ville, expliquait MacKaye en 1929, « *is a marvelous product of the evolution of mankind. The forest on the other hand is [...] a product of the evolution of mankind's foundation. And so the forest is the root of man's society as the city is its head and flower. A civilization without its city would be a headless one; and a civilization without its forest is a rootless one. [...] Forest and city must grow side by side in any balanced civilization*⁴⁰ ».

Cet esprit guide le projet de l'*Appalachian Trail*⁴¹ et les nombreuses autres « explorations⁴² » conduites pour instaurer cette « hygiène de la terre » essentielle, outre de trouver cet équilibre indispensable qui, pour Aldo Leopold, constituait la substance même de la mission du *regional planner*. Dans les années 1930 toutefois, la priorité – de l'administration du New Deal notamment et de ses grands programmes – consistera à redresser au plus vite la situation économique du pays, et les projets de *resettlement* eux-mêmes ne prendront jamais toute la dimension envisagée par nos protagonistes.

Que dire, aujourd'hui, de *L'horizon* que nous laissait alors Leopold ?

« L'homme moderne typique est séparé de la terre par de nombreux intermédiaires et par d'innombrables gadgets. Il n'a pas de relation vitale à la terre. Pour lui, elle est l'espace entre les villes où poussent des récoltes. Lâchez-le une journée dans la nature ; si l'endroit n'est pas un terrain de golf ou un "site pittoresque", il s'ennuiera mortellement. Si l'on pouvait remplacer les fermes par la culture hydroponique, il trouverait cela très bien. Les substituts synthétiques du bois,

du cuir, de la laine et autres produits naturels de la terre lui conviennent mieux que la chose elle-même. En bref, la terre, c'est quelque chose qu'il a dépassé depuis longtemps.⁴³ »

La Terre, néanmoins, se rappelle à nous incessamment, et plus que jamais encore au XXI^e siècle.

42- MacKaye (Benton), *The New Exploration. A Philosophy of Regional Planning*, New York, Harcourt, Brace and Company, Inc., 1928.

43- *Almanach d'un comté des sables*, traduit de l'américain par Anna Gibson, Paris, Flammarion, 2000, p. 282 (1^{re} édition 1949).

Les parcs agricoles de Berlin-Barnim : quelques fondements historiques d'une hétérotopie contemporaine

Corinne Jaquand

Les parcs agricoles sont en passe de devenir des hétérotopies nouvelles, plusieurs années après que Pierre Donadieu en a annoncé, en France, le principe (*Campagnes urbaines*, 1998). L'Allemagne a pris une certaine avance avec ceux d'Emscher Park dans la Ruhr et du Barnim en limite nord de la métropole berlinoise, aménagés au tournant des années 2000. Le projet en cours de l'IBA-Hamburg repose quant à lui sur la délicate cohabitation entre l'arboriculture (production de jus de pomme), un nouveau quartier résidentiel et l'extension du grand port international sur la rive sud de l'Elbe. Quelles que soient leur échelle et leur complexité, ces hétérotopies périurbaines ont en commun d'allier une agriculture soutenable à la détente des citoyens. Elles forment un lien entre des espaces hétérogènes et participent à la requalification de contextes environnementaux métropolitains. Le paysage agricole y est convoqué pour donner un sens culturel à la vie en périphérie et contribuer à créer du lien social entre des populations qui ont pu subir un déracinement territorial ou symbolique : issues en partie de l'immigration dans les nouveaux quartiers sud de Hambourg, de l'ex-RDA à Berlin-Barnim, ou ayant traversé une mutation industrielle comme dans la Ruhr.

Dans tous ces cas, l'agriculture urbaine ne se réduit pas à la mise en paysage de résidus cultivés, vestige d'une production économique en déshérence. La fréquentation régulière de ces espaces publics « dans les champs », y compris en semaine, témoigne aussi d'une attente sociétale sous-estimée par les professionnels de l'aménagement¹. À Berlin-Barnim, la fierté de passants à qui l'on demande le chemin, le contentement d'un promeneur croisé en fauteuil roulant devant de robustes vaches écossaises, l'indifférence pressée d'un groupe de jeunes en planche à roulettes, témoignent du sentiment de valorisation partagé par toutes les générations.

Les parcs agricoles de Berlin-Barnim

Desservis par deux lignes de S-Bahn, les parcs du Barnim forment un lien d'ouest en est entre l'ancien village de Karow et ses villas de l'entre-deux-guerres, la ville nouvelle du même nom qui date des années 1990, le grand ensemble préfabriqué de Wartenberg des années 1970 et le village-rue de Falkenberg. Ils participent au programme mis en place par le Sénat de l'Environnement pour compenser le manque d'espaces publics en périphérie au regard de ceux réalisés au centre de la capitale. Ils ont été aménagés entre 1999 et 2007 à la suite de trois concours remportés par des équipes de paysagistes sur de vastes territoires en connexion : « Neue Wiesen », 86 ha (Schirmer & Kernbach) ; « Landschaftspark Wartenberger-Feldmark », 210 ha (Plancontext) ; « Gut Falkenberg » (atelier Loidl). Les terrains en limite du Brandebourg ont été rétrocédés au land de Berlin après la réunification. La maîtrise d'ouvrage a été faite par le service des espaces verts du Sénat de l'Environnement, depuis les études préalables jusqu'à la réalisation en passant par le programme et l'analyse des propositions. Dans ces parcs d'un genre

nouveau, la promenade des urbains s'accommode d'une agriculture faiblement mécanisée. De taille moyenne, les parcelles agricoles accueillent des vergers, des champs de pommes de terre, quelques pâturages, et sont libres d'additifs chimiques polluants, condition *sine qua non* pour la fréquentation du public.

De l'histoire palimpseste et de l'histoire culturelle

Les qualités d'accueil de ces parcs, leur esthétique et les valeurs sociales qu'ils véhiculent incitent à faire quelques incursions dans l'histoire du paysagisme allemand. Car le rêve est ancien qui consiste à donner forme à un paysage nourricier. Faire de la trivialité agraire un agrément pour la promenade oisive apparaît chez quelques aristocrates éclairés aux XVIII^e et XIX^e siècles sous le vocable de *Landschaftspark*. Au lendemain de la Grande Guerre, l'idée ressurgit dans l'urbanisme fonctionnaliste, puis de nouveau aujourd'hui.

L'histoire doit être doublement convoquée pour fonder la critique de ces projets contemporains de paysage. Il y a bien sûr le contexte géo-historique du site : c'est l'histoire palimpseste dans laquelle puisent de façon sélective les paysagistes concepteurs pour orienter leur rapport au sol et fabriquer un récit. Elle recouvre des temporalités paradoxales, le temps immémorial de la fabrication tellurique du sol « naturel », mais aussi le temps de l'occupation humaine et la constitution du sol « culturel ». Mais il y a une autre écriture de l'histoire, qui n'est pas celle du territoire du projet. Elle renvoie aux représentations du couple ville/nature et ville/campagne qui imprègnent l'imaginaire de la société, l'infra-texte des discours politiques, et constituent des sortes de standards ou de paradigmes nationaux. L'historiographie sur les rapports entre paysage et urbanisme en rend compte, de façon encore balbutiante en France mais de façon plus constituée en Allemagne². Rarement interrogée dans la pratique, cette histoire culturelle se trouve comme métabolisée dans



Chemin menant au grand ensemble de Wartenberg. Source : Lichtschwärmer - Christo Libuda.

1- Quelques artistes attentifs aux modes de vie y sont depuis longtemps sensibles – comme le cinéaste Éric Rohmer qui, dans *L'Arbre, le Maire et la Médiathèque* (1993), fait dire à la fille de l'instituteur du village que ce qui manque à la campagne ce sont des jardins publics pour y jouer, les champs et les chemins étant devenus inaccessibles.

2- Principaux auteurs sur les parcs métropolitains et le paysagisme en Allemagne : Gert Gröning, Joachim Wolschke-Bulmahn, Vroni Hampf-Heinrich, Heinz Wiegand, Inge Maas, Michael Goecke ainsi que Dieter Hennebo, éditeur des cinq volumes *Geschichte des Stadtgrüns*, Hannover/Berlin, Patzer Verlag, 1962 et sq. (2^e éd. 1979-1981). Gert Gröning et Joachim Wolschke-Bulmahn ont introduit la révision du paysage sous le III^e Reich : « Politics, planning and the protection of nature : political abuse of early ecological ideas in Germany, 1933-45 », *Planning Perspectives*, 2, 1987, p. 127-148. Voir entre autres littératures récentes : Gröning (Gert), « Teutonic Myth, rubble, and recovery : landscape architecture in Germany », in Treib (Marc) (dir.), *The architecture of landscape 1940-1960*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2002 p. 120-153. Ainsi que le catalogue de l'exposition : Cohen (Jean-Louis), *Architecture en uniforme. Projeter et construire pour la Seconde Guerre mondiale*, Montréal/Paris, CCA/Hazan, 2011, qui met en évidence la façon dont le paysage est utilisé pour les camps d'extermination comme une esthétique du « masque ».

II. Approche critique et historique des liens entre agriculture et métropole

le corpus réglementaire et dans les modes de faire des professions impliquées dans les transformations urbaines, paysagistes et architectes en particulier. Car au-delà des conventions explicites, une analyse critique de ces parcs publics doit considérer l'épaisseur temporelle des représentations. Selon cette hypothèse, les parcs du Barnim ne sont pas entièrement assimilables à une esthétique globalisée contemporaine. Leur « germanité » concerne à la fois certaines séquences formelles et les attendus du programme.

Esthétique globalisée et tradition nationale

À la première impression, les *Landschaftsparks* du Barnim ne se distinguent pas du nouveau naturalisme qui caractérise nombre de grands parcs périurbains. En étroite relation avec le contexte du site, ils évitent les artifices et renforcent les anciennes structures. Ils « révèlent », selon un terme cher aux paysagistes français, à la fois les qualités géographiques du lieu et quelques traces historiques de son occupation.

Jusqu'aux années 1930, le plateau du Barnim faisait partie des vastes champs d'épandage qui entouraient Berlin. Les premières stations d'épuration le restituèrent à l'agriculture sous la forme de parcelles maraîchères distribuées à des exploitants. Avec la collectivisation des sols entreprise sous la RDA, les fossés de drainage et les petits cours d'eau qui dévalaient vers le sud jusqu'aux affluents de la Spree ont été busés. Les anciennes structures végétales, les haies et les allées, se sont dégradées. Aujourd'hui, la dynamique des eaux fête sa renaissance. Fossés et ruisseaux ont été découverts et renaturés.

Le projet décline le grand paysage à différentes échelles. À certains endroits, les sols ont été remodelés pour le plaisir de l'œil averti. Des chaussées renforcées par de petits murets de gabions ou des bandes de ciment courent en parallèle aux anciennes structures végétales. La nouvelle topographie engendre des promenades qui offrent des vues dégagées sur l'épaisseur de l'horizon en visant des monuments ordinaires, des silos agricoles, une usine de gravier, un lotissement caché derrière un rideau d'arbres. Sur le parcours, des fantaisies inspirées du *land art* : des reliques vernaculaires, des pièces de bois, des abreuvoirs – des déjà-là, sont sorties de leur contexte et déplacées plus loin. Renversées cul par-dessus tête ou tournées dans une autre position, elles finissent par exister pour elles-mêmes, comme des œuvres d'art. Ainsi, un groupe insolite de traverses de bois se dresse-t-il sous des lignes à haute tension formant un cercle de monolithes archaïques. Plus loin, un bunker datant de la bataille de Berlin émerge du sol et commande l'axe du chemin sablonneux qui rejoint le grand ensemble de Wartenberg en longeant un large fossé bordé de vieux saules. À l'intersection avec un autre chemin, des observatoires d'oiseaux sont comme juchés sur des échasses.

Les chemins ruraux ont été réaménagés pour le plaisir des randonneurs, des cyclistes, des handicapés en chaise roulante, des chiens et de leurs maîtres, mais aussi en fonction de la maniabilité des tracteurs. Ils sont bordés de haies vives et de buissons qui semblent avoir toujours été là, même si la plupart ont été substitués récemment. Quelques fractales

de massifs boisés en pleine croissance s'insèrent entre les champs. La rusticité des aménagements est garante de leur longévité. Les paysagistes ont travaillé avec l'histoire palimpseste du site dans une démarche plastique et biologique qu'ils partagent avec la plupart de leurs collègues européens. Leur seul héritage explicite est celui de Peter Josef Lenné qui, en son temps, a assimilé, dans ce qu'il est convenu d'appeler le paysagisme romantique, à la fois le naturalisme anglais et le grand paysage à la française (Lenné s'est formé à Paris chez Gabriel Thouin dans les années 1810)³.



Objets trouvés à l'intersection de deux chemins dans le Landschaftspark Wartenberger-Feldmark (paysagistes : Plancontext). Source : Corinne Jaquand, avril 2010.

Embellir le paysage nourricier : le Landschaftspark

Ces parcs du Barnim, l'administration du Sénat de Berlin est quant à elle fière de les présenter en filiation avec les *Landschaftsparks* du XVIII^e siècle. Elle emploie même le néologisme de « *Parklandschaft* » pour qualifier cette stratégie de paysagement des territoires périphériques résiduels de la métropole⁴. Les *Landschaftsparks* allemands ont eu pour maîtres d'œuvre des aristocrates éclair-

3- Cf. une série d'entretiens réalisés à Berlin en avril 2010 et mars 2011 avec Almut Jirku (Sénat de l'Environnement), Jürgen Weidinger (professeur du projet de paysage à la TU de Berlin) et les paysagistes Andrea Schirmer/Karsten Krüger, et Christian Loderer/Dirk Sadtler - Plancontext, dans le cadre de la recherche *(Re)-transformer les territoires par le paysage / Aus der Landschaft (um)-planen* (C. Jaquand, K. Helms, C. Maniaque, P. Nys, A. Varcin), programme PUCA/DAPA « Architecture de la grande échelle ».

4- Voir Jirku (Almut), « Encounters of the third Kind. Landscape architecture in the periphery of Berlin : New concepts and design », *De la connaissance des paysages à l'action paysagère*, colloque CNRS Paris / Cemagref Bordeaux, décembre 2004, <http://www.symposcience.org/exl-doc/colloque/ART-00001438.pdf> ; du même auteur, « Adding Third Nature to second Nature : Design strategies for peripheral landscape », in *JoLA*, printemps 2007, p. 50-63.

5- Le « Gartenreich », ou royaume des jardins, de Dessau-Wörlitz a fait l'objet d'un classement au Patrimoine mondial de l'Unesco en 2000.

6- Cet hobereau, qui devint prince et dont la mère était d'origine française, fut un grand séducteur, grand voyageur, aventurier, orientaliste. Il a laissé des essais illustrés sur le « jardinage du paysage ». Fürst von Pückler-Muskau (Hermann), *Andeutungen über Landschaftsgärtnerei*, édité par Günter J. Vaupel, Francfort, Insel Verlag, 1988. Hermann Pückler-Muskau aura également inspiré les paysagistes américains comme FL Olmsted Sr., Charles Eliot et le Canadien Henry V. Hubbard : cf. Dümpelmann (Sonja) (dir.), *Pückler and America*, Washington D.C., German Historical Institute, 2007.

7- Von Krosigk (Klaus), « Le parc de Klein-Gleinicke à Berlin », in Mosser (Monique) et Teyssot (Georges) (dir.), *Histoire des jardins de la Renaissance à nos jours*, Paris, Gallimard, 2002 (2^e éd.), p. 417-419.

II. Approche critique et historique des liens entre agriculture et métropole

rés inspirés par leurs homologues anglais. Ces grands propriétaires terriens ont étendu l'art des jardins à l'ensemble de leur domaine agricole. L'embellissement paysager de la campagne débutait par des séquences pittoresques autour de la demeure des maîtres en s'épanouissant aux confins dans un naturalisme à vaste échelle qui embrassait les champs, les fermes, les digues, les fossés.

À partir des années 1765, le prince Leopold III de Anhalt-Dessau (1740-1817) se consacre ainsi à l'aménagement d'une série de parcs le long de l'Elbe qui deviendra son « *Gartenreich* »⁵. Sur son domaine de Wörlitz, près de Dessau, il supprime les barrières entre le parc et le village où vivent paysans et artisans. L'ouverture sur ces espaces triviaux reflète l'esprit de tolérance de ce prince des Lumières. Dans le village, il fait édifier une église mais aussi une synagogue. Aux alentours du château, il dégage de la masse des arbres des *vedute* qui visent des symboles francs-maçons, une rotonde, une pyramide, des colonnes, des petits monuments, des ruines artificielles. Au milieu du parc paysager, une île drainée par des canaux est divisée en parcelles dédiées à l'agriculture expérimentale. Un simple talus supportant un chemin arboré protège le domaine des crues du fleuve. Un demi-siècle plus tard, le prince Hermann von Pückler-Muskau (1785-1871) entreprend de paysager ses domaines de Muskau et de Branitz dans la plaine de la Neisse. Il débute son entreprise après un long séjour en Angleterre où il a visité les parcs du paysagiste Humphry Repton. Muskau adhère au naturalisme anglo-saxon en renonçant à presque toutes les séquences formelles de l'époque précédente – à l'exception de quelques « orientalismes » ramenés de ses voyages au Levant, dont une pyramide de verdure qui deviendra son cénotaphe⁶. Il octroie à chaque élément bâti une fonction. Il englobe dans un dessin savant des champs cultivés, des bois, des villages, quelques fermes, en prenant soin de disposer dans la topographie des éléments architecturaux singuliers, pavillons, clochers, granges, de façon à introduire une échelle intermédiaire dans la perception des grands espaces ouverts.

Cet art des jardins, alliant le plaisir aristocratique et l'ordinaire de l'exploitation domaniale, inspire deux de ses contemporains, l'architecte Karl Friedrich Schinkel (1781-1841) et le paysagiste Peter Josef Lenné (1789-1866) qui travaillent de concert ou séparément à la fabrication du fameux « *Kulturlandschaft* » – ou paysage culturel – de Potsdam, sous la bienveillance du roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV, féru d'architecture et de jardins. Transformé en plusieurs étapes, ce vaste paysage s'étend de part et d'autre de la rivière Havel jusqu'à Sakrow au nord et Babelsberg au sud, englobant la silhouette de la ville et le parc du château de Sanssouci initié par Frédéric II⁷. Cette « Nouvelle Arcadie » inclut des champs cultivés qui s'insèrent dans une composition de parcs et de massifs forestiers, lesquels sont ponctués de pavillons, de belvédères, de demeures princières et d'églises construits par Schinkel ou ses élèves, Ludwig Persius et Ferdinand von Arnim. Le « *Stadtbild* » – ou silhouette de la vieille ville – est rehaussé par

la coupole de Saint-Nicolas qui se voit depuis Glienicke, de l'autre côté de la Havel. L'architecture savante devient médiatrice d'un paysage à grande échelle. Comme à Potsdam, Lenné s'adonne ailleurs à « l'embellissement de la campagne » (*Landverschönerung*) sans être entravé par de petites propriétés agraires. Sur des *latifundia* prussiennes, il s'exerce à renforcer dans le relief les structures paysagères autour des champs cultivés par des haies et des masses boisées. Il colonise la campagne par ses *vedute*. Il est touchant de reconnaître dans les parcs du Barnim le souvenir de cette tradition, notamment dans la séquence intitulée « Neue Wiesen » (Schirmer & Kernbach) qui est dominée par un pavillon. Cette pièce d'architecture n'a certes pas la délicatesse du casino de Glienicke qui fait face à Potsdam sur une butte dominant le pont de la Havel, mais elle fonctionne également comme une scène donnant sur un horizon lointain. À l'instar des artifices romantiques, le pavillon du Barnim est à la fois abri et ruine. Au-dessous d'une toiture en bardage métallique, ses parois de béton sont régulièrement taguées par les jeunes du coin.

Le parc et l'identité métropolitaine

Le pavillon du Barnim a une autre signification mémorielle. Son portique cadre la silhouette de la tour de l'Alexanderplatz qui apparaît derrière une ligne de peupliers à plus de quinze kilomètres de là. Cette visée, qui n'est pas fortuite, est clairement établie par une bande de ciment plus sombre sur le sol qui se prolonge vers la passerelle descendant sur la place-jardin et oriente le regard en direction de la tour. On retrouve la même intention dans le parc de Wartenberg (Plancontex) où un des chemins la vise également.

Ce dessein identifie fortement ces parcs suburbains avec la métropole berlinoise. Il signifie aussi que l'héritage de la RDA a été pleinement accepté au point de se confondre avec l'identité collective de la métropole, car la tour de l'Alexanderplatz est sans nul doute le monument le plus connu de la période socialiste.



Vue sur la tour de l'Alexanderplatz depuis l'esplanade de la Neue Wiesen (paysagistes : Schirmer & Kernbach). Source : Isabelle Estienne, avril 2010.

II. Approche critique et historique des liens entre agriculture et métropole

Une pièce moins réussie de la séquence confiée à Schirmer & Kernbach est une sorte de rampe en talus qui forme un belvédère visant un monticule à l'extérieur du parc. Là, la citation est un peu plus lourde. Elle semble imiter la pyramide engazonnée du parc de Branitz dont Pückler-Muskau fit son cénotaphe, mais sans apporter un sens majeur à la promenade du Barnim.

Les parcs du Barnim agissent ainsi comme une résilience à la fois physique et symbolique pour le paysage et les hommes. Cette valeur réparatrice a souvent été associée aux parcs dans la culture occidentale. Ainsi, les parcs du Barnim représentent-ils un « *Trost* » à tous les égards – mot utilisé ici pour son épaisseur sémantique car il signifie en allemand à la fois « consolation/compensation/réparation ». Ces espaces publics d'un genre nouveau concernent des populations issues d'Allemagne de l'Est qui cohabitent dans les *Plattenbau* de Wartenberg avec de nouveaux immigrants. Ceux qui demeurent dans les maisons individuelles de Karow et ses petits lotissements de datchas jouissaient du temps de la RDA d'une qualité de vie appréciable. Sont concernés aussi les « Ossis » qui se sont installés dans la ville nouvelle de Karow-Nord, attirés par l'habitat intermé-



Le Pavillon du Barnim (paysagistes : Schirmer & Kernbach). Source : Corinne Jaquand, avril 2010.

diare en copropriété. En raison de leur succès, ces parcs confortent l'estime de soi chez ces périurbains. Ils sont emblématiques d'une solidarité métropolitaine à l'égard des générations adultes de banlieusards, mais aussi des jeunes nés après 1989 qui apprécient les sports de glisse, le vélo, le skate, le roller, qui trouvent leur place sur une esplanade mi-minérale, mi-végétale, aménagée au milieu des champs. Ces parcs sont aussi un « *Trost* » pour le paysage dégradé qui a manqué de soins depuis la guerre, avec la collectivisation des sols et les techniques de fertilisation alors employées.

Le parc comme créateur de lien social : la filiation avec le paysagisme fonctionnaliste

Considérer le paysage comme outil de lien social dans la grande ville n'est pas une idée neuve en Allemagne. Les parcs du Barnim s'inscrivent dans la filiation du « paysagisme fonctionnaliste » – terme que l'on doit plus particulièrement à Dorothee Imbert et qui désigne le paysagisme moderne, conscient de ses implications sociales. En son temps, Peter Josef Lenné, devenu directeur des parcs et promenades de Berlin, avait initié parmi ses pairs une réflexion sur la dimension sociale des espaces verts en milieu urbain. En 1840, il publie un programme d'ensemble pour l'extension de Berlin avec de nouveaux parcs dans les quartiers ouvriers du nord et de l'est, afin de décongestionner les quartiers populaires et de « venir en aide à la misère du peuple » (*um dem Elend des Volkes abzubelfen*)⁸. Ses successeurs à la *Parkdeputation* de Berlin, Gustav Meyer et Hermann Mächtigt, s'appliquent à réaliser le programme du maître sur des réserves foncières qui s'amenuisent au fur et à mesure que se lottissent les îlots du plan Hobrecht. Meyer élargit le corpus de références au paysagisme américain naissant, visite Central Park dont il admire les « divertissements multiples à l'air libre » et la place donnée aux loisirs en plein air et à l'exercice physique⁹. Mais, ainsi que le fera justement remarquer l'urbaniste Werner Hegemann, commissaire

8- Lenné (Peter Josef), *Projekt der Schmuck- und Grenzzüge von Berlin mit nächster Umgegend*, 1840. De son vivant, Lenné réaménage le parc du Tiergarten en éclaircissant les vallons boisés, en transformant les fossés drainants en lacs d'agrément et en surimposant aux allées forestières des chemins ovoïdes à la manière de son maître Gabriel Thouin chez lequel il a travaillé comme apprenti. Lenné trace aussi les plans d'extension de la Luisenstadt à Berlin et, avec Karl Friedrich Schinkel, ceux des quartiers de Moabit, de Köpenicker Feld et du Schöneberger Feldmark. Il crée également deux parcs publics, le Kleiner Tiergarten à Moabit et l'Invalidenpark, et débute les aménagements du grand parc de Friedrichshain. Von Buttlar (Florian) (dir.), *Peter Joseph Lenné : Volkspark und Arkadien*, Berlin, Nicolaische Verlagsbuchhandlung, 1989.

9- Gustav Heinrich Meyer, *Lehrbuch der Schönen Gartenkunst*, 1895 (1^{re} et 2^e éd. 1860-1873), p. 146, recommande d'équiper les parcs allemands de sentiers de randonnées équestres, de pistes de course, de terrains pour les jeux de balle, de plans d'eau pour la promenade en barque l'été et le patinage en hiver, de kiosques pour les concerts publics, d'abris contre les intempéries et de buvettes pour la restauration des foules. Sur les deux sites de Humboldthain et du Treptower Park, ces bonnes intentions se réduisent à deux grandes pelouses en forme d'hippodrome destinées aux jeux collectifs, c'est-à-dire aux jeux de balle.

10- Hegemann (Werner), *Der Städtebau nach den Ergebnissen der allgemeinen Städtebau-Ausstellung in Berlin nebst einem Anhang : die Internationale Städtebau-Ausstellung in Düsseldorf*, vol. 2, *Verkehrswesen*, Freiflächen, Berlin, Wasmuth, 1913, p. 364.

11- Maas (Inge), « Parcs publics populaires », in Burckhard (Lucius) (dir.), *Le Werkbund : Allemagne, Autriche, Suisse*, Paris, Éditions du Moniteur, 1981, p. 57-65.

12- Hegemann fait appel à l'artiste Käthe Kollwitz pour dessiner une affiche qui sera placardée sur les murs de Berlin (voir la reproduction dans son journal d'activisme *Für Gross-Berlin*, n°1, 1912). Elle représente une petite fille misérable portant un enfant dans les bras. Derrière elle est écrit : « Il est interdit de jouer dans les cages d'escalier et dans les cours ». En légende, quelques statistiques : « Dans le Grand Berlin, 600 000 habitants vivent dans des appartements dans lesquels chaque chambre est occupée par 5 personnes et plus. 353 000 enfants d'âge scolaire n'ont pas d'aires de jeux. » Pour « incitation à la haine des classes », la police prussienne menacera de faire inculper Hegemann qui bénéficiera du soutien des syndicats et des partis progressistes. Les poursuites s'arrêteront là.

13- Voir entre autres auteurs sur les parcs américains : Hegemann (Werner), *Amerikanische Parkanlagen : Ein Parkbuch zur Wanderausstellung von Bildern und Plänen amerikanischer Parkanlagen*, Berlin, Wasmuth, 1911 ; Koch (Hugo),

II. Approche critique et historique des liens entre agriculture et métropole

de l'exposition d'urbanisme du Grand Berlin en 1910, « le point de vue de la culture du corps (*Körperkultur*) est encore trop peu pris en considération » dans ces parcs urbains (*Bürgerparks*), avant tout lieux de promenade considérés comme un des ciments de l'unité nationale (*Bildungsanstalt der Nation*) où doit régner la bienséance¹⁰.

Les parcs populaires, ou « *Volksparks* », qui remplacent dans les années 1910 les « *Bürgerparks* », comblent cette attente de nouveaux programmes¹¹. L'impulsion vient des systèmes de parcs américains que visitent plusieurs architectes et sociologues, notamment à Boston et Chicago. Vecteurs d'intercommunalités, ils embellissent les extensions résidentielles et sont dotés d'équipements sportifs et culturels qui, dans les quartiers ouvriers, contribuent au brassage des diverses communautés et au sentiment d'appartenance nationale. C'est le moment où s'affirment les valeurs éducatives des parcs pour le développement psychomoteur de l'enfant. Le mouvement des « *Playgrounds* » trouve rapidement en Allemagne son pendant dans celui des « *Spielplätze* », notamment grâce à une campagne en faveur des enfants des *Mietskasernen* orchestrée par Werner Hegemann à la suite du concours et de l'exposition d'urbanisme de 1910¹². La place de l'enfant en ville deviendra un des paramètres de l'urbanisme moderne. La « *Kinderbeteiligung* », ou concertation des enfants, mise en place à Berlin-Barnim pour définir les espaces dédiés aux adolescents du quartier de Wartenberg (Plancontext), trouve là son antériorité.

Le slogan de « *Parkpolitics* », qui apparaît vers 1900 à Chicago, est rapidement traduit par « *Parkpolitik* » en Allemagne¹³. Alors que l'Empire allemand connaît une croissance urbaine inédite, réformateurs sociaux, architectes, ingénieurs et éducateurs aspirent à une *Parkpolitik* pour rehausser les standards hygiéniques dans la grande ville, mais aussi pour tempérer les tensions au sein d'un exode rural qui pouvait se laisser tenter par le socialisme radical.

Les années d'avant-guerre sont décisives. Le manifeste du « Comité de propagande pour le Grand Berlin », qui prépare le concours pour le Grand Berlin puis l'exposition d'urbanisme du même nom (1909-1910), assignera trois objectifs principaux : les transports, l'habitat et le système d'espaces libres à l'échelle intercommunale¹⁴. Portées par cette dynamique, Berlin et d'autres grandes villes, comme Düsseldorf et Francfort, accomplissent des étapes importantes pour formuler une « politique des parcs » qui sera un des vecteurs de l'intercommunalité, puis des fusions administratives avec leurs banlieues au début des années 1920. L'expérience de la Ruhr dans ce domaine est exemplaire. Düsseldorf accueille, en été 1910, la grande exposition d'urbanisme produite à Berlin quelques mois plus tôt et charge en 1911 l'ingénieur Robert Schmidt (1869-1934) d'une étude pour la mise en cohérence de la conurbation du bassin de la Ruhr. Schmidt focalise sur un mode de transport rapide, un métro régional, et sur un système paysager dans un plan-programme qui servira de base à la constitution du Syndicat d'aménagement de la Ruhr en 1920 (*Siedlungsverband Ruhrkohlenbezirk – SVR*) dont il prendra la direction¹⁵.

II. Approche critique et historique des liens entre agriculture et métropole

De nombreux paysagistes s'intéressent à l'agriculture urbaine en intégrant dans leurs projets des jardins ouvriers qui ont été confortés par le mouvement des « *Schrebergärten* »¹⁷.

Ainsi, Erwin Barth (1880-1933), paysagiste municipal de Charlottenbourg puis du Grand Berlin et fondateur de la Faculté de paysage à l'Université technique de Berlin en 1923, aménage dans le parc de Rehberge à Wedding des jardins familiaux au même titre que des terrains de sport¹⁸. Mais le plus militant d'entre eux est Leberecht Migge (1881-1935) qui reflète l'idéal du concepteur moderne en s'exprimant par le projet, le texte et le mot. Migge se fait le promoteur du « Vert social » en pensant les espaces verts en relation avec l'économie urbaine. Paysagiste municipal à Kiehl en 1919-1920, il développe la gestion du compost et le jardinage d'auto-subsistance pour que les familles puissent faire face à la terrible crise qui suit la Grande Guerre¹⁹. À Berlin, il paysage plusieurs *Siedlungen*, dont celui du Fer-à-Cheval en collaboration avec Martin Wagner et Bruno Taut. À Francfort, il collabore avec Ernst May, architecte en chef de la ville, au plan d'aménagement des quartiers nord où des jardins potagers sont disposés à l'arrière de chaque maison ou regroupés dans une zone tampon entre les *Siedlungen* et la promenade paysagée dans la vallée de la Nidda. Dans son livre le plus fameux, *Der Soziale Garten* (1926), qui porte le sous-titre *Das grüne Manifest*, il défend une sorte de paysagisme soutenable et la réorganisation des territoires pour un mieux-être des habitants dans le logement, le travail, et par la qualité de la nourriture²⁰. Il expose des méthodes pour encourager l'auto-subsistance dans un esprit coopératif et imagine des colonies de maisonnettes avec jardinets pour les loisirs des citadins en fin de semaine.

Migge publie au début de 1933 un projet à l'échelle de la métropole berlinoise, qu'il nomme « *Fruchtlandschaft* », pour reconverter les champs d'épandage entourant Berlin en un paysage de vergers et de potagers²¹. Ce projet fait écho cent ans plus tard au modèle de couronne nourricière pour la grande ville imaginé par l'économiste Johann Heinrich von Thünen. Migge entend initier un processus pour répartir dans la campagne une population urbaine désœuvrée. Des colonistes-jardiniers, recrutés dans les *Mietskasernen* surpeuplées du centre-ville, pourraient tirer subsistance de ces friches agricoles. Les eaux ménagères partiellement retraitées ainsi que les déchets compostés de la grande ville serviraient à l'arrosage et à la bonification du grand potager découpé en parcelles d'un arpent. Planifiant l'opération sur cinq ans, Migge prévoit de former les nouveaux colons aux techniques du jardinage et à l'auto-construction par des moniteurs mis à disposition. Les parcelles seraient équipées d'une installation minimale, un « mur de soleil » (*Sonnenmauer*) constitué d'une double peau captant passivement l'énergie solaire et comprenant des branchements aux réseaux électrique et d'eau potable. Ce principe de lotissement composé de maisonnettes extensibles reprend le dispositif qu'il avait imaginé pour l'exposition « *Licht, Luft und Sonne* » orchestrée par Martin Wagner en 1932 pour promouvoir la filière bois industrialisée dans le cadre de maisons bioclimatiques²². Migge parie sur la coopération des citadins-jardiniers en militant par ailleurs

pour la réduction du temps de travail à cinq heures par jour. Migge aura le soutien du Club de la City berlinoise (*Berliner City-Ausschuß*) qui, dans son programme de février 1933, réclame en effet « [...] la création d'un grand lotissement (*Großsiedlung*) qui unirait ville et campagne et dans lequel la vie des habitants se déroulerait à l'unisson de la nature et de la culture ». L'adhésion à cette utopie agreste du monde des affaires et des hauts fonctionnaires municipaux, jusque-là métropolitainiste, traduit-elle un désarroi sincère face au chômage de masse ou une concession faite au pouvoir nazi en train de s'installer ? Elle fait en tout cas écho aux thèses de décentralisation territoriale qui, dans la période de Weimar, n'étaient pas l'apanage de la droite réactionnaire.

Le *Stadtlandschaft* : vers la fusion ville-campagne ?

Ce projet étonnant de Migge en annonce d'autres qui se réclameront de la notion de « *Stadtlandschaft* ». Le terme semble avoir été introduit pour la première fois en 1930 par le géographe Siegfried Passarge avant de devenir une figure du projet urbain en Allemagne²³. La traduction imparfaite de « ville-paysage » rend compte de ce qui désigne tantôt un modèle urbain décentralisé, tantôt une fabrication esthétique hybridant l'architecture au paysage à l'instar des dessins expressionnistes que Bruno Taut et Hans Scharoun livrent au début des années 1920. Dans son acceptation programmatique, le *Stadtlandschaft* renvoie à des schémas urbains déconcentrés, composés de communautés de voisinage dotées d'équipements publics (qualifiées dans la terminologie de l'époque de « cellules » en analogie au corps humain) et séparées par de généreuses coulées vertes. Dans les années 1930, certains projets allemands et polonais des CIAM se réclament de ce néologisme²⁴. Eugen Blanck et Wolfgang Bangert inaugurent la série dans un projet pour Cologne présenté à la réunion du CIRPAC des CIAM de Londres en 1934. Suivront plusieurs autres sous le nazisme et dans l'immédiat après-guerre, avec des connotations politiques et symbo-

(M.) et Teyssoit (G.) (éd.), *Histoire du jardin de la Renaissance à nos jours*, Londres/New York, Thames & Hudson, 2000, p. 409-420.

20- Migge (Leberecht), *Der soziale Garten. Das grüne Manifest*, Berlin, Gebr. Mann Verlag, 1999 (rééd.). Ce livre développe *Die Deutsche Binnen-Kolonisation, Sachgrundlagen des Siedlungswesens, Berlin-Friedenau*, Deutscher Kommunal-Verlag, 1926, où Migge plaide pour la « recolonisation intérieure » de l'Allemagne (*Binnenkolonisation*) et le renforcement du réseau des villes petites et moyennes pour mettre en valeur l'agriculture sur les grands domaines fonciers des provinces de l'Est.

21- Migge (Leberecht), « Eine Chance für Gross-Berlin », *Deutsche Bauzeitung*, n°7, 1933, p. 123-126.

22- Voir le catalogue de l'exposition édité par Martin Wagner, *Das wachsende Haus : ein Beitrag zur Lösung der städtischen Wohnungsfrage*, Berlin, Bong & Co., 1932 ; et la brochure tirée du projet spécifique de Leberecht Migge, *Die wachsende Siedlung nach biologischen Gesetzen*, Stuttgart, Frank'sche Verlagsbuchhandlung, 1932. Voir la présentation qu'en fait G. Schroeder, « Diskussion um die Stadtrandsiedlung », *Die neue Stadt*, VI (3), juin 1932, p. 68-69.

23- Passarge (Siegfried) (dir.), *Stadtlandschaft der Erde*, Hambourg, Friedersichen/De Gruyter & Co., 1930.

24- En Pologne, les architectes des CIAM Szymon Syrkus et Jan Olaf Chmieliwski propagent l'idée du *Stadtlandschaft*. Jaquand (Corinne), « Berlin, Varsovie, Moscou et l'idée métropolitaine », in Bérard (E.) et Jaquand (C.), *Architectures au-delà du Mur 1989-2009*, Berlin, Varsovie, Moscou, Paris, Picard, 2009, p. 35-48.

25- Mantziaras (Panos), *Rudolf Schwarz et la dissolution des villes, La ville-paysage*, Metispresses, 2008.

26- Dans l'après-guerre, le terme *Stadtlandschaft* apparaît fréquemment comme synonyme du *Stadtbild*, l'équivalent de la notion de paysage urbain ou de silhouette urbaine.

27- Gollwitzer (Gerda), Grizmek (Günther), *Spiel und Sport in der Stadtlandschaft*, München, Callwey, 1972.

28- Gutkind (Erwin A.) (dir.), *Neues Bauen, Grundlagen zur praktischen Siedlungstätigkeit*, Berlin, Bauwelt, 1919.

29- Gutkind (Erwin A.), *International History of City Development*, 8 vol., New York, Free Press of Glencoe, 1964-1972 (vol. 7 et 8, édités par Gabriele Gutkind).

30- Sur Mattern : *Hermann Mattern, 1902-1971, Gärten, Gartenlandschaften, Häuser*, Ausstellung der Akademie der Künste und der Technische Universität Berlin vom 17. Oktober bis 17. November 1982, ainsi que Jeong-Hi Go, « Neue

II. Approche critique et historique des liens entre agriculture et métropole

liques par ailleurs bien différentes. Sous le III^e Reich en guerre, Hans Bernhardt Reichow en propose un pour Stettin, Konstanty Gutschow pour reconstruire Hambourg, et Rudolf Schwarz pour renforcer le réseau de petites villes et de villages de la région de Thionville dans la Lorraine française annexée²⁵. Certains projets prennent la forme de grappes urbaines le long d'infrastructures, jusqu'à se confondre avec la notion de « *Bandstadt* » ou ville linéaire²⁶. L'acceptation du terme en tant que paysage métaphorique s'appliquera au « *Kollektivplan* » élaboré sous la direction de Hans Scharoun pour la reconstruction de Berlin (1946) et au projet lauréat que ce dernier soumet avec Wils Ebert pour le concours Berlin-Hauptstadt (1958). Cette hybridation architecture-nature prend corps dans les quartiers construits par Hans Scharoun à Charlottenbourg-Nord dans les années 1960, ainsi que dans le village olympique de Munich réalisé par l'architecte Günther Behnisch en étroite collaboration avec le paysagiste Günther Grzimek pour les Jeux de 1972 au nom d'un hédonisme sportif et démocratique. Ces morceaux d'urbanisme organique créent des paysages artificiels où les architectures émergent comme des montagnes au milieu de parcs vallonnés²⁷.

Que ce soit dans son acceptation programmatique ou métaphorique, le *Stadtilandschaft* renvoie à une posture fréquente chez les urbanistes allemands pour qui les établissements humains s'étudient dans une relation consubstantielle entre ville et campagne. Les modèles de pôles hiérarchisés développés par les géographes Walter Christaller et Gottfried Feder au début du III^e Reich abolissent les frontières disciplinaires entre aménagement urbain et rural. Mais c'est déjà le cas au sortir de la Grande Guerre pour des architectes comme Erwin Gutkind qui repensent l'aménagement de la Prusse orientale dévastée²⁸. Architecte respecté dans la mouvance du *Neues Bauen*, Gutkind émigrera, car il est juif, en Angleterre puis aux États-Unis où il soutiendra la décentralisation territoriale britannique puis la doctrine du régionalisme au sens que lui donne le cercle de Lewis Mumford. Au milieu des années 1950, il est commissionné par l'Université de Philadelphie pour écrire une histoire universelle de l'urbanisme dans laquelle il étend le corpus habituel des historiens de l'art (Brinckmann, Lavedan, Benevolo) à l'URSS, l'Inde et la Chine, en dépassant les analyses resserrées sur la ville compacte au profit d'une vision des territoires habités dans toutes leurs composantes géographiques, agricoles et urbaines²⁹.

Vers la réconciliation ville-campagne ?

Il faut aussi évoquer le paysagiste Hermann Mattern (1902-1971), figure tutélaire de la Faculté du paysage de Berlin dans l'après-guerre. À l'instar du jardin qu'il a aménagé autour de sa propre maison construite par Hans Scharoun, Mattern tente d'instaurer un rapport organique entre ville et campagne. Il critique les méthodes de zonage qui, à l'échelle urbaine des quartiers, dissocient résidences et aires de loisirs en plein air³⁰. Comme beaucoup de paysagistes, il aime rappeler ses racines rurales, les collines et les rivières qui entouraient la petite ville de son enfance en Hesse où il se livrait à la

baignade avec des camarades de son âge, libre de toute surveillance adulte³¹. Cofondateur dans l'immédiat après-guerre du département de la « culture du paysage » (*Landschaftskultur*) à l'Université de Cassel, il travaille en collaboration avec Ernst May – l'ancien directeur de l'urbanisme de Francfort – à une étude pour la planification du land de Hesse. Ensemble, ils formulent un manifeste sur la façon de fonder l'urbanisme et l'aménagement rural en considérant dans une globalité la campagne et la région habitée autour de Cassel. C'est le sens de leur brochure *Stadtilandschaft/Flurlandschaft* (1964) – que l'on peut traduire par *Paysage urbain/Paysage de campagne*³².

Mais l'époque considère que l'expansion des loisirs urbains en plein air ne peut se faire qu'au détriment de la campagne. Mattern fait ainsi une intervention remarquée lors du XI^e congrès de l'IFLA (*International Federation of Landscape Architects*) qui se tient à Montréal sur le thème du tourisme et du paysage, un an après la fameuse Expo'67. Il met en garde ses collègues américains contre l'extension des aires de loisirs sur les sols agricoles qui, en Europe, ont été patiemment cultivés depuis le Moyen Âge. Le Californien Garret Eckbo abonde dans ce sens en dénonçant l'aspect artificiel des « paysages synthétiques » qui prolifèrent dans les environs de Las Vegas et sur les îles Hawaï³³.

De nos jours, les parcs de détente pour les urbains ne sont plus associés à une colonisation abusive de la campagne. Peut-on pour autant parler de réconciliation entre ville et campagne en termes de représentation, de pratiques sociales et d'économie raisonnée du foncier agricole et à bâtir ? Les parcs agricoles ne sont-ils que des expériences réservées aux villes à faible croissance ? Le paysagisme ici célébré masque-t-il ailleurs la stérilisation rampante des sols par les infrastructures métropolitaines ? La viabilité économique de ces parcs agricoles est en tout cas réelle. La liste d'attente des exploitants intéressés pour louer des parcelles dans le programme en cours sur l'ancien aéroport de Gatow, dans le sud-ouest de Berlin, en est le signe³⁴.

Landschaftlichkeit – Mattern und Hammerbacher », in *Perspektive Landschaft*, op. cit., 2006.

31- Formé à l'école d'horticulture de Berlin-Dahlem, Mattern s'installe avec sa femme, la paysagiste Hertha Hammerbacher, à Potsdam-Bornim en lisière du Grand Berlin, confortant sa formation intellectuelle par la fréquentation des artistes et écrivains du « cercle de Bornim » auquel participait son patron et maître à penser Karl Foerster, pépiniériste et philosophe. Inquiété au début du régime nazi pour ses idées libérales, il bénéficie du soutien d'Alwin Seifert, l'« avocat du paysage des autoroutes allemandes » (*Landschaftsantwalt für die Reichsautobahn*) qui l'intègre à son équipe. Puis il gagne le concours de la première « *Reichsgartenschau* » de Stuttgart en 1939. Cette première exposition de paysage à l'échelle nationale sera reprise dans l'après-guerre par les « BUDA » (*Bundsgartenschau*) qui associent expositions de jardins au réaménagement urbain.

32- May (Ernst), Mattern (Hermann), *Stadtilandschaft/Flurlandschaft*, Wiesbaden, AVA - Arbeitsgemeinschaft zur Verbesserung der Agrarstruktur in Hesse, 1964.

33- *Proceedings of the eleventh biennial congress of the International federation of landscape architects: June 16-20, 1968, Montreal-Canada*, édité par W. Douglas Harper pour l'Association des architectes-paysagistes du Canada.

34- La paysagiste Gabriela Kiefer a remporté en mai 2011 le concours pour le parc agricole de Gatow.

Des fermes en acier pour une métropole potagère, *Broadacre City*

Daniel Treiber

« Les artistes ne se dévouent pas à l'ensemble humain, ils en sortent. »

Philippe Sollers, *Le Cavalier du Louvre*

Dans cet essai qui fait suite à mon livre sur Frank Lloyd Wright (1867-1959), je me propose de montrer l'aspect *projet agricole* d'un certain nombre de propositions de l'architecte et non plus leurs rapports au lieu, au paysage ou à la « Nature ¹ ». Dans un second temps, et cela également avec une approche « intertextuelle ² », je chercherai ce que l'on pourrait qualifier d'« imaginaire agricole » chez le *sujet* Wright.

Le projet wrightien de métropole du futur, *Broadacre City*, est sans doute la part la plus contestée, « la part maudite », de l'œuvre. La thématique fut obsédante car si elle a démarré au début des années 1930, elle aura travaillé l'architecte jusqu'à sa mort en 1959. Elle apparaît pour la première fois en 1932, avec le livre *The Disappearing City*, et le thème est repris dans *When Democracy Builds* en 1945, puis finalement dans *The Living City* de 1958. À chaque fois, ce qui est d'abord une *vision* a suscité scepticisme, ironie ou profond agacement, ce que Wright prit un malin plaisir à exhiber en publiant dans son livre *The Future of Architecture* ³ les débats qui ont suivi ses conférences de 1939 à Londres. Aujourd'hui, un certain nombre de pratiques sociales actuelles, certes minoritaires mais relativement répandues, éclaircissent d'un autre jour cet ensemble de propositions qui avait toujours été qualifié de fantaisiste, d'irréaliste et d'in vraisemblable.

Concept urbanistique, *Broadacre City* est pour l'architecte à la fois un « design » urbain et l'ensemble de ses convictions quant à ce qu'il faudrait faire pour redonner aux hommes leur dignité. L'approche prend en compte l'usage du territoire au travers des activités urbaines du quotidien, et la forme que pourrait prendre le cadre spatial. Comme d'autres Américains avant lui, Wright propose de ruraliser la ville et d'urbaniser la campagne. Il rejette le modèle de la ville compacte pour valoriser au contraire ce que nous appelons aujourd'hui la « ville diffuse ». Il abandonne l'image d'une ville homogène et clairement délimitée, et notamment le modèle de la ville médiévale, sinueuse et confortable, très apprécié à la fin du XIX^e siècle. Lorsqu'il cherche à visualiser ses propositions, il adopte le principe de régularité du pragmatisme américain (les tracés viaires sont tous délibérément orthogonaux), un principe également fondateur du classicisme européen auquel il emprunte, de fait, les grandes perspectives urbaines, même si celles-ci sont chez lui plus paysagères que monumentales.

Les visualisations de *Broadacre City* les plus connues datent des dernières années de Wright. Il s'agit d'une petite série de perspectives⁴ au crayon, marquées par une imagerie « science-fiction » avec force soucoupes volantes, toupies gyrostatiques et autres véhicules tout aussi merveilleux. Ces dessins tardifs n'ont pas la qualité plastique et l'originalité des dessins japonisants des années 1900-1910, ou la part de mystère et l'épaisseur intertextuelle qui caractérisent les esquisses pour le Doheny Ranch de 1921⁵. En tant que

« paysages », ces vues assez conventionnelles sont *nolens volens* de lointaines héritières des œuvres de Claude Gellée, dit Le Lorrain (1600-1682), grands tableaux élégiaques, un peu féériques et fragiles, vaguement étranges, comme un rêve. Comme on sait, ces tableaux, comme ceux de Poussin, ont joué un rôle important dans l'appréciation des sites naturels par les paysagistes, les peintres et les architectes de l'Angleterre du XVIII^e siècle. Or les toiles de Poussin (et encore plus celles du Lorrain) ne sont jamais la description d'un environnement quel qu'il soit. Elles sont un cadre, un décor pour des scènes du *teatrum mundi*. Et que se passe-t-il sur les scènes du « *teatrum wrightianum* » ? Cela saute aux yeux lorsqu'on considère les diverses perspectives comme un ensemble. Ce que l'on perçoit d'abord, ce qui est mis en scène, ce sont précisément les engins volants (ou flottants), c'est-à-dire l'idée de mouvement, de circulation, de déplacement dans l'espace. Ce qui rend possibles *Broadacre City* et son étalement infini, ce sont les moyens de transport modernes, leur accessibilité généralisée, leur vitesse potentielle. Et si la métropole wrightienne est elle aussi, comme les tableaux du Lorrain, essentiellement une *vision*, ces perspectives montrent donc d'abord ce qui la rend possible. Je reviendrai plus loin sur la scénographie de ces panoramas, comme sur leur rapport à l'automobile.

Une métropole agricole

Initialement, c'est surtout à une maquette de 3,80 m de côté qu'avait été confiée la tâche de visualiser les propositions urbanistiques de l'architecte. Fabriquée à partir de 1934, cette maquette parcourut les États-Unis dans une exposition itinérante, au printemps et à l'été 1935. Comme un grand plan coloré « crayon et pastel⁶ », sans doute tardif, elle représente non le centre de la métropole mais un fragment exemplaire. Le terrain, imaginaire, est essentiellement plat ; un tiers est traversé par une rivière sinueuse, avec sur un angle le relief tout en courbes d'une colline. Le tissu des parcelles est orthogonal. Les grandes artères de circulation sont rectilignes et se re-

1- Pour ces thèmes, voir Treiber (Daniel), *Frank Lloyd Wright*, Paris, Hazan, 2008, 192 p., cf. entre autres p. 72-103 ; les pages 90 à 94 présentent notamment une première analyse de *Broadacre City*. Les références à cet ouvrage se feront désormais au moyen de l'abréviation *Treiber*, *op. cit.*

2- Malgré l'orientation qu'a fini par prendre la notion dans les cercles universitaires, je persiste à comprendre l'intertexte comme l'ensemble des relations qu'un lecteur peut repérer ou induire d'une œuvre. Il est pour moi une exploration (par la lecture d'un texte tuteur) mais aussi une construction, une élaboration opérée par le lecteur, par le corps infini des lecteurs potentiels. En cela, il ne peut être définitif, clos ; il est toujours à reconstruire. Ulysse le navigateur en serait bien évidemment la figure emblématique. L'intertexte va sans cesse de Charybde en Scylla.

3- Voir les chapitres intitulés « L'architecture organique », p. 245-325, in Wright (Frank Lloyd), *L'Avenir de l'architecture*, Paris, Éditions du Linteau, 2003, 368 p. Les références à cet ouvrage se feront désormais au moyen de l'abréviation *L'Avenir*, *op. cit.*

4- Voir planches 219-222, in Izzo (Alberto) et Gubitosi (Camillo), *Frank Lloyd Wright dessins 1887-1959*, Paris, Florence, Edition Centro Di, 1977, sans pagination.

5- Cf. *Treiber*, *op. cit.*, p. 98.

6- Peu présenté, ce dessin apparaît dans *Izzo et Gubitosi*, *op. cit.*, planche 223.

7- Blake (Peter), *Frank Lloyd Wright*, Baltimore Maryland, Penguin Books, Pelican Edition, 1965, 138 p., p. 112.

8- Ce fut le cas lorsqu'il conçut des édifices annexes pour les maisons Johnson, Wall, Schwartz, Lloyd Lewis. Cf. Pfeiffer (Bruce Brooks), Gössel (Peter), *Frank Lloyd Wright 1917-1942, The Complete Works/Das Gesamtwerk/L'Œuvre complète*, Cologne, Taschen, 2010, 489 p., p. 310, 474, 477, 481. Les références à cet ouvrage se feront désormais au moyen de l'abréviation *Pfeiffer 1917-1942*, *op. cit.*

II. Approche critique et historique des liens entre agriculture et métropole

trouvent rejetées sur un bord de la maquette ; elles n'ont nullement vocation à créer un centre, rien d'ailleurs n'a cette vocation. Tous les éléments publics qui fabriquent les lieux de représentation symbolique de la collectivité, au centre des villes traditionnelles, c'est-à-dire concrètement les édifices publics et les « monuments », sont éparpillés dans le tissu ; en ce sens au moins, *Broadacre City* est bien une ville de type diffus. Et le fragment qui représente cet univers qui nie le principe, fondamental dans l'approche traditionnelle, de centralité n'a en son centre que les écoles du quartier et un carré regroupant quatre grands îlots de maisons *minimum*.

Adossé à une grande nappe de vergers et de rangs de vigne, ce vaste carré central occupe la moitié du fragment. Il est parsemé de petites maisons sur des parcelles d'une *acre* (soit 4000 m²), offrant à ce secteur urbain, sur le pastel, un aspect de mosaïque qui était absent du schéma initial en noir et blanc, sans demi-teintes. Cette mosaïque représente les sols autour des petites maisons, chacun ayant sa végétation propre. Car même s'il y a des fermes à part entière sur le fragment de métropole présenté, au-dessus et en dessous du grand carré central, ces foyers avec leurs terrains généreux ont aussi une « vocation agricole ». Si, comme l'écrit Peter Blake⁷, *Broadacre City* est une « sorte de Jardin d'Eden moderne » d'après lui réservé à une communauté élitiste composée de dilettantes amateurs de pratiques artistiques, ceux-ci consacrent nécessairement une part de leur temps et/ou de leur argent à entretenir leurs jardins, ce qui fait du coup du voisinage une zone agricole. Lorsque, dans la vie de tous les jours, Wright travaille sur une commande de maison individuelle, il pousse toujours son client à choisir une parcelle conséquente, à l'entretenir, à l'exploiter, proposant volontiers de construire des annexes complémentaires pouvant recevoir des chevaux, des vaches ou un poulailler⁸...

Broadacre City est en fait un nouveau paradigme dans lequel l'architecte va inscrire virtuellement chacune de ses nouvelles commandes et pour lequel il va chercher à inventer une nouvelle architecture dite « usonienne », comme il va réciproquement chercher à imaginer une autre Amérique, l'Usonie, une Amérique idéale à élaborer. Dès 1932, tous les projets sont pensés avec *Broadacre City* en arrière-pensée, et réciproquement nombre des projets phares de Wright se retrouvent réinterprétés et transportés dans l'ultime présentation du concept, *the Living City*, la « ville vivante ». Toute l'idéologie « usonienne » (que nous retrouverons plus loin, à propos de la propre demeure de Wright, Taliesin) sous-tend un *rapport fort à l'agriculture*, à l'attachement à la terre. En Usonie, chaque Américain se voit offrir la propriété d'une parcelle (d'une *acre*), d'où le déploiement horizontal de la ville sur un territoire où il ne semble plus y avoir de limites entre ville et nature, puisque celles-ci ne s'excluent plus mais sont au contraire intimement imbriquées. Le principe-clé de l'ordre rural que prône Wright (avec son idéal de vie comme dans son modèle de métropole), c'est l'appartenance de la vie des hommes à la terre. « Aujourd'hui, dit Wright, je suis vraiment un émissaire de la terre,

qui prêche le sel et la saveur d'une vie neuve et fraîche.⁹ » Mais comme je l'ai dit plus haut, cet ordre rural ne veut renouer ni avec des formes villageoises, ni avec un retour au calme, à la supposée vie paisible d'autrefois, aux chemins et aux charrettes d'antan. Au contraire, il se veut moderne. Il s'appuie sur un réseau de transports rapides, sur la prise en compte de l'impact de l'automobile sur la forme urbaine qui a commencé, à partir des années 1920, à se concrétiser par exemple à Los Angeles, et dont le système de l'autoroute n'est que le couronnement. Wright connaissait bien les expériences menées dans la mégapole californienne (Miracle Mile¹⁰, 1927; *Arroyo Seco Freeway*, 1938, première autoroute) où il avait travaillé au début des années 1920¹¹ et où son fils Lloyd Wright s'était installé. *Broadacre City* n'est pas un retour traditionaliste, nostalgique ou passéiste : « Je ne crois pas, dit d'ailleurs Wright, en un mouvement du "retour à la terre" ; selon moi, tout mouvement rétrograde serait folie.¹² » *Broadacre City* est une vision moderne.

Des fermes préfabriquées en acier

Et que dire des fermes !

Si les maisons de Wright recourent souvent à des matériaux dits traditionnels, bois et pierre, si couramment attachés à l'idée que l'on se fait de l'architecture wrightienne, les fermes de *Broadacre City* seraient par contre en acier, avec des façades en panneaux métalliques préfabriqués. La « ferme unifiée » présentée dans *The Living City* a été au départ étudiée pour Walter V. Davidson, en 1932¹³. Dans cette nouvelle typologie rurale, toutes les fonctions d'une petite ferme, depuis le logement jusqu'aux divers corps de bâtiments techniques, sont regroupées en un seul édifice. Les abords sont organisés en un tracé très orthogonal, avec plusieurs enclos juxtaposés et, du côté du logis, un jardin clos et trois parterres de fleurs. Comme souvent chez Wright, le plan de l'édifice proprement dit est en croix, avec dans une des ailes une grande serre vitrée. Au centre émerge un silo cylindrique, dont on retrouvera d'ailleurs la forme emblématique dans *Mid-*

9- Cf. *L'Avenir*, *op. cit.*, p. 266.

10- Banham (Reyner), *Los Angeles – l'architecture des quatre écologies*, 1971, traduction française : Marseille, Parenthèses, 2008, 266 p., p. 68-73.

11- Je tiens la « période californienne » (1917-1924) comme l'un des sommets de la production wrightienne ; voir mon livre, notamment p. 60-68 et 120-124. Il n'est pas impossible de voir un antécédent de *Broadacre City* dans le projet pour Miss Barnsdall (1917-1923) sur Olive Hill, Los Angeles.

12- Cf. *L'Avenir*, *op. cit.*, p. 289.

13- Cf. Pfeiffer 1917-1942, *op. cit.*, p. 216.

14- Cf. *Selected Houses 2 – Taliesin*, Tokyo, GA – ADA Edita, coll. « Selected Houses », Tokyo, 1990, 176 p., p. 144-145 ; ou *Treiber*, *op. cit.*, p. 126-127.

15- Passuth (Kristina), *Laszlo Moholy-Nagy*, Paris, Flammarion, 1984, 439 p., p. 254-252.

16- Cf. Pfeiffer 1917-1942, *op. cit.*, p. 474-475.

17- Cf. Pfeiffer 1917-1942, *op. cit.*, p. 408-411 et 437-440.

18- Cf. Pfeiffer 1917-1942, *op. cit.*, p. 310-311.

19- Cf. *Le Corbusier et Pierre Jeanneret 1929-1934 Œuvre complète Volume 2*, Zurich, Les Éditions d'Architecture – Artemis – Girsberger, 1964, 208 p., p. 29-34.

20- Bill (Max), *Le Corbusier et Pierre Jeanneret 1934-1938 Œuvre complète Volume 3*, Zurich, Les Éditions d'Architecture – Artemis – Girsberger, 1964, 176 p., p. 105-115.

II. Approche critique et historique des liens entre agriculture et métropole

ways Barns, le grand bâtiment¹⁴ (en grande partie en bois) que Wright construira pour l'exploitation agricole de ses terres, à mi-chemin entre Taliesin et Hillside.

Dans l'œuvre de Wright, la « ferme unifiée » de *Broadacre City* appartient à un ensemble de projets de bâtiments préfabriqués avec des parois métalliques pour des stations-services, des « unités agricoles » ou des maisons individuelles. C'est en 1932 particulièrement que l'architecte produit ces propositions en métal, même si les projets de maisons en acier vont l'occuper également en 1934 et en 1937. Quel aspect auraient eu les panneaux métalliques si les projets avaient été concrétisés ? Il est probable qu'ils n'auraient pas eu l'éclat métallique qu'on associe souvent en Europe à l'acier depuis les poteaux cruciformes chromés de Mies Van der Rohe (Maison Tugendhat, Pavillon de Barcelone, 1929) ou les objets brillants de la modernité comme le *Licht-Raum Modulator* cinétique et aérien¹⁵ de Moholy-Nagy, 1922-1930. Chez Wright, l'acier est généralement peint, comme dans les menuiseries de *Fallingwater* ou dans les meubles du Johnson Wax, à peu près contemporains des projets de « fermes unifiées ». Lorsqu'en 1942 l'architecte eut l'occasion de remanier ses propres voitures¹⁶, il les fit aussi laquer « rouge Arizona », une teinte de la même famille que l'ocre rouge bien terrien des revêtements en bois peint des *Midways Barns*. À la même époque, Le Corbusier laquait également ses métalleries, mais dans une gamme différente : bleu ciel, beige, vert de chrome, noir... Quand, à la fin des années 1930, Wright concrétisa un projet pour une vaste plantation de Caroline du Sud, *Auldbrass*, avec des édifices essentiellement en bois, couverts de toitures en cuivre, il opta pour une inspiration liée au lieu¹⁷, une forêt féerique de chênes verts enguirlandés de « mousse espagnole » et aux troncs inclinés. Le projet non réalisé d'une « unité agricole¹⁸ » pour la propriété Johnson (1937) n'est pas du tout un projet en métal : il reprend l'architecture de brique de la grande maison.

Agriculture et urbanisme corbuséen

Dans les mêmes années, quasiment seul avec Wright parmi les grandes figures de la modernité à s'intéresser à la thématique agricole, Le Corbusier étudie également des projets comme la « Réorganisation Agraire¹⁹ » (1934). Lui aussi pense utiliser des structures d'acier. Chez lui par contre, les différentes fonctions de la ferme sont séparées, la part habitation étant traitée en un édifice R+1 avec une structure apparente en IPN. Quant au « Village Coopératif » de 1934-1938²⁰, il agglomère les maisons individuelles en un de ses « immeubles-villas » d'une douzaine d'étages.

Si Wright a commencé à imaginer une ville du futur dans les années 1930, Le Corbusier a rendu publiques ses propositions métropolitaines dès 1922, avec sa « ville contemporaine de trois millions d'habitants », puis à de nombreuses reprises : 1925, 1929, 1930, 1933, etc. C'est en 1933-1934, avec les études pour *l'oued Ouchaia* (en Algérie), que la

question rurale apparaît dans son œuvre, mais pas plus après qu'avant elle ne fusionne avec la thématique métropolitaine. Pour Le Corbusier, la campagne s'opposera toujours à la ville. Elle est, selon le paradigme habituel, son contraire. La théorie des *Trois Établissements humains* (1945) va confirmer cela : les agglomérations où les hommes devraient vivre sont soit rurales, soit industrielles, soit urbaines. Elles ne sont jamais les trois à la fois. Le Corbusier opère là le même mouvement conceptuel que celui qu'il fit en architecture en dissociant par exemple les diverses fonctions d'une baie (donner la lumière et la vue, ventiler, permettre le passage) pour juxtaposer et articuler des unités monofonctionnelles. Une démarche très éloignée de l'approche wrightienne qui, en matière de baies, avait une prédilection pour la synthèse des fonctions faite par les portes-fenêtres...

Pour Le Corbusier, le sol de la *Ville radieuse* ne peut être qu'un parc. Comme on sait, il n'a que deux fonctions : il est soit un lieu de promenade, soit un endroit où pratiquer des activités sportives. Au départ, en 1922, il n'est quasiment qu'une entité abstraite, susceptible de porter un projet rigoureusement géométrique. À la fin des années 1920, Le Corbusier voit les grandes artères de sa cité idéale comme de grands « fleuves de circulation²¹ ». Et de fait il produit deux célèbres projets, pour Rio (1929) ou pour Alger (1930), « véritables paysages architecturaux à l'échelle des sites » (Jean Petit²²) où autoroutes et immeubles fusionnent dans d'immenses courbes fluides que l'on a souvent rapprochées des nus de l'architecte peintre. Par la suite, avec les projets d'« unités d'habitation », le sol est toujours imaginé comme support d'un parc.

Ce goût pour le paysage ouvert, on le retrouve également dans les projets urbains de Wright. Des quatre perspectives illustrant *Broadacre City*, une seule montre une scène de « rue », vue à la hauteur du piéton. Les trois autres sont des panoramas plus larges, des vues à vol d'oiseau. Ce que Wright cherchait dans ses dessins comme

21- Conférence du 14 octobre 1929, reprise in Le Corbusier, *Précisions*, Paris, Éditions Vincent, Fréal & Cie, 1960, 272 p., p. 155. Pour une étude comparative des propositions urbanistiques de Wright et de Le Corbusier, on peut se référer à Guiller (Pascaline), « Habiter deux utopies urbaines », *Les Cahiers de la Recherche Architecturale*, n°32/33, Marseille, Éditions Parenthèses, 1993, p. 135-144. Voir également Treiber, *op. cit.*, p. 90 à 94.

22- Petit (Jean), *Le Corbusier lui-même*, Genève, Skira, 1970, 284 p., p. 150.

23- « *Pattern of cultivation mingling with good buildings* » peut se traduire par « types de mises en culture mêlées avec de la bonne architecture », in Wright (Frank Lloyd), *The Living City*, Chicago, Mentor Books, 1958, 1963, 256 p., p. 198.

24- Voir Treiber, *op. cit.*, p. 73. Voir également p. 117.

25- Voir par exemple Treiber, *op. cit.*, p. 63.

26- Voir Équipe Studio 9, Secchi (Bernardo), Vigano (Paola), *La Ville poreuse*, Consultation internationale de recherche et développement sur « Le grand pari de l'agglomération parisienne », Chantier n°2, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, 2009, 168 p.

27- Claude Eveno, « Grand Pari(s) : le poids des images », Blois, Paris, Les Cahiers de l'École de Blois n°8, 2010, p. 10-17, cf. p. 12.

28- Voir Antoine Grumbach & associés, *Seine Métropole : Paris – Rouen – Le Havre*, Consultation internationale de recherche et développement sur « Le grand pari de l'agglomération parisienne », Chantier n°2, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, 2009, 181 p.

II. Approche critique et historique des liens entre agriculture et métropole

dans le projet lui-même, c'est le même supplément d'ampleur que Le Corbusier. La perspective qui présente au premier plan des « péniches atomiques » qui flottent sur une large rivière montre, comme les autres panoramas, que le tissu est étendu et régulièrement parsemé de bâtiments qui sont autant de points de capiton qui fixent les édifices au paysage (et au paradigme) « broadacrien ». Comme chaque fois avec des « *pattern of cultivation mingling with good buildings*²³ ». Ici, ce ne sont pas des maisons individuelles, comme au centre de la maquette, mais de grands édifices dominant l'horizon, bâtiments publics imposants, tours de laboratoires, hôtels verticaux ou tours d'habitation pour les citoyens qui seraient encore en cours de conversion au nouveau mode de vie agricole d'*Usonia*. Mais surtout ce que cette perspective a de spécifique, c'est la rivière qui semble lentement « rouler son onde grasse » (Heredia), au pied d'une masse amorphe de collines étonnamment molles. Cet ample cours d'eau n'est pas sans évoquer, pour moi, la rivière Wisconsin (une rivière américaine qui a la largeur d'un fleuve français) qui longe le flanc nord du domaine de Taliesin. De même, la rondeur des collines liquides rappelle une des photos du site de Taliesin²⁴ prises par Wright lui-même, ce qui donnerait une marque autobiographique à la vue la plus fluviale de *Broadacre City*. Comme la portion de métropole présentée en maquette, ce panorama cherche à tirer parti et à exalter non seulement l'étendue même du territoire, mais aussi les éléments naturels, la rivière, les collines... L'objectif est de traduire un accord idéal entre le monde minéral, artificiel, des créations humaines et la fluidité végétale et marine de la nature, un accord que par exemple un contemporain comme Gustav Klimt (1862-1918) a réussi à transcrire dans ses tableaux de l'Attersee. La perspective²⁵ pour la *Miniatura* est peut-être l'un des sommets de l'œuvre graphique (et architectural) de l'architecte précisément parce qu'elle y parvient parfaitement, alors même que l'eau est à peine présente, quasiment métaphorique.

Le Grand Pari parisien (2009)

L'intérêt de Wright pour les éléments naturels d'un site fait aussi entrer *Broadacre City* en résonance avec certaines propositions très récentes, celles du *Grand Pari de l'agglomération parisienne*. Dans cet ambitieux programme de réflexion consacré aux potentialités métropolitaines de Paris, l'équipe de Bernardo Secchi²⁶ (Cl. Eveno voit leur proposition comme « une sorte de *Broadacre City* à l'europpéenne²⁷ ») et celle d'Antoine Grumbach²⁸ ont développé un vif intérêt pour la Seine. En avançant l'idée de « Seine Métropole », Grumbach a même opéré un changement d'échelle radical proche de l'horizon géographique auquel Wright se réfère. Contrairement à l'Américain, toutes les dix équipes ont critiqué l'étalement de la métropole ; par contre, aucune n'a fait le pari d'une diminution de la mobilité qui provoque l'étalement et qui est à la base de *Broadacre City*. Contrairement à Le Corbusier, elles ont réfuté l'idée d'une métropole qui ne serait qu'urbaine, résidentielle, qui exclurait la mixité avec les fonctions productives.

Pour toutes les équipes, la question paysagère est une problématique récurrente, les espaces ouverts apparaissant « comme des espaces incontournables du mieux-vivre métropolitain²⁹ ». La volonté obsessionnelle d'installer « la nature » en ville est un point commun de toutes les propositions pour le nouveau Paris. Cette propension, pour nous si caractéristique des années 1960 et des grands ensembles, a sans doute au moins partiellement une origine américaine. On sait à quel point Wright participe de l'idéologie anti-urbaine qui a fleuri aux États-Unis d'une façon particulièrement vigoureuse, mais le très français Ledoux (par exemple) réclamait déjà de séparer les édifices les uns des autres, pour des raisons de sécurité incendie... On pourrait aussi évoquer le rôle des parcs et des avenues plantées dans le Paris d'Hausmann. La « végétalisation » de la ville et le « nouvel horizon de l'étalement » (Eveno) ne datent pas d'aujourd'hui ni même d'hier.

Mais avec le *Grand Pari*, on semble passer à une volonté de prendre en compte le paysage global comme facteur déterminant. Comme c'était déjà le cas dans la proposition wrightienne, l'agriculture y gagne un poids particulier. S'ouvre en tout cas – c'est la thèse de l'équipe « Descartes » emmenée par Yves Lion – une vision de l'agriculture où la production agricole n'a plus seulement une fonction commerciale mais également résidentielle, récréative, environnementale, patrimoniale... Notant un écart de 8° la nuit entre centre-ville et campagne³⁰, cette équipe pense d'ailleurs que les paysages ouverts vont jouer un rôle majeur dans la fabrique métropolitaine de l'après-Kyoto. La plupart des équipes du *Grand Pari* ont cherché à relever les nouveaux défis climatologiques, ce qui, entre autres, a conduit à un projet de loi qui vise à favoriser le développement de circuits courts de distribution pour permettre à la production agricole ou forestière de fournir aux habitants de la métropole des produits frais, des combustibles de chauffage et même des matériaux de construction. Comme ce pourrait être le cas à *Broadacre City* également.

29- Buyck (Jennifer), *La Fabrique contemporaine des métropoles en France : pays, paysage et paysans*, thèse de doctorat, École Doctorale SHS – Lille Nord de France, volume 1, 470 p., p. 265. Ce doctorat présente entre autres une analyse très réfléchie du « Grand Pari » ainsi qu'une approche tonique des enjeux actuels des rapports entre métropole et agriculture. On peut en trouver un résumé dans Buyck (Jennifer), « Paysans de Paris. Vers une mythologie urbaine contemporaine », *Cahiers Thématiques n°10*, publication du LACTH, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Éditions de l'ENSAPL, Lille, 2010, 270 p., p. 195-203.

30- Buyck (Jennifer), *op. cit.*, p. 314.

31- Wright (Frank Lloyd), *Mon Autobiographie*, Paris, Éditions Plon, 1955, 294 p., voir notamment les trente premières pages. Les références à cet ouvrage se feront désormais au moyen de l'abréviation *Autobiographie*, *op. cit.*

32- Cf. *Autobiographie*, *op. cit.*, p. 214-215.

33- « Si j'avais eu assez d'argent [...] nous aurions pu commencer nous-mêmes, sur place, à fonder Broadacre City », in *L'Avenir*, *op. cit.*, p. 216.

34- Cf. *L'Avenir*, *op. cit.*, p. 290, et *Pfeiffer 1917-1942*, *op. cit.*, p. 417-418.

35- *Pfeiffer 1917-1942*, *op. cit.*, présente un dossier sur ce sujet, « Taliesin Farmlands », p. 71-72. « L'un des premiers plans réalisés pour les terres agricoles de Taliesin (3420-005) est daté du 8 novembre 1920. Les différents plans couvrent une longue période, jusqu'à la fin des années 1950 [...]. Ces dessins témoignent de l'intérêt continu de Wright pour l'agriculture et l'élevage, et de son désir d'embellir la propriété en travaillant son paysage. »

36- Cf. *Autobiographie*, *op. cit.*, p. 127.

37- *Ibid.*

38- *Ibid.*

39- Dans *Selected Houses 2 – Taliesin*, *op. cit.*, voir les plans p. 28, 36, 44 ; les photos p. 112, 172-173 ; le dessin p. 37 ; voir également *Pfeiffer 1917-1942*, *op. cit.*, p. 144.

L'imaginaire agricole d'un concepteur

Par-delà la thématique agricole explicitement « métropolitaine » de *Broadacre City*, on peut aussi parler d'un « imaginaire agricole » chez Wright. Bien que le mot « imaginaire » soit passé dans la langue courante, il a suscité un certain nombre d'interrogations et de débats ; par faute de place, je ne traiterai pas ici de ce point théorique, malgré son intérêt, en utilisant provisoirement le terme dans son acception la plus courante.

L'*Autobiographie*³¹ explicite le rôle structurant qu'a joué la discipline de la vie paysanne dans la formation de Wright. Cette discipline de vie, l'Américain l'a reproduite dans son école d'architecture en donnant au travail manuel (y compris agricole) un rôle important dans la formation des futurs architectes. « Le travail sur le terrain est une responsabilité aussi importante que le travail dans la salle de dessin, ou que dans le jardin, la cuisine, ou les salles à manger. [...] Chaque matin, tous les jeunes gens travaillent une heure ou deux dans le jardin. Après quoi, les anciens se rendent directement dans la salle de dessin, quelques-uns vont planter des arbres... [...] Au cours des semaines qui suivent, nous pressons et préparons nos raisins et nos baies pour en faire du vin. Nous cueillons nos pommes, et c'est alors la saison dorée du cidre.³² » Pour Wright, Taliesin était en fait le premier site du nouvel urbanisme³³. Lorsqu'il projettera en 1939 un lotissement pour des professeurs de l'Université du Michigan, il le nommera « Usonia 2 », considérant que Taliesin était « Usonia 1 »³⁴. Ce que montre aussi l'autobiographie, c'est que Taliesin, bien avant de devenir une école d'architecture, était une maison, une agence d'architecture, mais aussi une exploitation agricole³⁵.

Avant même d'expliquer l'architecture de Taliesin, Wright détaille (comme dans *The Living City*) la véritable *vision* qu'il avait eue de sa demeure en tant que ferme, avec des pommiers, des pruniers de toutes sortes, des « rangées sur rangées de buissons à baies, des colliers de groseilles à maquereau roses et vertes », avec enfin l'« odeur somptueuse des cassis » embaumant le coteau³⁶. Des fraisiers, des cerisiers, des asperges en abondance, une étendue de rhubarbe « énorme et somptueuse. [...] Je voyais maintenant le champ de vigne sur la pente sud de la colline, les vignes opulentes chargées de raisins violets, verts et jaunes³⁷ ». Des ruches pour les abeilles, des vaches du Holstein, des moutons, des truies, des chevaux, des oies, « des centaines de poules [...] et aussi des cygnes flottant sur l'eau, à l'ombre des arbres ». Un potager avec une réserve enterrée où planter du céleri, entreposer courges, navets, pommes de terre, oignons, panais, choux... « Oui, Taliesin serait un jardin et une ferme, derrière un atelier véritable et un bon foyer. [...] Tous ces moyens d'existence me revinrent, améliorés, de mon enfance.³⁸ »

Les divers plans de Taliesin³⁹ agglomèrent bien plusieurs programmes, avec sur le flanc nord-ouest des ateliers, des écuries, des étables, un poulailler... qui sont tous fortement remaniés d'une phase de travaux à l'autre, de 1911 à 1925. Par contre, ce qui

concerne le verger, le potager, les plantations diverses, se présente sans recherche de forme, sauf pour quelques murets et le banc en demi-lune près du sommet de la colline. On reconnaît bien la régularité du verger et des rangs de vignes, à l'ouest, notamment sur le plan de 1925, mais aucun de ces éléments n'est utilisé pour tracer le grand dessin formel que l'on attendrait de l'auteur des maisons cruciformes de la Prairie et des grands plans symétriques de l'Hôtel Impérial ou des *Midways Gardens*, construits les mêmes années que les différents états de Taliesin.

De Sir Edwin Lutyens aux *uwoof* de « l'actu »

On associe à tort les maisons de la Prairie avec des « paysages » formels, même si le rapport au jardin, le traitement des abords et le souci des plantations y sont évidents. Des grands accomplissements d'avant 1914, seule la luxueuse maison Martin de 1904 propose un véritable projet de jardin, avec deux massifs de fleurs rectangulaires de part et d'autre d'une pergola qui va de la maison vers divers édifices annexes⁴⁰. Le plus grand de ces massifs se situe sur l'arrière de la propriété, entre la cuisine et les garages, et bien que la légende du plan publié dans le *Wasmuth* précise qu'il s'agit d'un massif de fleurs, ce serait une localisation idéale pour un potager tel qu'on en rencontre dans de nombreuses maisons de l'époque, notamment parmi les productions britanniques *Arts-and-Crafts* ou *Vernacular Revival*. De l'un des premiers disciples de Morris et Webb, William Lethaby (1857-1931), on connaît bien une grande demeure sise au nord de l'Écosse, dans le paysage océanique des Orcades, la maison Melsetter⁴¹ (1898-1900). Pour cette grande *country house* qui d'un point de vue stylistique semble délibérément vouloir refuser toute modernité, plusieurs édifices s'articulent dans une composition orthogonale juxtaposant divers « clos » rectangulaires comprenant entre autres des potagers. D'autres contemporains de Wright comme Baillie Scott (1865-1945) ou Sir Edwin Lutyens (1869-1944) intègrent des parcelles plantées utilitaires au dessin de leurs plans-masses. Dans

40- L'ensemble des annexes a aujourd'hui disparu. Tafel (Edgar), *Frank Lloyd Wright – Apprentice to Genius*, New York, Dover, 1979, 1985, 228 p., cf. p. 92-93. Le livre offre également copie d'un des plans de la « propriété » Taliesin, avec l'implantation des pâtures, du potager... (p. 154). Il est l'un des témoignages les plus impressionnants de la vie à Taliesin selon le point de vue d'un élève du « Collège de Taliesin ».

41- *Arts & Crafts Houses 1*, Londres, Phaidon, 1999, sans pagination. La maison Melsetter se trouve sur l'île de Hoy, une des *Orkney Islands*, au nord de la Grande-Bretagne.

II. Approche critique et historique des liens entre agriculture et métropole



« Great Matham », Sir Edwin Lutyens architecte. Vue de la grande pelouse qui s'ouvre sur le sud et sur le paysage environnant, avec sur le côté le grand mur qui cache trois enclos latéraux dont deux clos par des murs. Photo de l'auteur.



« Great Malbam », Sir Edwin Lutyens architecte. Vue d'un des clos latéraux ; sur le côté, un mixed border dans la tradition de G. Jekyll. Photo de l'auteur.

le propre livre *Houses and Gardens*⁴² de Baillie Scott publié en 1906, plusieurs projets présentent des compositions⁴³ du même type que la maison Melsetter de Lethaby, la plupart du temps orthogonales.

Chez un passionné de compositions sophistiquées et de jardins (très architecturés) comme Lutyens⁴⁴, plusieurs maisons adoptent des plans-masses orthogonaux avec des enclos utilitaires. *Orchards* (1897-1899) comporte

42- Baillie Scott (M. H.), *Houses and Gardens*, reprint Woodbridge Suffolk, The Antique Collectors' Club, 1995, 320 p.

43- Service (Alistair), *Edwardian Architecture*, Londres, Thames & Hudson, 1977, 216 p., notamment p. 96 et p. 208.

44- Lors de son passage à Londres en 1951, Wright a dit avec beaucoup d'emphase tout le bien qu'il pensait de Lutyens, pourtant un traditionaliste par excellence. Sans doute une manière supplémentaire de lancer une pierre dans le jardin des modernistes anglais de l'époque. Stamp (Gavin), *Edwin Lutyens Country Houses*, Londres, Aurum Press, 2011, 192 p., p. 7.

45- Weaver (Lawrence), *Houses and Gardens by E. L. Lutyens*, Londres, Country Life, 1913, reprint Woodbridge Suffolk, The Antique Collectors' Club Ltd, 1985, 344 p., notamment p. 28 et p. 108, ainsi que Inskip (Peter), *Edwin Lutyens*, Londres, Academy Editions, Architectural Monograph n°6, 1979, 112 p., notamment p. 30, 48 et 69.

46- Voir la photo de 1938 dans Pfeiffer 1917-1942, *op. cit.*, p. 145.

47- WWOOF, *World Wide Opportunities for Organic Farms*, un réseau de « fermes écolos » qui place des bénévoles dans le monde entier. SPIN, acronyme imparfait pour *Small Plot Intensive farming* ; le *Spin-Farming* s'est surtout développé, pour l'instant, au Canada et aux États-Unis.

II. Approche critique et historique des liens entre agriculture et métropole



« Great Matham », Sir Edwin Lutyens architecte. Vue de la pergola qui traverse l'un des clos latéraux et qui caractérise cet enclos. Photo de l'auteur.

même deux potagers, un *kitchen garden* et un *vegetables garden*. Comme dans plusieurs compositions de l'Anglais, le *kitchen garden* a la forme d'un clos carré découpé en quatre carrés. Dans le plan d'une autre œuvre de Lutyens, *Little Thakeham* (1902), le clos carré est posé sur la diagonale et découpé à la fois selon les axes et selon les diagonales. Un autre projet, de style classique, *Great Matham* (1907-1909), juxtapose plusieurs rectangles dont deux clos par des murs (partiellement préexistants), l'un traversé par une pergola⁴⁵. Comme souvent chez Lutyens, les abords de maison forment un collage de plusieurs jardins différenciés, certains clos, d'autres non, certains plus utilitaires, d'autres strictement d'agrément.

Cette caractéristique architecturale ne se retrouve pas du tout dans les plantations de Wright⁴⁶, mis à part la régularité basique des vergers ou des plants de vigne dont j'ai parlé plus haut. L'architecte est finalement plus proche des mouvements *wwoof*, *spin*⁴⁷ et autres *locavores* actuels, ces citoyens qui contestent le système de la grande distribution ou les dérives des industries agroalimentaires, et qui ne veulent plus consommer que des produits de la ferme récoltés à proximité de chez eux ou cultivés par eux-mêmes.

On pourrait dire que Wright annonce, d'une façon *quasi* prémonitoire, les défenseurs de l'autosuffisance, du mouvement *grow-your-own*, « cultiver vos propres » (légumes), ou encore ceux qui veulent ressusciter les *victory gardens*⁴⁸ dans diverses campagnes de sensibilisation.

Avec eux, nous quittons l'Olympe de l'architecture savante pour aborder un pan de l'intertextualité wrightienne plus rustique (encore qu'il existe aussi des esthètes du potager et toute une tradition d'aristocrates jardiniers) : les récifs bien plus vibrants de l'actualité. Du côté non plus de l'histoire, mais des convictions et des goûts de nos contemporains ; du côté non plus de la haute architecture, mais du jardinage et de l'agriculture. Cet intertexte, d'une extrême effervescence, est plus hétérodoxe, pour ne pas dire hétéroclite. En fait, intensément dialogique⁴⁹, l'intertexte ne fait pas acception d'harmonie, de cohérence ou de bienséance.

Protéiforme, il comprendrait des pionniers comme Pierre Rabhi⁵⁰ pour qui un hectare suffirait à nourrir une famille (un chiffre à rapprocher des 4000 m² par habitant ou par famille de Wright), certains écologistes, paysagistes et architectes du *Grand Pari*, mais aussi des « éco-terroristes » traqués par le FBI, ou encore les adeptes moins remuants du culte du compost, une pratique jardinière d'un grand détachement. Derrière leurs bottes de caoutchouc, de bien plus vieilles connaissances apparaissent, comme Thoreau ou Steiner. Wright appréciait le plus sulfureux des transcendentalistes, H. D. Thoreau (1817-1862) qui vécut deux ans en autarcie, dans une cabane près d'un étang, seul, en ermite, et non comme l'architecte au centre de toute une « communauté ». Il inventa la *désobéissance civique*, un concept auquel les autorités américaines ont été confrontées depuis les années 1960 avec une intensité bien plus grande qu'à l'époque de Wright. Rudolf Steiner (1861-1925), le fondateur de la Société anthroposophique et des écoles Rudolf-Steiner, est aussi à l'origine de la *biodynamique* selon laquelle (entre autres) une ferme est un organisme vivant qu'il faut travailler à rendre le plus autonome et le plus diver-

48- Une campagne officielle de *victory gardens* a été développée pendant les deux guerres mondiales, notamment en Angleterre, au Canada et aux États-Unis, pour pousser les citoyens à transformer leurs jardins d'agrément (et certains domaines publics) en potagers afin de soulager le système de distribution des denrées alimentaires, pour permettre à l'effort de guerre de bénéficier de toutes les ressources économiques disponibles. En mars 2009, Mme Obama a créé un *Kitchen Garden* de 100 m² aux abords de la Maison-Blanche afin de stimuler l'intérêt des enfants américains pour une nourriture plus saine, dans le cadre d'un programme de lutte contre l'obésité. On a évoqué à cette occasion le *Victory Garden* inauguré par Mme Roosevelt pendant la seconde guerre mondiale.

49- Pour le dialogisme, voir Kristeva (Julia), *Semiotiké, Recherches pour une Sémanalyse*, Paris, Le Seuil, 1969, notamment p. 163-169.

50- Rabhi (Pierre), *Vers la sobriété heureuse*, Arles, Actes Sud, 2010, 141 p.

51- *L'Avenir*, *op. cit.*, p. 307.

II. Approche critique et historique des liens entre agriculture et métropole

sifié possible. Dans sa jeunesse, la dernière compagne de Wright, l'influente Olgivanna, avait été en contact avec un autre « penseur », bien plus discutable, Georges Gurdjieff (1877-1949), à l'origine de divers groupes classés aujourd'hui comme des sectes. Mais aujourd'hui, dans une productivité sociale étonnamment tonique, une population nouvelle, mouvante, se réclame d'aspirations bien plus ouvertes qui combinent regain pour le potager, recherche d'une vie meilleure à travers une alimentation meilleure, volonté de sauvegarder la planète... Parmi elle, le visionnaire de Taliesin, un peu anarchiste et autoproclamé « émissaire de la terre » pour qui « l'homme est un animal terrestre⁵¹ », se sentirait sans doute aujourd'hui un peu moins isolé qu'en son temps...

L'urbanisation occupant la totalité de l'espace terrestre, l'aménageur est conduit à prendre en charge tous les territoires et leurs habitants. Dans cet urbanisme total, les champs et les exploitations agricoles sont des architectures habitées par les hommes et les bêtes. L'extension du domaine de l'action et du mode de vie urbain amène à intégrer les animaux sauvages, élevés, domestiques, familiers, entrés à peine plus tardivement dans l'architecture que les enfants (premières figures dans la grille CIAM des Smithson en 1953) puis les femmes (qui ne sont plus confinées dans une cuisine fonctionnelle dès lors qu'elles sont au volant de leur propre voiture, sur des autoroutes urbaines qui font la ville¹). Poser « l'agriculture urbaine », ce n'est pas seulement reformuler en l'actualisant la relation « de la ville et de la campagne » – Jean Gotmann avait mis un terme à la longue histoire de leur opposition en identifiant « l'agriculture métropolitaine » en même temps qu'il définissait la « mégalopole » américaine et souligné le problème de la mortalité des animaux sauvages par accidents de l'urbanisation (fig. 1)². De nouveaux personnages, de très concrets « clients » entrent dans le débat. À l'émission des années 1960 « Nos amis les bêtes » – l'audience en dépassait-elle son pendant architectural « Chefs-d'œuvre en péril » ? – aura succédé sur France Inter « Vivre avec les bêtes. Une émission pas si bête que ça », conçue à partir du succès du livre d'Elizabeth de Fontenay, *Le silence des bêtes* (1998)³, qui elle-même y participe. De la protection – des animaux, de l'architecture –, on est passé à la vie *partagée*. Un nouveau style de vie pour le XXI^e siècle.

« Ce qui a changé, ce sont pour ainsi dire nos nerfs, notre sensibilité et les limites de notre empathie.⁴ » L'empathie animalière, appuyée par des réglementations reconnaissant le « bien-être des animaux », ne croise pas directement l'architecture et l'on échouerait à chercher des liens de cause à effet entre ce nouvel animal et l'architecture⁵. Mais parce que ce rapport d'amour change notre mode d'être, change notre rapport au monde et nous change – comme eux-mêmes aussi changent⁶ –, il nous amène à changer nos manières de concevoir – des routes, des ponts, des maisons, des paysages, des villes... Les changements sont de l'ordre des micro-ruptures – c'est ce léger déport que nous sommes en train d'effectuer, de notre écoute et de notre regard vers ces autres, silencieux, mais qui aussi nous regardent⁷ ; non plus seulement l'homme, l'enfant, la femme, le paysage, les infrastructures, le social, l'énergie..., mais aussi le regard ou le silence des bêtes. Lucien Kroll, dans « Urbanisme animal et architecture homéopathique », provoque, jusque dans le titre « étrange » de son article, une forme de déport de l'habituelle approche « organique » de l'architecture ou de la ville, référée plus facilement au monde végétal. Kroll a parfaitement noté cette progressive imprégnation d'une profession qui sort de son « enfermement corporatif » et perçoit qu'« il ne s'agit pas tant de définir/analyser une politique ou un esprit du temps, mais de comprendre les conséquences des mouvements d'opinion sur les formes d'architecture et sur les rôles et les comportements urbains, entre autres sur la cohabitation "verte"⁸».

Philosophie / architecture

Si le rapport de l'homme à l'animal est inhérent à l'histoire de la philosophie, le rapport de l'architecte à l'animal-constructeur est inscrit à l'origine de l'architecture. Tandis que la philosophie a constamment interrogé le rapport de supériorité et de continuité entre l'homme et

1- Voir Rouillard (D.), *Superarchitecture. Le futur de l'architecture 1950-1970*, Paris, Éditions de la Villette, 2004, chap. « La Ville relationnelle ».

2- Gotmann (Jean), *Megalopolis*, New York, The Twentieth Century Fund, 1961.

3- De Fontenay (Elizabeth), *Le silence des bêtes. La philosophie à l'épreuve de l'animalité*, Paris, Fayard, 1998.

4- Le philosophe Tristan Garcia, auteur de *Nous, animaux et humains : Actualité de Jeremy Bentham* (Bourin éd., 2011), rend compte dans *Le Monde Magazine* du 17 septembre 2011, « Animal, mon égal ? », de l'intérêt de la question pour le grand public. Également le chap. 1 de l'ouvrage « Généalogie (comment et pourquoi notre sensibilité a changé) ».

5- Sauf à comprendre la culpabilité éprouvée envers les bêtes par une population aujourd'hui fortement urbanisée et qui donc s'est « séparée » des animaux. Garcia (T.), *Nous, animaux et humains*, op. cit., p. 29-33, et Blanc (Nathalie), *Les animaux et la ville*, Paris, Odile Jacob, 2000.

6- Ainsi, Vinciane Despret dans le catalogue de l'exposition *Bêtes et hommes* (Gallimard, 2007) note « que les éléphants puissent manifester des intentions ostensiblement belliqueuses à l'égard des humains doit tout autant traduire cet autre fait : celui de l'intensité inédite de notre présence dans leur vie sociale. Ils ont changé » (p. 15).

7- Jean-Christophe Bailly (*Le versant animal*, Bayard, 2007) a construit son essai philosophique à partir de ce qui caractérise cet animal qui voit – reptiles, batraciens, poissons, oiseaux et mammifères : « L'animal est une forme qui lève les yeux vers nous, et cette forme qui peut de toute autre façon nous émouvoir, et qui le fait constamment, est la seule qui ait avec nous ce pouvoir de *partage* » (p. 65, nous soulignons).

8- Kroll (Lucien), « Urbanisme animal et architecture homéopathique », in *Philosophie, ville et architecture* (Th. Paquot et Ch. Younès, dir.), La Découverte, 2002, p. 141.

9- Sur cette histoire, voir les positions différentes de Gilbert Simondon, *Deux leçons sur l'animal et l'homme* (cours 1962-1963), Paris, Ellipses, 2004, et d'Elizabeth de Fontenay dont la monumentale histoire s'ordonne à partir de ces différentes positions philosophiques de l'Antiquité à Derrida. Pour de Fontenay, la grande coupure se produit avec l'arrivée du Christ, quand pour Simondon elle s'opère avec Descartes et le cartésianisme qui a historiquement « gagné ».

10- Voir l'analyse d'Alain Guiheux, *L'ordre de la brique*, Bruxelles, Mardaga, 1985.

11- Voir la traversée du mythe originel de l'architecture que propose Joseph Rykwert, *La maison d'Adam au paradis* (1972), Paris, Seuil, 1976.

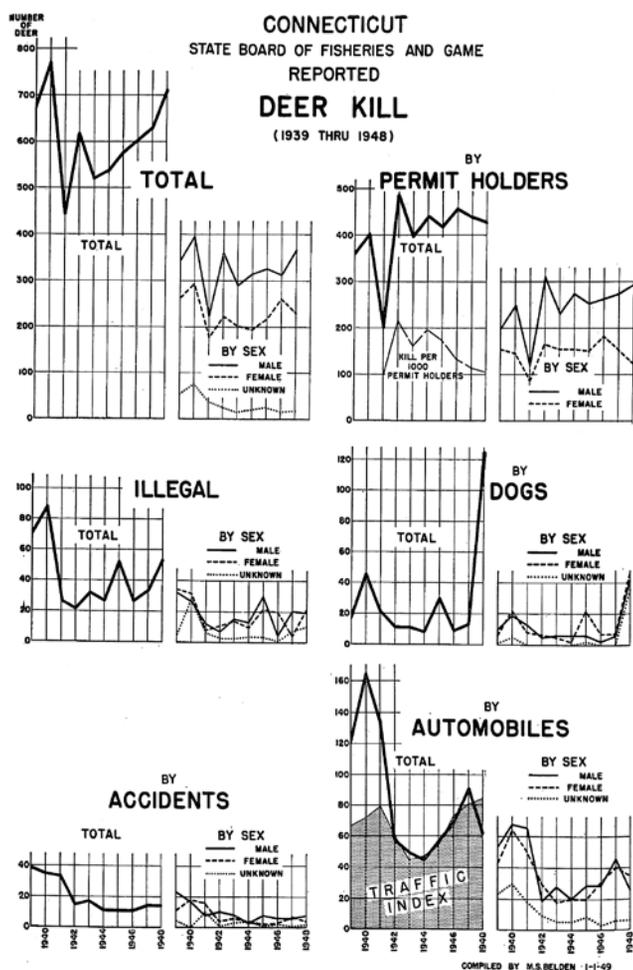


Fig. 1 : Cerf : Deer Kill, Jean Gotmann, Megalopolis, 1961.

II. Approche critique et historique des liens entre agriculture et métropole

l'animal – d'une manière non linéaire et progressive puisque la philosophie jusqu'à Descartes fluctuait sur la question et que les réactions anti-cartésiennes immédiates n'ont cessé de relancer le débat⁹ –, l'architecture est restée chevillée à une conviction, celle de l'architecte dominant l'animal-bâtitseur, quelle que soit la reconnaissance, plus récente, de la performance de son habitat. Il serait difficile de dresser une histoire de l'architecture « à l'épreuve de l'animalité », tant l'architecte se définit lui-même au-delà de l'animalité – le « modèle arrogant » et ethnocentrique, répliqué dans l'ensemble des traités¹⁰. Jusqu'au XIX^e siècle, ces rapports sont dominés par le mythe originel de la cabane primitive¹¹ dont Vitruve aura donné la matrice : après avoir habité « comme des bêtes » et s'en protégeant, les hommes en progressant passent de l'abri trouvé à l'abri construit, de l'amas à l'appareillage, du mélange du torchis au matériau structuré et à la construction totalement anticipée. De la sauvagerie au raisonnement, de l'animal à l'homme, du nid sans forme à une véritable cabane, cette progression les a menés, par tâtonnements et perfectionnements, à l'architecture¹².

Au XVII^e siècle, cette histoire s'était augmentée d'une approche anatomique, laquelle, en parallèle, apportait à la philosophie la connaissance scientifique. Claude Perrault sera mort d'un chameau, de sa dissection¹³, pour avoir été aussi familier de l'architecture que des bêtes. À l'animal « mécanique » cartésien (« l'animal peut faire très bien, comme un outil, une certaine chose, et en dehors de cela, rien », analysait Gilbert Simondon¹⁴) vient s'ajouter la « mécanique des animaux¹⁵ ». En étudiant les rapports morphologiques, les mécaniques et l'efficacité fonctionnelle des organes et structures animales, Perrault reconsidère le rapport de l'homme à l'animal, mais il en tire les mêmes conclusions sur la spécificité et sur l'originalité de la nature humaine, et confirme que l'homme est mesure de toutes choses, dominant l'animal comme l'architecture.

Ce regard analytico-structural et morphologique, proto-fonctionnaliste, ne quittera plus l'univers architectural. Au milieu du XIX^e siècle, Horatio Greenough s'intéresse aux « développements de la structure dans le royaume de l'animal », l'animal en tant que « structure organique »¹⁶. Quand Perrault avait observé la dimension mécanique des structures animales, c'est sous le rapport d'une esthétique utilitaire que Greenough admire les maquereaux au même titre que les bateaux, et vice versa, d'où émerge un discret fonctionnalisme sensuel : « Observe un navire sur la mer ! Remarque la forme majestueuse de sa coque quand il fend l'eau, observe la gracieuse courbure de son corps, la douce transition du rond au plat, la poigne de sa quille...¹⁷ » Pour penser l'architecture américaine en déroute, incapable de trouver son identité deux siècles après Jefferson, dont il faut rejeter l'héritage, le règne animal et la théorie du fonctionnalisme apparaissent simultanément. La question n'est plus de savoir si l'animal est moins ou plus intelligent que l'homme quand il construit, s'il le fait par instinct, habitude et lui aussi par perfectionnements, mais de constater qu'il fait mieux et qu'il y a leçon à en tirer : « American Architecture ».

Structure : l'analogie fondatrice

L'analogie a imprégné et dominé l'interprétation des échanges entre l'homme, l'architecture et l'animal, une troisième trilogie vitruvienne¹⁸. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle apparaissent des ouvrages de vulgarisation sur l'architecture animale qui seront encore dans les bibliothèques des architectes modernistes, telle celle de l'expressionniste Erich Mendelsohn¹⁹. Au début du XX^e siècle, l'ouvrage de D'Arcy Thompson²⁰ introduit l'animal dans la culture de la construction et fait évoluer la métaphore animale : non plus seulement exprimée en termes de squelette, d'os et de peau (et de chair depuis Serlio), mais aussi de muscles, de liens, de ligaments, d'attaches ; non plus seulement des formes mais des forces, les parties « molles et dures », rigides et flexibles, supportant la compression et résistant à la tension. Ses analyses et croquis sur la forme et la croissance des organismes vivants n'ont cessé de faire retour dans les milieux tant artistiques qu'architecturaux. Les années 1950 et 1960 auront ainsi été très réceptives à D'Arcy Thompson (pas moins de six éditions de l'ouvrage jusqu'en 1961) : la croissance comme forme est une expression de la vie, une structure ouverte de développement, d'évolution et de transformation, sans nécessairement de mimétisme biomorphique. Il faut lire Peter Smithson pour comprendre que la forme des bâtiments des ministères pour le concours d'Hauptstadt Berlin (1958) a été conçue sur « le principe de la croissance des cornes d'un cerf²¹ ». Il traverse également les nombreux ouvrages dominés par la perspective du progrès et de la structure « dans les arts et les sciences », ainsi que le promeuvent les « philomorphes²² », autour de Georgy Keyes et Cyril Stanley Smith : « Depuis les structures inorganiques jusqu'aux plantes et aux animaux, des mouvements des animaux jusqu'aux schémas de leurs comportements sociaux et aux relations humaines, la structure est centrale.²³ » Le livre de Peter S. Stevens, *Patterns in Nature* (1974), clôt la série. Animal et architecture, leur rapprochement participait de cette croyance dans la possibilité d'un « modèle central de compréhension du

12- Guiheux (A.), *L'ordre de la brique*, op. cit., p. 24-25.

13- Voir Antoine Picon (*Claude Perrault ou la curiosité d'un classique*, Paris, Picard, 1988) concernant les *Mémoires pour servir à l'histoire naturelle des animaux* de Perrault (1671 et 1676).

14- Simondon (Gilbert), *Deux leçons sur l'animal et l'homme*, op. cit., p. 78.

15- Tome 3 des *Essais de physique*, Perrault, 1680.

16- Greenough (Horatio), « American Architecture » (1843), in *Form and Function* (1947), University of California Press, 1974.

17- *Ibid.*, p. 60.

18- On rappelle les deux autres : solidité, utilité et beauté pour l'architecture ; connaissance de la théorie, de la pratique et *pudor* (honnêteté) pour l'architecte.

19- Rykwert liait cette production à la vogue des études sur la classification des éléments.

20- D'Arcy Thompson, *On Growth and Form* (1917), trad. de la 6^e édition augmentée de 1961 *Forme et croissance*, Paris, Seuil, 1994.

21- Voir Rouillard (D.), « La théorie du *cluster* : généalogie d'une métaphore », in Fayolle Lussac (B.), Papillault (R.) (éd.), *Le Team Ten et le logement collectif à grande échelle en Europe*, Toulouse, Maison des Sciences de l'homme d'Aquitaine, 2008, p. 75-95.

22- Terme apparu dans les années 1960. Voir le témoignage d'avril 2001 de Denis Weaire (Erasmus Smith Professor of Naturaland Experimental Philosophy, Trinity College Dublin) in « A Philomorph Looks at Foam ». <http://www.amphilsoc.org/sites/default/files/414.pdf>.

23- Keyes (Georgy) (éd.), *Structure in Art and in Science*, New York, Braziller, 1965, p. ii.

24- Anker (Peder), « *The Bauhaus of Nature* » in *Modernism/modernity*, John Hopkins University Press, vol. 12, n°2, avril 2005, p. 229-251.

25- Voir le catalogue de l'exposition *Bertold Lubetkin*, IFA, Paris, 1983.

26- Comme le notent Jean-Claude Garcias et Martin K. Mead, « Des pingouins et des hommes », in *Bertold Lubetkin*, catalogue IFA, Paris, 1983, p. 14.

27- Naturaliste et biologiste fondateur de l'éthologie au début du XX^e siècle, dont l'œuvre a été popularisée dans un ouvrage posthume *Mondes animaux et monde humain* (1956).

II. Approche critique et historique des liens entre agriculture et métropole

monde », autrement dit par un même récit (la structure), que les crises de l'énergie, du progrès et du futur vont mettre à mal.

L'animal, un sujet moderne

L'environnemental n'a pas le long ancrage historique de la filière de l'analogie constructive, mais les liens existent entre scientifiques, biologistes, environnementalistes et écologistes et l'intelligentsia architecturale qui se retrouvent à Londres dans les années 1930, autour des deux principaux acteurs du Bauhaus, Walter Gropius et László Moholy-Nagy : le groupe MARS (avec notamment Maxwell Fry, Berthold Lubetkin, Ove Arup), Patrick Abercrombie, Serge Chermayeff, Ernő Goldfinger, etc.²⁴ Les scientifiques et les architectes sont alors convaincus que l'écologie humaine pouvait être modelée sur celle de la nature, et que d'une manière plus générale la science pouvait devenir un facteur clé du développement du projet des architectes. Mais sans la présence du biologiste Julian Huxley, secrétaire de la Société de zoologie, qui avait transformé sa résidence, au sein même du zoo de Londres, en un showroom pour le design moderne, il n'est pas sûr que les architectes auraient passé le cap de l'animalité, arc-boutés sur les modèles de la croissance végétale : il n'y a pas d'animaux dans la « ferme radieuse » de Le Corbusier, pas plus que dans l'utopie agraire de Wright. Grâce à Huxley, ces rencontres se sont matérialisées dans la construction par Lubetkin de plusieurs bâtiments pour les zoos de Londres et de Dudley. Lui-même part habiter chez les animaux (il construit sa propre maison de campagne dans le domaine du zoo de Whipsnade)²⁵. Pour le zoo de Regent's Park, il conçoit une cage aux gorilles techniquement très sophistiquée, permettant de recréer, bien plus efficacement que par la recomposition d'un paysage « naturel », le milieu climatiquement adéquat aux primates. Le gorille est dès lors sommé de devenir moderne ! Pour le bassin des pingouins, construit avec Arup (1934), il met en scène les animaux glissant non plus sur la glace mais sur une rampe à double hélice hélicoïdale, aux lignes aussi aérodynamiques que celles du pingouin.

Qu'une architecture moderne soit pensée pour l'animal le rapproche de l'homme moderne, donc change son statut : l'animal devient moderne, et en devenant moderne devient un sujet de l'architecture ou son client captif²⁶. On mesure l'originalité de la réflexion de Lubetkin sur la question animale en la comparant à celle de Moholy-Nagy. Les films que ce dernier réalise sur le zoo de Londres (1936), comme celui sur « La vie du homard » (1935), ne s'intéressent pas tant à l'environnement de l'animal qu'à ses formes, textures, mouvements, modes de croissance, adaptation de la forme naturelle à la fonction, etc., approche fonctionnaliste convenue après Greenough et D'Arcy Thompson. De même, Siegfried Giedion lira Jakob von Uexküll²⁷ via les analyses d'Ernst Cassirer, qui lui-même y tirait sa définition de l'homme comme « animal symbolique²⁸ ». Mais l'irrationalité de l'homme et le fait qu'il soit doté de la symbolisation ne font que renforcer, pour Giedion et Cassirer, son exceptionnalité et son originalité par rapport aux autres êtres vivants.

Un modèle sociétal pour penser la mobilité

« Les animaux eux aussi forment des sociétés.²⁹ » Yona Friedman aura pu lire Uexküll ou Konrad Lorenz³⁰ pour suggérer une analogie comportementale « appliquée » entre l'animal, l'homme et l'architecture. *L'architecture mobile* (1958) possède dans la version révisée (1962) un nouveau chapitre, « Remarques sur les raisons biologiques de la mobilité humaine ». Friedman y développe un propos sur la liberté de mouvement des animaux et des hommes : les premiers évoluent dans une « anarchie stable », les seconds dans une « hiérarchie instable »³¹. Il s'agit donc de combiner « anarchie » (animale) et instabilité (humaine) pour atteindre la liberté maximale. La grille neutre de l'urbanisme spatial serait le cadre souple et minimal où s'effectue la transformation des habitants qui occuperont la grille en vivant l'anarchie permanente. L'auto-planification, « l'élastification de l'urbanisme », la « mobilité générale » ou celle de la taille du « groupe critique » (l'exemple des éléphants), trouvent leur origine dans le comportement animal. L'animal est l'avenir de l'homme, un modèle sociétal : « En faisant preuve d'un certain optimisme, on pourrait espérer que d'ici plusieurs millénaires l'humanité arrivera, peut-être, au niveau social et supérieur des ânes, (par exemple). [...] Nous devons rétablir le bien-être animal pour la société humaine.³² »

Amical

Les dessins de Friedman font des animaux des acteurs : un crocodile qui « sourit » dans le marigot au-dessus duquel passe la ville spatiale³³, une chèvre qui observe la ville de haut, disent des projets situés, dans une culture, un climat, comme le renne chez Ralph Erskine ; mais que dire d'un éléphant à Paris ? « sympathique, non ?³⁴ » Bientôt ils parleront. La familiarité de Friedman tient aussi aux travaux effectués dans les pays du tiers-monde où la proximité des animaux relève aussi bien du mode de vie ou de subsistance que du religieux³⁵. On pouvait s'attendre à ce

28- Hight (Christopher), *Architecture in the Age of Cybernetics*, RoutledgeAbingdon, 2008, en particulier le chapitre sur la dispute sur les frontières entre l'homme et l'animal (p. 111-131).

29- Friedman (Yona), *L'architecture mobile*, Paris, 25 décembre 1958, révisé le 1^{er} juillet 1962 (document dactylographié), p. 2.

30- Par exemple, traduit en français, Konrad Lorenz, *Les animaux, ces inconnus*, Paris, 1953.

31- « Les animaux ont la liberté individuelle en suivant des lois inviolables ; les hommes n'ont pas de liberté individuelle, mais leur système de lois est violable. Il est donc clair que les animaux ont une supériorité sur les hommes. » *L'architecture mobile*, 1962, *op. cit.*, p. 3.

32- *Ibid.*

33- Georges Collins (*Visionary Drawings of Architecture and Planning*, MIT Press, 1979) note ce détail de la scène, avec ce crocodile qui regarde la ville spatiale et « sourit »...

34- À la question « pourquoi un éléphant à Paris ? », la réponse de Friedman était un sourire : « C'est sympathique un éléphant, c'est bien à Paris, non ? » Entretien avec D. Rouillard, 1999.

35- Friedman a réalisé plusieurs films d'animation pédagogiques pour l'Afrique sous la forme de contes animaliers, par exemple « Koulou Makala, le lion, le lièvre et l'araignée », 1960.

36- Expression d'Ulrich Conrads et Hans G. Sperlich (*Architecture fantastique*, Delpire, 1960, p. 16) pour décrire l'attitude anti-fonctionnaliste qu'exemplifient les édifices du XVIII^e siècle dont les fonctions sont logées dans des formes qui leur sont totalement indépendantes (lettres, animaux, etc.).

37- Friedman (Yona), *Utopies réalisables*, Paris, 10/18, 1975, p. 92.

38- Onaner (Can), *Le suspens en architecture, Adolf Loos et Aldo Rossi*, mémoire de thèse, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, janvier 2011, p. 129 et sq.

II. Approche critique et historique des liens entre agriculture et métropole

que Friedman soit allé plus loin dans son empathie animalière puisqu'il faisait « monter » l'agriculture dans la structure de la ville, à proximité immédiate des habitants, faisant de tout agriculteur un urbain.

Les animaux de Friedman, à peine esquissés mais suggestifs, aux silhouettes peu différentes de celles des humains, n'ont rien à voir avec les « architectures préfigurées » des formes animales du XVIII^e siècle³⁶ ou du degré zéro de la symbolisation de l'architecture parlante (la laiterie en forme de vache de Lequeu) ou des constructions populaires collant à la fonction (le canard-rôtisserie de Long Island), avant qu'elles ne soient théorisées sous le registre d'une symbolique littérale par Venturi et finalement construites par Gehry (le restaurant-poisson de Kobé). Il s'agit d'autre chose. Avec Friedman, l'animal entre dans l'architecture par proximité avec les humains, sans plus de relation avec le mimétisme ou les leçons de sa structure, de sa mécanique, de sa fonctionnalité, ou même, on le perçoit aussi, au-delà du comportemental quand il se demande, humanisant l'animal, « pourquoi un chien est-il toujours assis confortablement ?³⁷ » Friedman l'intègre par sympathie, par amitié et affinité – comme Gian Piero Frassinelli invitant son chien à « entrer » avec lui dans la perspective des *Istogrammes d'architecture*, comme peut-être aussi plus tard Aldo Rossi dont le chien au premier plan (*Il caffè del mattino*, 1990) paraît faire sens par opposition aux autres animaux squelettiques appelés dans des vues extérieures, cheval, crabe, poisson³⁸. Les bandes dessinées de Friedman auront l'efficacité réussie de la fable architecturo-animalière, universelle.

Nouvelle domesticité

Les années 1960, promptes à substituer le sensuel au fonctionnel, l'émotivité à la rationalité, n'ont pas anéanti la forteresse qui sépare l'architecte de l'animal. La sensibilité nouvelle qu'on perçoit chez Friedman est rare, aussi bien dans la mouvance mégastructurale que chez ses premiers « critiques » – pas d'animaux chez Archigram ou Hollein. Ils apparaissent à la fin de la décennie. Le souci écologique qui touche de jeunes architectes à l'écoute de Fuller se traduit par des projets mettant en scène une « revanche » de la nature, exprimée dans une forme de fiction de fin du monde où la ville retournée à l'état sauvage serait habitée par les animaux, les derniers (ou premiers) survivants. Avec l'opération Montparnasse, les moutons broutent dans la rue de Rennes, transfigurée en centrale (nucléaire) et désertée par les humains (Jacques Famery, 1972, fig. 2) ; les hautes herbes qui ont envahi les canaux de Venise pour la sauver des eaux ne semblent pas suffisantes pour nourrir une chèvre efflanquée solitaire (9999, 1970) ; c'est encore une rue broutée par du bétail que Haus Rücker & Co propose dans le cadre de la série *Grüne Lunge* (Poumon vert, 1973) ; le chien du jardinier électroniquement équipé, figurant sur la couverture du dernier numéro de la revue *Archigram* (n°9, 1970) qui offre à ses lecteurs des graines à planter, enfin « pense » (par des bulles de BD), en regardant son maître...

Subreptices et énigmatiques dans les villes de Friedman, protagonistes involontaires de contre-projets dénonçant le bétonnage des villes, les animaux apparaissent au premier plan des espaces infinis de *No-Stop City*. Non plus seulement une présence symbolique (les cornes de bœuf posées sur le *Dream Bed* d'Archizoom, lui-même revêtu d'une fausse peau de léopard, dans le marbre du pavillon de Barcelone, ou encore l'empreinte d'une patte d'éléphant tapissée d'une même peau de fauve pour le canapé « Safari », 1967), mais des animaux acteurs d'une scène. Ils participent à la représentation d'un espace rendu homogène par une climatisation générale du territoire habitable où tout peut être mêlé, métissé, croisé, proche, appelant à revoir toutes nos catégories : sauvage/domestique, naturel/artificiel, artisanat/industriel, objet/individu, vrai/faux, nature/culture, ville/campagne, public/privé, homme/animal... Oies et dindons vivent au milieu des humains nus, des climatisateurs, des postes de télévision et des tentes de camping, au sein d'une nature qui a pénétré l'intérieur de la ville – rochers, bois, lacs ou rivières qui serpentent à travers poteaux, meubles ou W.-C. Entre Adam et Ève, un chien debout, droit devant nous, accède au rang de sujet. Le groupe florentin 9999 remporte le prix des jeunes architectes pour son projet de choux à cultiver lors de l'exposition du MoMA *The New Domestic Landscape* (1972) et partage la nouvelle « domesticité », un rapprochement des mondes animal, végétal et humain.

Le projet Agronica (Branzi, 1995) reprend le thème, la climatisation en moins, autrement dit une « utopie faible » ou incomplète³⁹. Il s'agit de penser un milieu de vie, un « système territorial métabolique », renommé « biotechnologique » quand Branzi intègre en 1999 la co-présence animale dans le discours⁴⁰ : les vaches, omniprésentes dans le projet d'origine, symbolisaient le monde agricole ; s'y ajoute dorénavant la symbolisation de la dimension éco-biophysique⁴¹. Dans le même sens, la référence n'est plus seulement la métropole japonaise, mais aussi les villes indiennes « où la circulation va de pair avec les vaches sacrées qui circulent d'une manière libre

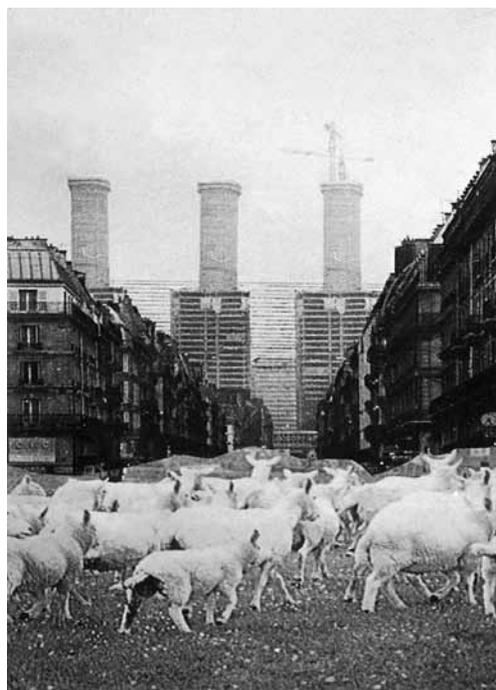


Fig. 2 : Moutons : « Paris sera sempre Parigi », Jacques Famery, 1972 (@ Famery).

39- Branzi (Andrea) *et al.*, « Symbiotic Metropolis. Agronica », in *The Solid Side*, Domus Academy, V+K Publishing, The Netherlands, 1995, p. 102-120.

40- Branzi commente de nouveau ce projet en y incluant les animaux dans *Weak and Diffuse Modernity*, Milan, Skira, 2006, p. 134-145.

41- Une réponse à la demande de Nathalie Blanc ? « Il faut en finir avec le système de pensée séparant sujet/objet et éludant leur imbrication... », *Les animaux et la ville*, *op. cit.*, p. 12.

42- Branzi, *Weak and Diffuse Modernity*, *op. cit.*, p. 140.

43- Branzi (Andrea), avec la collaboration de Nicoletta Branzi, *Animaux domestiques*, Paris, Philippe Sers, 1988.

44- Le musée des Arts décoratifs de Paris a rappelé cette longue tradition dans l'exposition *Animal* (2011). Elle a indirectement mis en évidence l'absence du monde de l'architecture.

45- Pierre Restany dans la préface d'*Animaux domestiques*.

II. Approche critique et historique des liens entre agriculture et métropole

et imprévisible. [...] Dans la ville contemporaine, les technologies de l'information, la nature, les productions en série, les animaux, les mythes et les religions ne sont plus opposés les uns aux autres, mais doivent au contraire vivre ensemble comme les parties intégrales d'un système de service hautement complexe⁴². La vache est le symbole de cette rencontre des hétérogénéités, elle y est partout présente, « chez elle » sur le gazon uniforme qui semble une moquette pour la ville entière, à la table des humains.

L'animal ajoute au monde

Le siège AEO (Deganello, 1973) est une hybridation visant à réaliser un design non unitaire, un siège informe à partir de matériaux, de couleurs et d'assemblages différents. Sans explication – la référence animalière est toujours énigmatique –, c'est dans la cage d'un gorille que le siège AEO apparaît dans la vidéo tournée par Archizoom au zoo de Rome, gorille qui représentera le *Global Tools* un an plus tard et bientôt toute l'architecture radicale : King Kong, déifié, émerge de la jungle, nouvelle icône architecturale. Branzi réalise des broderies au petit point hybridant l'homme et l'animal (tête de bouc ou de chien portée sur des gilets « tricotés », 1974). D'autres architectes prennent des appellations évoquant un monde rural ou animal : *Street Farmer*, *Ant Farm*... On percevra cette « nouvelle sensibilité » de l'architecte pour l'animal, carrément tactile, dans le choix de la couverture du catalogue du festival *S-Space* (Florence, 1971), une coproduction des groupes 9999 et Superstudio : le premier livre d'architecture en (faux) poils de mouton (fig. 3).

Les Animaux domestiques (1985) – « un projet qui part des objets et des vêtements pour s'étendre à la maison et à la ville⁴³ » – est un nom qui ne s'accompagne d'aucune figuration animalière. Les formes n'évoquent pas la morphologie animale ni une appropriation de son image comme s'y emploient les designers, jouant sur l'affectivité et le degré de sympathie et d'humour que le travail « avec » l'animal produit – les meubles-animaux des Lalanne en sont les plus admirables et précoces réalisations⁴⁴. Le titre introduit des évocations traditionnelles de l'élémentaire ou du primitif, pour des sièges en branches de bouleau non équarries et demi-rondins qui tiennent comme par magie sur l'assise impeccablement laquée, sur laquelle gît une peau de bête : un « style néo-primitif ». Toujours hybride (« un amour hybride entre créatures différentes est possible »), le projet est un « mélange de technologies et de codes formels », de matériaux bruts *et* travaillés, relançant l'imaginaire, rechargeant l'affectivité : « Pour peu qu'on s'y laisse aller, ces objets nous fascinent comme des chats.⁴⁵ » L'animal installe l'ambiance communicationnelle que le projet vise à suggérer.

Le « bestiaire » imaginé par Thomas Maldonaldo en 1981, en comparant aux images d'un peintre animalier du XIX^e siècle les portraits de créateurs choisis par Alessandro Mendini pour confectionner les couvertures de chaque numéro de *Domus*, est une surprenante interprétation. Au-delà du sens (confus) que Maldonaldo donne lui-même à cette comparaison, ce qui retient notre attention est la réédition de cette double page dans

le numéro d'avril 2010, réédition que l'on réserve habituellement aux articles ayant trouvé la pertinence de leur anticipation dans l'actualité. Davantage qu'il y a vingt ans, où elle est peut-être passée inaperçue, la double page fascine, et on se plaît à imaginer comment Maldonado avait composé le bestiaire, de quels animaux Rossi, Eisenman, Johnson ou Gehry étaient « familiers » – grand singe, raie manta, musaraigne, chameau, boa... ?

Un monde autre

Que vient faire un chameau sur le toit de la Kunstal de Rotterdam (OMA, 1992) ? Sans doute la présence, dans le parc où il est situé, du Muséum d'histoire naturelle lui sert-elle d'alibi. La silhouette du personnage qui le précède (un bédouin ?) indique que quelque chose d'autre se joue. L'animal fait sourire, car il n'est pas l'enseigne du bâtiment qu'il surplombe et qu'il pourrait annoncer, il ne symbolise rien – zoo, cirque, grand hôtel d'un pays du désert, restaurant exotique, le Muséum même qui se tient à quelque distance. Pour comprendre l'arrivée de ce chameau, il faut plutôt se tourner vers le surréel, l'insolite rencontre d'univers opposés, la raison (de l'architecture) et l'onirique ou le fabuleux (l'animal). Superstudio l'avait expérimenté en photographiant les meubles de la série des *Istogrammes* (1969) – glacials dans la grille qui les enveloppe pour annuler tout design – devant deux vaches plantureuses tenues par des fermiers qui découvriraient au milieu des champs des objets extraordinaires, comme les héros de 2001 un monolithe (fig. 4). Ce qui relève ici d'une scénographie explicite, comptant sur l'effet médiatique du contraste – guère différente donc des récentes campagnes de publicité de Stella McCartney, Louis Vuitton ou Hermès –, a maintenant « touché » l'architecture. Le basculement produit l'étonnement, le choc publicitaire introduit un autre monde : le chameau et son bédouin créent une scène d'étrangeté. Ils sont là pour ça, pour nous proposer un monde loin du plat pays, de la fonction d'une Kunsthalle. La girafe qui tend le cou pour regarder à travers la vitre du séjour de la villa Dall'Ava,



Fig. 3 : Peau de mouton : couverture du catalogue S-Space, 9999 et Superstudio, 1971 (coll. privée, photo D. Rouillard).

46- Voir pour la France le Grenelle de l'environnement.

II. Approche critique et historique des liens entre agriculture et métropole

c'est la même chose. Alors qu'elle était à peine achevée, Koolhaas fait faire des photos de la maison avec, dans le jardin, des animaux du cirque qui passait dans le quartier, établissant ce décalage entre la maison et l'animal exotique le plus emblématique, le fascinant caméléopard, autrement nommé la girafe. La présence d'animaux installe un monde de sensations, de plaisir, de curiosité – fantastique et « bizarre », comme le disait Viollet-le-Duc du bestiaire sculpté des cathédrales. Une histoire se crée à partir des animaux, c'est-à-dire de l'architecture.



Fig. 4 : Vaches : Istogrammi d'architettura, Superstudio, 1969 (@ Superstudio).

Altérités et espaces partagés

L'arrêt du cirque dans la ville, ou les animaux broutant le résidu végétal au croisement d'infrastructures, est saisissant, à la fois émouvant et dérangent, improbable et surréelle cohabitation des hommes et des bêtes – ces animaux mendiants – dans l'espace urbanisé, c'est-à-dire à peu près partout. En résonance avec l'empathie animalière, on a vu se développer de nombreuses initiatives pour gérer la cohabitation pacifique, un « espace partagé » entre nous et eux. On ne compte plus les corridors écologiques, biologiques et climatiques pour réduire la mortalité routière et faciliter/restaurer une continuité de cheminement (la « mobilité des espèces⁴⁶ »), de la grande faune aux petits mammifères,

des vers de terre (lombriducs) aux éléphants (un corridor de 14 km pour la traversée de la Transafricaine par 2 000 pachydermes⁴⁷), en passant par les loutroducs⁴⁸ (fig. 5), batrachoducs ou crapauducs, écuroduc, hamsteroducs et autres « écoducs » de tous les mustélidés qui porteront peut-être leurs noms (blaireaux, castors, fouines, hérissons, visons, putois, rats musqués, ragondins, castors...) – l’inventivité du vocabulaire des bio-éco-experts est stupéfiante.

Une préoccupation du même ordre s’est fait jour concernant l’aménagement des centres urbains dont on découvre qu’ils sont un bien commun à partager entre tous les humains qui s’y meuvent : à pied, à vélo, en tram, en bus et en voiture ; hommes, femmes, enfants, handicapés, malvoyants, malentendants, et les chiens... Les zones 30 puis 20 introduites en 1990 via la notion « d’espace partagé » seraient la solution pour pacifier la cohabitation. L’empathie animalière va de pair avec l’évolution du « comportement citoyen », tandis que la similarité du vocabulaire pour parler des hommes et des bêtes est confondante, comme les dispositifs pour sauver les uns et les autres : « mortalité routière », « mesures compensatoires », « habitats dégradés », rampe d’accès, banquettes, rupture et perméabilité. Les zones 30 seraient pour les hommes ce que les écoducs sont pour les animaux : des lieux d’apprentissage du partage, et pour les humains une forme de domestication du comportement « sauvage » des automobilistes.

47- Après l’Inde et la Chine, le Kenya a inauguré en janvier 2011 un corridor de 14 km pour permettre à près de 2 000 pachydermes de retrouver le chemin historique de leur migration traversant villages, cultures et l’autoroute transafricaine reliant Le Cap au Caire.

48- Voir pour la loutre et le réseau *LutrAtlantica* les travaux pionniers en France de Lionel Lafontaine, *La loutre et la route*, Rapport DRAE Bretagne/PNRA, Réseau SOS-Loutres, et Lafontaine, L. & G. Liles (2008), *Exemples d’ouvrages aménagés en faveur de la loutre en France et en Europe : essai de synthèse et perspectives*, <http://www.reseau-loutres.org/docsliste/LutrAtlantica.pdf>.

II. Approche critique et historique des liens entre agriculture et métropole

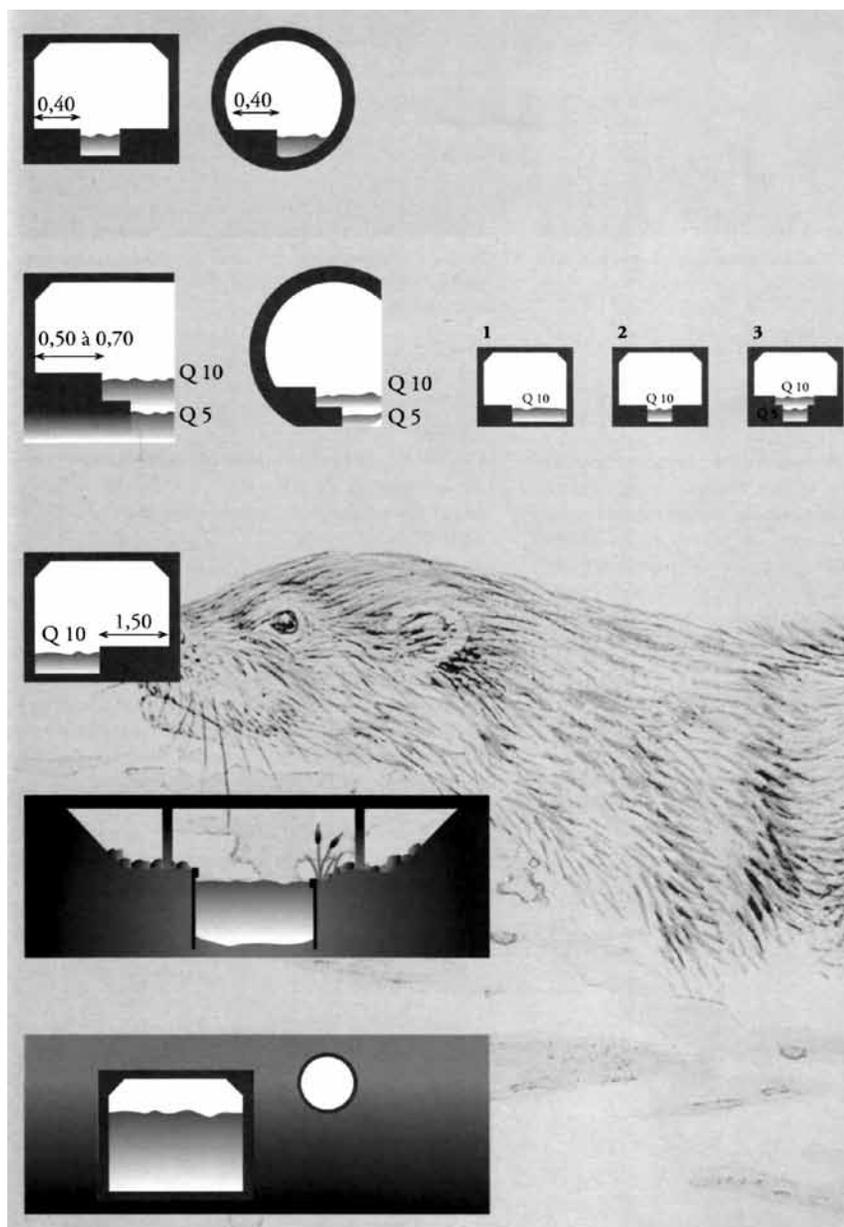


Fig. 5 : Loutre : Loutrodoc (Lionel Lafontaine, 1991) (synthèse J. Carsignol d'après CEE/ COST341, 2003, extrait de Lafontaine, 2008.).

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

L'agriculture de ville et l'agriculture des champs

Stanilas Henrion

Peri-urban Adaptation Strategies of Horticultural Farms
in the Berlin Metropolitan Area

Ingo Zasada

Evidence of Contemporary Challenges for Rural and
Agricultural Areas Experiencing Rapid Development Pressures
in the Dublin Region

Brendan Williams, Harut Shahumyan, Sheila Convery, Laura Petrov and
Eda Ustaoglu

Les terres agricoles et les espaces naturels face à la ville :
le cas de la ville d'Oran

Abdellah Messahel et Tarik Ghodbani

Right to Food and Urban Agriculture. A Critical Review of the
Struggle for the Right to food. The Case of the City of Kampala

Francesca Demuro

Social Organization for Urban Agriculture in Bogotá:
the Struggle for Food Sovereignty in the Context of Food Crises and
Climate Change

Diana Salazar

Du territoire rural aux parcs urbains :
métamorphoses du *satoyama* dans la métropole de Tokyo

Sylvie Brosseau

L'agriculture urbaine dans la construction métropolitaine de Xi'an

Yueting Cui

L'agriculture de ville et l'agriculture des champs

Stanislas Henrion

« Adieu donc ; Fi du plaisir
Que la crainte peut corrompre. »
La Fontaine, *Le Rat de ville et le Rat des champs*

L'agriculture est devenue, ces dernières années, la fonction indispensable au projet de la ville durable. Un nombre important de conférences et de colloques se sont tenus sur le sujet de la ville agricole ; les travaux de recherche et les concepts liant l'agriculture et les villes sont également nombreux. Même si la mise en œuvre de ces concepts dans les projets urbains est encore rare, ils font l'objet d'une attention toujours plus forte. Les raisons de cet intérêt sont sans doute nombreuses. D'une part, les terres agricoles apparaissent comme des possibilités d'extension urbaine, et d'autre part, la problématique alimentaire a pris une dimension importante ces dernières années dans notre société : peut-on nourrir l'ensemble de l'humanité ? et avec quelle qualité alimentaire ? L'agriculture apparaît aussi comme une solution aux demandes de nature et de biodiversité en ville. Ces réflexions ne sont pourtant pas nouvelles et elles apparaissent tout au long du XX^e siècle, avec beaucoup de conviction chez des théoriciens et des praticiens anglo-saxons, mais également en France. Ce qui m'intéresse ici, ce n'est pas d'expliquer pourquoi nos disciplines¹ ont un intérêt croissant pour la ville-agricole², ni de décrire l'évolution des concepts de la ville-agricole entre hier et aujourd'hui, mais d'interroger le paradigme d'une ville qui pourrait être à la fois urbaine et rurale, voire naturelle. Un tel paradigme met fin au conflit entre la ville et la campagne décrit par Henri Lefebvre³ en proposant le modèle d'une ville qui a intégré la production agricole et donne à la campagne une simple fonction de paysage. Derrière cette idée de ville-agricole, c'est aussi le paradigme de la ville vertueuse qui m'interroge, une ville qui produit sa propre alimentation est alors perçue beaucoup moins menaçante pour les terres agricoles, la campagne et la nature.

Paul Houée⁴ décrit l'existence de deux démarches de développement rural au lendemain de la seconde guerre mondiale. La première est territoriale, globale et communautaire. Elle entend reconstruire la vie collective à tous les niveaux, à partir de structures de base à portée d'homme, harmonieusement distribuées sur le territoire et harmonieusement coordonnées. La deuxième est purement économique et sectorielle, elle fait le choix d'un développement par la mécanisation et la spécialisation des productions. C'est cette tendance qui l'emporte en France par la mise en place du plan Monnet ; par contre, les interrogations actuelles de nos disciplines sont à rattacher essentiellement à la première démarche. Ce sont les territoires issus de cette deuxième démarche, dont fait partie la Beauce, qui m'intéressent. Ces territoires sont souvent mono-fonctionnels, détériorés et très dépendants des aides publiques, mais le désintérêt que leur portent nos disciplines n'est pas justifié, car, bien qu'ils soient dénués de toute saveur rurale, ils représentent une réalité économique dominante. L'objectif de mon article est donc double : d'une part, ouvrir nos disciplines à des territoires « oubliés », ce sera l'objet de

la première partie, et d'autre part, apporter de nouveaux éléments à la question agricole dans le projet urbain, ce qui sera fait dans la deuxième partie.

La Beauce : une antithèse aux réflexions actuelles

La Beauce est perçue comme un territoire sans étiquette rurale. Elle est défigurée par une agriculture industrielle et éventrée pour permettre une exportation continue de matières premières agricoles. Elle est donc l'antithèse des projets de société actuels qui prônent une production agricole éthique et une qualité alimentaire irréprochable. La Beauce ne répond donc pas aux demandes d'une production respectueuse de la nature, d'une préservation des paysages et des territoires ruraux, au développement d'une production agricole de proximité et à la mise en place de circuits courts. Elle est pourtant un territoire essentiel pour notre alimentation, ce seul fait justifie de s'y attarder un moment pour en comprendre le fonctionnement. Après une description du territoire beauceron sur son aspect essentiellement productif, j'approfondirai particulièrement quelques points : ce territoire s'organise par des réseaux multiples et interroge les échelles d'étude prises par nos disciplines.

La Beauce agricole actuelle n'est pas issue uniquement de la politique de structuration du secteur agricole qui s'impose après 1945. Dans *La Terre*, Émile Zola⁵, en 1887, décrit déjà une Beauce céréalière, dont le paysage, merveilleusement décrit, se rapproche de celui qui peut être admiré encore aujourd'hui.

« La Beauce déroulait ses blés mûrs, sous le ciel de flamme. Depuis les dernières averses de l'été, la nappe verte, toujours grandissante, avait peu à peu jauni. C'était maintenant une mer blonde, incendiée, qui semblait refléter le flamboiement de l'air, une mer roulant sa houle de feu, au moindre souffle. Rien que du blé, sans qu'on aperçût ni une maison ni un arbre, l'infini du blé ! Parfois, dans la

1- Par le terme « nos disciplines », je parle de l'architecture, du paysage et de l'urbanisme, à la fois comme domaine universitaire, mais également comme disciplines opérationnelles.

2- La « ville-agricole » évoque, dans cet article, l'ensemble des conceptions urbaines prenant en compte au sein d'un territoire défini la problématique de la production agricole à destination en grande partie de la population présente sur ce territoire.

3- Lefebvre (Henri), *Le droit à la Ville*, Éd. Economica, Paris, 2009.

4- Houée (Paul), *Les politiques de développement rural*, Paris, Éd. INRA, Economica, 1989.

5- Zola (Émile), *La Terre*, Paris, Gallimard, 1980.

6- Également dans Zola (Émile), *op. cit.*, « Dès la seconde semaine du mois d'août, la besogne s'avança. [...] C'était l'époque où la grande solitude triste de la Beauce s'égayait le plus, peuplée de monde, animée d'un continuel mouvement de travailleurs, de charrettes et de chevaux. À perte de vue, des équipes manœuvraient du même train oblique, du même balancement des bras, les unes si voisines qu'on entendait le sifflement du fer, les autres en traînées noires, ainsi que des fourmis, jusqu'au bord du ciel. Et, en tous sens, des trouées s'ouvraient, comme dans une étoffe mangée, cédant de partout. La Beauce, lambeau à lambeau, au milieu de cette activité de fourmilière, perdait son manteau de richesse, cette unique parure de son été, qui la laissait d'un coup désolée et nue. »

7- Ces données sont celles de 2009. À titre comparatif, voici les données nationales : 72 q/ha pour le rendement, 54 ha SAU de moyenne par exploitation au niveau national. L'augmentation des exploitations en Beauce continue à un rythme élevé : la SAU moyenne par exploitation est passée de 78 ha en 2000 en Beauce à 105 en 2009, et les interviews réalisées sur place confirment la poursuite de la tendance à une augmentation des superficies des exploitations dans les années à venir.

8- PAC : politique agricole commune. Une grande inflexion a lieu en 1992. Pour plus d'éléments sur la politique agricole commune et son impact sur le territoire agricole, voir le livre de Bureau (J.-C.), *La politique agricole urbaine*, Paris, La découverte, coll. Repères, 2007.

9- Henrion (Stanislas), *La Beauce, propositions pour le débat Ville-Campagne*, in Publication du colloque Infraville 2011, Paris, en cours d'édition, 2011.

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

chaleur, un calme de plomb endormait les épis, une odeur de fécondité fumait et s'exhalait de la terre. Les couches s'achevaient, on sentait la semence gonflée jaillir de la matrice commune, en grains tièdes et lourds. Et, devant cette plaine, cette moisson géante, une inquiétude venait, celle que l'homme n'en vît jamais le bout, avec son corps d'insecte, si petit dans cette immensité. »

C'est en revanche l'activité des hommes dans ce paysage qui a changé⁶. C'est sur la base d'une activité céréalière dominante que le territoire beauceron va se développer tout au long du XX^e siècle. Dans les années 1930, la crise économique pousse les paysans à s'associer pour construire des silos de stockage et ainsi maîtriser les prix de vente. Les tours des silos rejoignent alors les clochers des églises dans l'horizon beauceron. Ces lieux de stockage s'organisent en parallèle avec un réseau ferroviaire qui va faciliter l'exportation de la production céréalière vers les ports de Rouen et de La Rochelle. Les paysans beucerons ont ainsi organisé l'exploitation de leur territoire par la modernisation de leurs techniques, la création de coopératives et la maîtrise des débouchés, faisant de la Beauce le premier territoire producteur céréalier français. Les rendements y sont supérieurs à 80 q/ha, la surface agricole utile représente plus de 80 % des 570 000 ha de la Beauce, et la taille moyenne des exploitations est de 105 ha⁷. Depuis une vingtaine d'années, le « grenier à blé » de la France développe de nouvelles fonctions. La production de colza, commencée dans les années 1980, a amorcé une diversification de l'activité agricole beauceronne vers la production énergétique. La Beauce est même devenue le premier territoire français producteur de colza destiné à la fabrication de biocarburant. Cette production énergétique s'est diversifiée ensuite avec la culture de miscanthus (fig. 1) et, depuis cinq ans, l'implantation d'éoliennes. La Beauce est aujourd'hui le premier territoire français pour la production d'énergie éolienne avec une capacité de production de 500 MW sur les 6 000 MW nationaux. La production de colza destinée au biocarburant et celle de miscanthus se font sur les jachères obligatoires de la PAC⁸, et le foncier occupé par les éoliennes reste très marginal par rapport à la surface agricole utile. Ainsi, ces nouvelles fonctions s'additionnent sans annihiler les anciennes. Si la production agricole a permis aux exploitants de garder une maîtrise de leur territoire, la production d'énergie renouvelable fait de la Beauce un territoire-support qui peut tout aussi bien produire de l'énergie qu'être utilisé comme plateforme logistique⁹. Comme territoire-producteur, la Beauce fournit de nombreuses ressources aux villes et a su diversifier ces produits. Elle nous montre aussi la surface indispensable à la production des ressources nécessitées par les besoins urbains. La réintégration au sein des villes-agricoles des infrastructures qui se développent sur ces surfaces apparaît alors complexe. Le paysage beauceron est agricole et son territoire est rural. En effet, sur les 484 communes beucerannes, 445 sont dites « rurales », c'est-à-dire avec moins de 2 000 habitants en prenant la définition de l'INSEE. Ces communes se composent souvent d'un centre-bourg et de plusieurs hameaux (fig. 2), ce qui éclate encore la répartition du bâti sur le territoire. Ainsi, le territoire beauceron se compose d'une succession de

zones bâties denses et de plaines céréalières s'étalant à perte de vue. Cet éclatement a nécessité de nombreux réseaux pour connecter l'ensemble de ces zones bâties et assurer leur desserte et leur fonctionnement. C'est le cas des routes et des réseaux électriques et téléphoniques. De nombreux services publics s'organisent efficacement grâce à ce réseau viaire très dense : le ramassage scolaire, la collecte des déchets, la vente alimentaire ambulante, ou encore certains soins médicaux. L'approvisionnement en eau potable était, jusqu'à peu, réglé indépendamment à chaque niveau (bourg, hameaux et fermes isolées) grâce à des puits prélevant l'eau dans la nappe phréatique et alimentant un réseau local. Mais ces réseaux locaux ont dû être interconnectés à cause d'une pollution aux nitrates rendant l'eau de certains puits non potable. L'enfouissement des réseaux électriques et téléphoniques et l'instal-

10- http://www.urbandesignlab.columbia.edu/?pid=nyc_foodshed.

11- Deux des dix propositions pour le Grand Paris situent les limites avec la Beauce sans pour autant lui donner un rôle particulier. Les autres études prospectives se cantonnent souvent aux limites administratives de la Région Île-de-France qui intègre une très petite partie de la Beauce.

12- Mazoyer (M.) et Roudart (L.), *Histoire des agricultures du monde : Du néolithique à la crise contemporaine*, Paris, Les Éditions du Seuil, 2002.



Fig. 1 : Des exploitations, auparavant céréalières, certaines de plus de 200 ha, se sont entièrement tournées vers la production de miscanthus, comme cette exploitation à Morainville (28) qui a couplé sa culture de miscanthus avec des bangars de stockage et de séchage équipés de panneaux photovoltaïques. Photographie de l'auteur prise en janvier 2011.

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

lation de nouvelles pompes à pression qui rendent obsolètes les châteaux d'eau et donc invisibles ces réseaux dans le paysage.

Les réflexions actuelles, que j'ai évoquées au début de l'article, proposent systématiquement la production agricole au sein même de la ville ou dans son environnement proche. L'échelle pourrait être plus large. À titre comparatif, les foodsheds de San Francisco ou de New York¹⁰ prévoient des périmètres d'environ 100 miles (soit 140 kilomètres). La Beauce pourrait ainsi faire partie du foodshed parisien. Or une faible proportion de la production céréalière a pour destination finale la région parisienne, et peu de projets territoriaux actuels¹¹ prennent en compte la production agricole beauceronne. En effet, la Beauce ne fonctionne pas avec des territoires qui lui sont contigus. Les nombreuses infrastructures qui la traversent (réseau ferroviaire, autoroutes et lignes à haute tension) lui permettent d'exporter ses productions vers des territoires lointains. Cette parfaite connexion d'infrastructures facilite l'exportation de ses productions céréalières. Cette facilité, associée à des faibles coûts de production, déstabilise les économies locales de ces territoires lointains et rend peu compétitives les zones rurales contiguës aux lieux d'exportation¹². Ainsi, l'ancrage agraire historique de la Beauce se met en résonance avec des territoires urbains lointains qu'elle nourrit, mais aussi des territoires ruraux lointains qu'elle désertifie.

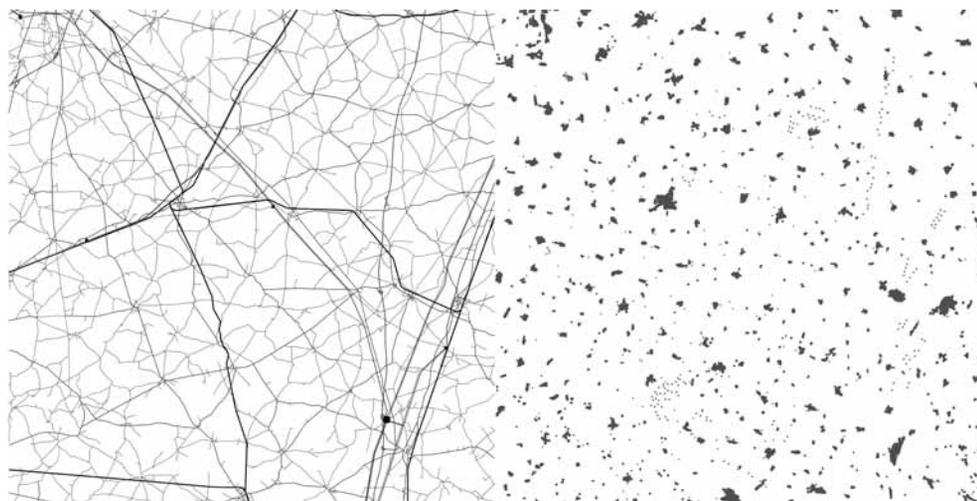


Fig. 2 : Ce schéma représente un territoire de 40 km x 40 km centré sur la plaine agricole beauceronne : à gauche, il s'agit de l'ensemble des réseaux viaires, ferroviaires et lignes à haute tension, ; à droite, il s'agit des éléments ponctuels de ce territoire, c'est-à-dire les zones bâties, les éoliennes et les puits.

Le territoire beauceron répond à nos besoins actuels alimentaires et énergétiques. La problématique de l'approvisionnement des villes et le modèle d'une ville-agricole proposé par nos disciplines doivent donc être reposés au regard de ces territoires hyper-productifs. En raison de leur taille et de la complexité de leurs réseaux et de leurs infrastructures, leur réintégration au sein des espaces urbains ne semble pas si aisée. De manière générale, ces territoires projettent d'autres échelles de réflexion, montrent d'autres dimensions de projet et alertent sur certains liens de cause à effet entre des territoires non contigus.

Un territoire au croisement de la ville et de la campagne

La route nationale 10 qui traverse la Beauce en passant par Chartres et Châteaudun va me permettre d'introduire ce deuxième point. Cette route connecte ces deux pôles urbains à l'autoroute A11 et joue un rôle-clef dans l'exportation de la production céréalière beauceronne dont 70 % se fait par la route. Mais parcourir cette route donne l'impression que la Beauce est une plaine céréalière dont les bourgs ont été entièrement abandonnés, ce qui renforce l'idée d'un désert agricole. En effet, le long de la nationale 10, les stations-services sont abandonnées et transformées en abri pour le stockage de palettes en bois dont l'aspect moisi donne l'impression que cette activité de substitution s'est également arrêtée. Les relais hôtel-restaurant sont en grande majorité fermés, et les bourgs sont de vastes rues fantômes présentant des façades de maisons délabrées, abandonnées et parfois croulantes. Par contre, en s'éloignant de quelques centaines de mètres de cette route nationale, on trouve de nombreux bourgs de petite taille, très vivants et très bien entretenus. Ainsi, les bourgs ruraux beaucerons préfèrent développer leur dynamique à l'écart de l'activité déployée par les centres urbains en se tournant vers les vastes plaines céréalières. Le rapport entre la ville et la campagne que l'on observe en Beauce est original, la production agricole qui permet

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

à la Beauce d'être peu dominée par la ville lui laisse même développer une urbanité qui lui est propre, alors que les villes à proximité défigurent sa ruralité. Cette urbanité spontanée se retrouve, par certains aspects, dans celle de modèles de villes-agricoles développées par des ruralistes français entre les années 1960 et 1980.

La difficulté à réaliser des puits pour accéder à une eau potable sur le plateau calcaire et sec de la Beauce explique en partie, dès les premières installations humaines il y a plusieurs siècles, le regroupement des habitants dans des bourgs. Au XX^e siècle, c'est la production agricole qui renforce l'importance de ces bourgs. Si auparavant les récoltes étaient parfois vendues par le producteur directement à Chartres, voire à Paris, la création des coopératives et la construction de silos ont maintenu une activité au milieu des centres-bourgs. Les silos indiquent dans le paysage la présence d'un ensemble d'habitations et même la richesse de ses habitants, et la production agricole des terres environnantes s'organise autour d'eux. Le même phénomène se constate depuis le début des années 2000 avec la production de pommes de terre qui a nécessité la construction d'entrepôts de stockage. Ainsi, le bourg de Voves est maintenant identifié dans la plaine beauceronne comme la « capitale de la patate » et tire de cette notoriété une nouvelle dynamique. Cette dynamique économique devient aussi dynamique culturelle grâce à l'organisation annuelle de la « fête de la patate ». Les zones où se situent les silos ou hangars agricoles coopératifs dans ces bourgs sont devenues parfois des zones d'activité importantes, car elles ont accueilli de nouvelles activités, certaines liées à l'agriculture et d'autres non. Ces exemples montrent que la production agricole a permis de « faire la ville » en renforçant l'activité économique d'un bourg rural, en marquant fortement dans le paysage la présence de ces zones bâties, et en développant au sein de ces bourgs d'autres dynamiques. Ainsi, la production agricole et l'enjeu de sa commercialisation ont donné de l'urbanité à la Beauce, car ils ont conforté les réseaux existants, nécessité de nouvelles formes d'organisation et concentré un développement autour de certains bourgs.

La répartition des habitations sur la plaine beauceronne est particulière. Les habitations se cristallisent en une variété de groupements allant de hameaux de quelques maisons à de gros bourgs dépassant à peine les 2000 habitants (fig. 3). Dans certains cas, il s'agit de simples fermes isolées. Cet ensemble de points de taille variée fait apparaître la plaine beauceronne comme un territoire homogène et acentrique. Le nombre important de ces points rend le terme de « polycentrique » peu adéquat, car il signifie que les centres, même nombreux, sont identifiables. La Beauce n'a donc pas de centres précis, et son territoire apparaît équilibré et très structuré. Elle se situe entre le modèle de la ville diffuse et celui du territoire polycentrique. Malgré cette dispersion, mais grâce à l'importance de ce réseau, elle arrive à additionner un nombre important de fonctions : la production agricole bien sûr, la production d'énergie renouvelable, la production de liens sociaux et l'offre d'un support pour les transports (deux autoroutes, trois routes nationales, une ligne TGV et deux réseaux ferroviaires nationaux la traversent) et pour les activités

(zones de logistique, industries liées à l'agriculture et à la production énergétique par exemple). La Beauce, ainsi présentée comme une campagne dynamique, organisée autour d'une activité agricole et très structurée, rappelle certaines configurations territoriales développées par des théories ruralistes dans les années 1960. Avec son livre *Le Ruralisme*¹³, Louis Leroy souhaite marquer les bases d'une nouvelle discipline dont il fait remonter l'origine au discours d'un ingénieur du Génie rural, M. Vignerot, au moment de l'Exposition de la Cité Reconstituée en 1916, et dont il fonde certains principes théoriques en partie sur les travaux de l'urbaniste Gaston Bardet autour des villages-centres. Ce dernier qui rejetait l'urbanisation en tache d'huile préconisait un développement urbain par la constitution de « villettes » à partir des bourgs ruraux déjà existants. Ce modèle permettait, selon lui, de conti-

13- Leroy (Louis), *Le ruralisme – Comment réaliser l'aménagement des campagnes ?*, Paris, Les Éditions Ouvrières, 1960.

14- L'Atelier central d'étude d'aménagement rural (ACEAR) avec les Ateliers régionaux (AREEAR) a publié régulièrement à destination des directions départementales de l'Agriculture des études regroupées dans des cahiers intitulés Information-Documentation de l'ACEAR. La Confédération nationale pour l'aménagement rural (CNAR) a également sa publication : Espaces 90.

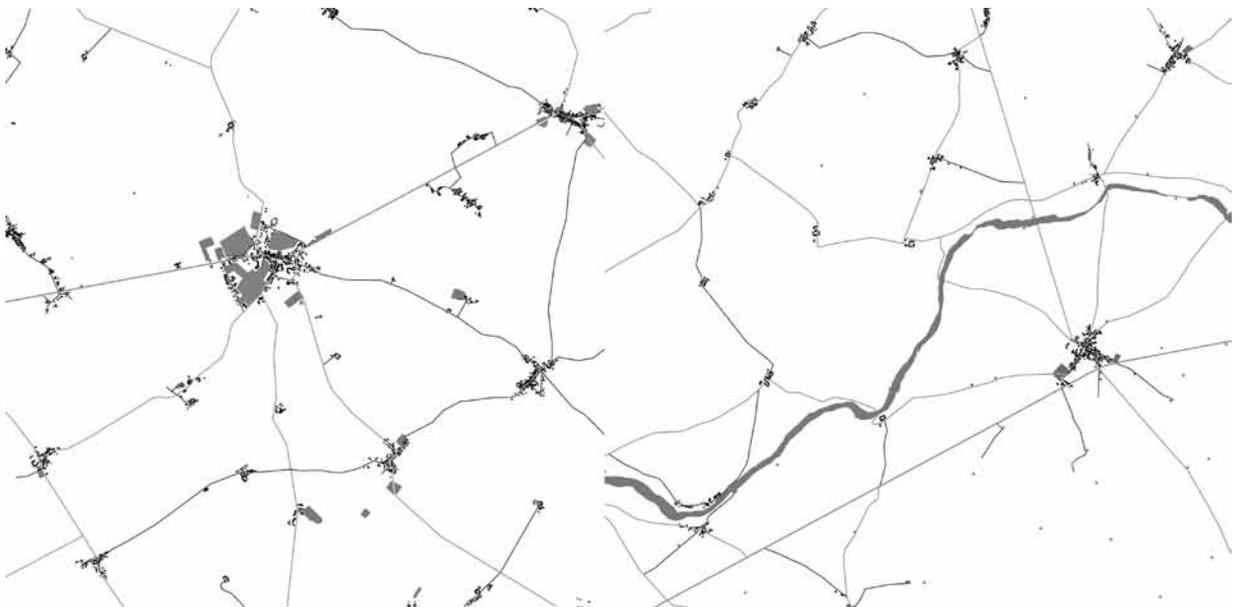


Fig. 3 : Voici les exemples de la commune de Ouzouer-le-Marché à gauche et de Cormainville à droite sur des périmètres de 8 km x 8 km. Sont identifiés les zones bâties : bourgs, bameaux, fermes isolées et zones pavillonnaires en projet, le réseau viaire et ferroviaire et les puits.

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

nuer à favoriser la production agricole, et aux bourgs devenus « villettes » de garder leur caractère rural et donc leur qualité de vie. Il préconisait également l'identification de villages-centres et la structuration des petits bourgs en unités rurales pour favoriser le développement des territoires ruraux. Ces villages-centres et ces unités rurales doivent être parfaitement connectés pour faire profiter chacun de la dynamique des autres et mutualiser entre eux les services et les activités. Le livre de Louis Leroy aura pour principale conséquence la mise en place d'une direction de l'Aménagement rural au sein du ministère de l'Agriculture et l'organisation d'une Confédération nationale de l'aménagement rural, qui seront toutes les deux très actives entre les années 1960 et 1980 en produisant énormément d'études et de préconisations théoriques pour le développement rural¹⁴. Ces aménageurs ruraux préconisent le développement d'une campagne dynamique, multifonctionnelle, où la production agricole est toujours présente, une rationalisation des réseaux et des infrastructures, et une mutualisation des services publics. L'urbanité spontanée de la Beauce que j'ai décrite précédemment se vérifie par une croissance démographique des bourgs à un taux proche de la moyenne nationale, soit 70 % entre 1960 et 2006. Les formes que prendra cette urbanité rappellent certains des préconisations et des objectifs recherchés par les spécialistes de l'aménagement rural qui pourtant n'interviendront pas sur le cas beauceron.

L'aménagement de la Beauce, après la seconde guerre mondiale, va dans la logique d'une spécialisation des territoires et du développement de politiques sectorielles en France. La Beauce est donc chargée de continuer à produire des céréales, mais avec des niveaux de productivité plus élevés afin d'assurer l'autonomie alimentaire de la France en devenant son « grenier à blé ». Depuis les années 1990, elle devient également une « pile verte » en produisant des matières premières pour les biocarburants ou la biomasse, et également de l'énergie éolienne. Loin de désertifier ce territoire de toute présence humaine pour le rendre plus productif, l'accumulation de fonctions a développé de nombreuses connexions et de nouveaux réseaux, elle a favorisé la dynamique des bourgs et a apporté de l'urbanité. De nombreuses infrastructures sociales permises par un réseau viaire très dense se sont également maintenues ou développées. Alors que l'intégration de l'ensemble des fonctions de la campagne par la ville semble être quasi impossible, la Beauce présente une autre forme d'association entre la ville et la campagne. Son modèle territorial sous forme de « dispersion stellaire » montre d'autres possibilités et d'autres limites aux modèles de la ville-agricole. Il donne également de nouvelles pistes de réflexion : la structuration de la ville-agricole à partir d'un territoire agricole et non pas urbain, la nécessité de bien appréhender les différentes échelles d'étude, la répartition homogène de centres de vie très bien connectés, et l'organisation multifonctionnelle. Il me semble important de noter que de nombreux travaux réalisés il y a environ trente ans, sous l'impulsion de la direction de l'Aménagement rural du ministère de l'Agriculture, présentaient déjà des interrogations et des propositions

proches de celles qui se retrouvent aujourd'hui dans nos disciplines qui devraient prendre le temps de ressortir ces archives et de les étudier. Le territoire beauceron ouvre également sur des problématiques plus larges. J'ai évoqué par exemple la question des influences entre les territoires non contigus et la difficulté de nos disciplines qui n'ont pas les outils nécessaires pour prendre en compte cette spécificité. Enfin, la Beauce est aujourd'hui au croisement de plusieurs tendances : d'une part, les remembrements des exploitations agricoles continuent, augmentant la taille moyenne des exploitations et des parcelles cultivées, et favorisant la disparition des voies les moins utilisées ; d'autre part, les bourgs deviennent des lieux polarisant une population qui souhaite se loger en maison particulière et travaille dans les grosses agglomérations qui bordent le plateau agricole beauceron. Ces bourgs continuent leur croissance, mais de manière de plus en plus rapide et avec des densités de plus en plus faibles. L'étude de certains de ces bourgs ruraux montre l'utilisation de concepts typiquement urbains pour leur projet d'expansion, comme ceux de « ceinture verte » et de « coulée verte ». C'est sans doute le début d'une évolution du modèle de ville-agricole beauceronne vers un modèle purement urbain d'expansion en tache d'huile sans réelle maîtrise, favorisée par l'impression de vide donnée par les plaines céréalières (fig. 4).



Fig. 4 : Maison individuelle dans la nouvelle zone d'habitation de Bonneval. Photographie de l'auteur prise en mai 2011.

Peri-urban Adaptation Strategies of Horticultural Farms in the Berlin Metropolitan Area

Ingo Zasada

Introduction

Horticulture in Peri-urban Areas

Historically, cities depend heavily on food supplies from the surrounding countryside. Following the large-scale, spatial de-coupling of production-consumption-chains, there has recently been a surge in urban preferences for regional high value and fresh products, particularly from horticulture, reflecting higher standards of living, health and environmental awareness¹. Today, on the fringes of numerous Metropolitan areas, you can find green belts such as the '*Ceinture verte*' outside Paris or the '*Huerta*' in Valencia, which specialise in horticulture and high-value crop production like vegetables, herbs, fruit and ornamental plants². The importance of location in agricultural production, as defined by its distance to a central city (as already described in the classic model by Von Thünen)³, is experiencing a renaissance.

However, horticulture in peri-urban areas is faced with specific challenges, characterised by urban pressure and opportunities, which require adapted activities. As urban growth occurs almost exclusively on farmland, fertile land is lost and the number of farms decreases. In addition, when urban areas and agriculture are in close contact, multiple tensions and conflicts arise, such as vandalism, theft and trespassing, as well as legal restrictions. In peri-urban areas, farming has to compete on the land market with non-agricultural land uses and higher rents, land speculation⁴ and complex, fragmented ownership patterns and property rights, such as short-term contracts⁵. On the other hand, urban agglomerations also provide specific development opportunities, particularly for high-value horticultural crop production. With functioning urban-rural-relationships, accessibility to urban consumers brings with it the comparative advantages of flexible and innovative adaptation to changing demand and the identification of market niches, i.e. organic production⁶. Farm products are more easily marketed directly by farm-gate purchase, farmers' markets or food box networks⁷. Due to their small-scale structure, it is argued, that the horticulture sector in particular requires different modes of marketing as well as strong horizontal cooperation⁸. Diversification into agricultural businesses, non-farming activities and off-farm employment has also been observed in peri-urban areas⁹.

Research Objective

With the catching-up process following the political isolation of Western Berlin, the city has regained its relationship with the peri-urban hinterland, including as a regional food source. Increasingly, horticultural farm owners have adapted their production and marketing to the urban market. However, like farming styles, structures and farm owners' perspectives differ, and adaptation strategies are also highly heterogeneous and mul-

tifaceted within the horticultural sector, as previous research in the area suggests^{10,11}. The aim of this study is to enhance our understanding of farm owners' perspectives and their evaluation of the peri-urban location, and to gain insights into their adaptation strategies and motivation in relation to the immediate context. Moreover, additional knowledge on specific farm-related differences in development trajectories needs to be identified.

Case Study of the Berlin Metropolitan Area

The Berlin Metropolitan area consists of two Federal states, Brandenburg and Berlin. Its central area includes 66 municipalities around Berlin and the city itself. Delineated by the regional planning authorities to control urban growth,¹² this so-called sphere of mutual influence (*engerer Verflechtungsraum*) can be regarded as a peri-urban area. It embraces an area of around 5,400 km² and is populated by about one million inhabitants (2006), that has been steadily growing at a rate of an additional 75,000 inhabitants since 2000¹³. According to calculations based on the Corine Land Cover 2000, about 15% of the area is used for settlement and infrastructure, with the most of the area characterised as suburban.

Farming in the case study area is affected by less favourable conditions of low quality soils, consisting mainly of sand and clay, as well as extensive wetland and peat bog. However, horticulture features a number of cultivation traditions of nationwide importance, such as asparagus, fruit trees and cucumber. In 2005, the Brandenburg agricultural census counted over 800 holdings with primary or secondary occupation in horticulture, with production covering 12,000 ha of agricultural land¹⁴. Although horticulture represents only 0.9% of the total agricultural area and 12% of the total holdings, it accounts for about 20% of the net value added of the entire farming sector, illustrating its economic relevance¹⁵. As figure 1 shows, horticultural production is spatially concentrated in the traditional growing areas of Potsdam-Mittelmark, South-west

1- Zasada (Ingo), "Multifunctional peri-urban areas – A Review of societal demands and agricultural provision of goods and services", *Land Use Policy*, 2011, in press.

2- Péron (Jean-Yves) et Geoffriau (Emanuel), "Characteristics and Sustainable Development of Peri-Urban Vegetable Production in Europe", *Acta Horticulturae*, n°762, 2007, p. 159-170.

3- Von Thünen (Johann H.), *The Isolated State*, Oxford, Pergamon Press, 1966, 304 p.

4- Robinson (Guy M.), *Geographies of agriculture: globalisation, restructuring and sustainability*, Harlow, Pearson, 2004, 331 p.

5- Munton (Robert), "Rural land ownership in the United Kingdom: Changing patterns and future possibilities for land use", *Land Use Policy* n°26, 2009, p. S54-S61.

6- Matzdorf (Bettina) and Piorr (Annette), "Städte nicht links liegen lassen", *LandInForm* n°3, 2010, p. 48-49.

7- Jarosz (Lucy), "The city in the country: Growing alternative food networks in Metropolitan areas", *Journal of Rural Studies* n°24, 2008, p. 231-244.

8- Péron (Jean-Yves) et Geoffriau (Emanuel), *op. cit.*

9- Præstholm (Søren) and Kristensen (Søren P.), "Farmers as initiators and farms as attractors for non-agricultural economic activities in peri-urban areas in Denmark", *Geografisk Tidsskrift*, n°107(2), 2007, p. 13-27.

10- Piorr (Annette) and Matzdorf (Bettina), "Environmental impact assessment of rural development programme of Brandenburg state, Germany", in *Proceedings of the 87th EAAE Seminar Assessing Rural Development Policies of the Common Agricultural Policy*. Vienna, April 21-23, 2004, p. 177-195.

11- Siebert (Rosemarie), Dosch (Axel) and Volgmann (Alexandra), *Arbeit und Einkommen im ländlichen Raum: Chancen durch Diversifizierung*, Potsdam, Ministerium für Infrastruktur und Landwirtschaft des Landes Brandenburg, 2009, 41 p.

12- Ministerium für Landwirtschaft, Umweltschutz und Raumordnung (MLUR), *Gemeinsamer Landesentwicklungsplan für den engeren Verflechtungsraum Brandenburg-Berlin*, Potsdam, Ministerium für Landwirtschaft, Umweltschutz und Raumordnung, 2002, 64 p.

13- Gemeinsame Landesplanungsabteilung Berlin-Brandenburg (GL), *Raumordnungsbericht 2008*, Potsdam, Gemeinsame Landesplanungsabteilung Berlin-Brandenburg, 2008, 134 p.

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

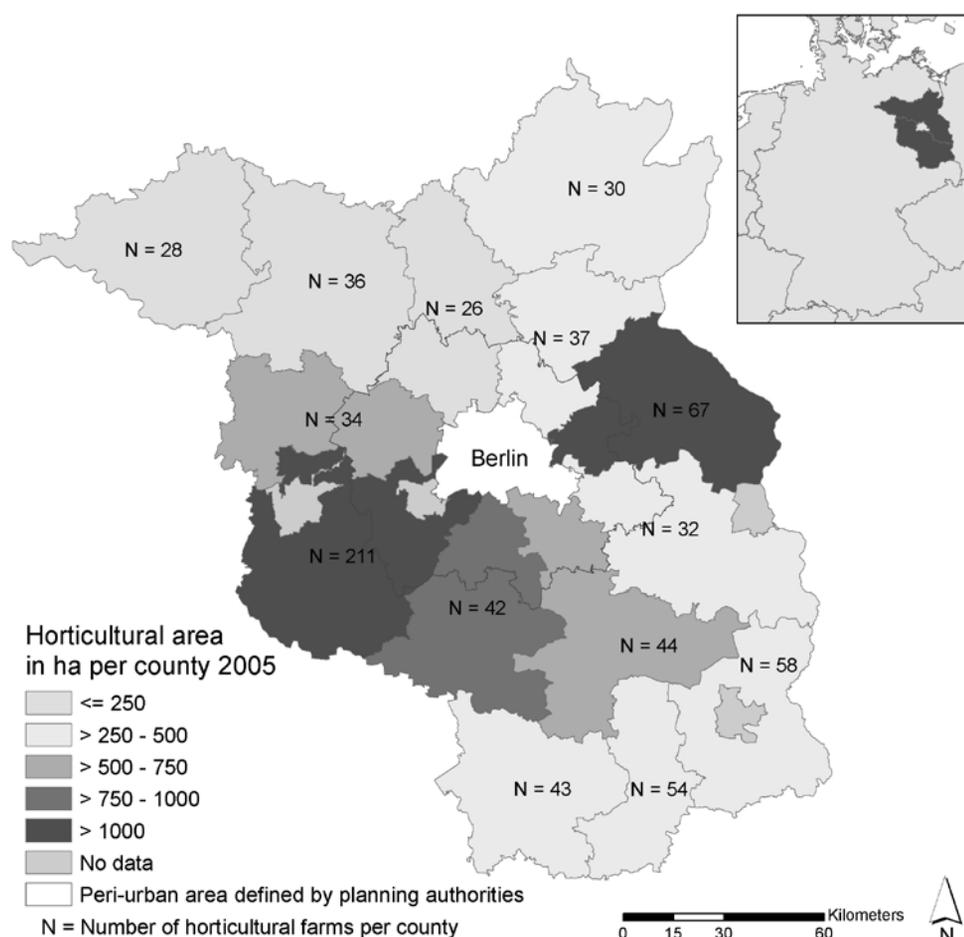


Fig. 1: Number and cultivation area (in ha) of Horticultural farms in Brandenburg per county 2005, Data source: Landesamt für Datenverarbeitung und Statistik Brandenburg, 2006, own illustration.

(36%) and Märkisch Oderland, East of Berlin (17%), both encompassing large parts of the Berlin peri-urban area, although accurate figures are not available¹⁶.

Methodology

To capture in-depth personal insights, this work builds on a qualitative inquiry of a few, very carefully selected prototypical and information-rich cases. This methodology was chosen as the most suitable to explore individual experience and to secure high density information, required for further interpretation¹⁷. To reflect on the presumed heteroge-

neity of the horticultural sector in the region, a maximum variation sampling method, as suggested by Patton¹⁸, is applied to identify recurring and diverging patterns of farm adaptation. Thus, representativeness and generalizability through randomisation and large sample sizes are not the main objective, but rather theoretical saturation through the adequate fit of selected cases¹⁹. Therefore the selection of individual cases is based on the farm-style approach²⁰, which facilitates understanding and operationalization of the heterogeneity of the farmers' socio-economic situations, behaviours and decision-making. This differentiation has already been applied in other Metropolitan areas to explain farm household strategies²¹. Through inductive reasoning from a broad empirical basis of primary agricultural census data, as well as research projects conducted by the Leibniz Centre for Agricultural Landscape Research, we derived a theoretical farm typology framework (see fig. 2). The interviews were carried out with the help of pre-tested semi-structured guidelines to achieve comparability on the thematic issues.

Farm Portraits

On the basis of their characteristics and spatial adjacency to settlement areas, horticultural holdings were selected as representative of a specific farm type. A conventionally producing, larger-scale salad grower was chosen for farm type A. Quite small in size, but with a strong marketing orientation towards neighbouring urban areas, the second holding was chosen to represent the adaptive farm type B. A long-established vegetable grower, who has reduced the size of his production area over time, was regarded archetypically for a phasing-out type C. Finally, type D is represented by a new form of cooperative farming and gardening, which is spreading in and around Berlin. It represents an innovative approach for dealing with the new demands and requirements of urban dwellers and was thus of interest for our study. Figures 3 and 4 show the surrounding land use structure. Table 1 gives an overview of the main structural characteristics of the selected cases.

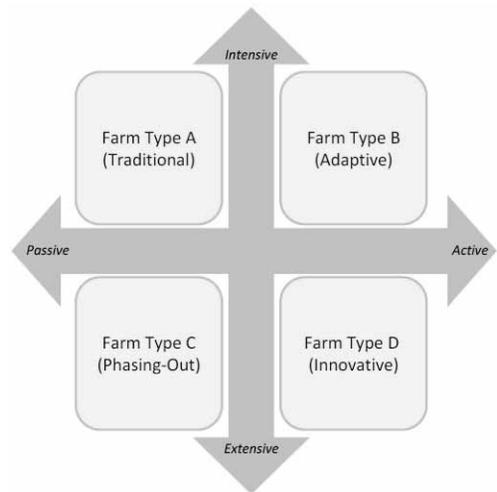


Fig. 2 : Farm Typology Framework, own illustration.

- 14- Landesbetrieb für Datenverarbeitung und Statistik (LDS), *Statistische Berichte – Gartenbauerhebung im Land Brandenburg 2005*, Potsdam, Landesbetrieb für Datenverarbeitung und Statistik, 2006, 71 p.
- 15- Ministerium für Infrastruktur und Landwirtschaft (MIL), *Agrarbericht 2010*, Potsdam, Ministerium für Infrastruktur und Landwirtschaft, 2010, 104 p.
- 16- Landesbetrieb für Datenverarbeitung und Statistik, *op. cit.*
- 17- Attelslander (Peter), *Methoden der empirischen Sozialforschung*, Berlin, Erich Schmidt, 2008, 359 p.
- 18- Patton (Michael Q.), *Qualitative research and evaluation methods*, Thousand Oaks, Sage, 2002, 688 p.
- 19- Bowen (Glenn A.), "Naturalistic inquiry and the saturation concept: a research note", *Qualitative Research* n°8, 2008, p. 137-152.
- 20- Van der Ploeg (Jan D.), "Styles of farming: an introductory note on concepts and methodology", in van der Ploeg (J. D.) and Long (A.), *Born from within: practice and perspectives of endogenous rural development*, Assen, Van Gorcum, 1994, p. 7-30.
- 21- Heimlich (Ralph E.) and Barnard (Charles H.), "Agricultural Adaption to Urbanization: Farm Types and Agricultural Sustainability in U.S. Metropolitan Areas", in Audirac (I.), *Rural Sustainability Development in America*, New York, Wiley and Sons, 1997, p. 283-303.

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

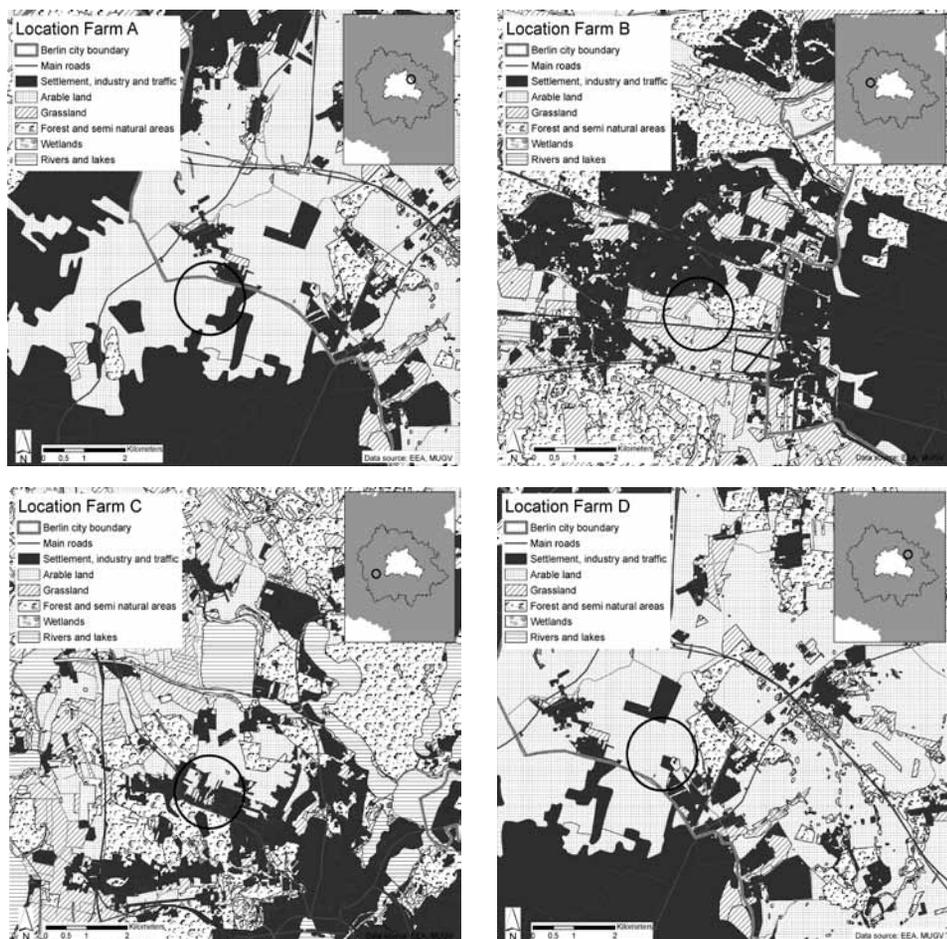


Fig. 3 a-d : Farm Locations.

Traditional Farm (Type A)

“We had to struggle for the first 10 years to remain in this location.” (Farmer A)

The first portrait represents the traditional farm prototype. The conventional salad, herbs and fodder grower is located within the inner fringe of Eastern Berlin, an area of dynamic land use development, urban sprawl and the conversion of allotment gardens for permanent living units. With an agricultural area of about 100 ha (almost exclusively on a tenure basis), it is the most extensive of all the selected farms. It employs seven full-time workers and an additional 30 to 40 seasonal workers.

The peri-urban situation is evaluated differently by the holder. On the one hand, good road access and proximity to the inner city are acknowledged as important factors, even though the farm does not sell products directly to consumers. 60% of the production is delivered to a nearby food processing company. The rest is sold wholesale to fine food businesses in Berlin. In contrast to remote rural areas, the farmer emphasises the opportunities available when providing fresh products on a daily, just-in-time basis. On the other hand, he mentions certain disadvantages, such as mutual conflict with the neighbourhood. In particular, new residents complain about exposure to production and loading-related noise and dust. Farm operations have been disrupted by theft, trespassing, free-running dogs and recreational activities that make intensive use of private agricultural lanes. Higher costs of renting facilities and greater distances to the agricultural area are also noted. Planning security, land scarcity and ownership are not considered an issue. Although rental contracts include termination opportunities in cases of building permission, municipal planning is generally oriented towards farming. However, looking at the overall picture from the farmer's perspective, the disadvantages appear to outweigh the advantages of the peri-urban location. As a typical traditional farm, adaptation strategies to cope with the location within the Metropolitan region are less noticeable. Neither diversification on and off the farm, nor specific urban-oriented production and specialisation are acknowledged. A location change has been considered to escape the difficulties inherent in the peri-urban location, but the farmer felt too established to go ahead with it.

Adaptive Farm (Type B)

“Proximity to the customer is important to get contact and communication.” (Farmer B)

A medium-size holding (ca. 20 ha) located outside a sprawling community North-West of Berlin (distance of 3 km) was chosen to represent adaptive farmers. The hol-

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

ding was established in 1994 with the particular purpose of making use of the consumer potential in the peri-urban location. Most of the agricultural land is rented. Only the farmstead itself is owned. A specialised production of typical regional berries and asparagus are sold uniquely to local consumers through the farm shop. In the wake of recurring food scandals, the farmer recognises a growing interest in regional and natural production. He places great emphasis on communication and consumer trust, although his production techniques are conventional. The peri-urban location is generally favoured by the farm holder and road access and close proximity to urban areas are considered important geographic factors for direct marketing.

Urban proximity is considered less in terms of conflict and more as potential customers. Despite initial expectations by the landowner of additional urban development, at present the producer does not expect any development within the next few decades. He bases his certainty on existing planning regulations which guarantee continuation of agricultural land use. Yet, he abstains from land purchase due to continuing speculation-driven, high land prices. Actively developing the urban market through newsletters, regular farm festivals and attracting new customers, the farm exploits the agricultural opportunities of its peri-urban location. Although no other diversification measures are in place at present, expansion into other activities (e.g. entertainment, gastronomy) is planned. The farm owner cooperates with other, mainly agricultural actors in the fields of pooling with neighbouring farmers and exchange of products to diversify the farm shop offer. Relocation is absolutely out of the question.

Phasing Out Farm (Type C)

“We are not an entertainment park, but a food producer.” (Farmer C)

This portrait gives insights into the third farm prototype – the phasing out model. The organic producer has been in the same location in an outer district of Potsdam, a town close to Berlin, for 50 years. Owning 10 of the 17 ha of agricultural land, the holding has gradually reduced its cultivation area. The overall outlook is insecure, as the farm holder is nearing retirement with no successor in the offing. Still, four full-time employees and two seasonal employees work on the holding.

The peri-urban location is assessed somewhat negatively. While access by car and public transport, and adjacency to the urban consumers are considered as positive factors, from the farmer’s perspective, the direct neighbourhood is seen as relatively conflict-ridden (unauthorised parking, dogs, theft), underpinned by disinterest in agriculture. Moreover, the high cost of municipal services, such as water supply and treatment, as well as street cleaning, are considered as negative factors. Conversion is not expected, as the open landscape has been profoundly valorised and the municipal plans do not in-

tend to exploit land for building purposes. The farm markets its production directly to consumers (70% to organic markets in Berlin, 30% box service, canteen kitchens and own farm shop). Apart from landscape management measures, which contribute only a small amount to income generation, the farm holder is relatively sceptical regarding further diversification measures. Relocation has been considered, but hindered by economic barriers caused by the European Agricultural Policy.

Innovative Farm (Type D)

“The actual production activity is always related to environmental and health education.” (Farmer D)

22- Vandermeulen (Valérie), Verspecht (Ann) and Van Huylenbroeck (Guido), “Perception of Land Scarcity by Peri-Urban Farmers”, in *Proceedings of the 11th Congress of the EAAE The Future of Rural Europe in the Global Agri-Food System*. Copenhagen, August 23-27, 2005, 15 p.

23- Péron (Jean-Yves) and Geoffriau (Emanuel), *op. cit.*

	Farm A (Traditional)	Farm B (Adaptive)	Farm C (Phasing-out)	Farm D (Innovative)
Location	Berlin-Wartenberg	Dallgow-Döberitz	Potsdam-Bornim	Berlin-Falkenberg
Farm area	100 ha rented area	20 ha of rented area (production area)	7 ha rental land	3 ha rented land
Crop Types		0.3 ha self-owned land, (basically farm-stead)	10 ha ownership	
	Salad, herbs, fodder crops	berries, asparagus, sweet corn and pumpkin	fruits, vegetable, fodder crops	Herbs, vegetable, berries, fruits
		1,300 laying hens	30 suckler sheep	
Legal Status	Agricultural enterprise	Agricultural and business enterprise	Agricultural enterprise	Registered Association
Production Mode	Conventional	Conventional	Organic	Organic
Work Force	7 full-time employees	5 full-time and 10 part-time employees	4 full-time employees	30-50 private producers
	30-40 seasonal employees	5-10 seasonal employees	2 seasonal employees	

Table 1: Overview of the selected farm holdings.

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

The last prototype represents farms which have been innovatively adapted to the requirements and demands of nearby Metropolitan areas. An organic garden (“Ökogarten”), which is currently enjoying growing popularity in the area, was selected for the portrait. 30-50 people, organised as a registered association, grow all kinds of herbs, vegetables, berries and fruits. As a non-profit organisation, the main idea behind this type of horticulture is less to do with economics than environment, education, leisure and self-subsistence.

Although they are not yet accepted as agricultural farms, the garden addresses urban dwellers directly. The location on the urban fringe with good access to Berlin’s public transport system is very important as it can be reached easily by the people who work on the farm. The farmers are highly sensitive to the interaction with their urban and agricultural neighbourhood, as they make use of the synergies, i.e. security and farm operation support. They have an extensive network of local actors from politics, nature protection, agriculture and horticulture. While the farm and the social and environmental approach is widely accepted by the neighbouring residents, vandalism and theft is a regular nuisance. However, the concept of the organic garden requires proximity to urban areas, so a move is out of the question.

Discussion and Conclusion

All the cases are located within the peri-urban area and have direct contact with the local housing areas. Mutual conflict with local residents is often acknowledged, but is perceived very differently by the various farm types. Obviously, production intensity has a strong impact on the perceived level of nuisance. Thus, the traditional farm (type A) reports most resident complaints, whereas small-scale, organic producers get along better. More interesting though, holders who interact with the urban neighbourhood in a more open-minded way, such as the adaptive and innovative one, are far less conflict-ridden. They recognise the advantages of proximity to customers and the farm’s integration in the local community. The duration of the farm’s establishment also contributes to acceptance. All holdings are well connected to road infrastructure, which is most appreciated by farms with close social contacts to consumers and user (types B and D). Rather surprising, and in contrast to other findings²², land scarcity, high land prices, land tenure difficulties and planning insecurity are generally not issues for the farmers interviewed. Their trust that they will remain unaffected by urban development is based on the municipality’s comprehensive plan, which in fact only has limited binding force. However, due to low economic and demographic growth in the Berlin Metropolitan region, there has only been moderate suburbanisation pressure in the past. In addition, less space-intensive horticultural holdings are encouraged more than cash crop farmers in order to cope with higher land rents.

Different development trajectories are identified among the farm types. Whereas the

adaptive farm (type B), coming from outside, purposely chose the peri-urban location and focuses production and diversification on the urban market, the phasing-out farm (C) is gradually reducing the agricultural area, seeing farming in the urban fringe as an activity with little promise in the future. However, they all make use of the nearby city, basically selling directly to consumers at the farm shop or in the city's markets. Niche outlets have been developed, like organic production, specific crop types or altruistic combinations for education and health. Yet, the passive types (A & C) have little interest in this potential farm output. In line with observations from other European Metropolitan areas²³, horizontal cooperation with other producers is a frequent, but less strongly pronounced phenomenon among small horticultural holdings to make use of scale economies, and is most prevalent in farm, types B, C and D, but absent with the large producer (type A).

These findings are drawn from an exploration of the horticultural sector in the Berlin Metropolitan region. Based on qualitative information, they are strongly influenced by the researcher's interpretations and need further validation and verification through empirical evidence (e.g. a larger-scale questionnaire survey). However, some conclusions can nonetheless be drawn for the role of the peri-urban location and subsequent adaptation strategies. Horticultural farms assess and respond heterogeneously to the spatial framework conditions. The portraits of prototypical farms contribute to an understanding of the diversity of farming types, their perception of the peri-urban location and decision-making processes regarding adaptation strategies. Negative effects exist, but are outweighed by advantages and opportunities. The adjacent urban area represents a relevant economic factor for the farming activity, its specialisation and diversification as well as for marketing and distribution.

Evidence of Contemporary Challenges for Rural and Agricultural Areas Experiencing Rapid Development Pressures in the Dublin Region

Brendan Williams, Harut Shahumyan, Sheila Convery, Laura Petrov and Eda Ustaoglu

Evolution and Implementation of Agri-Environmental Policy in Ireland

The imperative of facilitating and achieving short term economic growth can lead local and regional policy debates to neglect global challenges including access to food for all and addressing climate change and environmental protection. Land is often taken as a permanently available resource for physical development purposes without due regard to less financially rewarding uses including food production and environmental amenities. This paper explores the policy context for land use in a European and Irish context under the growing pressures of urban development on previously rural areas adjacent to growing cities. This growth pattern is examined with the assistance of advanced urban and regional modelling techniques and agri-environmental indicators. The paper concludes with an examination of the scenario involving a continuation of the current trends in the Dublin Region which is analysed as the most probable to occur in the absence of a substantial policy shift.

The future of our regional and rural environment is frequently the subject of ongoing conflicts, development pressures and policy challenges (COM, 2005)¹. The debate in recently developing economies such as in Ireland and Eastern Europe has tended to prioritise the transition of economies away from agricultural production-based employment towards an industrial and service type economic model. A major balancing factor in policy terms is that relevant national environmental and planning policy is strongly influenced by EU policy in these areas.

In 1986, the Single European Act introduced environmental considerations for the first time as an integral part of European policy processes (Bainbridge, 2005)² and in 1987, the Commission produced a paper on "Agriculture and the Environment" (European Commission, 1999)³. Further, in July 1993, European Union (EU) member states were obliged to send their plans for implementing the Agri-Environment Regulation 2078/92/EEC (thereafter Regulation 2078) to the European Commission (Baldock, 1997)⁴. The Regulation directs that countries should implement schemes for the protection of the European countryside, the costs of which would be shared between the EU and member states on a 50:50 basis (75:25 in Objective 1 areas). The response has varied across the EU, with some countries enthusiastically implementing a great variety of schemes, while the response of other countries has been more subdued (Baldock, 1997; European Commission, 1997⁵).

The principle environmental policy which is enacted through planning legislation in Ireland includes Environmental Impact Assessment (EIA), which has its origins in Directive 85/337/EEC. It provides that the direct and indirect effects of projects on the environ-

ment (including fauna and flora; soil, water, air, climate and landscape, material assets and cultural heritage and the interactions between them) be described and assessed. This policy has been considered inadequate in some cases as it does not take into account the cumulative impacts of existing development or other proposed development. In recent years, the Strategic Environmental Impact Assessment has been introduced, which applies at plan or programme level rather than at project level.

In rural areas, key environmental policies relating to agriculture include the REPS (Rural Environment Protection Scheme) whereby farmers are given incentives to adapt farming methods to enhance conservation outcomes, as well as the Nitrates Directive, which aims to protect water against pollution by nitrates from agricultural sources. This is also linked to the Water Framework Directive (Directive 2000/60/EC), which aims at improving the quality of the water environment and is based on a river basin district approach. It is unusual in this regard as its implementation is not defined by the administrative units and organisational structures but rather by the physical/ecological characteristics of the water systems.

With increasing regulation and the competing concerns for competent environmental management, the development and control system is coming under increasing pressure. Added to this, the high levels of population and economic growth in Ireland from the mid 1990s to the mid 2000s and increasing levels of urbanisation have made management of the peri-urban fringe increasingly difficult. Particular environmental problems arising in these areas arise from increased car dependency and dispersed settlement patterns which are difficult to serve with public transport. Also, inadequate control of single, one-off housing in rural areas has placed increasing pressure on water systems, both waste water and drinking water. Despite the development-led surge of the recent decade, Ireland is still regarded as among the cleanest and most preserved environments EU-wide (EPA, 2004⁶; EEA,

- 1- Commission of the European Communities (COM), *Agriculture Measures: Overview on General Principles, Types of Measures, and Application*, Brussels, European Commission, Directorate General for Agriculture and Rural Development, Unit G-4-Evaluation of Measures Applied to Agriculture Studies, 2005, 24p.
- 2- Bainbridge (Timothy), *The Penguin Companion to European Union*, London, Penguin Books Ltd., 2005, 592p.
- 3- European Commission (EC), *Directions Towards Sustainable Agriculture-Communication to the Council, the European Parliament, the Economic and Social Committee and the Committee of the Regions COM 1999 22 Final, January 1, 1999*, Brussels, EC, 1999, Available From: http://europa.eu.int/comm/agriculture/envir/9922/9922_en.pdf.
- 4- Baldock (David), "Lessons to be Learnt from the Implementation of Regulation 2078/92", in Bennett (G.), *EU Expert Seminar on Agriculture and Natura 2000 Proceedings*, The Hague, Ministry of Agriculture, Nature Management and Fisheries, 1997.
- 5- European Commission (EC), "Report to the European Parliament and to the Council on the Application of Council Regulation (EEC) No. 2078/92 on Agricultural Production Methods Compatible with the Requirements of the Protection of the Environment and the Maintenance of the Countryside", Brussels, DGVI European Commission, 1997.
- 6- Environmental Protection Agency (EPA), *Ireland's Environment 2004*, Wexford, Republic of Ireland, 2004.
- 7- European Environment Agency (EEA), *The European Environment-State and Outlook 2005*, Copenhagen, EEA, 2005.
- 8- European Environment Agency (EEA), *Urban Sprawl in Europe-The Ignored Challenge*, EEA Report No 10, ISSN 1725-9177. Copenhagen, Denmark, 2006.
- 9- Williams (Brendan), Walsh (Cormac) and Boyle (Ian), "The Development of the Functional Urban Region of Dublin: Implications for Regional Development Markets and Planning", *Journal of Irish Urban Studies*, 2010, no. 7-9, p. 5-29.
- 10- Kasanko (Marjo), Barredo (Jose), Lavalle (Carlo), McCormick (Niall), Demicheli (Luca), Sagris (Valentina), Brezger (Arne), "Are European Cities becoming Dispersed?: A Comparative Analysis of 15 European Urban Areas", *Landscape and Urban Planning*, 2006, vol. 77 (1-2), p. 111-130.

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

2005⁷). In 2010, a public debate on the EU Common Agriculture Policy's future, objectives, principles and contribution to the 'Europe 2020' strategy was launched to inform the preparatory work for the decision-making process (http://ec.europa.eu/agriculture/cap-post-2013/index_en.htm).

The links between the richness of the natural environment and farming practices are complex. Inappropriate agricultural practices and land use can also have an adverse impact on natural resources such as pollution of soil, water and air, fragmentation of habitats and loss of wildlife. Therefore, the Common Agriculture Policy has identified three priority areas in order to protect and enhance the EU's rural heritage:

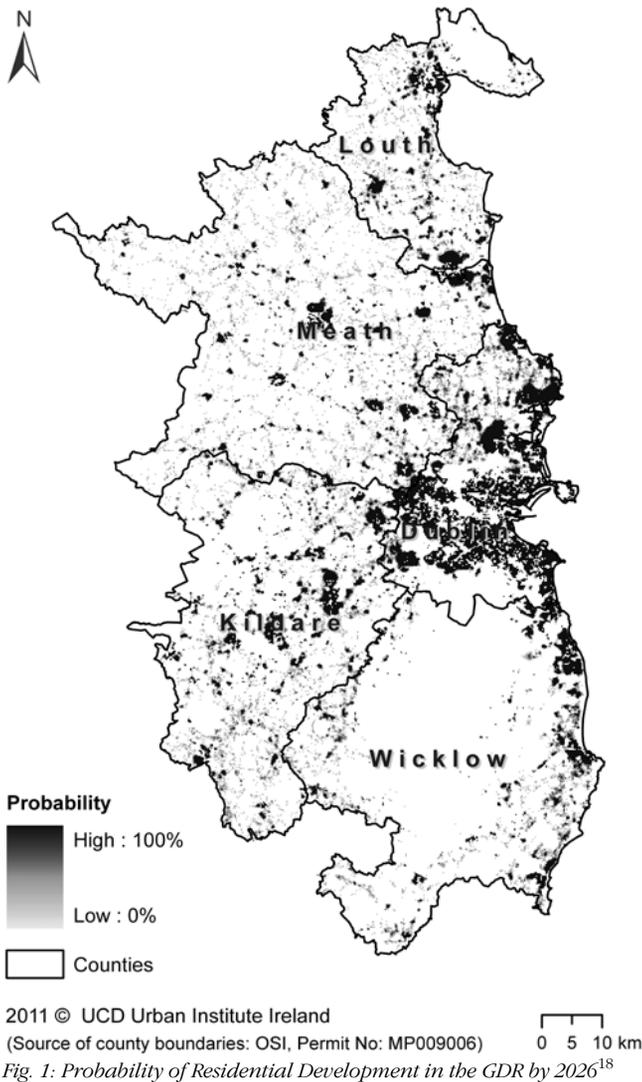
- Biodiversity and the preservation and development of 'natural' farming and forestry systems, and traditional agricultural landscapes;
- Water management and use;
- Climate change issues.

In the light of recent economic and financial crises in Ireland and internationally we are now seeing a return to policies encouraging transitions to organic farming, the production of renewable energy resources and creating employment based on agriculture as a resource.

Urbanisation as a Driving Force in Peri-Urban Change

The growth of cities in Europe has historically been driven by increasing urban populations, and while such pressures are no longer as significant as during the mid 20th century, a variety of factors are still driving urban sprawl (EEA, 2006)⁸. These are linked to consumer demands for new lifestyles in a suburban context, outside the inner city (Williams *et al*, 2010)⁹. The tendency to sprawl has accelerated in response to improved transportation links and enhanced mobility. This makes it possible to live increasingly further away from city centres while attempting to retain the advantages of a city location, and enables populations to live in one city and work in another. Kasanko *et al* (2006)¹⁰ state that the most rapid growth rates for European cities were generally experienced during the 1950s and 1960s and that in half of the cities studied in this paper – *Are European cities becoming dispersed?* –, over 90% of all new housing areas built after the mid-1950s can be described as 'discontinuous urban developments'.

Peripheral expansion of residential urban areas such as occurred in Dublin can be linked to the decentralisation of local commercial activity. During the past four decades, commercial activity has decentralised outwards from central urban to suburban locations. This trend has been most recently exemplified by the movement of offices to su-



urban office parks and decentralisation of state offices. This has had major implications for city transportation systems and has been accompanied by the dispersal of populations to the hinterland of metropolitan regions. This activity results in the rapid development of towns and villages at increasingly further distances from major

11- Sazak (Saduman) "The Role of Landowners in the Transformation of Land affected by the Metropolitan City, Corlu", *Land Use Policy*, 2004, vol. 21(1), p. 21-31.

12- Stadler (Matthew), *Where We Live Now*. Published by: www.suddenly.org, 2008, 485 p.

13- Louw (Erik), Krabben (van der Erwin) and Priemus (Hugo), "Spatial Development Policy: Changing Roles for Local and Regional Authorities in the Netherlands", *Land Use Policy*, 2003, vol. 20(4), p. 357-366.

14- U.S.Department of Agriculture, *Natural Resources Conservation Service 2001, National Resources Inventory: Highlights*. US, Iowa State University, 2000.

15- Wu (Junlie), Adams (Richard M.) and Plantinga (Andrew), "Amenities in an Urban Equilibrium Model: Residential Development in Portland Oregon", *Land Economics*, 2004, vol. 80(1), p. 19-32.

16- Piorr (Hans-Peter), "Environmental Policy, Agri-Environmental Indicators and Landscape Indicators", *Agriculture, Ecosystems and Environment*, 2003, vol. 98, p. 17-33.

cities. The continued decentralisation of employment and population to rural locations along transport infrastructure and the impact of emerging sub centres on urban spatial structure continue to be major features in analyses of the development of major metropolitan areas (Williams *et al*, 2010). The net result of this trend is congested commuting patterns and transportation difficulties including:

- Increased congestion with consequent impacts on transport, population and land use;
- Rapid peripheral expansion with negative results of urban sprawl on the natural environment, including development in inappropriate areas;
- Increased levels of pollution and energy usage leading to reduced environmental quality.

Policies aimed at preventing sprawl continue to be the subject of diverse opinion as to whether growth management works. Part of the debate focuses on the role of land-owners, including agriculture and development interests in the transformation of land affected by metropolitan expansion and leap frog development patterns (Sazak, 2004)¹¹.

The relative decline in direct state involvement in managing development trends compared to stated aspirations in social and economic development projects is apparent internationally (Stadler, 2008)¹². Louw *et al* (2003)¹³ noted the trend in the Netherlands towards a reduced role for local government as land developers and an increasing role for private interests. In parts of the USA, which might be considered as less open to public interventionist policies, concern is evident at the consequences of unplanned urban growth. From the 1970s to 2000, land area occupied by urban and metropolitan areas has more than doubled (US Department of Agriculture, 2000)¹⁴ and this expansion is reported to have accelerated in recent years. This is leading to public support for growth management evidenced in approval of many open space measures being adopted across the USA to protect existing open space (Wu *et al*, 2004)¹⁵.

The MOLAND Model and Application of Agri-Environmental Indicators in the Greater Dublin Region

Piorr (2003)¹⁶ clearly presents the importance of agri-environmental indicators at national and international level for discussion and policy implementation. They provide decision-makers and the general public with relevant information on the current state of affairs and trends in the environment as to how they affect the agricultural sector and rural development. They support decision-makers in better understanding the cause and effect relationship between the choices and practices of farmers and agricultural policy-makers on the one hand and the environment on the other. In addition, they help to monitor and assess the effectiveness of measures taken to promote sustainable agriculture. In this paper we analyse findings from the Plurel and Urban Environment Pro-

ject on development trends in the Greater Dublin Region (GDR) (see Figure 1).

The MOLAND model was developed as part of an initiative by the European Commission's Joint Research Centre in response to the challenge of providing a means for assessing and analysing urban and regional development trends across European Member States (Engelen *et al*, 2007)¹⁷. It comprises two dynamic sub-models with a common temporal increment of one year, but working at different scales:

- At macro scale, the model's input is based on the population and economic activity (number of jobs) in the GDR, for each year of the simulation period. The model then allocates and re-allocates the activities among the sub-regions of the GDR (counties Louth, Meath, Dublin, Kildare and Wicklow) on the basis of competition among the regions for population and jobs.

- At micro scale, the provision for population and economic activities is translated into demand for the various land uses; for example, the population will be accommodated through residential land use types and the jobs will be provided within commercial, industrial and service land uses.

The MOLAND model was adapted and calibrated for the GDR within the scope of the Urban Environment Project (Shahumyan *et al*, 2009a¹⁹; 2009b²⁰). Then, in collaboration with the Dublin & Mid East Regional Authorities (D&MERAs), the MOLAND model was used to generate scenarios illustrating the effects of future policy directions on the GDR (Brennan *et al*, 2009)²¹. The indicators discussed hereafter were calculated for the 'business as usual' scenario, which was constructed following extensive consultations with D&MERAs and stakeholder focus groups for evaluation as part of the Strategic Environmental Assessment process (D&MERA, 2010)²². It explores the consequences of continuing current settlement patterns, whereby actual settlement patterns differ from Regional Planning Guideline policy (Convery *et al*, 2006)²³. The

17- Engelen (Guy), Lavallo (Carlo), Barredo (Jose), van der Meulen, (M.), and White (Roger), "The MOLAND Modelling Framework for Urban and Regional Land Use Dynamics", in Koonen (E.), Stillwell, (J.), Bakema, (A.), and Scholten, (H.), *Modelling Land-Use Change: Progress and Applications*, Netherlands: Springer-Verlag, 2007, p. 297-319.

18- Urban Environment Project (UEP): Decision Support Tools for Managing Urban Environment (Internet), Dublin, UCD Urban Institute Ireland, 2010, Available From: <http://www.uep.ie/>.

19-Shahumyan (Harutyun), Twumasi (Bright), Convery (Sheila), Foley (Ronan), Vaughan (Eilis), Casey (Edward), Carty (John), Walsh (Cormac), Brennan (Michael), "Data Preparation for the MOLAND Model Application for the Greater Dublin Region", UCD Urban Institute Ireland Working Paper Series, 09/04, Dublin, Ireland, 2009a, 37 p.

20-Shahumyan (Harutyun), White (Roger), Twumasi (Bright), Convery (Sheila), Williams (Brendan), Critchley (Martin), Carty (John), Walsh (Cormac), Brennan (Michael), "The MOLAND Model Calibration and Validation for Greater Dublin Region", UCD Urban Institute Ireland Working Paper Series, 09/03, Dublin, Ireland, 2009b, 30 p.

21-Brennan (Michael), Shahumyan (Harutyun), Walsh (Cormac), Carty (John), Williams (Brendan), Convery (Sheila), "Regional Planning Guideline Review: Using MOLAND as part of the Strategic Environmental Assessment Process", UCD Urban Institute Ireland Working Paper Series 09/07, Dublin, Ireland, 2009, 23 p.

22- Dublin and Mid East Regional Authorities (D&MERA), *Regional Planning Guidelines for the Greater Dublin Area 2010-2022*, Dublin, The Regional Planning Guidelines Office, 2010, 388 p.

23- Convery (Frank), McInerney (Daniel), Sokol (Martin), Stafford (Peter), "Organising Space in a Dynamic Economy-Insights for Policy from the Irish Experience", *Built Environment*, 2006, vol. 32, p. 172-183.

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

changing settlement pattern is examined in Figure 1, while the implications of such a change for agricultural lands, if continued, are explored in Figure 2.

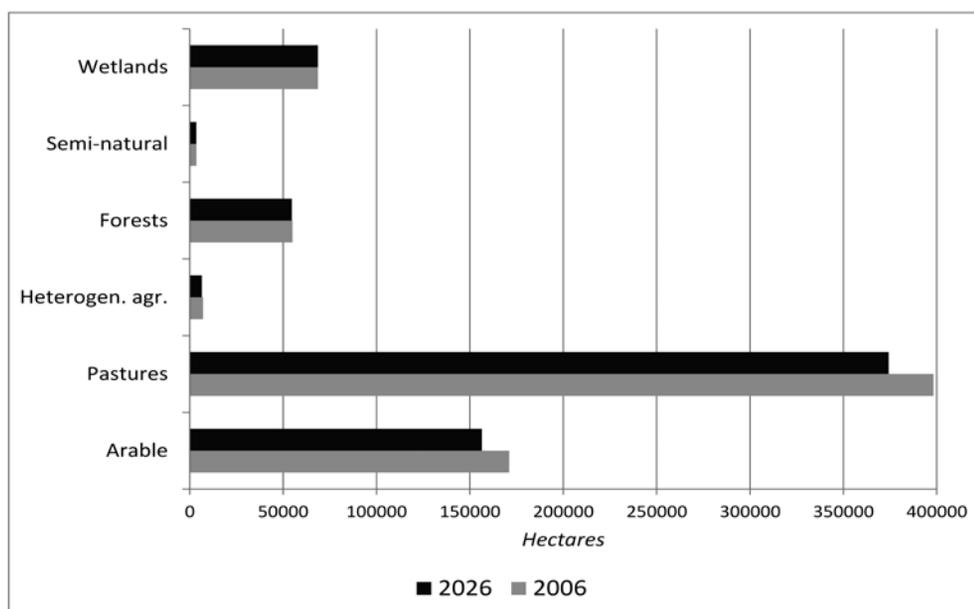


Fig. 2: GDR Natural Land Use Areas in 2006 and in case of 2026 Business as Usual Scenario. Source: Urban Environment Project (2010), UCD.

From Figure 2, it is clear that the greatest future development activity pressures will be on available pasture lands. According to the 'business as usual' scenario, by 2026, urban development in the GDR will mainly expand on pasture (24,000 ha) and arable (14,644 ha) lands. In total, 39,628 ha natural land use areas will be lost in comparison with 2006 figures. Meanwhile, the biggest relative losses are estimated for heterogeneous agricultural areas (9%), followed by arable (8.6%) and pasture (6%) areas.

Analysis of Resulting Environmental Impacts

MOLAND was used to analyse changes in urban green space over a 16-year period. This indicated that most of the losses had occurred in inner city areas, while commensurate gains had occurred in fringe areas. Using projections of the effects of the compact versus dispersed city, it was clear that general biodiversity comes under less pressure in the former scenario, although acute pressure becomes manifest in high value assets such as forest, wetlands, etc. Using the Central Statistic Office's for Regional Population Projections in conjunction with data on protected sites, a continuation of present trends

indicated particular pressure on coastal sites.

Climate change strategies have been included by some of the authorities in the study area. Initially, an analysis of household energy demand for spatial heating was conducted using future climate scenarios to estimate likely changes in per capita demand as temperature increases occurred. Slight reductions in per capita annual electricity and gas demand were projected for the next decade, although more significant reductions (of the order of 10%) in annual per capita gas demand was projected for 2050. Such estimates, however, are likely to be overturned by aggregate increases in energy consumption in the GDR due to population and economic changes. There are also some indications of an emerging spatial cooling energy demand during warmer summers. Data limitations however exist in these areas and it is desirable that a greater range and sectoral breakdown of energy consumption data is available for researchers to address these aspects in more detail in the future.

Such an approach was also coupled with travel energy consumption using the Place of Work Census Anonymised Records (POWCAR) to map each individual's daily work-related journey and to project future changes with the MOLAND scenarios. Major potential reductions in travel-related energy demand were seen, with a dense urban settlement strategy having a 70% advantage over the dispersed settlement alternative.

In conclusion, it is clear from the analysis of urban development in the region that the pressure for dispersed settlement is not being adequately resisted by the planning process. This is resulting in unsustainable development, particularly in agricultural hinterland areas, leading in turn to financial and environmental resource commitments, which are not in the State's best interests in the long term. The quantification of these trends and their spatial expression in this project also provides a useful benchmark against which future policies to contain urban sprawl may be measured. In addition, it is noted that fu-

24 Williams (Brendan) and Convery (Sheila), *Decision Support Tools for Managing the Urban Environment in Ireland*, ERTDI Synthesis Report, Ireland, Environmental Protection Agency, forthcoming in 2011.

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

ture development forecasts focus on coastal settlements, and records indicate increased amounts of flooding in all the areas over a variety of timescales. It is clear that development priorities and short-term growth policies have dominated the management of urban and regional development. This can be seen to present long-term difficulties, both in terms of agricultural production and the quality of the regional environment. In particular, the provision of basic utilities such as water and waste water treatment is a major item of expenditure, and the location of existing and future treatment facilities is a key determinant of performance both with regard to the efficiency (economic and environmental) of the treatment plant itself and its role in providing for sustainable development within the Dublin Region.

The provision of vital waste water treatment facilities requires considerable coordination at both county and regional level. The treatment plants need to be located at suitable sites, and the planning of catchment areas and the most appropriate boundaries relative to existing and future populations is complex. The MOLAND tool has allowed for the effects of settlement strategies to be assessed in combination with the location and capacity planning of treatment plants and should lead to better informed decisions and discussion of alternatives. It is clear that the provision of public utilities is both more complex and more expensive for the dispersed pattern of settlement evolving in the region (Williams and Convery, 2011)²⁴. In conclusion it is evident from the research results that a managed development response will be needed in the near future to avoid the negative environmental consequences of the rapid development-led patterns of recent years.

Les terres agricoles et les espaces naturels face à la ville : le cas d'Oran, Algérie

Abdellah Messahel et Tarik Ghodbani

Introduction

En Algérie, les aspects du développement durable dans le cas des métropoles restent confinés dans le discours. Dans la réalité, les enjeux fonciers rendent aléatoire la préservation des milieux. On assiste à une large consommation de terres agricoles riches et d'espaces naturels fragiles. Dans l'Oranie, plus de 14 000 ha ont été cédés aux extensions urbaines depuis l'indépendance. Le foncier agricole, propriété de l'État dans sa quasi-totalité, constitue le principal pourvoyeur en terrain urbanisable. À la différence des villes méditerranéennes, celles du littoral algérien sont confrontées à l'ambiguïté du statut foncier.

Oran, prise comme exemple d'étude dans cet article, reflète une pression sur le foncier engendrée par une forte demande de terrains à bâtir. Les plans d'urbanisme ont certes protégé les terrains agricoles les plus fertiles, ce qui n'a pas empêché le grignotage d'importantes parcelles. De nombreux espaces naturels ont été déclarés urbanisables, dans un contexte de sécheresse où les sols étaient nus et donnaient l'impression de milieux de faible valeur écologique. Le recul de l'agriculture face à la poussée urbaine se fait souvent dans un climat d'affrontements et de conflits entre gestionnaires, promoteurs, agriculteurs... L'intégration des terrains agricoles dans le périmètre urbanisable et la faible résistance des exploitants sont dues, en plus de la forte pression sur le foncier, à la fragilité de l'activité agricole dans la périphérie immédiate de la ville. Les différentes restructurations qu'a connues ce secteur d'activité ont eu comme conséquences directes le morcellement en unités plus réduites en superficie des exploitations et le caractère précaire de la propriété. À la différence des terrains agricoles, les espaces naturels sont occupés plus facilement du fait de leur délaissement. Ceci dénote le faible enjeu mais surtout la non-prise en considération de la forte dimension environnementale de ce type d'espaces.

Sur la base d'une documentation, d'enquêtes de terrain et d'une cartographie appropriée, nous abordons deux aspects liés à la problématique du développement durable à partir du cas d'Oran : l'étalement et les difficultés de préservation des milieux d'une part, les enjeux et les acteurs dans les extensions récentes d'autre part.

Un développement spatial urbain au détriment des terres agricoles

La ville d'Oran est entourée de terres agricoles. C'est la caractéristique des anciennes villes et anciens villages coloniaux du Tell algérien. La superficie agricole de la wilaya d'Oran totalisait en 1977 82 000 ha dont 4 700 ha (5 %) en terres irriguées. Les communes suburbaines, celles d'Es-Senia et de Bir el-Djir, regroupaient à elles seules 1967 ha en irriguées. Elles vont être le support d'un développement spatial. L'arrière-pays de la ville abritait dans les années 1930 plus d'une centaine de fermes dont l'activité dominante

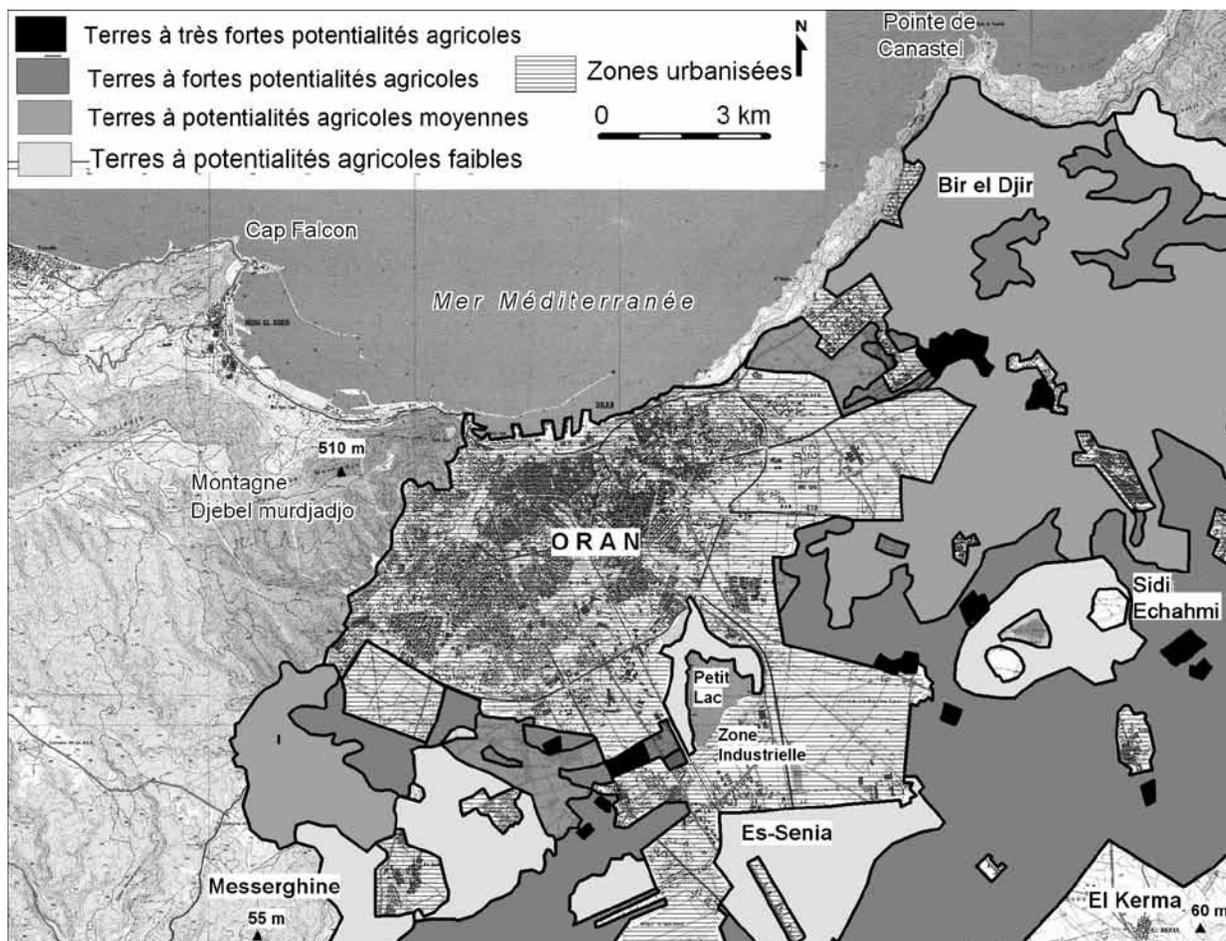


Fig. 1: Répartition des terres selon les potentialités agricoles de l'agglomération oranaise. Source: Ghodbani et Messabel à partir des cartes 1/50 000°, INC (1988) et Bneder (1984).

était la vigne, ainsi que des villages de colonisation tels que Bir el-Djir (ex-Arcole) ou Khemisti (ex-Fernandville). Le poids régional d'Oran dans l'Ouest algérien est important depuis la période coloniale. Ces dernières décennies, cette ville méditerranéenne connaît un développement spatial urbain très soutenu, avec des programmes variés où le logement collectif ou individuel est prépondérant.

1- Les critères de classement adoptés par le bureau d'études public Bneder en 1984 dans l'étude de l'espace agricole de la wilaya d'Oran sont : la pente, la structure et texture du sol et l'irrigation.

Les extensions récentes et la qualité agrologique des terres

La qualité des sols autour de la ville est variable, les analyses du bureau d'études Bneder menées sur les communes du groupement urbain d'Oran ont montré l'existence de quatre catégories de sol¹ : très forte, forte, moyenne et faible potentialité agrologique. Les extensions récentes ont touché sans distinction, à quelques exceptions près, toutes les catégories de sol.

Le rythme d'occupation des terres agricoles et des espaces naturels s'est accéléré entre 1980 et 1990 avec les programmes de lotissements et de coopératives immobilières. Ce phénomène a fait réagir les pouvoirs publics au point que des directives strictes ont été données, parmi lesquelles l'instruction présidentielle n°13 d'avril 1987 sur la protection des terres agricoles ; cependant, aucune directive n'a concerné les espaces naturels. Cette situation a alimenté tout un discours alarmiste autour de l'agriculture. Dans la pratique, aucune action n'est menée pour une préservation ou une utilisation rationnelle de ces espaces voués à une extension urbaine. La période 1990-2000 se caractérise par une faible extension et la mise en place d'instruments d'urbanisme qui orientent les extensions vers les zones est et sud-est de la ville, là où les terres sont en général de faible valeur pédologique ou naturelle. La période actuelle confirme l'extension de l'agglomération sur des terres agricoles principalement, mais par des opérations d'habitats collectifs denses et de grands équipements. Ces opérations se localisent généralement sur les terres de catégories moyenne et faible potentialité. La consommation des espaces pour l'urbanisation durant cette décennie était de l'ordre de 700 ha. C'est la période de fléchissement de l'étalement urbain.

Évolution de la superficie urbanisée dans les extensions récentes d'Oran

Période	Superficie en ha	Moyenne annuelle en ha
1972-1980	1 100	102
1980-1990	2 500	319
1990-2000	700	64
2000-2010	625	62,5

Sources : Image Spot 1990-2010 et divers documents cartographiques.

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

étaient dirigés par un comité de gestion avec un président et un directeur. Dans la pratique, l'autogestion est assimilée à un secteur d'État, divisé en de vastes domaines peu maîtrisables, où les fellahs avaient le sentiment de n'être que des salariés comme dans une entreprise industrielle. En effet, ils n'avaient pas de droit de regard sur la gestion, encore moins sur la prise de décisions. Le manque d'attachement à la terre et par voie de conséquence sa préservation ont facilité l'urbanisation. Le secteur autogéré regroupait quelque 2 000 domaines sur 2,5 millions d'ha. Une restructuration est menée, par l'éclatement des domaines autogérés en domaines agricoles socialistes (DAS), en 1984 par souci d'une meilleure maîtrise. L'ancienne organisation est maintenue sur des surfaces plus réduites. Cette tentative de dynamisation du secteur agricole de l'État n'a pas abouti. Une nouvelle restructuration est menée très peu de temps après, en 1987³. Les 3 400 DAS ont été partagés en 29 556 exploitations agricoles collectives (EAC) et 22 206 exploitations agricoles individuelles (EAI)⁴. Dans le cas des communes du groupement urbain d'Oran, les 12 domaines autogérés ont donné naissance à 30 DAS et plus de 400 EAC et EAI.

Les fellahs concernés ne sont toujours pas propriétaires à part entière des terres qu'ils sont censés exploiter. L'État demeure le seul propriétaire, les bénéficiaires n'ont qu'un acte de jouissance. La résistance face à l'urbanisation devient encore plus faible à cause de cette parcellisation. Le secteur agricole, relevant dans sa majorité du domaine privé de l'État, exploité par de petits groupes de fellahs, a été fragilisé par les différentes restructurations mises en œuvre. Les espaces naturels relèvent du domaine privé ou public de l'État. Dans le premier cas, ce sont des appendices à l'intérieur des anciens domaines autogérés (tels que les espaces proches de lacs salés, type sebkha). La restructuration agraire les a classés en terres excédentaires du fait de leur faible valeur agronomique. Ainsi, ils n'ont pas fait l'objet d'attributions. Ils demeurent dans le domaine privé de l'État sans contrainte foncière quant à leur urbanisation officielle. Dans le second cas, ce sont des espaces relevant du domaine public de l'État (maquis, forêts...), ils font parfois l'objet d'invasion par l'habitat informel. L'accès au foncier face à l'ambiguïté de la nature juridique du sol s'est fait sur des bases conflictuelles entre les différents acteurs. La préservation des terrains agricoles et des milieux non anthropisés, défendue par les pouvoirs publics, n'est qu'un discours ; dans la réalité, l'enjeu est fondamentalement un enjeu foncier.

L'étalement urbain

La quasi-totalité des extensions urbaines de l'agglomération oranaise s'est faite sur des terrains appartenant au domaine privé de l'État. Durant la période coloniale, la consommation des terres agricoles en périphérie pour les besoins nés de l'urbanisation se faisait dans une logique capitaliste de rente foncière, dans une relation ville-campagne classique. Les propriétaires de fermes proches des tissus urbains existants vendaient leur terrain en spéculant ou s'érigeaient en promoteurs fonciers ou immobiliers : c'est le cas

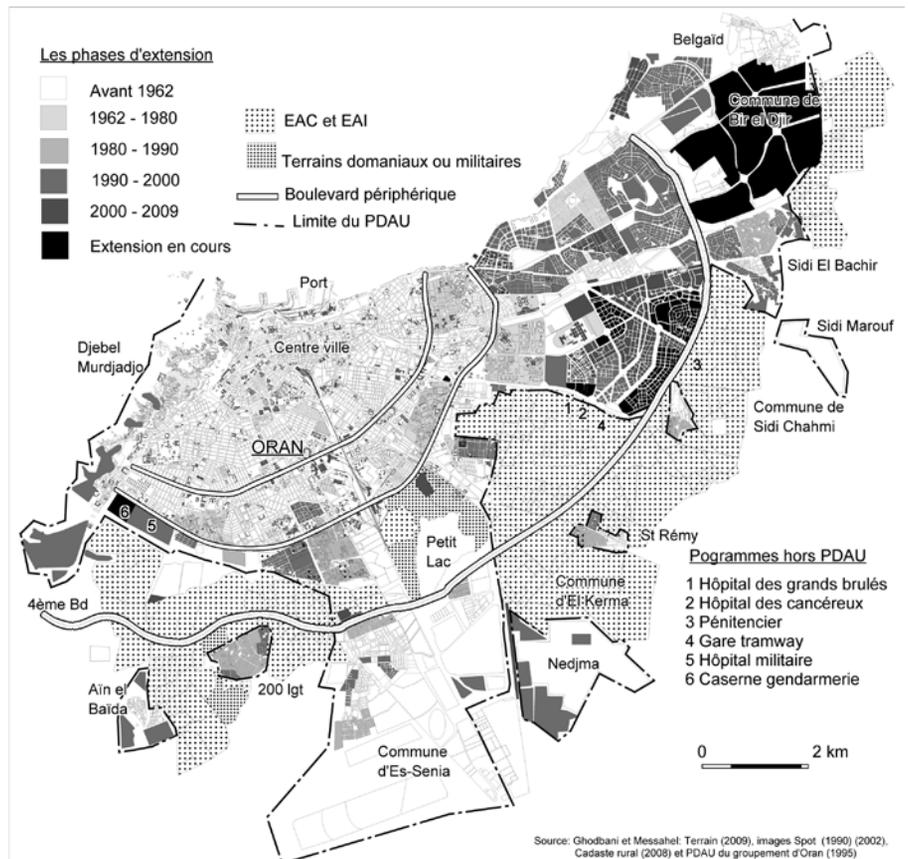


Fig. 3: Les phases d'extensions urbaines de l'agglomération oranaise. Source: Ghodbani et Messabel.

de deux lotissements au sud-est de la ville dont les propriétaires se sont reconvertis en promoteurs : le Parc et Sanchidrian (l'actuel quartier Filaoucene). À l'indépendance, la vacance d'un important parc immobilier va ralentir de manière forte le développement spatial, plus de 16 000 logements sont dénombrés vides au recensement de 1966. Il n'y a pratiquement pas de nouvelles extensions urbaines jusqu'en 1975. À partir de cette date commence la réali-

5- Benjelid (A.) *et al.* Différenciations socio-spatiales dans les nouveaux espaces urbanisés d'Oran, *Revue Insaniyat, Oran une ville d'Algérie*, n°23-24, 2004, p. 7-41.

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

sation des zones d'habitat urbain nouveau, les ZHUN, au nombre de cinq sur un peu plus de 800 ha, pour 20 000 logements. Elles ont toutes été implantées sur des terrains certes agricoles mais limitrophes des quartiers existants. Ce sont les opérations d'habitat individuel dans le cadre de la loi de 1974 des réserves foncières communales qui ont consommé le plus de terrain. Si celles-ci ont été relativement peu nombreuses au début, elles prennent une ampleur sans précédent dès 1986. Elles sont la marque de l'étalement urbain dans l'agglomération oranaise. Développé à partir de noyaux urbains anciens et de la périphérie de la ville, ce type d'habitat va être à l'origine d'une conurbation au détriment des espaces agricoles et naturels. Le processus des extensions urbaines s'enclenche et se continue à ce jour.

Le moteur de la dynamique urbaine se fondait sur un desserrement des habitants de la ville d'Oran (plus de 50 %) d'une part et un apport de population extérieur à l'agglomération d'autre part. Le premier mouvement, celui des Oranais vers les nouveaux espaces, a touché l'ensemble des quartiers ; le second avait pour origine les zones pauvres de la wilaya et des wilayas limitrophes, comme celles de Relizane ou de Tiaret, touchées durement par l'insécurité. Ce dernier, nous le qualifions d'exode. En définitive, les nouvelles zones périphériques ont servi à la fois une mobilité intra- et extra-urbaine⁵. Elles ont connu en une décennie, selon les données de l'Office national des Statistiques (recensements de 1987 et 1998), des taux d'accroissement annuel moyen de l'ordre de 10 % durant la même période, la ville d'Oran affichait 0,49 %.

Les nouvelles politiques du logement depuis les années 2000 sont centrées de manière quasi exclusive sur le collectif dense. Que ce soit par le logement social, le logement social participatif (LSP), la location-vente ou le promotionnel, l'agglomération oranaise continue à soustraire du foncier au secteur agricole. La localisation des grands équipements (hôpitaux, pénitencier, stade olympique, pôle universitaire...) n'échappe pas à cette réalité. Cependant, les nouveaux projets renforcent le rôle régional de l'agglomération. L'étalement urbain n'est pas exclusif à Oran, d'autres villes algériennes connaissent ce phénomène. Les enjeux dans les grands centres urbains du Tell se focalisent autour de la question foncière, sans considération de la dimension environnementale.

Acteurs en présence, enjeux et conflits

La question du développement durable se pose de plus en plus à l'ensemble des pays. La protection de l'environnement et des écosystèmes devient impérative pour le renouvellement des ressources, et ce quel que soit le territoire. Les politiques urbaines sont un atout majeur dans la prise en charge de ces questions. La ville constitue un véritable laboratoire pour identifier les problèmes et pour trouver les solutions d'un aménagement durable. Si dans les villes du nord des actions concrètes se mettent en place dans cette perspective, il n'en est pas de même dans les villes du sud. Ces dernières restent confrontées à des impératifs « colossaux » en matière de logement et d'équipements

socio-éducatifs. Cette situation est à l'origine d'un décalage entre un discours environnemental et des pratiques d'aménagement, souvent décidées dans l'urgence.

En Algérie, la prise en charge du développement durable se base sur un ensemble d'outils récemment adoptés. Cette notion est apparue dans des textes de loi à partir de 2001⁶. Elle ne découle pas d'un consensus national ni de pratiques réelles sur le terrain. Elle reste l'objet d'un discours politique. En effet, la question de l'environnement ne suit pas un mouvement intérieur de prise de conscience, c'est plutôt une volonté de tenir compte de considérations internationales qui exigent de plus en plus la prise en charge des équilibres naturels dans toutes les actions de développement. Cet état de fait se traduit par des actions menées par le niveau central (ministère), rarement au niveau local, alors que ce dernier est incontournable dans l'urbanisation⁷. La mise en place des instruments de planification urbaine (plan d'urbanisme et plan d'occupation des sols) s'est faite bien avant (2000), ce qui constitue un décalage avec toute idée d'un développement durable impératif. Dans les faits, les plans d'urbanisme intègrent la dimension d'un aménagement durable en essayant de préserver les espaces agricoles et les milieux naturels, ce qui a été le cas du PDAU du groupement urbain d'Oran lors de son élaboration entre 1995 et 1998. C'est dans la mise en œuvre de cet outil, à travers les plans d'occupation des sols, que les enjeux locaux liés à l'appropriation de l'espace et la régulation urbaine occultent la dimension environnementale. En d'autres termes, l'appropriation c'est le vécu, même lorsque ce dernier refuse les injonctions du conçu, comme le souligne à juste titre, Henri Lefebvre dans son ouvrage *La production de l'espace*.

Les extensions récentes d'Oran mettent en évidence la difficulté de la concrétisation d'un aménagement durable. Le poids des acteurs et leurs différentes stratégies montrent la faible maîtrise du foncier urbain, alors que ce dernier est la base de l'aménagement.

6- Loi n°01-20 du 12 décembre 2001 relative à l'aménagement et au développement durable du territoire. Loi n°03-10 du 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable.

7- Ghodbani (Tarik), Environnement et littoralisation de l'Ouest algérien, thèse de doctorat en géographie, Université d'Oran et de Paris 8, 2009, p. 226-230.

8- Instruction présidentielle n°13 d'avril 1987 sur la protection des terres agricoles.

Les acteurs et leurs intérêts

Chaque acteur a ses intérêts à partir desquels il développe des stratégies face à l'urbanisation.

- L'État a toujours essayé de préserver les terres agricoles à travers le discours « notre vision de l'urbanisme [...] doit être davantage maîtrisée et élargie, capable de prendre en charge l'ensemble des transformations socio-économiques. Cette prise en charge doit permettre la préservation des terres agricoles...⁸ » Dans la réalité, le segment de l'agriculture dans le développement est marginalisé. Lors du second plan quadriennal (1974-1977), la part des investissements dans le secteur de l'agriculture n'est que de 10,9 %, alors que le secteur industriel avait 43,5 %.

La non-délivrance d'actes authentiques et définitifs par l'État aux fellahs lui sert à maintenir un pouvoir de distributeur d'une rente. Ainsi, il va tantôt brader du terrain en fonction des groupes sociaux, mais surtout des groupes de pression, tantôt bloquer des opérations au nom de la défense des terres agricoles par l'utilisation des instruments d'urbanisme et des mesures d'ordre juridique. Ainsi à Oran : dans un premier cas, les lotissements Si Redouane à Es-Senia et les coopératives immobilières à Bir el-Djir sont des exemples édifiants ; dans un second cas, la non-approbation de certains plans d'occupation des sols, comme le POS 25, ou le refus d'assiettes foncières à des coopératives immobilières sont utilisés. Il n'en demeure pas moins que l'État, pour ses projets qu'il juge urgents, tels que le pénitencier, l'hôpital militaire, la caserne de la gendarmerie, les centres de soins aux grands brûlés, et aux malades du cancer, cède des terrains à hautes valeurs agrologiques et parfois hors du plan directeur d'aménagement urbain.

- Les élus tentent de répondre aux besoins de la population locale en matière de lots à bâtir. Leur stratégie est l'intégration maximum de terrains dans les secteurs à urbaniser. Dans la pratique, c'est un moyen d'enrichissement sans cause, la préservation des terres agricoles n'est pas prioritaire dans leur politique. Certains élus ont été impliqués dans des scandales de passe-droit et de corruption. Un pouvoir considérable dans la distribution des lots de terrain était aux mains des élus entre 1974 et 1990, période des réserves foncières communales. En effet, tout terrain à l'intérieur d'un périmètre urbain quel que soit le propriétaire revenait de droit à la commune, et ce jusqu'à l'avènement de la loi d'orientation foncière de 1990.

- Les exploitants agricoles, spectateurs fragilisés à cause de la non-propriété, s'inscrivent dans une logique de maximalisation de profit. Ils ne sont jamais associés aux processus de décision (programmes urbains, préservation...). Ils montrent parfois de la résistance face aux opérations d'aménagement où ils sont directement concernés. Ceux qui s'en sortent le mieux sont ceux qui tissent des relations avec les groupes de pression (anciens moudjahidines, fils de chahids, détenteurs d'argent...)

et certains éléments de l'administration. Ils font partie, selon le discours de la rue oranaise, de la mafia du foncier.

- Les promoteurs privés, nouveaux acteurs, cherchent à occuper une grande surface, de meilleurs terrains, au moindre coût foncier. Ils ont émergé avec la nouvelle politique libérale. C'est une classe d'affaires soucieuse d'un gain rapide. Les plus puissants exercent des pressions sur l'administration. Ils instrumentalisent les POS et accèdent aux terrains les plus proches de la ville. Ils négocient souvent avec les fellahs pour réduire leur résistance.

- Les bénéficiaires sont à la recherche d'un lot de terrain ou d'un logement. Ils ne sont pas tous égaux face à cette question, ce qui a engendré une différenciation socio-spatiale. Les populations issues de l'exode sont parquées dans des sites naturels à risque, là où il n'y a pas d'enjeux de terres agricoles, comme à Nedjma dans la commune de Sidi Chahmi et Cara 1, Cara 2 dans la commune d'Es-Senia, alors que les couches moyennes et riches issues d'un desserrement de la ville occupent les terres agricoles qui sont les mieux positionnées.

- Les bureaux d'études conçoivent les différents aménagements. Ils sont instrumentalisés en acceptant des programmes de lotissement et de coopérative comme un fait accompli qu'ils intègrent dans les plans en cours de réalisation. Ces derniers sont souvent affectés ou même occupés par des opérations d'urbanisme (urgence des programmes de l'État, coopératives immobilières, habitats de haut standing...). Il y a un décalage entre la dynamique urbaine et la planification.

Ces différents acteurs n'ont pas les mêmes intérêts. Des conflits éclatent parfois et on assiste à des stratégies diverses.

Les stratégies : entre enjeux et conflits

Les extensions récentes autour de la ville d'Oran constituent un enjeu majeur dans le développement socio-spatial de l'ensemble de l'agglomération. Cette croissance ne s'est pas faite dans la vision d'un aménagement rationnel. C'est un développement spatial par à-coups, au gré des conflits entre les intervenants. Ces conflits se règlent en générale par la négociation dont l'issue est incertaine. Malgré leur appartenance au domaine privé de l'État, les terrains d'extension ont toujours produit un cadre bâti marqué par des rapports de force. On relève l'existence de plusieurs stratégies :

Le cas des terres agricoles

- La résistance : une catégorie d'exploitants agricoles met en place une stratégie d'occupation par une agriculture intensive telle que l'arboriculture ou les cultures sous serre, par des pépinières, par des clôtures ou enfin par l'édification de grandes maisons. Des crédits et des subventions dans le cadre du plan national du développement de l'agriculture (PNDA) sont demandés dans la seule perspective de garder le terrain pour une éventuelle opération immobilière à laquelle ils seront associés. Dans le cas de la récupération du terrain par l'État, l'exploitant sera mieux indemnisé du fait des investissements réalisés.

- La récupération : l'État, pour les opérations d'aménagement, a recours à la soustraction des terrains des EAC et EAI. La procédure administrative consiste à la promulgation par le wali d'un arrêté de récupération, sur la base d'une indemnisation. Cette indemnisation est généralement loin de la valeur réelle du terrain. Elle n'est souvent pas acceptée dans les terrains non encore bâtis, car, en fait, la récupération vient entériner des opérations déjà réalisées. Celle-ci est une régularisation foncière dans la perspective d'une mise à jour du cadastre urbain.

- Le désistement : c'est une pratique illégale utilisée pour les programmes de lotissement dans les secteurs urbanisables. Les exploitants agricoles négocient avec la commune, à travers les agences foncières, quelques lots de terrain contre un engagement écrit de renoncement. C'est une indemnisation de fait. Les services agricoles, quoique contre cette pratique, laissent faire ; ils sont assurés dans ce cas que la contestation systématique de chaque opération de lotissement n'aura pas lieu. Cette stratégie de désistement annihile tout conflit. Le recours au désistement a atteint son paroxysme durant les années 1990.

- La compensation : lorsque des exploitations agricoles étaient touchées par l'urbanisation, les services de l'agriculture proposaient d'autres terrains aux concernés. Bien que n'ayant pas le choix, ces derniers négociaient un maximum de surface. Cette stratégie a facilité l'intégration des terres agricoles dans le périmètre urbain. Elle était un moyen suffisant pour contrecarrer la contestation. Actuellement, la compensation a atteint ses limites faute de foncier agricole.



Fig. 4: Exemple de concurrence entre agriculteurs et promoteurs dans la zone du POS 25 (juin 2010). En avant-plan: clôture récente de l'exploitation agricole et occupation nouvelle par de l'arboriculture. En arrière-plan: construction pavillonnaire au milieu des cultures. Logements collectifs en cours sur une exploitation agricole limitrophe. Source: cliché Ghodbani et Messabel.

Le cas des espaces naturels

Une stratégie de substitution : l'occupation des espaces à proximité de sebkha (lac salé)

Considérés comme excédentaires ou abandonnés, ils ne constituaient pas un enjeu foncier, ni pour l'agriculture ni pour l'urbanisation. Nedjma est un exemple pertinent⁹. C'est une extension périurbaine *ex nibilo*, sur des terres appartenant au domaine privé de l'État au sud-est d'Oran, formées de parcelles non partagées lors de la restructuration des domaines agricoles socialistes et de terrains de parcours d'une ancienne jumenterie. Le site urbanisé avait les caractéristiques d'une zone marécageuse propice à une utilisation ex-

9- Messahel (Abdellah), « Une périurbanisation officielle dans un site contraignant : Le cas de Nedjma dans l'agglomération oranaise », *Revue Espace, populations, sociétés*, 2008-1, p. 89-99.

10- Le recasement est une forme simplifiée de lotissement avec un parcellaire sommaire, souvent sans cahier des charges, où les surfaces des lots sont très petites (100 à 120 m²). Il est destiné à la catégorie sociale défavorisée.

11- Initiés avant la loi d'orientation foncière de 1990, les recasements obéissaient à l'ordonnance sur les réserves foncières communales de 1974. Cette ordonnance avait institué le principe que tout terrain à l'intérieur d'un périmètre urbain devait être transféré à la commune qui, elle, le rétrocédait aux utilisateurs.

12- Le prix pratiqué dans le cas de l'indemnisation est au moins dix fois inférieur à celui du marché réel dans cette zone.

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

tensive pour un élevage équin ; la longue période de sécheresse, qui subsiste, lui donne aujourd'hui l'aspect d'un terrain favorable à l'urbanisation et dont la viabilisation semble possible et réalisable. C'est un espace naturel qu'il fallait nécessairement préserver. La qualité médiocre et impropre à l'urbanisation du terrain a été occultée dans un contexte de crise sociale. Répondre aux besoins des populations exaspérées d'une part, faire face aux discours officiels sur la préservation des terres agricoles d'autre part, étaient les deux préoccupations des pouvoirs publics. La contestation populaire d'octobre 1988 a trouvé une réponse dans un vaste programme de recasement sur un site contraignant et vulnérable. Milieu naturel par excellence, sa préservation n'a jamais été considérée. Face à la pression urbaine, déclinée en demande de lots de terrain, et à la difficulté d'occuper les terres agricoles, les pouvoirs publics se sont lancés dans une vaste opération de recasement¹⁰ entre 1988 et 1991 (plus de 7000 lots). Le principal acteur dans ce cas est l'État, en tant que propriétaire et initiateur de la politique du recasement. Les élus se présentent comme acteurs secondaires, et ce malgré le contexte des réserves foncières¹¹. Ils mettent en œuvre la décision de l'État du fait que l'opération est sur leur territoire. Les bénéficiaires issus des quartiers populaires et du monde rural, exclus des programmes de lotissements, se contentent de cette situation d'autant plus que le prix provisoire de cession était symbolique¹².

Le recasement de Nedjma est la conséquence directe d'un choix officiel qui n'a pas intégré dans sa démarche les contraintes environnementales. L'absence d'une politique de développement durable à cette époque a favorisé cette urbanisation. En plus de son caractère de milieu naturel, ce site est confronté à plusieurs risques : la faible topographie, l'imperméabilité des sols et l'absence d'exutoire des eaux de pluie et des eaux usées entraînent des inondations et des stagnations

Une stratégie de laisser-faire : l'occupation de versants boisés

L'habitat appelé précaire, à l'initiative de la population, se manifeste dans la plupart des cas sur des terrains naturels (maquis et forêts) du domaine public de l'État. Espaces inaliénables du point de vue du droit, les quartiers d'habitats spontanés dans l'ensemble du versant sud de la montagne du Murdjadjo sont tolérés du fait de la pression urbaine. Les pouvoirs publics laissent faire dans le souci de préserver la paix sociale. La dimension environnementale est sacrifiée.

Conclusion

Les extensions récentes dans le cas d'Oran, notamment à travers les programmes d'habitat, se sont faites sur des terres agricoles et des espaces naturels que les différentes réformes ont fragilisés. Le discours, notamment à travers la législation, n'a aucun effet

sur leur préservation. Dans la pratique, ce sont les rapports conflictuels entre divers acteurs qui sont à la base de leur occupation. Des stratégies ont vu le jour autour de cette question. Le foncier est l'enjeu majeur pour tous les acteurs de l'urbanisation. Le sentiment d'être non propriétaires chez les exploitants est le facteur aggravant dans la non-préservation des terres agricoles. Les espaces naturels urbanisés quant à eux sont la preuve d'une mise à l'écart de la dimension environnementale dans les actions d'aménagement.

Dans le mouvement de libéralisation que connaît l'économie algérienne, on gagnerait à conforter les agriculteurs par des actes de propriété authentiques. Ceci pourrait atténuer les conflits, préserver et minimiser la consommation des terres agricoles. Les milieux naturels à risques devraient être protégés. Les outils d'aménagement existants seront plus efficaces s'ils intègrent davantage dans leurs démarches mais aussi dans leurs mises en œuvre la dimension du développement durable des territoires.

The Right to food and urban agriculture

A critical Review of the Struggle for the Right to Food

The Case of the City of Kampala

Francesca Demuro

Introduction

Many cities around the world aim to achieve the title of world class city, with impressive architecture, buildings, elite billionaire residents and massive shopping centres. National and international investment has focused on the built environment to attract funds from the financial market because cities are the focus of a country's economic growth and the central point of the global economic system. For the same reason, global capital has become a key decision-maker in what a city should become. Unfortunately, not enough resources have been allocated to improving the living conditions of the urban poor. Many cities have become unwelcome places for these immigrant and agricultural refugees who migrate with the hope of improving their lives. A key trend in urban life between 1950 and 2000 is that the population of low and middle income countries is now mostly urbanised. The UN forecasts that the urban population is set to increase from 46.6% in 2000 to 69.6% in 2050, with 67% living in developing countries alone¹. However, for many of these countries, economic growth has not kept pace with the fast rate of urbanisation. Therefore, most of the people that move to cities will simply join the urban poor and slum dwellers that have to compete with millions of other urban poor to access the limited resources available². Very few of them are able to find a stable and rewarding job, and most of them have to battle daily with city authorities and obstacles such as lack of proper housing, total deficiency in services and infrastructure, and limited access to good nutrition and fresh food.

Because urban dwellers have to buy most of their food from city markets, their food security is almost totally dependent on their cash income (mostly earned through insecure, unstable jobs in the informal economy). Most of the time, urban dwellers, even if earning relatively higher incomes than the rural poor, do not earn enough to sustain their livelihood or that of their household, due to higher food prices and the need to purchase other goods and services (e.g. housing, education, health, etc). For all these reasons, the urban poor face violations of basic fundamental human rights almost daily, including the Human Right to Food³.

Human Rights and the Right to the City

Human Rights are recognised under international law as universal, indivisible and inalienable, but unfortunately we are still very far from the universal protection of all individuals and the respect of basic human rights. Is there an alternative to the world's urban inequalities and how can we achieve decent living conditions for all in urban areas?

The concept of the Right to the City is the vehicle that could combine urban development with social inclusion and justice. As David Harvey points out:

"The right to the city is not simply the right to what already exists in the city, but the right to make the city into something radically different. When I look at history, I see that

cities have been managed by capital more than by people. So in this struggle for the right to the city there is going to be a struggle against capital.”⁴

The Right to the City, developed in 1968 by Henri Lefebvre in his book *Le droit à la ville*, focuses on the need to reshape the power struggle behind the process of creation of the public realm, with more emphasis on the urban population than on capital. For Lefebvre, the city is an œuvre, a work of art created by all citizens, which has been alienated and expropriated by capitalism and economic interests, and where urban spaces “are being created *for* us rather than *by* us.”⁵

Many urban dwellers live in informal settlements that are not recognised on city maps and are therefore invisible to city authorities. The Right to the City is both the battle of this 'invisible' people in demanding a place where they can live with dignity and the attempt to overcome the alienation of urban spaces through the permanent public use of land. The Right to the City is not just a right to have access to spaces but is “the right to freedom, to individualisation in socialisation, to a home and to a place to live.”⁶ The Right to the City is a vehicle for urban change at grassroots level because it empowers urban dwellers to define their needs and to claim their rights for an equal and inclusive city.

Many societal changes have taken place since the formulation of the Right to the City in 1968, especially in relation to the formulation of ‘agent of change’. Over the years, the working class has been weakened by the hand of capitalism and has abandoned its role as a strong political player. However, the battle has been taken forward by activists, intellectuals and militants that have continued to promulgate the Right to the City as a collective movement⁷. For this reason social movements can be considered as the agent of change.

It is fundamental to correlate the presence of social movements with political institutions in order to drive forward the struggle for the Right to the City that would transform the claims into specific public policies. As Borja explained so well⁸:

1- UN World Urbanization Prospects: The 2007 Revision Population Database, available at <http://esa.un.org/unup/index.asp?panel=1>.

2- UN-Habitat, OCHA/IRIN, *Tomorrow's crises today: the humanitarian impact of urbanization*, IRIN publications, 2007, 112 p.

3- Cohen (Marc. J.), Garrett (James, L.), *The food price crisis and urban food (in)security*, Human Settlements Working Paper series, Urbanization and emerging population, issue 2, IIED and UNFPA 2009, 39 p.

4- Harvey (David), *The Right to the City as Alternative to Neoliberalism*, David Harvey at the World Social Forum, Belem, 2009, quote p. 1 available at www.hic-net.org/news.php?pid=2953.

5- Mitchell (Don), *The Right to the City: Social justice and the fight for public space*, The Guildford Press, New York, London, 2003, quote p. 18, 270 p.

6- Lefebvre (Henry), *Right to the City*, English translation of 1968 text in Kofman (Eleonore), Lebas (Elizabeth), (editors and translators), *Writings on Cities*, Blackwell Publishing, 1996, Oxford, quote p. 174, 250 p.

7- Sugranyes (Ana), Mathivet (Charlotte), (editors), *Cities for all. Proposal and experiences towards the Right to the city*, Habitat International Coalition, 2010, Santiago, Chile, 331 p.

8- As reported by Mathivet (Charlotte), *The Right to the City: Keys to Understanding the Proposal for “Another City is Possible”*, in Sugranyes (Ana), Mathivet (Charlotte), (editors), *Cities for all. Proposal and experiences towards the Right to the city*, Habitat International Coalition, 2010, Santiago, Chile, quote p. 24, 23-29 pp.

9- Narula (Smita), *The Right to Food: holding global actors accountable under international law*, in Columbia Journal of Transnational law, vol. 44, 2006, p. 691-800.

10- Herrera-Flores (Joaquín), *La reinención de los Derechos Humanos*, Colección Ensayando, Publidisa, 2008, Andalucía, Spain, 222 p.

“The development and legitimisation of civil rights depends on a threefold process:

-A cultural process of explaining the hegemonic values that underlie the basis of these rights;

-A social process of civil mobilisation to legalise and create the mechanisms and procedures to guarantee and make effective these rights; and,

-A political-institutional process to formalise and consolidate these rights and to develop policies to implement them”.

The Right to the City is an approach towards the level of urban change that would enforce all the human rights that already exist, with social movements as key actors and agents of change.

The Right to Food: Achievements and Limitations

In the last two decades, the Right to food has found recognition in some national constitutions (around 24 countries). However the Right to food is still far from being internationally protected and perpetuated. Why is this so?

The international human rights legal framework is strictly State centric. States alone are responsible for the protection of human rights within their borders, and therefore responsibility towards individuals outside these territorial boundaries is still extremely unclear⁹. Moreover, state responsibility with regard to non-State actors is vague and weak under international human rights law, and they cannot be held responsible or protected in the case of human right violations.

Herrera-Flores argues that Human Rights are a set of abstract duties externally imposed and disconnected from the struggle for human dignity contained in social movements.¹⁰ Human rights serve more to condemn acts that are impossible to justify (e.g. genocide) rather than to support people in their battle for better living conditions and the assurance of their human dignity. The frustration that emerges from social movements is due to the contradictions that arise from human rights recognised *de jure* but not *de facto*. The Right to food is disconnected from the realities of the one billion hungry people in the world and the political and economic causes. The introduction of the Right to food in national constitutions is important but not sufficient to guarantee its implementation and protection at both national and international level. Only by focusing on the fundamental needs of every human being, which are also at the centre of civil society and social movement claims, will we be able to satisfy the real rights and needs of the individual.

For all these reasons, the inclusion of the Right to food within the Right to the city framework is fundamental. Thus, the Right to food can be embraced by social movements and resurface as a right that belongs to people. Community-based organisations, self-help groups and social movements have increasingly taken the lead in responding to increasing urban challenges due to the inability of the State to provide suitable and long-term solutions.

Multifunctionality of Urban Agriculture and the Social Use of Food

Urban agriculture (UA) is developing in every corner of the globe and, in line with the Right to the City framework, it has become a social movement whereby urban dwellers are reclaiming their Right to food.

The growing consideration that UA is receiving internationally can be linked to both the increased concern for the negative social, physical and environmental effects of the modern global food system and to the issues of food security in urban areas.

UA has an inherent idea of the social use of food that is contrary to the idea of commodification of food imposed by the modern global food system. The idea of a social use of food is based on the re-equilibrium and re-distribution of access to resources such as land, water and seeds for the urban population.

Urban agriculture is not just a simple method of securing a household's livelihood, but is "intrinsically diverse, as well as forming part of a wider movement for societal change, whose diversity is also its strength"¹¹. UA is multifunctional: it can be educational with institutional gardens run by schools, prisons and hospitals, or it can support the management of a city's biodiversity and landscape. Because UA is mostly driven forward by organised groups (associations or co-operatives), it facilitates the social inclusion and empowerment of its members. The multi-functionality of UA is also its biggest strength: it helps to reduce poverty and to increase social inclusion and integration, which are essential preconditions for individual and community empowerment, supporting the successful achievement of the Right to food. Urban community gardens, for example, are not only an important contribution to the livelihood of urban farmers, but also an attempt to reorganise urban space through new forms of social practices. Much of the evidence collected strongly supports the notion of the fundamental impact of UA on urban households' food security and the general food supply of cities. Urban agriculture mainly provides perishable fresh food



Image 1: View of Kampala from the top of one of the hills on the outskirts of the city (author: Michael Shade, 2006).

11- Van Veenhuizen (René), *Introduction, Cities farming for the future*, in van Veenhuizen (René) (editor), *Cities Farming for the future – Urban agriculture for Green and Productive Cities*, RUA Foundation, IDRC and IIRR, 2006, Leusden, the Netherlands, quote p. 4., 458 p.

12- In cities of Asia and Africa most of the perishable products are brought to urban markets from distances of maximum 30 or 20 km.

13- FAO, *Livestock keeping in urban areas. A review of traditional technologies based on literature and field experience*, 2001, 62 p., available at www.fao.org/docrep/004/y0500e/y0500e00.htm.

14- Livestock can be easily sold in cases of sudden need of cash (for medicines or schools fees).

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

(fresh vegetables, milk, fish, meat, etc), which is particularly rich in vitamins and proteins and is fundamental in a healthy diet. The proximity of these perishable agricultural products to urban markets also helps to preserve the products' quality, especially in areas that lack refrigerators or proper storage facilities¹².

Livestock husbandry and production activities are also an important aspect of the food supply role of UA. For many years, keeping livestock in cities has been regarded as a problem and a sign of poverty and backwardness¹³, and for this reason its potential in urban areas has been underestimated and under-studied.

The reasons behind engagement in urban livestock activities are more or less the same as for urban agriculture: mean of survival, contribution to food security, an opportunity for income and employment or for extra cash. Livestock is also a major asset for the urban poor that do not have easy access to credit or national social security programmes¹⁴.

Due to lack of research and understanding of the potential health risks associated with poor hygiene and sanitation that often accompany urban livestock husbandry in poor areas, the activity is still considered a nuisance by many urban residents, and therefore remains largely unregulated or banned by city municipalities. It would be better for governments and city authorities to carefully regulate the activity, however, to guarantee the necessary health and safety standards with the support of academia and research institutes.

The City of Kampala

Kampala is the capital city of Uganda with an estimated population of 1,770,000 inhabitants (2008). The city has an average annual growth rate of 7%, with only 31% from the internal birth rate. About 45% of the country's urban residents live in the capital. The po-

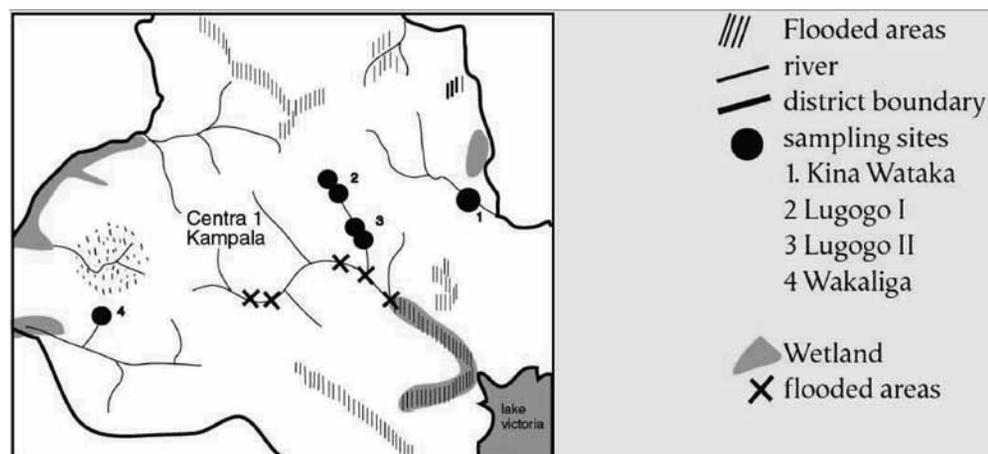


Image 2: Nabulo, Grace (2004), "Gender analysis of Urban Agriculture in Kampala, Uganda", available in RUAUF Urban Agriculture Magazine, May 2004.

pulation of Kampala is expected to grow to 2.1 million by 2017¹⁵. The capital is divided into 5 divisions, 4 of which have around 25% of peri-urban areas featuring agricultural activities.

The capital of Uganda is the focus of the country's industrial and economic development, making it attractive for rural migrants in search of job opportunities. The rapid urbanisation has not been followed by economic growth, and the city has experienced major problems of informal urban settlements, poor sanitation, traffic congestion, etc. In particular, during the years of economic and spatial growth, the city expanded in all directions into vacant or agricultural land. Kampala is built on hilly terrain, mostly surrounded by swamps, and the urban spread has also invested former wetland areas, mainly with unplanned residential areas or slums where most of the internal migrants go and live. These areas are the most likely to be flooded.

UA in Kampala

UA activities in Kampala have always been related to food security strategies and the alleviation of hunger, and have consequently been directly linked to the absence of epi-



Image 3: Cultivation of matooke close to houses in a peri-urban area of Kampala (fieldtrip MSc Development Administration and Planning 2010, UCL, London, author: Francesca Demuro).

15- Giddings (Stephen W), *The land market in Kampala, Uganda and its effect on settlement patterns*, International Housing Coalition, 2009, Washington, 31 p.

16- Jamal (N), 1985, *Structural Adjustment and Food Security in Uganda*, in World Employment Programme Research Working Paper (ILO), no. 73, 1985, Geneva, 69 p.

17- National Development Plan 2010/11-2014/15, Republic of Uganda, 441 p. available at www.npa.ug.

18- Nuwagaba (Augustus), *Overview of urban agriculture: a Ugandan case study*, Makerere Institute of Social Research, 2003, Kampala, 14 p.

19- Kiguli (Juliet), *Gender and coping strategies for access to land for Urban Agriculture*, workshop on gender and urban agriculture, Ghana 19-24 September 2004, quote p. 7, 18 p.

20- Lee-Smith (Diana), *Urban Food production in Kampala: community perceptions of health impacts and how to manage them*, in Cole (Donald), Lee-Smith (Diana), Nasinyama (George), *Healthy City Harvests: Generating evidence to guide policy on urban agriculture*, International Potato Center (CIP) and Makerere University Press, 2008, Lima, Peru, 17-29 pp.

21- Nuwagaba (Augustus), Kyamanywa (Charles), Kiguli (Juliet), Atukunda (Gertrude), Mwesigwa (David), *Improving urban poor's access to land for (peri)urban agriculture in Kampala City*, Makerere University, 2005, Kampala, Uganda, 118 p.

22- Kiguli (Juliet), *Gender and coping strategies for access to land for Urban Agriculture*, workshop on gender and urban agriculture, Ghana 19-24 September 2004, 18 p.

23- Nuwagaba (Augustus), Kyamanywa (Charles), Kiguli (Juliet), Atukunda (Gertrude), Mwesigwa (David), *Improving urban poor's access to land for (peri)urban agriculture in Kampala City*, Makerere University, 2005, Kampala, Uganda, 118 p.

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

sodes of severe famine and malnutrition that the economic decline could easily have led to¹⁶.

Most of the urban dwellers in Kampala do not have a stable job. Food produced within the city boundaries accounts for around 50% of total food consumption of low income families¹⁷. UA activities grew to fill the gap between lower salaries and the escalating cost of living due to rising inflation, the deepening economic crisis and the consequent decline in job opportunities. These are also the causes of the persistence of (illegal) UA activities during the decades that made it the core of the city's lively informal economy, providing 66% of jobs and 60% of the food available for Kampala back in 1995¹⁸.

30% of the population (of which 60% are women) in Kampala is engaged in household farming of small plots of around one acre. The type of UA is "subsistence mixed farming"¹⁹, categorised in a few typologies: commercial, food self sufficiency, food security and survival, the latter two being the most important²⁰.

Kampala's two main activities are crop cultivation and livestock keeping. 79% of the farming population is engaged in crop cultivation (mostly cassava, sweet potatoes, beans, maize, matooke and yams).

The remaining 21% is involved in livestock keeping: 12% in poultry, 6% cattle and zero grazing, 2 % goat and pigs, and the remaining 1 % engaged in various activities such as rabbit keeping, mushroom farming, aquaculture and rice cultivation.

UA in Kampala takes place in open spaces and on public and private land that is mostly underdeveloped. Over 55 % of the urban land is used for some form of UA²¹ and about 50 % of the city's households are engaged in these activities. 70% carry out activities in their backyard or by the roadside on land covering less than 1 acre; 5% work on around 5 acres of land; 2% use institutional land (mostly in schools); 10% have about 2 to 3 acres, and 13% don't have any land at all²². In addition, it is important to stress the high insecurity of these 50% of households in connection with their access to land. In fact, around 46% of these people are squatting on the land they use, 34% are borrowing the land, 11% are using inherited land, 5% are renting and 4% are in co-ownership²³.

Livestock activities have always been important for the urban population in Kampala and have grown over the years. On the other hand, they have always been of some concern to the local authorities due to the risk of the spread of animal diseases to the population at large.

Livestock production may be carried out by different social groups and by both middle class and poor households. One of the major justifications given by the urban poor for participating in livestock production activities is for its lucrative character (more profitable than crop production) and the limited availability of land. The uncertainty in which many of Kampala's livestock keepers live is considerable: generally, they do not own the land and can be evicted at any time. They also tend to focus the bulk of their production

on specific times of the year, which provides them with flexibility but also increases the uncertainty of their food supply during the rest of the year. A survey carried out to document the status of poor livestock keepers in various districts of Kampala indicated that for 25% of the households questioned, livestock was their primary source of income, with over 40% of female heads of households giving the same answer²⁴.

The Process of the Legalisation of Urban Agriculture

Following years of crop destruction and harassment by the city's law enforcement officials, policy-makers and urban planners began to recognise the role of UA in supporting the overall economy and subsistence of the capital of Uganda. In 2005, the Mayor of Kampala signed the five City ordinances in which the municipality recognised the right of urban residents to conduct UA activities within the city.

This legalisation process was underpinned by both research and politics. The research that had been conducted in Kampala was fundamental in laying the foundations for the subsequent political interventions. Studies carried out from the 1980s attracted the attention of international NGOs regarding the link between urban farming and food security, and some NGOs (CGIAR and IDRC) launched a more coordinated research programme on UA. In 1999, following mounting evidence and pressure from some local political actors, Kampala City Council (KCC) decided to review the local regulations in favour of UA activities. However, the first attempt to introduce by-laws was considered with disfavour and the process went no further due to the urban farmers' lack of participation in the formulation of the new regulations.

In 2002 the Health Coordination Committee (HCC) was created as an alliance of members of the public, civil society and academia, and it later became the Kampala Urban Food Security, Agriculture and Livestock Coordinating Committee (KUFSAALCC). The HCC became the key



Image 4 (4a & 4b): Livestock keeping in the streets of Kampala (fieldtrip MSc Development Administration and Planning 2010, UCL, London, author: Francesca Demuro).

24-Ishagi (Nelly), Ossiya (Sarah), Aliguma (Lucy), Aisu (Charles), *Urban and Peri-Urban Livestock Keeping among the poor in Kampala City*, Report prepared for NRI, Ibaren Konsultants, 2002, 97 p. available at www.dfid.gov.uk/R4D//PDF/outputs/ZC0201e.pdf.

25- Cole (Donald), Lee-Smith (Diana), Nasinyama (George), *Healthy city harvests: Generating evidence to guide policy on urban agriculture*, CIP/Urban Harvest and Makerere University Press, Lima, 2008, 250 p.

26-Hooton (Nicholas), Lee-Smith (Diana), Nasinyama (George), Romney (Dannie), *Championing urban farmers in Kampala: Influences on local policy change in Uganda*, ILRI Research Report No. 2, 2007, Nairobi, Kenya, 97 p.

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

link between urban farmers, researchers, and politicians. In particular, HCC created linkages with urban farmers and was able to assess their perceptions of the review process of the legal status of urban agriculture activities through participatory appraisals. Thus, urban farmers were finally able to see their views included in the first draft of the related city legislation²⁵.

The five new City Ordinances that legalise and regulate UA activities in Kampala were introduced in 2005. They include UA, meat, fish, milk, livestock and domestic animals. The City Ordinances are a set of rules created to ensure that the activities respect the health and safety of both farmers and consumers. To facilitate the implementation of the new regulations, KUFSAALCC and KCC created Ordinance guidelines that were translated into local languages and distributed to urban farmers.

The creation of the UA Ordinances in Kampala created a milestone that was achieved without any national guidance or policy, thanks to the collaboration between urban farmers, academia and local/international organisations. Following the example of Kampala, Uganda's Ministry of Agriculture, Animal Industries and Fisheries is said to have launched a review of national laws to extend greater legalisation of urban agriculture nationwide²⁶.

The consistency of urban farmers' behaviour was fundamental in attracting the attention of researchers who understood the importance of UA for the urban (poor and non poor) population. The research and evidence collected was invaluable in supporting the claims that led to the change in approach of local politicians. In addition, urban farmers' self-confidence was boosted thanks to the growing acknowledgement of the importance of their activities regarding the city's food supply, and as a result, they organised themselves into the Kampala District Farmers' Association (KADFA).

Conclusion

The use of the Right to the city as a theoretical framework highlights the limits inherent in the Right to food. The Right to the city focuses on the empowerment of individuals and the strength of social movements as agents of change, which is what the Right to food lacks. The Right to food has been part of a body of inalienable Human Rights of the individual, and the focus of many international declarations. However, the legal recognition of human rights does not necessarily lead to recognition *de facto*. The acknowledgment of human rights, even if important, is not necessarily the starting point to guarantee a more equitable life for everyone. Such recognition does not take into account the diversity of human needs, but tends to lump them together, reducing them to a batch of rhetorical claims. On the contrary, the starting point has to be the recognition of the basic needs of every individual, which are at the centre of the claims of civil society and depend on the cultural environment in which they live. Only in this way can Human Rights represent the struggle of humanity for the social realisation of human

dignity based on its diversity. That is why, 62 years after it was first recognised, the Right to food has been included in the Constitution of only 24 countries. Like all fundamental Human Rights, the Right to food is disconnected from the realities of the struggle for the re-appropriation of the basic need for food. In reality, the struggle for the Right to food starts at the bottom and is carried by the urban poor, women, community-based organisations, social movements and so on. These are the actors who represent the fight for the social use of food that focuses on the use of natural and human resources which respond to human needs.

UA finds a natural fit in the Right to the city's claim for the use of urban spaces that meet people's needs, reclaiming its physical and political space in cities. UA is the recognition *de facto* of the Right to food, but its growing international acknowledgment is insufficient. What is fundamental is the recognition of the wider movement for social change that is intrinsic to UA, while supporting the scaling-up of these activities especially, but not exclusively, in developing countries.

Kampala's UA experience provides a concrete example of how the scaling up of bottom-up approaches to the drafting of policy interventions in favour of the urban poor population is possible. In Kampala, only civil society was able to develop the crucial links between the urban poor farmers and the political powers which culminated in the drafting of new ordinances.

The case of Kampala provides an example of a threefold process that, as Borja indicated²⁷ leads to the progress and legitimisation of civil rights, as well as economic, social and cultural rights. Looking at the Kampala case, we can see how the research and evidence collected played a major role in the cultural process; urban farms, in conjunction with certain organisations (KUFSAALCC) were fundamental in mobilising civil society in a social process. And finally, the political process, represented by KCC, played a key role in formalising the UA activities into City Ordinances.

27- See note 8.

Social Organization for Urban Agriculture in Bogotá: the Struggle for Food Sovereignty in the Context of Food Crises and Climate Change

Diana Salazar

Food Sovereignty, Food Crisis and Climate Change

The concept of food sovereignty refers to the “power and capacity of people to decide what, how, when and how much food they produce and consume...”¹ In the current food system, food is seen as a commodity, its cost depends on availability and demand, and its value can be affected by speculation. Under these circumstances, food is yet another product managed by the economic system. It is not possible for everyone to decide what, how, when and how much food to eat or produce, since these options will depend, among other things, on their income. Beyond these underlying structural problems, the system is currently facing a serious crisis, which means that access to and availability of food cannot be secure.

The crisis was expressed in 2008 by a food shortage. This was due to many interconnected reasons, such as the shifting of agricultural land to biofuels (more than half of the world’s grain production is used for animal feed to support meat demand and biofuels), speculative pressure and the high prices of agricultural inputs². In Colombia, as in other countries, biofuels “increase the strain on land and water resources by converting land to food production in agro-energy complexes that place food autonomy and sovereignty at risk, destroying natural and agricultural ecosystems. The loss of biodiversity in these cases leads to the displacement of the population from rural areas to cities, destroying local and regional economies.”³

Severe droughts due to climate change also led to the loss of harvests, which contributed to the food crisis. Most of the people affected were the poorest, unable to respond economically to high food prices, while the value of their products fell and intermediary multinational companies benefited. Such companies used the crisis as an opportunity to speculate on food prices, and continued to promote agribusiness and introduce genetically modified crop varieties worldwide. The crisis was also fuelled by the use of chemical pesticides, fertilizers and other petroleum-based products, which increased in price, thereby restricting their use.

Similarly, economic and agricultural policies that are shaped by international bodies such as the World Bank support the current economic and food system. In the case of Colombia, these policies stimulate subsidies for agro-industrial projects for non-food products, such as palm oil, while they hinder the food production of indigenous and afro-Colombian peasant communities. As a result, local rural community economic systems are eroded, self-sustainable small landowners are converted into workers, and cheap labour is provided for agribusiness. These policies have decreased food production and eroded food sovereignty. In 1990, Colombia produced 90% of its internal food demand, while in 2002, 51% of protein and vegetable calories, and 33% of fat calories were imported⁴. Both the food crisis and climate change share the status of global crises. But far from a global response, successful answers seem to come from small-scale farmers. “Most of the world’s food is grown, collected, and harvested by over 2.5 billion small-scale far-

mers, pastoralists, forest dwellers and artisan fisherfolk.”⁵ In the Colombian case, “57% of landowners own less than 3 hectares, and only control 1.7% of the area available for agricultural and livestock use; on the other hand 0.4% of landowners have farms bigger than 500 hectares, controlling 62.3% of productive land. Nevertheless, the food produced by peasant, indigenous and Afro-Colombian families provides more than 55% of the food consumed in our cities.”⁶ In the specific case of Bogotá, peasant food production provides three-quarters of the 2.8 million tons of food that go into the city annually⁷. In this sense, small-scale production has proven capable of feeding the population, taking into account the amount of land they have access to.

In addition to the problems faced by the global food system, climate change is increasing the risk of people's food sovereignty and human security. In Colombia, climate change has been noted for a number of decades. For example, in 1992 the country experienced a severe drought that resulted in planned power cuts for half the year, water scarcity and crop damage. In 2010, severe rains flooded half of the country, leaving a whole town in need of a new location and countless homeless people, both in urban and rural areas. Crops were lost and many landslides covered principal and secondary roads nationwide, cutting off communication to various regions and blocking food transport. Thus, the combination of the economic crisis and climate change has reduced the security of the poorest, as well as global food security, increasing social insecurity⁸.

Given this background, what is the potential of UA as a food sovereignty solution and a means to adapt to climate change? To answer this question, we interviewed various groups of producers, consumer organisations, NGOs, groups of seed custodians, universities and Community Action Committees⁹.

Urban Agriculture in Bogotá

Urban food production in Bogotá, as in many other cities, is stimulated by the migration and forced displacement

1- Confluencia por la soberanía y autonomía alimentaria, «Declaración del Encuentro Nacional» Encuentro Nacional, Crisis alimentaria en Colombia: Acciones sociales para la defensa de la seguridad, autonomía y soberanía alimentaria, 2009, p.17.

2- New Internationalist, “Food Crisis, the Facts”, New Internationalist, December. p. 16-17.

3- Grupo Semillas, Biodiversidad, Cultura y Soberanía Alimentaria en Colombia.

4- Suarez Montoya (A), «Estamos blindados frente a la crisis alimentaria?», Revista Semillas 38/39: ¿Estamos blindados frente a la crisis alimentaria?, (March 2009), pp. 38.

5- Pimbert (M), Towards food sovereignty: reclaiming autonomous food systems, Chapter 1. p. 3. Available online at: <http://pubs.iied.org/G02268.html?k=towards%20food%20sovereignty>, 2008.

6- Confluencia por la soberanía y autonomía alimentaria, «Declaración del Encuentro Nacional» Encuentro Nacional, Crisis alimentaria en Colombia: Acciones sociales para la defensa de la seguridad, autonomía y soberanía alimentaria, 2009.

7- Ordóñez (F), «Mercados campesinos en Bogotá: una alternativa a la concentración empresarial en la cadena agroalimentaria y elemento fundamental por la soberanía alimentaria», Agencia Prensa Rural, Available online: <http://www.prensarural.org/spip/spip.php?article3877>, Wednesday 14th of April, 2010.

8- Swift, Richard, 2008. “Year of Living Dangerously”, New Internationalist, December Issue 418.

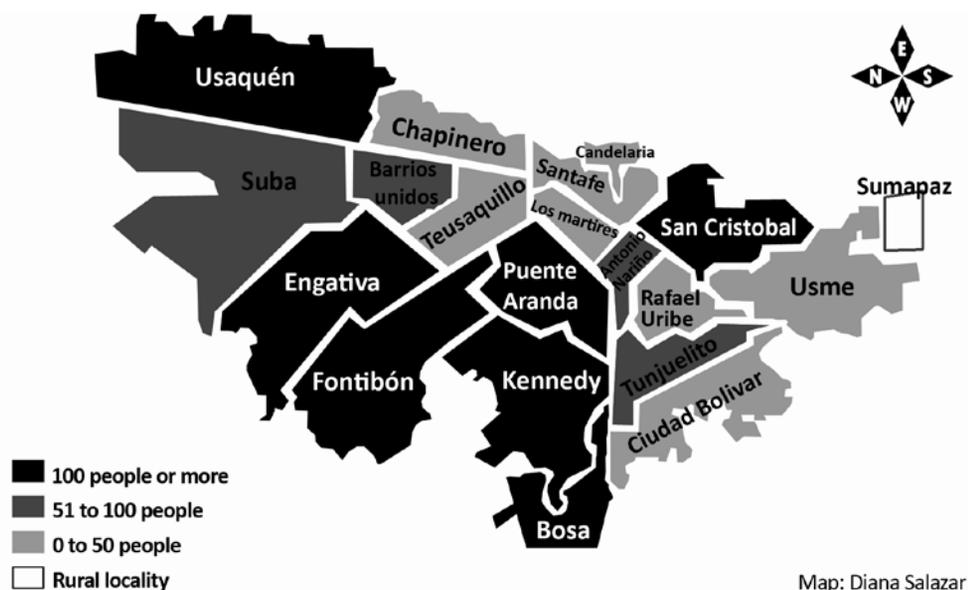
9- Community Action Committee are civil organisations that promote people's participation in the management of their communities.

10- Hernández (L), Sanchez (C), Gomez (C), Agricultura Urbana en Bogotá: Agricultura Urbana en Bogotá: Situación, perspectivas y retos, Programa Ciudades Cultivando para el Futuro, RUAFA, (2008), pp. 25.

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

of people from rural to urban areas. Rural to urban migrants need to reproduce their rural activities and complement their diet, exercising their knowledge and traditional relationship with nature. In addition, the unplanned growth of the city has connected small towns, which were once far from Bogotá, into parts of the city. The houses in these villages provided space for large rear gardens, which are later filled with more houses, but in some cases remain as gardens for UA. Bogotá is divided into 20 localities, 19 urban and one rural, each with its own administration. UA in soft ground, or directly in the soil, such as gardens and free spaces, represents 51% of the whole; 33% occupies hard ground, in spaces such as balconies, terraces, and roofs; and 16% is a mix of hard and soft soil¹⁰. These statistics support the idea that UA takes place mainly in the peri-urban area of Bogotá, and demonstrates the importance of stimulating UA using urban techniques. Based on the Botanical Garden report of 2010, the number of people participating in local UA workshops is shown by locality in Map 1, and localities with peri-urban areas such as Engativá, Fontibón, Kennedy, Bosa, San Cristóbal and Usaquén present the highest number of participants.

As a source of food and a livelihood strategy, UA has been used by social organisations in Bogotá for many years. Examples include the “cabildo indígena” (indigenous organisation) in San Bernardino, Bosa, which plants in ‘empty’ lots; the Corporation Acuratimantima, an organisation working on issues of food sovereignty, experimentation and



Map 1: Number of people per locality participating in UA workshops from the Jose Celestino Mutis Botanical Garden.

technology development for UA; and AMUSEF, a women's association, which produces and sells orellanas, a type of mushroom¹¹.

In 2006, the Mayor of Bogotá launched, Bogotá Sin Hambre (Bogotá without Hunger), a programme to promote UA. The initiative was designed to deal with problems of hunger in the city and had three focal points (Appendix 1), including to guarantee food security for the population with fair prices and good quality. As part of the scheme, a UA programme was set up by the Botanical Garden (BG) and later promoted in partnership with local administrations, providing training in UA techniques such as reusing materials, efficient use of water (e.g. harvesting rain water), composting, and product processing methods such as oils from herbs. Yet even before the BG programme began, many organisations and individuals were already involved in UA. However, the BG programme introduced the subject to many people, and some of them later formed their own groups to continue working on the issue. With the political support of the Mayor's UA programme, Bogotá joined "Cities Farming for the Future", promoted by RUAf, an international Urban Agriculture and Food Security network. The programme's aim is to stimulate the formulation of a multi-stakeholder policy. In Bogotá, the multi-stakeholder entity is called the "District UA Roundtable", although it has been inactive for the past few months¹². Currently there is no public policy for urban and peri-urban agriculture in Bogotá, although the District Roundtable did draft a document on the topic¹³.

Roles of Urban Agriculture

Bogotá consumes 2.8 million tons of food a year¹⁴, of which 99% is provided by rural areas. Only 0.01% is produced in the city (according to various producer and seller organisations). Most UA products are vegetables, which are either eaten by the producers themselves or sold. Most of the products sold are processed products, such as soap and shampoo from herbs, fruit jams, or quinoa derivatives, such as bread and flour.



Photo 1: Terrace for urban agriculture in Bosa.

11- Lara (A), *Agricultura Urbana en Bogotá: Implicaciones en la construcción de una ciudad sustentable*, Thesis for a bachelor's degree in Political Sciences (2009), pp.113.

12- RUAf, Bogotá's profile, 2010, available online at: <http://www.ruaf.org/node/1521#mpap>.

13- Mesa Distrital, Documento preliminar versión 2, *Hacia una política pública de agricultura urbana y periurbana para Bogotá D.C.*, 2009, Available online: www.jbb.gov.co/jardinbotanico/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=36&Itemid=96 política de agricultura urbana bogota.

14- Ordóñez (F), «Mercados campesinos en Bogotá: una alternativa a la concentración empresarial en la cadena agroalimentaria y elemento fundamental por la soberanía alimentaria», *Agencia Prensa Rural*, Available online: <http://www.prensarural.org/spip/spip.php?article3877>, Wednesday 14th of April, 2010.

It could be argued that the current role of UA is not to supply food to the whole city, but is primarily for self-consumption, although even there, production is insufficient to fulfil a family's food requirements. However, other roles are generated for UA as practised and promoted by Bogotá's social organisations, local authorities, NGOs, and universities, and individuals connected to them.

One reason why food production levels are low is probably because of a lack of land to plant crops. In the places visited, growing areas were generally small and rented. More sophisticated arrangements were used only where growing spaces were owned by producers (Photo 1). In addition to the fact that most of the people in Bogotá are tenants, it was acknowledged that there is a cultural barrier towards UA. Some of the people interviewed believe in UA and make it work for them, taking care of their garden and having a special link with it, inspired by memories of their lives in rural areas or of their parents. However, other people were enthusiastic about UA when talking about it, but perceived it as hard work and of little value, given the low output in relation to the time invested.

Organic Urban Agriculture in Bogotá: Managing Solid Waste and Using Low Carbon Farming Methods

UA in Bogotá is largely organic. All the groups grow plants using organic methods and micro-organisms, compost heaps or vermicomposting to produce organic fertiliser from garden and kitchen waste. The recipients used for hard ground are generally recycled from waste, such as plastic bottles, etc. In this way, UA constitutes an exercise for managing solid organic waste at household level, representing great progress for Bogotá, where waste management is still very precarious given that the local administration has yet to put in place waste separation programmes. Solid waste management is a real problem, particularly organic waste, which is normally mixed in with the rest, and its potential to be transformed into soil or energy is lost. Although flies attracted by home composting processes could pose a problem, this could be overcome by the right technology, as will be shown later.

In addition to the environmental benefits of utilising organic waste in the garden, it is essential in economic terms, otherwise too much money would need to be invested in the soil to allow UA. The fact that nutrients can be recycled in the system implies that this is a low carbon method, since no energy from other sources is required. It could be seen not only as an attempt to adapt to climate change but also as an alternative to the global food system, since it reduces dependence on chemical fertilizers.

Organic fertilisers produced from waste can be sold in UA. In the farmers' market in Fontibón, Bogotá, local farmers do not produce much food, and not enough to sell. However, they sell organic fertiliser from composting their household and garden waste, generating income from waste management. The fact that there is specialised compost production by a sector of the population may help to stimulate more sophis-

ticated UA management in the city, increasing food production. Zuñiga¹⁵, for example, has proposed a model called Agrofood Community Cooperatives for Bogotá, which divides UA into the production, storage and transformation, consumption and recycling processes.

Knowledge Recovery and Knowledge Production

A key issue for food sovereignty is the recovery of traditional species, another of the roles of UA in Bogotá. Some of these species were widely used beforehand, but their presence or general consumption has decreased as a result of the aggressive commercialisation of other species or varieties. Seed custodian groups intervene as a way of recovering the lost knowledge. There are at least seven seed banks in different localities of Bogotá¹⁶ that are managed by urban farmers. The aim of the seed banks is to recover, conserve, store, plant and once again obtain seeds, as well as barter them. There is also an established procedure to provide seeds that are sold at a symbolic price for the buyer to produce more seeds and give them back to the seed bank, who then pays the same symbolic amount to the person. A group of seed custodians called Corpasef, located in the San Cristobal Sur area, has around 280 seeds (Photo 2), many of them impossible to buy in the markets.

Another way of recovering knowledge is by sharing experience. Almost all the groups interviewed have an information-sharing mechanism, which generally focuses on food habits and agricultural techniques. For example, the consumers' collective, Mercado Juntos (Shopping Together), organise themed open meetings, sharing knowledge and experience in different areas, such as "Recipe sharing," "Food from different regions of Colombia," "Recovery of ancestral food," and "Urban agriculture techniques." The Organic, Awareness and Solidarity Market is another venue where producers and consumers can meet and share knowledge on production, composting, recipes for cooking the food, and ways to use medicinal plants.

15- Zúñiga (O), Caja de Herramientas para la AU. Facultad de Agronomía, Universidad Nacional de Colombia, 2009.

16- The localities are: Santa Fe, Chapinero, Usaquen, Engativa, Ciudad Bolivar and two in San Cristobal Sur.

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains



Photo 2: Corpasef, a group of seed custodians in San Cristobal Sur.

Plenty of knowledge has also been generated by UA. Miguel Sanchez, for example, has been improving techniques and resources, and experimenting with new ideas with the Corporation Acuarimantima in order to produce better crops in limited spaces, using tubular recipients with plastic bottles and a water recycling system, rain water harvesting, micro-greenhouses for seed-beds with plastic bottles, and vermicompost for organic kitchen and garden waste made of paint buckets. The benefits of such solutions are that they can be used to reduce space in growing areas such as flats, they require little ventilation and, with proper attention, they do not produce unpleasant odours or attract flies (Photo 3). The research conducted is particularly interesting since the models proposed are built with materials available with low economic resources and the designs are easily replicable. This is vital because such technology reduces dependency.

Various universities have been working on different aspects of UA. The National University offers an open course on productive gardens, mixing permaculture principals with indigenous designs, resulting in beautiful edible mandalas. Rosario University has

worked on the implementation of the RUA program, and students from the faculties of architecture in various universities have been thinking of new ways of planning the city, creating the agro-house, for example, a fusion of living accommodation with a productive space¹⁷.

Social Fabric

Urban agriculture has also strengthened relationships between the different stakeholders. This is true of consumer groups seeking links between producers and consumers and to consolidate their own groups. The social fabric is also built in markets, where advice, knowledge and experience is shared. The example of the Peasants Markets (PM) will be described later.

Interested in reducing their shopping budgets or obtaining better food quality, like organic products, other consumers have also formed groups. These groups share various degrees of awareness of food sovereignty issues and autonomy, and see their organisations as an opportunity to develop a fairer relationship between producers and consumers, aiming to build an economy based on values such as solidarity. One example is Mercado Juntos, a consumer collective, which began with a group of families that wanted a say in the quality and origin of their food as well as to reduce their family shopping budget by sharing expenses. When they buy their basic products, they try to select products that are in season. One of their aims is to support other social initiatives, buying directly from producers. At present, they buy some of their cleaning products from a grassroots organisation in Bosa, the Red Movimiento Alimentario de Bosa. This group is also involved in UA, and even though they do not produce very much food, they support UA at school level and help organise the Bosa Peasant Market (PM). They are part of a food security committee in their locality, and aim to improve food quality in their local community kitchens, one of the strategies set up by the Bogotá without Hunger programme.



Photo: Diana Salazar

Photo 3: Vermicompost for organic waste.

17- Hernández (P), *Agro Hábitat en Borde Urbano, Propuesta de Vivienda agrícola en Nuevo Usme*. Degree project, Architecture Department, Andes University, 2010, pp. 37.

18- Canasta, refers to a shopping basket, and Solidaria means solidarity in other words, it refers to a solidarity way of shopping.

19- Campaña Semillas de Identidad-Fundación Swissaid, RECAR, Grupo Semillas, Cecoin, Censat Agua Viva, CINEP, Diankonía, Corporación ECOFONDO, Planeta Paz, Plataforma DESC-Campaña por el derecho a la alimentación, HEKS, ILSA, IMCA-CBDC, Mesa Unidad Agraria-CICC y Tropembos.

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

Another organisation is the Canasta Solidaria¹⁸, which also aims to reduce the cost of buying food, etc. As some of the members are also producers, they have organised a system where they contact rural producers and urban consumers once a month. The idea is to provide products that are brought in for each food distribution session, some of which are organic. They see themselves as an alternative economy, aiming to develop food sovereignty at the same time as an educational process.

Both consumer organisations organise events for sharing knowledge and experience, and these act as forums for rethinking the way one eats and how to make it happen, discussing their responsibility as consumers in social and environmental terms, for example. Their food bills are not always lower, but the groups have found many other important reasons to continue their work: their food is more varied and prepared in different ways since they began sharing recipes for food products they'd never cooked before. They are now more aware of the type of products in season at different times of the year, which brings them closer to nature and its cycles. This kind of initiative has a snowball effect, and Mercado Juntos have presented their experience in Ciudad Bolívar, where their example is now being replicated by other groups.

The social fabric built around the topic of food extends to national level. A group of NGOs, local organisations, unions, and international aid agencies¹⁹ convened a national meeting of local and regional social organisations in 2008. The meeting analysed the effects of the global food crisis in Colombia and alternative experiences in places that have generated food autonomy and sovereignty processes. The organisations were able to meet other similar groups and discuss their proposals and ideas. The information gathered in this meeting served as the baseline for building a public food sovereignty and autonomy policy. As a result of the meeting, a public declaration was made by the participants and a campaign called SALSÁ (Soberanía Alimentaria Seguridad y Autonomía) was launched to present the advances made by regional networks and to gain support from the general population. The rural and urban relationship is also a feature of the campaign and, in March 2011, a forum was held in Bogotá about Bogotá as a city-region, presenting the ties and importance of the rural-urban relationship.

Linking Rural and Urban

As mentioned earlier, UA production in Bogotá has not reached the point where it would be able to feed the population. It is therefore necessary to work with other rural organisations to achieve food sovereignty and autonomy in urban and rural areas. Peasants' organisations have been consolidating the link between urban and rural areas, and have managed to influence city food policies, positioning themselves as actors in Bogotá's food supply system.

This is the case of the Peasants Market (PM). When Bogotá's food security policy was being developed in 2004, peasants' organisations wishing to influence this policy orga-

nised themselves into the Peasant and Communal Dialogue Committee, and began discussions with the Municipal Authorities and the District Council. As a result, the committee was able to influence the 2005 food policy, gaining acknowledgment of the importance of the peasant economy in Bogotá's food supply in 2006, and opening peasants markets as an effective food supplier for the city²⁰. Peasants Markets are now another of the strategies used by the Bogotá without Hunger programme. The PM initiative consists of organising a market in a public place to sell direct from producers to consumers. However, the regularity of the markets and other logistical issues depend on the organisation of the people themselves.

The Organic, Awareness and Solidarity Market is also working on such links. This producer's association produces food mainly in rural areas and sells it in the city. The aim is to sell only organic products. They also have a shop in the city to sell what they produce and process and they also sell products via social organisations, including orellana mushrooms grown through UA. The market is an area where food can be eaten that is non-conventional, vegetarian and prepared with high-quality, traditional ingredients such as quinoa. Currently, they are working towards a participatory form of organic certification to enhance the social and environmental conditions of producers and consumers.

Similarly, Agropolis describes itself as a dynamic association of rural and urban organisations that propose a territorial model for food sovereignty, where the links between the city and the countryside promote understanding of the peasants' role in the food system and their relevance to the environment as part of the territory. The association belongs to the Plataforma Rural, an umbrella group that links social organisations in rural and urban areas. Groups from various areas of Bogotá belong to the Plataforma and sell their products in the market every Saturday. The Plataforma provides services for farmers in the different stages of production, sales and logistics, with the goal of strengthening the organisations and making food sovereignty a reality.

20- Ordóñez (F), «Mercados campesinos en Bogotá: una alternativa a la concentración empresarial en la cadena agroalimentaria y elemento fundamental por la soberanía alimentaria», Agencia Prensa Rural, Available online: <http://www.prensarural.org/spip/spip.php?article3877>, Wednesday 14th of April, 2010.

Conclusions

Urban agriculture constitutes a response to the food crisis and climate change, since it represents a method that can adapt to climate change, and an alternative to the current food system. However, if UA is to be a fully working strategy in Bogotá, there is still a long way to go, not only for the social organisations but also for the municipal authorities. Even though many stakeholders are interconnected, closer cooperation is required to strengthen each other's processes in terms of production and consumer awareness. Current UA food production in Bogotá is marginal. In itself, it is not able to ensure the city's food sovereignty and autonomy. However, the social processes in place now highlight the importance of links between rural and urban organisations in order to achieve food sovereignty in both areas. A closer relationship between urban and rural areas offers an alternative to the current food system insofar as ties are created between consumers, producers and organisations. These practices introduce a sense of solidarity, allowing bartering, for example, and raising awareness of food as a right and not solely as a business for profit. However, the current links between rural and urban areas are still weak and not sufficient to represent an alternative.

One important potential role of UA in Bogotá is to close the loop system of resources such as soil and water through the composting of organic waste, recycling and harvesting rain water. These practices give urban farmers more autonomy so they become less dependent on external input and reduce expenses by reutilising waste. At the same time, it is beneficial for the city, generating less waste for the city landfill, and it offers a climate change adaptation strategy that contributes to reducing carbon emissions. Nevertheless, UA needs to be promoted more widely in the city for such benefits to be significant. Similarly, cultural barriers need to be overcome for waste to be managed at household level before dumping it into the city system.

UA constitutes an ideal arena for experimentation in the context of climate change. It enables a variety of species to be grown, records kept on plants' reactions in variable weather conditions, and testing of low-input farming technologies, as is already happening in the city. Yet, the perception of UA as hard work not worth the effort and time invested in it is a major issue that needs to be addressed, since citizens are culturally used to buying and not producing.

The stakeholders in Bogotá's UA scene know each other pretty well. Spaces like markets, fairs and bartering activities connect them, and many people belong to several organisations. These interactions facilitate knowledge-sharing and stimulate an educational space for new people interested in the subject. This increases the population's awareness on topics related to health, organic production and consumption, as well as environmental, social and political issues. However, alliances that could lead to improvements in production are still weak.

The present article did not analyse the results of the Bogotá without Hunger municipal programme or the multi-stakeholder District UA Roundtable. Such an analysis is needed to fully understand the municipal position towards UA in the city and the interactions with other stakeholders. Similarly, there is a need to study the draft document of the public policy on UA proposed by the District UA Roundtable and to examine the relationship with urban farmers' needs and other policy proposals, such as that of the SALSA campaign. This could be a subject for another article.

Du territoire rural aux parcs urbains : métamorphoses du *satoyama* dans la métropole de Tokyo

Sylvie Brosseau

« S'être efforcé de prendre conscience d'un bien que nous avons perdu, ou que nous sommes en train de perdre, est déjà un premier pas sur le chemin de la reconquête. »

Rosario Assunto, *Il paesaggio e l'estetica*¹

Pendant des siècles, l'approvisionnement des villes a été principalement assuré par les campagnes voisines. L'éloignement, voire la délocalisation, de la production agricole des principaux lieux de consommation est, dans les pays développés, un phénomène qui ne s'est amplifié qu'après la seconde guerre mondiale.

Au Japon, après le délaissement et les pénuries dus à la guerre, c'est en 1950 que le nombre d'agriculteurs et les surfaces cultivées sont à leur maximum, à la suite d'une réforme agraire radicale qui redistribue complètement les terres agricoles. La nouvelle société paysanne qui en est issue est composée de très petites exploitations autonomes, de moins de deux hectares en moyenne, ce qui a peu évolué. En même temps, comme en Europe, une modernisation de l'agriculture est mise en œuvre avec pour visée l'accroissement de la production. Les moyens mobilisés sont, dans un premier temps, l'utilisation d'intrants chimiques, puis la création de nouvelles variétés, ensuite la mécanisation avec la mise au point de petites machines agricoles spécialisées pour la riziculture sur d'étroites parcelles. L'objectif est d'atteindre l'autonomie alimentaire, ce qui est réalisé pour le riz.

Parallèlement, à partir de 1955, le pays s'industrialise considérablement, entame sa période dite de « haute croissance économique », et c'est le monde rural qui fournit la main-d'œuvre, à temps complet ou partiel, nécessaire aux villes et aux industries. De ce fait, le gouvernement libéralise l'importation d'un grand nombre de produits agricoles et sylvicoles, tandis que le riz, l'élevage et les fruits continuent à être soutenus par des aides publiques et la restriction des importations jusque dans les années 1990. Durant cette période, au Japon comme dans les autres pays développés, l'agriculture s'intègre dans l'économie de marché, seul le prix du riz, élevé, reste sous contrôle de l'État jusqu'en 2005. La production agricole se modèle globalement sur celle de l'industrie : techniques agricoles standardisées, produits homogénéisés, commercialisation délocalisée. Tandis que les campagnes se sont dépeuplées et tendent vers la déprise agraire depuis une vingtaine d'années, l'urbanisation massive a absorbé de nombreuses terres. Cependant, même si la hausse du niveau de vie et l'accès à la société de consommation exercent des attraits puissants, des réactions s'enclenchent à la suite de gravissimes accidents industriels qui laissent leur marque indélébile dans l'histoire depuis le XX^e siècle, à l'instar de la pollution au mercure à Minamata². Durant les années 1970, peu à peu émergent deux mouvements : d'une part, l'engagement en faveur de l'agriculture biologique, et d'autre part, la vente directe de divers produits agricoles par l'intermédiaire de coopératives de producteurs et consommateurs associés. Ces formes nouvelles de pro-

duction-distribution rapprochent à nouveau agriculteurs et citoyens des très grandes villes, au sein d'une même région³. Ces mouvements, souvent complémentaires et résistants à la transformation totale de l'agriculture en industrie, agissent dans un premier temps pour garantir une alimentation saine. De là s'est développée une prise de conscience écologique à l'égard de sa région, de sa ville, suscitant des « mouvements d'habitants » très localisés et déterminés pour, par exemple, protéger l'eau d'une rivière, empêcher la destruction d'une forêt afin d'implanter un terrain de golf, une décharge, etc. Ces actions, mêlant souvent urbains et cultivateurs, ont conduit à appréhender la valeur environnementale, culturelle et paysagère de l'espace rural, à reconsidérer les rapports, toujours dotés d'une certaine porosité, entre la ville et le territoire agricole proche, les franges ou poches qui persistent encore. Un regain d'attention se fait jour autour du *satoyama*, perçu et défini comme l'expression la plus achevée des relations entre les communautés humaines et leur milieu de vie. Comment interpréter l'émergence de cet intérêt? De quelles nouvelles articulations avec la ville, conflictuelles ou d'alliances, le *satoyama* est-il porteur? Et d'abord, de quel héritage est-il issu? Sa genèse part de la forêt.

Montagnes, forêts, rizières

L'archipel japonais est caractérisé par un relief montagneux, couvert de forêts et presque vide d'habitants, sur plus des quatre cinquièmes du territoire. Les replis raides des montagnes ferment des vallées étroites, tandis que les plaines côtières concentrent la population et les activités⁴. La civilisation japonaise, plutôt que d'étendre son emprise agricole dans la montagne par la construction de terrasses comme en Chine, a intensifié l'usage des plaines et des fonds de vallée. Ce principe de densification et de concentration dans un territoire limité fonde le mode d'occupation de l'espace. Présent dans la composition des jardins, jusque dans la culture des *bonsai*, il a aussi engendré la Mégapolis du Pacifique, conurbation qui

1- Assunto (Rosario), *Retour au jardin. Essais pour une philosophie de la nature, 1976-1987*, Hervé Brunon éd. et trad., Besançon, Les Éditions de l'Imprimerie, coll. « Jardins et Paysages », 2003, 205 p.

2- Tels Seveso, Bhopal, Tchernobyl et maintenant Fukushima. On peut noter le lourd tribut que les communautés rurales, agriculteurs et pêcheurs, paient lors de tels accidents qui polluent durablement et lourdement terres et eaux.

3- La première de ces coopératives a été créée en 1973 par un groupe de femmes de Tokyo qui se sont mises en quête de producteurs acceptant de leur fournir fruits et légumes de qualité. Elles ont bénéficié de l'aide de cultivateurs concernés pour mettre en place leur réseau. Dans le même temps, des agriculteurs soutenus par un agronome engagé dans le développement de l'agriculture biologique entreprenaient la même démarche, se mettre en lien avec des consommateurs urbains. Amemiya (Hiroko) (sous la dir. de), *Du Teikei aux AMAP. Le renouveau de la vente directe de produits fermiers locaux*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Économie et Société », 2011, 350 p.

4- Les plaines couvrent 16 % du pays. Pezeu-Massabuau (Jacques), *Géographie du Japon*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je? », 1996, 127 p. Paul Claudel parle de « Japon plat et Japon plié ». Claudel (Paul), *Connaissance de l'Est. L'oiseau noir dans le soleil levant*, Paris, Gallimard, coll. « Poésie », 2000, 336 p.

5- On dénombre plus de 1000 espèces d'arbres indigènes, contre 70 dans les pays les plus fournis d'Europe, 750 aux États-Unis, et la même richesse spécifique caractérise la flore et la faune.

6- Les superficies territoriales et de couverts forestiers de la Suède, de la Finlande et du Japon sont d'ordre comparable (sources: FAO, 2005). En Finlande (5 245 000 habitants), le couvert forestier représente 73,9 % du territoire; au Japon (127 468 000 habitants), 68,2 %; en Suède (9 066 000 habitants), 66,9 %. La métropole de Tokyo compte 12 770 000 habitants (plus du double de la Finlande) et les 23 arrondissements de Tokyo, 8 600 000 habitants (presque autant que la Suède).

7- 11 types de forêts ont été définis en fonction des alliances dominantes: 6 types de forêts de feuillus caduques (hêtres, chênes, ormes, merisiers, érables, châtaigniers...), auxquels s'ajoutent des résineux comme le pin rouge et le pin noir; 5 types de forêts sempervirentes (chênes verts, camphriers, papyrus...), mêlées de conifères. Tous ces arbres croissent dans le Kantô, la région de Tokyo. Myawaki (Akira) et Box (Elgène O.), *The healing power of forests*, Tokyo, Kosei Publishing Co., 2006, 286 p.

8- À Tokyo, il tombe 1 405 mm de pluie par an contre 585 mm à Paris. Pelletier (Philippe), *Le Japon*, Paris, Armand Colin, coll. « Prépás », 1997, p. 18.

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

s'étire sur 1 800 km en nappes quasi continues sur les marges côtières. Celle-ci englobe la plupart des grandes villes du Japon, soit plus de 80 % de la population, et a pour cœur Tokyo, dont l'agglomération, la plus peuplée du monde, concentre 33 millions d'habitants, soit le quart de la population totale.

Les forêts japonaises, denses et riches⁵, occupent 68 % du territoire, pourcentage comparable aux pays scandinaves, mais avec des populations d'ordre de grandeur radicalement différent⁶. L'étirement longitudinal de l'archipel japonais génère de nombreux types de boisements, depuis les arbres à feuilles persistantes des forêts lauriphyllées du sud-ouest, au climat chaud et humide, jusqu'aux forêts de conifères et de bouleaux au nord, en passant par des hêtraies mêlées d'arbres à feuilles caduques. Partout croissent des résineux ainsi que divers types de bambous, en bosquets de plusieurs mètres de hauteur ou bien couvrant le sol. Selon l'altitude, dans la plupart des régions, différents types d'associations végétales se rencontrent⁷. Si la couverture boisée est exceptionnelle, la pluviométrie l'est aussi, associée à une saison végétative longue⁸.

La montagne et la forêt sont complètement assimilées l'une à l'autre⁹. À l'origine, d'après le dictionnaire, *yama* signifie « montagne avec les herbes et les arbres qui la couvrent ainsi que les *kami* qui y demeurent ». Esprits divinisés locaux ou ancestraux, forces de la nature ou êtres surnaturels, les *kami* sont présents en toute chose, même en chaque grain de riz. La montagne-forêt *yama* est perçue comme formée de deux parties complémentaires : *okuyama*, « montagne-forêt du fond », épaisse et inspirant respect, voire une certaine crainte, et *satoyama*, la lisière éclaircie. La forêt profonde est un espace intermédiaire entre le monde terrestre et le monde sacré, lieu de passage des divinités et des âmes des défunts, et de leur rencontre potentielle avec les humains¹⁰. Aux confins de la plaine habitée, chaque mont, colline ou versant, les rochers, sources, cascades, les arbres remarquables, sont sacrés, remplis de signes, de récits et de présences¹¹.

Venant de la montagne, l'eau sourd de la forêt et rend possible en aval la riziculture, donc la vie. Un des rôles fondamentaux du boisement sur les pentes est le maintien du réseau hydrographique. L'eau est régulée par des étangs de retenue, des travaux d'irrigation et de drainage menés parallèlement à ceux de l'entretien de la forêt, actes fondamentaux de construction du territoire, indéfiniment repris. D'où l'importance reconnue au labeur des générations successives et la signification de *kami* ancestraux que prennent les divinités des monts, des forêts et des eaux¹². « Le riz naît d'une sorte de jardinage, d'une culture intense où l'homme ne laisse pas de place aux animaux.¹³ »

En lien avec le monde agricole, la forêt constitue une des références fondatrices du sentiment de la nature et de l'imaginaire paysager du Japon. Dans la ville, l'édifice principal d'un sanctuaire shinto ou d'un temple bouddhique est entouré d'arbres. Hauts et profus, ils demeurent un repère visuel fort, vestiges de la forêt sacrée originelle ou bien son évocation. Les divinités tutélaires y résident, d'où le nom de *chinju no mori*, forêt

protectrice. Aujourd'hui, ces arbres ou bois sacrés font souvent l'objet d'inventaires, voire de mesures de protection en tant que patrimoine naturel. Même s'ils ne sont ni aussi anciens ni aussi « originels » que certains le pensent, ils transmettent la symbolique sacrée de la forêt et perpétuent dans la ville la présence d'une nature à valeur culturelle et environnementale.

Le *satoyama*, définition et caractéristiques

Le mot *satoyama*¹⁴, composé de *sato*, village, *i. e.* lieu habité, et *yama*, montagne boisée, signifie d'après le dictionnaire « montagne proche du village, en lien avec la vie des habitants ». Aujourd'hui, le *satoyama* désigne par extension le territoire rural japonais organisé linéairement en fond de vallée ou bordure de piémont ; il est constitué de boisements sur les versants avec en aval des bosquets de bambous, des champs secs, des rizières, des cours d'eau, ruisseaux et rigoles, des étangs réservoirs, des zones humides avec des roselières, des jardins, des habitations le long des voies. D'un point de vue écologique, les bois forment l'interface, dont l'évolution est stabilisée par l'entretien en un état intermédiaire dans la succession biologique, entre l'espace ouvert et cultivé, et la forêt profonde et naturelle.

Perpendiculaires au val principal sont connectés des vallons secondaires en forme de doigt, mis en culture, nommés *yatsu* ou *yato*. Ils constituent un composant territorial très caractéristique qui est devenu un motif paysager. Leur écosystème est particulièrement riche car ce biotope est constitué de petites rizières entourées par la forêt. Y vivent de nombreux insectes et batraciens, dont des espèces spécifiques, des reptiles, donc des oiseaux de proie qui nichent dans les arbres à proximité. Ces ressources abondantes favorisent aussi les haltes des oiseaux migrateurs. On est en train de constater que l'abandon de ces sites, peu rentables selon les critères de l'agriculture productiviste, a un grand impact sur la richesse de la biodiversité et la dynamique des écosystèmes.

9- Par exemple, incendie de forêt se dit en japonais *yamakaji*, « incendie de montagne ».

10- Dans la montagne profonde, *okuyama*, le monde des esprits et le monde naturel se chevauchent. Les animaux sauvages tels que les singes, renards, daims et cerfs, loups, chamois, ours, sont reconnus comme des messagers ou avatars des *kami*.

11- Bouchy (Anne), *Les oracles de Shirataka*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2005, 288 p.

12- Bouchy (Anne), *op. cit.*

13- Braudel (Fernand), *La dynamique du capitalisme*, Paris, Flammarion, coll. « Champs histoire », (1985), 2008, p. 18.

14- Le mot *satoyama*, peu ancien, est recensé dans un texte de 1759 rédigé par un fonctionnaire chargé de la gestion de la forêt du mont Kiso situé dans l'actuelle préfecture montagnaise de Nagano, au centre du Japon. Le mot, en tant que terme scientifique, est réemployé au début des années 1960 par Shidei Tsunahide, spécialiste de la forêt. L'usage courant est récent, puisqu'il n'apparaît dans les dictionnaires usuels qu'à partir de 1989. Ce terme est aujourd'hui considéré par une écologue néo-zélandaise « *something of a buzzword in the last few years [...] in Japan* » et par un article suisse allemand comme « *a key word of our time, not only in Japan* ». Cependant, le mode d'organisation de ce territoire est fort ancien. Le *satoyama* est le produit d'un processus vieux de plusieurs milliers d'années à partir de trouées puis de perturbations perpétuées dans la forêt. On constate actuellement une inversion : ce sont les bois qui sont devenus des isolats.

15- Takeuchi (Kazuhiko), Brown (Robert D.), Washitani (Izumi), Tsunekawa (Atsushi), Yokohari (Makoto), *Satoyama, the traditional rural landscape of Japan*, Tokyo, Springer, 2008, 229 p.

16- Berque (Augustin), *Le sauvage et l'artifice. Les Japonais devant la nature*, Paris, Gallimard, 1986, p. 96.

17- *Zôkibayashi* est un mot d'usage courant depuis peu, introduit vers 1970 par les naturalistes pour caractériser ces bois périurbains plantés. La nouvelle *Musashino* écrite en 1898 par Kunikida Doppo (1871-1908), inspirée d'une nouvelle de Tourgueniev sur la forêt russe, décrit cette aire en bordure de la grande ville, peu à peu mise en culture à partir de 1750, moment où la ville atteignait un pic de population estimé à plus d'un million d'habitants. Ce texte, qui n'utilise pas le mot *satoyama* mais parle des bois, des feuilles mortes, des champs et de la coexistence des hommes et de la nature, exprime la conscience esthétique de ces paysages de campagne périurbaine visitée par les habitants de la ville. Cette perception est nourrie d'une nostalgie mélancolique de la vie champêtre, sentiment toujours très présent et cultivé envers le *satoyama*, paysage agreste idyllique. Par contre, le mot *zô-*

Le *satoyama*, espace de polyculture vivrière, est donc constitué d'une mosaïque de milieux et d'usages imbriqués, basée sur une « microtopographie » entretenue suivant des savoir-faire locaux et ancestraux par les habitants du lieu. Les bois en constituent une partie essentielle et ont été longtemps un soutien indispensable à la vie et aux activités humaines dans tout le pays.

Dans cette mosaïque à la fois temporelle et spatiale, chaque composant est fortement connecté aux autres aussi bien d'un point de vue écologique que de l'usage. L'ensemble forme des écosystèmes complexes, notamment par l'importance des zones humides et des zones écotonales¹⁵. Les interactions entre les hommes et les milieux y ont été constantes. C'est principalement dans le *satoyama* que la civilisation japonaise a puisé et maintenu les ressources végétales qui prédominent aussi bien dans les modes de vie populaires (habitat, alimentation, artisanat) que dans la culture savante (poésie, arts décoratifs, jardins). Une grande importance est toujours accordée au végétal, par exemple les écologues japonais considèrent que c'est la diversité floristique qui est base et garante de la richesse de la biodiversité. « Ces paysages étaient ceux que l'homme avait sous les yeux, ce sont eux qui ont le plus fortement influencé la vision de la nature des Japonais » résume Augustin Berque à propos du *satoyama*¹⁶.

Évolution métropolitaine du *satoyama*

Sur la terrasse de Musashino, c'est-à-dire l'aire diluviale qui s'étend en éventail du sud-ouest vers le nord-ouest d'Edo (ancien nom de Tokyo jusqu'en 1868), peu à peu s'est développé un *satoyama* avec des hameaux périurbains, des champs, des escarpements boisés et des bois coupe-vents constitués de *zôkibayashi*, mot à mot « bois d'arbres variés »¹⁷. De fait, la variété des essences comme des usages est leur marque distinctive. Dans ces bois décidus dominent diverses espèces de chênes et les conifères sont peu nombreux. Les arbres sont de hauteur moyenne car recépés suivant un cycle d'une vingtaine d'années, le sous-bois est constitué d'arbustes entretenus et d'un sol où les plantes annuelles abondent grâce au ratisage partiel des feuilles mortes et aux travaux d'élagage qui laissent la lumière pénétrer sur un sol moins encombré. Les perturbations créées par cet entretien actif, régulier et organisé, ont permis de maintenir une grande diversité du vivant, bien plus riche que dans la forêt naturelle.

Les deux principales fonctions de ces bois gérés en taillis communautaires¹⁸ étaient de fournir combustible et fertilisant. Les « arbres de fer », *kanagi*, au bois fin et dur comme les chênes verts, produisaient le charbon de bois, les charbonnières se trouvant sur place, principal combustible utilisé dans les braseros et les foyers ouverts des habitations japonaises. Les « arbres légers », *asagi*, au bois plus tendre (chêne blanc, pasania *Castanopsis cuspidata*, merisier) fournissaient des bûches pour les foyers extérieurs des bains. Les « arbres noirs », *kurogi*, résineux aux aiguilles sombres (pin, *sugi* cèdre du Japon *Cryptomeria japonica*, *hinoki* cyprès du Japon *Chamaecyparis obtusa*) procuraient le

bois d'œuvre. Les feuilles mortes, les surgeons, les branches élaguées et les herbes coupées étaient répandus dans les rizières comme fertilisants insectifuges ou bien fournissaient du compost. De plus, de nombreuses cueillettes apportaient une quantité non négligeable de plantes alimentaires, appelées du nom générique de *sansai*¹⁹, toujours récoltées et très prisées, que l'on peut acheter maintenant en supermarché : au printemps, pousses et bourgeons divers (bambous, fougères, bourgeons d'arbre comme *taranoki* – *Aralia elata* –, armoises...); à l'automne, champignons, châtaignes, oignons de lys, tubercules de différents ignames. Sur des bûches disposées en chevrons pousse le champignon *shiitake* (*Lentinula edodes*) toujours cultivé ainsi, et le *matsutake* (*Tricholoma matsutake*), champignon sauvage des racines de pins, est aussi recherché que la truffe. La forêt fournit également des plantes médicinales, tinctoriales, des fibres végétales dont on fait le papier ou la vannerie, l'arbre à laque et le bambou utilisé pour un nombre infini d'ustensiles. Tous ces objets, très appréciés, sont qualifiés aujourd'hui du nom générique de *mingu*, artisanat populaire. Oiseaux, cervidés ou sangliers sont éventuellement chassés, et autrefois les bois autour d'Edo étaient des réserves de chasse au faucon à l'usage exclusif des shoguns.

Ces bois à la lisière de la ville, en plus de fonctions productives essentielles, avaient aussi un rôle symbolique et récréatif important, aussi bien pour les habitants des hameaux de Musashino que d'Edo-Tokyo qui y venaient en excursion. On allait dans certains lieux renommés, comme Koganei, faire *banami*²⁰, c'est-à-dire profiter des fleurs de cerisiers au printemps, et *momiji-gari*, « chasser les feuillages d'automne », particulièrement ceux rougeoyants des érables²¹. L'intérêt esthétique du panachage des essences était pris en compte dans l'entretien des bois. Avaient lieu de nombreuses pratiques rituelles avec des variantes locales, comme *yamabajime*²². Les bois *zôkibayashi*, « produits de l'activité humaine », paysagés et même quasiment jardinés, étaient à la fois utiles économiquement, appréciés culturellement et respectés symboliquement.

kibayashi, bois varié, n'a pas de connotations affectives mais plutôt environnementalistes.

18- La période Edo (1603-1867) est regardée aujourd'hui comme une époque de développement agricole, pas seulement urbain. Une certaine autonomie locale a permis de réglementer l'usage communautaire des bois par les *iriai-shûdan*, groupes organisés d'habitants, qui assuraient une gestion pérenne du prélèvement des ressources ainsi que la transmission des savoirs et savoir-faire. Knight (John), « *When timber grows wild. The desocialization of Japanese mountain forests* », in Descola (Philippe) et Palsson (Gisli), *Nature and society. Anthropological perspectives*, Londres, New York, Routledge, 1996, p. 221-239.

19- *Sansai* signifie « légume de montagne », qui pousse spontanément, par rapport à *yasai*, « légume de champ », donc cultivé.

20- Depuis l'origine, *banami* est, au printemps, un rituel rural qui accueille une divinité venant de la montagne-forêt (ou de la colline-bois) jusqu'aux champs au moment du renouveau de la végétation. Les villageois se rendent sur un mont boisé lorsque les cerisiers sont en fleurs, prémices de fertilité et de vigueur. L'observation des bourgeons donne des indications sur le calendrier des cultures et la floraison des cerisiers annonce le début des travaux dans les rizières. C'est donc un important moment festif à valeur sacrée avant une période de labeur. Dans le creuset de la ville d'Edo, la culture esthétique issue de l'aristocratie et les rites ruraux ont fusionné au sein de pratiques renouvelées par l'hédonisme populaire. La vie des habitants d'Edo était structurée par de nombreuses conduites ritualisées sur le modèle de *banami* formant un calendrier social accordé au rythme des saisons et jalonné par de nombreuses sorties festives dans des lieux où espace et moment fusionnaient. Ces principes restent valables aujourd'hui et *banami* est toujours une célébration populaire et collective, une occasion de faire la fête à ne pas manquer tout en restant conscient de la fragilité propre à notre monde. Voir Brosseau (Sylvie), « Tokyo's modern parks : spaces and practices » in Conan (Michel), *Performance and appropriation : profane rituals in gardens and landscapes*, Washington, Dumbarton Oaks, 2007, p. 95-115.

21- En lien avec les cycles agricoles, toutes ces pratiques festives captent les mutations saisonnières éphémères et sont porteuses d'un sens sacré. Elles font partie de *yama-asobi*, « fêtes des monts et vaux ».

22- Appelé aussi *batsuyama*, première sortie de l'année, premiers travaux, occasion d'une cérémonie d'offrande et de sollicitation auprès des *kami* pour que l'année se déroule bien et en sécurité.

23- L'époque de très forte spéculation foncière pendant les années 1980 est qualifiée de *baburu-keizai*, « économie de

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

Ils exemplifient la construction de la nature par la perception sélective de la culture japonaise, aussi bien savante que populaire.

Après 1955, avec la généralisation de l'usage du gaz, du kérosène et des engrais chimiques, les bois *zôkibayashi* perdent de leur nécessité. Négligés, les sous-bois deviennent des fourrés impénétrables au sol entièrement envahi par les bambous nains *sasa*. Abandonnés, ils sont transformés en dépotoirs avant d'être absorbés par l'urbanisation croissante comme zones à développer. Les naturalistes ne s'intéressent pas davantage à ces espaces trop anthropisés. À leurs yeux, le faible degré de naturalité du *satoyama*, des *zôkibayashi*, n'en fait pas des espaces naturels authentiques. Au Japon aussi, a prévalu l'idée que la conservation de la nature signifie la laisser sans intervention humaine.

Depuis la fin des années 1980, un élan de renaissance des *zôkibayashi*, à l'initiative de « mouvements d'habitants » soutenus ensuite par les administrations locales, s'est développé. Ces mouvements s'appuient d'une part sur la prise de conscience par les citoyens de la « crise environnementale » à l'échelle globale et locale, car certains effets de l'abandon des *zôkibayashi* sont tangibles. Sont remarqués la disparition ou le recul d'insectes (comme la luciole), d'oiseaux devenus sentinelles de la qualité environnementale, les inondations soudaines dues à l'artificialisation des sols, la hausse des températures en milieu urbain, la fréquence des averses orageuses. D'autre part, la génération des *baby-boomers* qui habitent les périphéries plus récentes de la ville porte davantage intérêt à la qualité de son environnement et du cadre de vie alors que les générations précédentes ont eu d'autres priorités. Ces facteurs ont informé des sensibilités et des approches qui ont conduit dans un premier temps à l'opposition contre des projets d'aménagement durant l'époque de la bulle spéculative²³, puis à l'engagement dans la protection, voire la restauration de bois et de champs dans des zones urbaines. Lors d'une deuxième étape, à la fin des années 1990, les collectivités locales (municipales ou préfectorales), avec de nombreuses NPO²⁴, ont entrepris la réalisation de parcs naturels qui intègrent des activités rurales. Les administrations locales cherchent à développer de nouvelles formes de coopération et de gestion, utilisent ou suivent les groupes locaux de protection de la nature, les associations d'habitants centrées sur une activité, les réseaux de producteurs agricoles, les connaissances et disponibilité de ces divers acteurs.

En 1988, Miyazaki Hayao présente *Mon voisin Totoro*, film d'animation où les bois, champs et étangs de Musashino, plus qu'un décor ou un cadre, génèrent la narration tout en faisant retrouver ou découvrir la vie quotidienne et le paysage de la fin des années 1950 dans la proche périphérie de Tokyo. Ce film, le plus autobiographique de Miyazaki et aussi son plus grand succès au Japon²⁵, a cristallisé les aspirations latentes des habitants et encouragé l'expression des revendications. Il a servi de puissant levier aux mouvements d'habitants, leur permettant d'amplifier et traduire en action leur prise de conscience environnementale et culturelle²⁶. Ce film a rendu populaire le mot *satoyama*, doté d'une connotation subjective très forte, celle de la nostalgie de la campagne idéalisée.

Un exemple : les collines de Sayama

En 1996, la métropole de Tokyo a promulgué un décret sur l'« aménagement des forêts urbaines du XXII^e siècle »²⁷. Dans ce cadre, plusieurs sites de *satoyama* sont restaurés, par exemple dans le parc métropolitain des Collines de Sayama composé de quatre entités (parcs Noyamakita-Rokudôyama, Sayama, Hachikokuyama et Higashiyamoto, soit actuellement 225 ha sur les 687 ha prévus). L'aire des collines boisées de Sayama s'étire d'est en ouest sur 11 km de long par 4 km de large, chevauchant la préfecture de Saitama au nord et la métropole de Tokyo au sud. Elle abrite deux lacs réservoirs à l'usage de l'agglomération de Tokyo. Sa superficie représente en tout 3 500 ha (soit deux fois les bois de Vincennes et de Boulogne ajoutés). Dans une première étape, les travaux consistent, avec des NPO et des habitants, à nettoyer les sous-bois en éliminant des bambous, des broussailles, des arbres morts. En même temps sont effectués des inventaires des arbres, plantes, animaux spécifiques ou rares, avec tout autre élément caractéristique, ainsi que des recherches historiques, afin de définir priorités et objectifs en fonction des lieux. Ensuite sont réalisés quelques aménagements simples pour permettre l'accessibilité (sentiers, balisages, étiquetages, aires de repos et accès, parcours reliant différents parcs), accompagnés de publications²⁸ (fig. 1). Lors d'une deuxième étape sont établis des principes d'entretien simples mais différenciés et les moyens de revitaliser les dynamiques des écosystèmes. Par la suite, les organisations locales sont impliquées pour effectuer des suivis écologiques d'espèces particulières, repérer les sites excessivement utilisés. Au bout de trois ans de gestion d'un bois abandonné, des signes d'une certaine régénération sont visibles et les résultats appréciables : des plantes annuelles reflorissent, insectes et oiseaux se réinstallent. Sont alors choisis des indicateurs spécifiques (flore et faune) qui jouent le rôle de sentinelles de la qualité environnementale et permettent d'apprécier les évolutions. Les associations prennent aussi en charge l'organisation de nombreuses manifestations : fêtes, ramassage et semis

la bulle ». Cette bulle financière a fini par exploser en 1990, plombant durablement l'économie japonaise.

24- Non Profit Organisation. Depuis 1998, la loi sur les NPO a étendu leur champ d'action, leur permettant d'être maîtres d'œuvre de projets. Depuis, la collaboration entre administrations locales et NPO se généralise.

25- Miyazaki se réfère dans ce film à un épisode de son enfance passée à Tōkorozawa, dans la préfecture de Saitama au nord-ouest de Tokyo, toujours son lieu de résidence. Miyazaki ne s'attendait pas à une telle réception de son film, auquel il tenait beaucoup, mais sans imaginer que ses préoccupations pour cette campagne ordinaire étaient si partagées.

26- Par exemple, des habitants de Tōkorozawa ont créé en 1990 une fondation baptisée *Tōtoro no Furusato* (Pays natal de Tōtoro, en anglais *Tōtoro Forest Fund*) avec l'accord et la participation de Miyazaki et de son épouse, illustratrice. Cette organisation fonctionne sur le modèle britannique du National Trust. Elle achète des parcelles de bois, organise leur entretien, leur suivi écologique, est en train de remettre en culture un site de rizières, a permis à un agriculteur de continuer la culture du thé en rachetant et restaurant les bâtiments de sa ferme. Par ailleurs, des producteurs de Tokyo se sont groupés sous le nom de Tōkyō no Satoyama, Satoyama de Tokyo. Ils vendent leurs récoltes de fruits et légumes principalement par leur site internet qui diffuse aussi des informations sur le travail des champs, les saisons, des événements, des adresses. À noter que les réseaux du type AMAP existent au Japon depuis 1973.

27- Maekawa (Tadayuki), « 22 seiki no toshi no mori-zukuri jigyō nitsuite » (À propos du façonnage des forêts urbaines du XXII^e siècle), *Tōshikōen (Parcs Publics)*, n°57, juillet 2002, p. 76-82.

28- Par exemple, la métropole de Tokyo a publié un livret-guide sur les bois du type *zōkibayashi* de la ville, avec des parcours assortis de cartes et notices explicatives sur les pratiques culturelles et leur histoire, les plantes, les oiseaux, les insectes. Direction métropolitaine de l'environnement, *Zōkibayashi no michi* (Routes des bois), Tokyo, Métropole de Tokyo, 1996-2000, 47 p.

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains



Fig. 1: Sentier dans les bois du parc des Collines de Sayama, fin avril.

de glands, journées d'observation thématique de plantes ou d'animaux. Elles organisent des stages de formation (pour devenir guide, apprendre à jardiner, à ramasser les champignons, à couper les arbres, à fabriquer des objets artisanaux, à « devenir jardinier du *satoyama* » pour citer une brochure), des conférences, des randonnées, des cueillettes ou des récoltes. Par exemple, dans un vallon de type *yato* de Sayama, des rizières ont été restaurées pour connaître le cycle rizicole et cultiver des variétés de riz anciennes (fig. 2). Un jardin communautaire (potager et fleurs) a également été créé. On y produit du compost à partir des feuilles mortes, et une association a remis en marche une charbonnière. Les bâtiments d'une ferme ont été restaurés et servent de lieu de rencontre. Ces pratiques qui résultent de l'arrière-plan culturel et historique des lieux sont rassemblées sous le terme d'« éducation à l'environnement ». Cette approche globale du milieu cherche la durabilité des activités et un équilibre entre celles plus ludiques ou moins enthousiasmantes, comme participer au désherbage ou préparer la cuisine au feu de bois. Pendant les trois mois de mars, avril, mai 2010, 25 journées d'activités diverses ont été organisées par différentes NPO dans les parcs de Sayama.

Le passage des saisons qui allie répétition et perpétuelle métamorphose de la nature a généré un grand nombre de pratiques ordinaires ou exceptionnelles, à la campagne et en ville, qui s'inscrivent dans un calendrier social toujours pertinent. C'est ce cycle saisonnier des phénomènes naturels très liés à la culture rurale qui guide les usages



Fig 2: Vallon yato ou yatsu avec des rizières dans le parc des Collines de Sayama, début mai.

nouveaux ou renouvelés des *zôkibayashi*. Ils permettent de retrouver un environnement naturel proche, dans le sens de proximité spatiale et de contacts familiers, en renouant une relation directe et concrète par tous les sens avec les éléments naturels: la terre, les végétaux, le feu, l'eau, les insectes, le vent, les cycles saisonniers. Ces contacts offrent l'opportunité de connaître la culture propre au *satoyama*, les savoir-faire ruraux, les manières de gérer les ressources, ainsi que les types d'habitats et écosystèmes variés qui sont maintenus grâce au fort impact anthropique exercé.

La valeur des *zôkibayashi*, forêt artificielle d'une plus grande diversité spécifique que la forêt naturelle, fruit d'un haut niveau de savoirs et d'usages localisés et différé-

29- Foyer (Jean), *Il était une fois la bio-révolution. Nature et savoirs dans la modernité globale*, Paris, PUF, coll. « Partage du savoir », 2010, 230 p.

renciés sur les plantes, animaux, eaux, lieux et significations symboliques, est finalement reconnue. Dans ce milieu hybride, façonné par des combinaisons de processus naturels et culturels, les nombreuses interactions entre la nature et les communautés humaines ont généré des paysages caractéristiques, reflets de multiples usages, mais ces relations réciproques ont été perdues ou altérées. Au moment de leur quasi-disparition, les *zôki-bayashi* sont considérés comme forme modèle d'alliance entre l'homme et la nature, capable de maintenir des milieux riches et vivants. Cependant, la nostalgie d'un idéal perdu, de la perte des bois de l'enfance, n'est pas la seule motivation dans ce regain d'intérêt. Des pratiques, donc des relations entre l'environnement et les hommes sont en train d'être inventées, revivifiées ou renouvelées par de nouveaux groupes d'acteurs en quête de compromis reformulés, souvent à partir de conflits : groupes associatifs divers (protection de la nature, ou de producteurs encore sur place,...), citadins en quête de loisirs de proximité, retraités disposant de temps et de connaissances, collectivités locales qui reconsidèrent les rapports entre l'environnement, le territoire et le développement urbain. Ce que l'on tente de restaurer, de renouveler, ce sont avant tout des relations entre les hommes et le milieu, et la reconstitution des sites résulte de ces processus de réappropriation issus de formes de coopération. Les ressources récréatives et d'agrément du *satoyama* correspondent aux aspirations des citadins, et son exemplarité prend une dimension éducative et éthique. La proximité de la très grande ville, après avoir été un facteur important de destruction des bois et des champs, permet le sauvetage de ce qu'il en reste.

Un objectif partagé par certaines administrations locales et les organisations citoyennes est de recréer des territoires à usage communautaire en contexte suburbain. Ces espaces et pratiques amènent à conserver des habitudes de coopération, jugées indispensables, et transmettent la mémoire de solidarités collectives réactivées lors des situations extrêmes que le Japon affronte régulièrement lors de catastrophes naturelles. Autrefois, le travail d'entretien nommé *yamazukuri*, « façonnage de la montagne », se faisait en commun, ce qui permettait d'entretenir aussi les rapports sociaux entre villageois, entre générations, et de maintenir un lien avec les ancêtres qui avaient planté des arbres. Aujourd'hui, l'intérêt pour la biodiversité, entendue comme perception, conception et valorisation du vivant, comme principe fondamental et globalisant, amène à s'intéresser différemment aux productions agricoles, aux pratiques rituelles et savoir-faire coutumiers, ainsi qu'aux questions de paysage²⁹.

Le *satoyama*, thème paysager et mode de gestion dans des parcs de Tokyo

Si les bois et les champs suburbains font l'objet d'un intérêt croissant, certains principes du *satoyama* sont introduits ou revalorisés dans les parcs publics urbains. Par exemple, le parc Sendaihorikawa, bande arborée en promenade le long de canaux sur 10,4 ha

plantée il y a vingt cinq ans dans l'arrondissement de Kôtô, est actuellement géré comme un bois *zôkibayashi* à titre expérimental. Le boisement est essentiellement constitué de diverses espèces de chênes (avec aussi des merisiers et des arbres très courants dans les *zôkibayashi*) dont les plus anciens viennent d'être recépés. Des panneaux expliquent aux promeneurs le cycle et le mode de gestion de ces bois, le rôle qui leur était dévolu, les espèces d'arbres et d'oiseaux qui s'y trouvent. Le but est d'enrichir la faune et la flore plutôt que de laisser s'épaissir et se fragiliser le couvert.

Un autre exemple, très petit mais profus, est Komabano, un parc d'à peine 3 ha dans l'arrondissement de Shibuya. À l'époque Edo (1603-1867), ce bois était une réserve de chasse au faucon à l'usage des shoguns, puis à l'époque Meiji (1868-1912), le site devient terrain d'expérimentation agronomique rattaché à la toute proche université de Tokyo. Aujourd'hui, les rizières (fig. 3) sont cultivées par deux écoles voisines et s'y déroulent diverses fêtes de quartier, par exemple en octobre, avant la récolte, un concours d'épouvantails. Dans la partie boisée, les cerisiers et merisiers en font un lieu prisé pour fêter *banami* début avril. Divers habitats sont sanctuarisés pour observer plantes ou oiseaux: l'étang, une parcelle arborée et une petite réserve botanique qui rassemble les plantes à fleurs de Musashino. Ce sont des associations de quartier qui entretiennent ces différentes parcelles, cultivent des champignons sur des bûches (fig. 4), coupent et rangent le bois pour faire du feu, ont composé les panneaux qui expliquent la nature du site avec ses cycles saisonniers, sa teneur culturelle et culturelle.

L'esthétique rustique a une longue histoire au Japon, depuis les pavillons de thé à l'époque médiévale en quête de simplicité et sobriété par la mise en œuvre de matières brutes d'une manière sophistiquée. À l'époque Edo, les jardins privés des *daimyô*, seigneurs vassaux du shogun qui possédaient de grandes résidences, comprenaient des rizières avec des pavillons couverts de toits de chaume, entourées de bois. Ces paysages agrestes condensés offraient de l'agrément, mais avaient aussi une visée morale

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains



Fig. 3: Rizières dans le parc Komabano, début avril.



Fig 4: Culture de champignons shiitake dans le parc Komabano, début avril.

en rappelant le cycle du labeur des champs à ceux qui l'oubliaient. Les promenades parmi les hameaux proches d'Edo, afin de jouir des paysages champêtres avec des roues à eau, des chaumières, des vergers, au rythme des saisons, des travaux agricoles et de la vie rurale, étaient très prisées des citadins. La vive attention accordée au *satoyama*, champs et bois ordinaires, perçu selon une approche contemporaine qui prend en compte la biodiversité, les écosystèmes, en quête d'une nouvelle alliance avec les éléments naturels, est plus qu'une mise à jour de cette sensibilité. L'urbanisation et la modernisation technologique engendrent un regard réflexif sur la richesse environnementale et culturelle que représente le *satoyama*. Sa revalorisation offre l'occasion de nouvelles formes de socialisation et d'identification, car si le *satoyama* disparaît, c'est la montagne, la forêt et nombre de liens au territoire qui sont menacés.

Shanghai organisa en 1994 un colloque sur « l'agriculture urbaine Shanghai-Osaka » dans lequel les expériences sino-japonaises en matière d'agriculture urbaine s'échangèrent. Pékin emboîta le pas de Shanghai et organisa en 1996 le premier colloque chinois sur l'agriculture urbaine. À partir de là, la notion d'agriculture urbaine connut une popularisation croissante et notamment au sein des métropoles, qu'elles soient grandes ou petites. L'objectif du développement de l'agriculture urbaine et de son intégration dans les opérations d'aménagement urbain répondait en effet tant aux besoins de la campagne qu'à ceux de la ville chinoise.

À ce titre, étudions le cas de la métropole de Xi'an qui, au-delà de quelques spécificités propres à son développement, est un exemple représentatif des métropoles chinoises d'aujourd'hui, et ce tant au niveau de la diversité des phénomènes qui accompagnent son évolution qu'au niveau de sa politique de planification.

La création en 1991 d'une grande zone d'extension urbaine, au sud-ouest de l'agglomération, à l'emplacement d'espaces agricoles, marqua la naissance de l'urbanisation contemporaine de cette ville. Les vingt années qui suivirent furent celles du développement à grande vitesse de Xi'an. Cette période témoigne de l'objectif du gouvernement de faire de Xi'an la première grande métropole de l'ouest de la Chine à l'horizon 2012. Cependant, au sein du document de planification urbaine 2010-2020, véritable feuille de route du projet métropolitain de Xi'an, le thème de l'agriculture urbaine apparaît clairement. Pourquoi et comment la notion d'agriculture urbaine s'intègre-t-elle dans cette construction métropolitaine? Comment l'espace agricole prend-il forme dans la métropole réelle et projetée de Xi'an?

De la ville à la métropole de Xi'an

Xi'an, capitale de la province de Shaanxi, est bordée au sud par les montagnes du Qinling, à l'est par des collines et des zones humides. Le reste du territoire est composé de plaines. Après une longue période de stabilité, la croissance économique des années 1990 entraîna un développement exponentiel de la ville de Xi'an. Durant ces dix dernières années, la croissance économique repoussa sans cesse les limites de la ville au détriment des espaces ruraux. En 2002, Xi'an regroupait quatre districts et neuf arrondissements s'étalant sur 10 108 km² pour une aire urbaine d'une superficie de 395 km². Simultanément, la population urbaine augmenta considérablement. En 2007, l'agglomération comptait 8 305 400 habitants. En 2010, elle atteignit 9 200 000 habitants dont 6 550 000 urbains résidants à Xi'an ou dans les petites villes satellites qui gravitent autour. En 2020, on estime la population à 10 707 800 habitants dont 8 650 000 urbains¹ (fig. 1).

L'aménagement urbain de Xi'an, tributaire comme toutes les villes chinoises de l'orientation politique du gouvernement, dut alors s'adapter et faire face à ces préoccupa-

tions nouvelles. La manière de concevoir la ville, en l'occurrence celle de Xi'an, s'en est trouvée bouleversée : l'espace agricole d'abord perçu comme « espace libre à construire » a progressivement été pris en compte en tant que composante à part entière de la planification métropolitaine.

Destruction-occupation-construction

En 1982, l'Assemblée populaire nationale adopta la 4^e Constitution de la République populaire de Chine. Celle-ci affirmait le principe de propriété publique de la terre. Une distinction est cependant à faire entre, d'une part, la terre agricole et, d'autre part, les terrains urbains. Sous le régime de la propriété collective, les terres agricoles sont détenues collectivement par les paysans, alors que les terres non agricoles en zones urbaines, tout comme les grandes étendues du Nord et de l'Ouest, sont reconnues comme propriété d'État. Ces deux régimes de propriété foncière ainsi que les statuts de Hukou² sont à l'origine d'une véritable rupture entre la campagne et la ville dans le pays entier. De plus, par tradition, l'urbain exerce une domination absolue sur le rural ; une attitude qui conduit dans la pratique à un développement de la ville passant par l'occupation des espaces ruraux. La méthode d'urbanisation est simple : détruire toutes les constructions des anciens villages, installer l'ensemble des villageois dans des petites tours d'habitation et occuper tous les espaces agricoles considérés comme espaces « vides³ », libres à construire, par de nouveaux bâtiments permettant une forte densité de population. Cette méthode se résume par un schéma de « destruction-occupation-construction ». L'extension urbaine de Xi'an en 1991 est représentative de cette approche. Cependant, après quelques années de pratique, l'impact de cette méthode radicale s'avéra des plus néfastes. Le phénomène du « Cheng Zhong Cun⁴ », sorte de « bidonville à la chinoise », isolé dans l'espace urbain en est une illustration typique. Du fait de ces conflits entre citadins et villageois, de ces mécontentements, le gouvernement de Xi'an décida d'agir. Comment alors protéger

1- Ces chiffres sont issus du site du gouvernement de Xi'an : <http://www.sxsdq.cn/sqgk>.

2- Le Hukou est un système créé en 1958 pour empêcher l'installation après guerre des soldats démobilisés issus, à l'origine, des campagnes. Au fil du temps, le Hukou est devenu un système contrôlant et canalisant les flux de travailleurs migrants quittant les campagnes pour s'installer dans les villes. Il est aussi devenu un symbole de la frontière invisible entre la campagne et la ville. Il existe deux types de Hukou : le Hukou agricole et le Hukou non agricole. Un Hukou agricole ouvre droit à l'emploi agricole, tandis qu'un Hukou non agricole permet d'accéder aux emplois et à la résidence en zone urbaine. Il permet aussi de bénéficier de tous les avantages sociaux offerts par les municipalités. Aujourd'hui, ce système est devenu un des plus critiqués du régime politique. Certaines personnes considèrent que l'annulation du système de Hukou serait une évolution sociale, d'autres pensent qu'il s'agirait d'une forme contemporaine d'exploitation de paysans puisque abandonner le Hukou agricole signifierait abandonner la propriété des terres à la campagne. Ainsi, le système Hukou est un perpétuel débat d'actualité dans la société chinoise.

3- Dans son article « L'agriculture dans la ville, projet urbain ? » (40^e congrès ISOCaRP 2004), André Fleury affirme que jusqu'en 1960, l'Île-de-France se serait « construite en continuité sur les espaces ouverts, réputés *vides*, quel que soit leur usage sauf classement de site ». Cette expression est tout aussi significative dans le cas de la Chine.

4- Le « Cheng Zhong Cun » est un phénomène typiquement chinois résultant du processus d'urbanisation et du développement non coordonné des zones urbaines et rurales. Dans la mesure où « Cheng » signifie « ville », « Zhong » « intérieur » et « Cun » « village », le « Chen Zhong Cun » est en somme un « village urbain ». Alors que le terme « Cun » renvoie à l'image du village traditionnel avec des espaces agricoles attenants, l'expression « Chen Zhong Cun » désigne plutôt le statut administratif d'un village sans espace agricole. À l'origine, ce type de lieu se trouvait en périphérie des villes. Il permettait d'installer les paysans qui avaient perdu leurs terres à cause de l'urbanisation. Peu à peu, ces espaces ont été colonisés par les plus défavorisés et, avec l'extension des villes, ces petits villages se sont retrouvés totalement isolés dans l'espace urbain.

5- Yan'an est une ville de la province de Shaanxi. Dans les années 1990, les paysans locaux pratiquaient encore d'anciennes techniques agraires, notamment celle de la culture par abattis-brûlis.

6- Cette politique de reforestation se résume en quatre mots chinois : « Tui geng huan lin » dont « tui » qui signifie « retirer », « geng » « espace agricole », « huan » « retourner » et « lin » « forêt ». En somme, il s'agit de transformer les champs en forêt. L'objectif principal de cette politique est donc la reforestation de certains terrains non favorables à l'agriculture.

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

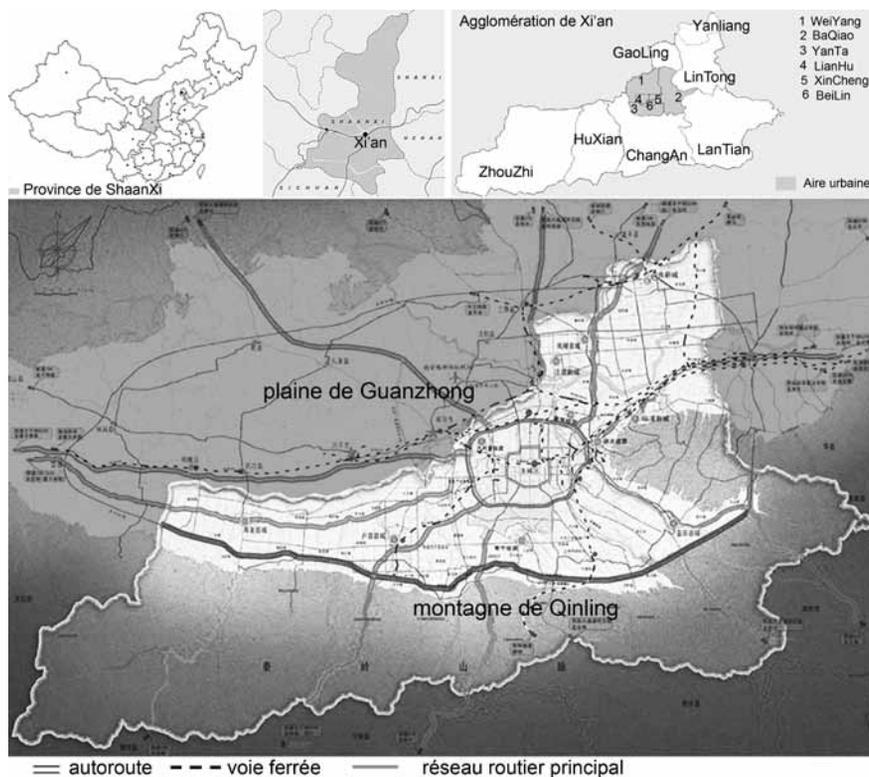


Fig. 1: La métropole de Xi'an.

les intérêts des paysans afin qu'ils puissent subvenir à leurs besoins? À partir de la fin des années 1990, cette problématique est omniprésente dans les réflexions des aménageurs.

Prise en compte des espaces verts dans la construction urbaine

Lors de sa visite à Yan'an⁵ en 1999, le Premier ministre Rong Ji Zhu remarqua que l'environnement occidental de la Chine était fort dégradé. Après de nombreuses enquêtes, il lança une politique de reforestation⁶. Dès lors, la politique de l'État s'orienta davantage vers des préoccupations environnementales. Cette attitude s'imposa progressivement aux politiques locales et donc au gouvernement de Xi'an notamment. Parallèlement, la décision de l'État de « développer le Nord-Ouest » accéléra le développement économique de la ville. Xi'an entra alors dans une période de croissance sans précédent dans son his-

toire et, en dix ans d'urbanisation, la ville investit quasiment tous les espaces considérés comme « disponibles », y compris les espaces agricoles. La conscience du manque d'espaces verts se fit ressentir un peu plus tard et définit un besoin nouveau en termes de qualité d'espace. Avertis par leur sensibilité commerciale, certains promoteurs immobiliers investirent dans la mise en valeur de l'environnement et la végétalisation. La réussite économique de ces promoteurs est aujourd'hui imparable. Elle témoigne du désir citoyen d'espaces verts et répond à un nouvel adage selon lequel « dépenser davantage pour habiter un meilleur environnement ». Devant de tels résultats, le gouvernement de Xi'an s'est aperçu que la question environnementale n'était pas une dépense « coûteuse » empêchant la croissance économique, mais au contraire un investissement d'avenir. Un environnement de qualité valorisant les opérations de construction et d'aménagement urbain peut rapporter gros...

Le gouvernement de Xi'an mit alors en place une politique de « Grand Plan Vert » et lança l'ambitieux programme du Grand Parc urbain de QuJiang⁷. Le gouvernement transforma alors une ancienne zone humide polluée en parc d'environ 16 km². Il vendit ensuite les terrains autour de ce parc à des promoteurs chargés d'achever le projet par des opérations de construction immobilière. En 2009, les bénéfices de ce projet étaient 2842 fois supérieurs à l'investissement initial⁸. Grâce à cet aspect économique, l'approche environnementale conquiert les opérations d'aménagement pilotées par le gouvernement de Xi'an. Le contrôle foncier géré par l'État a enrichi le gouvernement et a permis de développer les infrastructures de la métropole de façon notable. Par ailleurs, l'acquisition de voitures privées changea le comportement du citoyen. Le parc automobile privé de Xi'an comptait environ 20 000 voitures dans les années 1990. Entre 1991 et 2000, une première vague d'augmentation multiplia par dix le nombre d'automobiles. La deuxième vague, entre 2001 et 2009, connut un taux d'augmentation de presque 200 %⁹. La généralisation de la voiture privée changea radicalement le mode

7- « QuJiang » est l'ancien nom du jardin impérial issu de la dynastie Tang. Il n'en restait qu'une friche polluée avant l'opération. Il s'agit aujourd'hui d'un nouveau district situé au sud-est de Xi'an.

8- Selon l'article intitulé « 2 842 fois d'augmentation de capital à QuJiang » et publié le 16 juillet 2010 dans le journal chinois *L'Observatoire économique*, le capital de l'opération s'élevait en 2002 à 6 000 000 RMB ; il a atteint en 2009 une valeur de 17 052 000 000 RMB.

9- Ces chiffres sont issus de l'article « 41 % des voitures de la province Shaanxi viennent de Xi'an » publié sur le site officiel de la gendarmerie de Xi'an : <http://www.xianjj.com/index.aspx> le 21 janvier 2010. D'après ces statistiques, le parc automobile privé de Xi'an a atteint le nombre de 596 835 automobiles en 2009.

10- « Nong » signifiant « agriculture », « Jia » « famille » et « Le » « plaisir », le « Nong Jia Le » peut être entendu en tant que forme de loisir agricole familial. Il s'agit d'un type d'agritourisme qui lie souvent l'agriculture, la restauration et la location de chambres d'hôte. Le phénomène du « Nong Jia Le » atteste d'un désir croissant des citoyens pour la campagne, un phénomène à la fois économique et sociologique.

de vie citadin : l'évasion de la vie urbaine le week-end ou même quotidiennement en fin de journée est devenue monnaie courante. Ces nouvelles habitudes alimentent le tourisme de proximité et, depuis lors, la campagne connaît une nouvelle phase de développement. Depuis l'an 2000, les agriculteurs, désormais conscients que leur cadre de vie (peu de densité, des espaces verts, des vues dégagées) correspond à ce que recherchent les citadins, ne veulent plus abandonner leurs terres. L'agrotourisme, sous la forme spécifiquement chinoise du « Nong Jia Le »¹⁰, est alors devenu une activité très prisée. Une nouvelle forme d'économie agricole se greffa ainsi à la ville et cette réussite économique rurale inattendue change le regard de la ville sur sa voisine de toujours. Elle crée aussi un lien de plus en plus solide entre la ville et la campagne.

Un développement symbiotique entre métropole et campagne

Le régime de la propriété collective rurale qui divisa les terres en petites parcelles autonomes permit à chaque famille d'agriculteurs de posséder une partie des terrains du village. La famille assumait elle-même la responsabilité des gains et des pertes. Il s'agissait d'un modèle économique typique de petites exploitations, souvent familiales, fonctionnant quasiment en autarcie. La modernisation des technologies agricoles initiées par le gouvernement se heurta à ce régime, et la nouvelle politique « d'intégration rurale-urbaine », décidée en 2008 lors de la 3^e réunion plénière du 17^e Congrès du Parti communiste chinois, a justement pour objectif de transformer progressivement ces unités foncières en propriétés d'État. Depuis, alors que la construction en milieu rural a longtemps été sous la responsabilité des pouvoirs locaux, elle dépend aujourd'hui de la planification métropolitaine. La traditionnelle dichotomie entre ville et campagne est à présent sur le point d'être dépassée tant par la consolidation de l'aménagement territorial que par la nécessaire protection des espaces agricoles. Dans ce contexte, le gouvernement de Xi'an lança en 2010 plusieurs programmes visant à mettre en place « l'agriculture urbaine » dans la métropole. Cette opération répond, d'une part, à l'orientation de la politique centrale dont le but est de protéger les espaces agricoles ; d'autre part, le gouvernement local anticipe le renchérissement des unités foncières et cherche de nouveaux secteurs économiques pouvant diversifier l'offre et la soutenir afin de poursuivre un développement économique tout en limitant la dégradation de l'environnement. « L'agriculture urbaine », dont les avantages en termes économiques sont avérés, est une des réponses apportées par les pouvoirs publics au développement métropolitain 2010-2020. L'agriculture urbaine est en effet considérée comme un atout permettant à la fois d'augmenter les ressources des agriculteurs et d'accentuer la consommation des citadins. Le maintien de l'espace agricole, le développement économique et la croissance démographique étant des questions essentielles occupant le gouvernement de Xi'an aujourd'hui, le rôle de l'agriculture urbaine est crucial. Alors que l'agriculture est habituellement un secteur peu rentable, « l'agriculture urbaine », par son potentiel éco-



- site Han Xuan Ling



Fig. 2: Vue sur un chemin entre les vignes du Nong Jia Le de Han Feng Tai. Photo Yueting Cui, mai 2010.

nomique avéré, est pour sa part un concept majeur, à la fois politique, économique et social, du développement métropolitain. Elle devient un instrument important à la fois politique, économique et social.

Le gouvernement de Xi'an schématisa en 2007 la disposition des espaces dédiés à l'agriculture urbaine, et ce dans une configuration d'interconnexion avec la ville. Trois couronnes furent alors positionnées autour du centre-ville: la

11- Han Xuan Ling est la tombe de l'empereur Xuan de la dynastie Han. La zone décrite se trouve sur ce site historique et a échappé à l'urbanisation de la fin des années 1990 grâce à la protection des sites historiques. Cette protection tend à orienter les activités vers l'agriculture, celle-ci causant moins de dégradations sur les sites.

12- Rapport « La proposition pour l'accélération de l'agriculture urbaine à Xi'an » mis en ligne le 15 août 2007 sur le site officiel de la municipalité de ChanBa: http://www.xachanba.com.cn/front/search/search_detail.jsp?articleId=95.

première d'entre elles, à la périphérie du centre-ville, est destinée au traitement des produits agricoles, aux parcs fruitiers et aux potagers pouvant accueillir des visiteurs ; la deuxième, dans la plaine de Xi'an, est dédiée à la transformation des produits alimentaires ; et la troisième, proche de la montagne Qinling, développe l'agriculture biologique et l'agrotourisme. En dépit d'une volonté politique s'orientant vers l'agriculture urbaine, l'espace agricole n'est cependant pas systématiquement protégé. La protection ne s'applique qu'à certains types d'agriculture. D'après nos observations de terrain, ce sont les activités économiques qui définissent et caractérisent ce concept d'agriculture urbaine. Selon ce critère, trois types différents d'agriculture urbaine peuvent être distingués.

L'agriculture comme jardin lucratif

À Xi'an, deux zones sont représentatives d'une agriculture métropolitaine que l'on peut associer à la pratique du jardin. La première, au nord-est, dans la périphérie de la ville, est issue du programme « Parc écologique ChanBa ». Officiellement lancé en 2005, ce programme accordait dans sa feuille de route une part importante à l'espace agricole. Sa surface, d'une vingtaine de kilomètres carrés, englobe donc des champs accolés les uns aux autres. La seconde zone, appelée Han Xuan Ling¹¹, dont les contours sont très découpés, est située dans le sud-est, à l'intérieur de la ville. Les champs sont disséminés dans le tissu urbain.

Pour le site du « Parc écologique ChanBa », l'agriculture a définitivement trouvé sa place dans ce programme à travers une opération modèle appelée depuis 2010 « Agriculture urbaine - ChanBa ». Il s'agit d'une zone agricole se trouvant sur une colline et jouissant d'une vue panoramique sur toute la ville. Des milliers de vergers dédiés à la pêche offrent un paysage idyllique en toute saison. La réalisation d'un parc avec des vignes et des cerisiers est de plus envisagée¹².

Dans le site Han Xuan Ling, parmi une vingtaine de Nong Jia Le, Han Feng Tai-Nong Jia Le (fig. 2) représente un modèle particulier d'agriculture urbaine. Le site est juché sur une colline qui jouit d'une vision panoramique sur la ville ; des vignes enrichies de cépages venus de différents pays y sont soigneusement plantées, nettoyées, taillées ; les potagers y sont variés et entretenus sans pesticide, les cerisiers sont rigoureusement alignés, les allées sont aménagées avec attention. Ce paysage délicatement travaillé offre un cadre agréable bien différent de l'image du paysage rural traditionnel qui, dans l'imaginaire chinois, est un milieu pauvre, sale et « peu civilisé ». Le paysage de ce site a été créé avec grand soin : les sols sont pavés, de petits lampadaires munis de lanternes rouges sont alignés le long des chemins, les constructions en béton sont recouvertes de terre ou de paille, des statues de style rural sont disséminées entre les cultures. L'impression de visiter un jardin chinois est très présente. Cette sensation est, entre autres, entretenue par les accessoires et décorations de style rural qui jalonnent les parcours.

Dans le cas de ce type d'agriculture, le terrain appartient toujours à une collectivité, et ce quelle que soit sa localisation. Un agriculteur en possède le droit d'exploitation. Il peut ainsi le louer à un opérateur, généralement par un contrat d'une durée d'environ dix ans ; ceci lui permet de percevoir un loyer dont le montant est relatif à la surface du terrain et au cours du blé. Il peut par ailleurs avoir d'autres occupations en ville. De son côté, l'opérateur foncier tente de contracter un maximum de baux afin de réunir des terrains en une grande unité foncière agricole. Par ailleurs, souvent conscient de l'enjeu que représentent la qualité de la production et l'importance du paysage agricole, il façonne un concept et un paysage : un beau paysage attire les clients, un cadre environnemental de qualité dénote un produit de qualité qui, à son tour, fidélise les clients et garantit des bénéfices. Les légumes et les fruits sont donc rigoureusement sélectionnés pour être goûteux et beaux, le site est conçu pour rendre les visites agréables, les plantations sont agencées selon la circulation et le parcours des visiteurs. Cependant, à la différence d'un jardin urbain classique, son rôle ne se limite pas à celui d'un espace vert dédié à la détente. Il s'agit bien ici d'un espace de vente de produits frais en plein air, et les revenus issus de la vente sont une partie importante du chiffre d'affaires généré. Une synergie entre les offres de restauration, les activités culturelles et les produits haut de gamme fabriqués *in situ* favorise l'activité économique. Enfin, la rentabilité de cette activité économique est la mesure principale qui permet au gouvernement de Xi'an de décider ou non de l'existence de tels espaces agricoles.

L'agriculture comme paysage idéal

Au pied de la montagne QinLing (zone naturelle protégée), une zone toute en longueur entre la montagne et la ville vient d'être classée par l'État « espace agricole nécessaire ». Dans cette zone, le village de ShangWang se consacre à la restauration. Il s'agit d'un type particulier de restauration, la restauration chez l'agriculteur (fig. 3).



Fig. 3: Rue principale du village de ShangWang. Photo Yue-ting Cui, mai 2010.

13- Ces chiffres sont issus du mémoire de master « L'agritourisme pousse la construction du nouveau village – L'exemple ShangWang » rédigé par He Tian en mai 2009 à l'Université Normale de HuaZhong.

14- HanLing est à l'origine un site de l'ancienne cité de la dynastie Han, et le chiffre donné vient pour sa part de la présentation du projet réalisée en avril 2010 par l'auteur du projet lui-même, l'archéologue JianXin Wang.

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

Parmi des centaines de Nong Jia Le, ce village est le premier à s'engager sur cette voie. À l'origine composé de 70 ha d'espace habité pour environ 500 habitants, 200 ha de potagers et 260 ha d'arboriculture fruitière, ce village tirait ses ressources de son agriculture. En 2004, la municipalité décida de réaménager, voire de reconstruire, tout le village afin de l'équiper de services modernes et ainsi de l'adapter au phénomène de Nong Jia Le. Aujourd'hui, toutes les routes du village sont goudronnées (2075 m), des luminaires éclairent correctement les espaces publics, 3 500 m² de parking ont même été créés à l'entrée du village¹³. Des bâtiments de trois niveaux, tous identiques, de style néo-traditionnel et équipés de tout le confort urbain moderne, ont été conçus pour les touristes. Restauration, chambres à louer et salles de jeux ont également vu le jour. C'est l'image fantasmée d'un village débarrassé de la pauvreté, de la saleté, un modèle chinois de campagne idéalisée. Mais, en dehors de petits bouts de champs et de potagers formant un arrière-plan rural et montagnard, les espaces agricoles productifs ont déserté le village. Il est devenu, paradoxalement, un village « à vocation agricole » sans terrain cultivé.

Dans le même ordre d'idée, il existe à Xi'an une zone agricole à vocation similaire. Il s'agit d'une surface importante d'espaces agricoles appelée Zone HanLing¹⁴, se trouvant à proximité de l'autoroute nord-ouest, sur la plaine de Xi'an, et s'étalant sur une superficie d'environ 75 km². Elle se compose de 55 villages et 50 788 de ses habitants possèdent un Hukou agricole (fig. 4). Il y a vingt ans, ce lieu était réputé comme « jardin de pêches » et la qualité de ses produits était reconnue dans toute la Chine. Aujourd'hui, la situation de cet espace agricole a bien changé, elle est critique et ambiguë. Alors que l'intérieur de la zone est encore à vocation rurale, sa frontière avec la ville ne cesse de se brouiller : d'immenses infrastructures sont suspendues au-dessus des champs, et des routes fort empruntées coupent les connexions naturelles des villages. Pour des raisons de rentabilité économique, la plupart des vergers de pêches ont été transformés en potagers. La proximité de la ville entache considérablement l'environnement du site. La pollution des sols et des eaux, les nuisances sonores et les déchets épars ternissent l'image du lieu. Au travers d'initiatives individuelles, des agriculteurs tentent de se tourner vers le Nong Jia Le afin de favoriser l'économie locale. Cependant, comment constituer et fidéliser une clientèle avec un cadre si peu attrayant ? En 2010, un projet porté par la ville de Xi'an pour ce site et dont le slogan parle de « nouveau village urbain » est autorisé par le gouvernement central, à condition toutefois de protéger l'espace agricole et le site historique. L'objectif de ce projet est de révéler le potentiel touristique de ce site en utilisant ses qualités historiques, d'optimiser son occupation en rassemblant les petits villages épars et ainsi de libérer des espaces pour l'agriculture. L'idée revient à réaliser de nouvelles campagnes idéales, pareilles à celles du village de ShangWang. Beaucoup d'espaces agricoles sont de plus réservés à de l'agriculture urbaine haut de gamme. Enfin, si le site est aujourd'hui identifié comme « espace vert » dans le Plan Vert de la Planification urbaine 2010-2020, les opérations d'aménagement sont pour l'instant suspendues.

Dans ce type d'agriculture, l'agriculteur est cette fois opérateur foncier et possède aussi le droit d'exploitation des sols. Il est cependant tenu d'obtenir l'accord de la municipalité pour changer l'utilisation de ses terres. Ainsi, malgré le statut de Hukou agricole, la plupart des agriculteurs de ces sites ne pratiquent plus d'activité agricole ; leurs ressources viennent de la restauration, de la location de chambres d'hôte, des loisirs. Les habitations y sont conçues à l'usage des citadins qui, paradoxalement, passent moins de temps à l'extérieur qu'à l'intérieur où ils s'occupent à des jeux, mangent ou discutent. La modernité et le confort urbain, dans un cadre campagnard idéal, sont donc les conditions nécessaires pour garantir le bon fonctionnement de ce Nong Jia Le. Cependant, l'espace agricole n'a plus la même valeur économique et il n'assure plus la subsistance des villageois. D'ailleurs, les besoins en produits agricoles pour les restaurants et les familles sont entièrement approvisionnés par la ville. Le schéma traditionnel de circulation des produits alimentaires allant du rural à la ville est inversé. Phénomène étonnant d'un espace rural nourri par la ville qu'il est censé nourrir ! En définitive, l'espace agricole est ici une forme d'agrément participant à la reconstitution d'une ambiance villageoise. Mais derrière ce cadre attirant se cache la réelle fragilité de ces espaces qui seront sans doute demain fragilisés par une périurbanisation pour l'instant discrète.

L'agriculture comme ressource alimentaire

Malgré les précédents constats, sur les 10 108 km² du territoire de Xi'an, l'espace agricole classé et protégé par l'État est de 2 552 km² sur un total de 8 178 km² d'espaces agricoles et espaces naturels¹⁵. De plus, la production agricole de l'aire métropolitaine de la province permet à Xi'an de s'approvisionner en quasi-autonomie, et ce contrairement à Beijing par exemple qui dépend à 90 % de l'importation¹⁶. Il existe donc un troisième type d'agriculture urbaine. Celui-ci se situe sur les espaces les plus éloignés de l'aire urbaine. On pourrait à juste titre imaginer que



Fig. 4: Espace agricole sous l'autoroute dans la zone HanLing. Photo Yueling Cui, mai 2010.

15- Les espaces construits représentent 1094,15 km², soit 10,82 % de l'aire métropolitaine, les infrastructures 128,96 km² (soit 1,28 %) et les espaces agricoles et naturels 8 178,19 km² (soit 80,91 %). Ces derniers se partagent entre 3 445,19 km² de champs, 252,42 km² de vergers, 4 170,33 km² de forêts, 132,68 km² de prairies et 132,68 km² de zones humides. Ces chiffres sont issus du rapport « Planification de l'utilisation du territoire de Xi'an de 1997 à 2010 » publié le 20 décembre 2004 sur le site du gouvernement de Xi'an : <http://knews.shaanxi.gov.cn/0/103/4560.htm>.

16- http://yjscyxs.mofcom.gov.cn/yj_news/2007/7/1184830825690.html. Le rapport « Projet d'approvisionnement de Beijing en cas d'urgence » publié le 25 juillet 2007 affirme que « Beijing [...], capitale de la Chine, est un lieu de grande consommation alimentaire, cependant il ne produit que 10 % de ses besoins alimentaires [...], 90 % dépendent de l'importation venant d'autres villes et d'autres pays ».

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

cette activité est ainsi hors de portée de toute pression urbaine. Pourtant, ces espaces agricoles sont menacés par l'implantation croissante d'usines, d'entreprises et de villes nouvelles. Si, d'apparence, ce type d'agriculture rappelle l'agriculture intensive, on distingue pourtant différentes catégories d'exploitations. Il y a d'une part les exploitations agricoles mécanisées, celles gérées par l'État et celles gérées par des groupements d'exploitants. Ces groupements sont en partie dus à l'exode rural des jeunes attirés par la ville. En effet, le « vide » laissé par une génération rurale s'enfuyant pour la ville a été comblé par la mécanisation des exploitations et le regroupement des exploitants. En parallèle, de nombreux agriculteurs travaillent toujours de façon traditionnelle, voire archaïque, et plus on s'éloigne de la ville, plus les différences entre agriculture moderne et traditionnelle sont frappantes. Dans ce type d'agriculture urbaine, purement productive, la vente des récoltes est la seule ressource et c'est souvent une bien maigre rente. De plus, en dépit de grands espaces où il peut être agréable pour l'urbain de se promener et de l'entretien souvent soigné de ces espaces agricoles, l'existence d'une pauvreté rurale, visible, repousse le citadin. En outre, le paysage bocager considéré comme une « nature artificielle » n'est pas encore reconnu par les urbains dans leur idéal de paysage champêtre. L'agriculture de production, l'agriculture nourricière, est encore loin de faire rêver et devra se passer pour l'instant d'activités économiques complémentaires.

L'agriculture urbaine telle que nous la connaissons aujourd'hui a pris forme à Xi'an depuis le début des années 2000. Les différents types d'agriculture observés, présents à Xi'an comme dans d'autres villes chinoises, se déclineraient sans doute dans le futur en de nouvelles typologies. De tout temps, la campagne et la ville chinoises ont été définies en opposition, l'essor économique instaure un nouveau rapport entre ces deux entités. D'un côté, la ville devenue métropole perçoit l'importance d'un développement symbiotique entre l'urbain et le rural. D'un autre côté, l'émergence de nouvelles formes d'activité agricole éveille un intérêt croissant pour une campagne autrefois délaissée. On assiste alors à un début de synchronisation entre métropole et campagne, l'agriculture urbaine ouvrant le dialogue entre ces deux milieux. Ces interactions se caractérisent par une urbanisation croissante, une mutation urbaine, provoquant en retour la métamorphose de l'agriculture. Cependant, cette nouvelle agriculture chinoise se concentre jusqu'à aujourd'hui sur les pendants économiques, politiques et sociaux de l'activité agricole, la conscience des enjeux environnementaux et culturels reste encore très limitée.

IV. Jeux d'acteurs et production d'espace

Campagne métropolitaine, la parole aux agriculteurs

Jennifer Buyck

L'homme qui plantait des haies

La création du bocage du XXI^e siècle par Marcel Jeanson, agriculteur picard

Denis Delbaere

Boursouflée, distendue, diffuse, la ville européenne fait couler beaucoup d'encre. Elle a changé d'échelle et de forme. En ce sens, elle fait l'objet de nombreux travaux analytiques et prospectifs au sein desquels les métropoles, véritables figures de proue de ces transformations, nourrissent le débat quant à l'avenir des territoires habités. Mais, parallèlement à ces mutations urbaines, le monde agricole – et tout particulièrement aux abords des villes et des métropoles – change lui aussi profondément. Que se passe-t-il aux portes de nos villes? Existe-t-il une campagne générique à l'image d'une ville qui semble l'être devenue? Au lieu de nous focaliser sans fin sur la ville en elle-même, intéressons-nous à son « en dehors », à l'agriculture, changeons alors de point de vue et voyons ce que l'envers du décor urbain peut nous apprendre. Pour ce faire, la parole est aux agriculteurs.

Mosaïque agricole et campagne générique

Pour aborder cette question agricole, quelques éléments introductifs tout d'abord. Par exemple, la forte présence d'espaces agricoles en Europe doit être rappelée, dans la mesure où ils occupent 40 % du territoire¹. Cette distinction est une spécificité notoire de l'agriculture européenne. L'utilisation agricole et pastorale des montagnes constitue aussi une des spécificités de l'Europe en ce domaine². La mise en valeur, tant ancienne que progressive, des territoires agricoles a de plus façonné des paysages hétérogènes portés par des structures agricoles diverses. Un système agricole semble toutefois représentatif de l'agriculture européenne. Il s'agit du système appelé polyculture-élevage associant élevage et cultures dans une même exploitation : « Ce système de polyculture-élevage constitué d'exploitations familiales est caractéristique de l'Europe. Il en délimite l'aire d'expansion.³ »

Cependant, la dernière révolution agricole, venue du Danemark et des Pays-Bas, a profondément transformé les exploitations européennes. Polyculture et élevage tendent peu à peu à s'effacer devant l'intensification du travail, la spécialisation des tâches et la mécanisation des techniques. La mosaïque agricole européenne s'estompe progressivement pour laisser place à des campagnes génériques qui questionnent l'avenir agricole et paysager de l'Europe.

Enfin, dans la mesure où elles ont depuis longtemps abrité d'autres activités en plus de l'agriculture, un autre trait caractéristique des campagnes européennes réside dans leur multifonctionnalité⁴. La banalisation des campagnes remet-elle en question cette multifonctionnalité? Ou au contraire, l'hypermodernité contemporaine est-elle l'expression d'une accentuation de la multifonctionnalité des campagnes, et ce tout spécialement de celles qui bordent villes et métropoles?

Difficile de répondre à ces interrogations alors que toutes les situations agricoles ne connaissent pas le même destin. L'agriculture de moyenne montagne continue par

exemple de se vider de sa population et de ses activités non agricoles⁵. Mais ce propos peut être nuancé. En effet, une nouvelle diversité de fonctions s'inscrit ainsi autour, dans et avec les activités agricoles contemporaines. L'agriculture en frange urbaine est en ce sens tout à fait représentative de ce renouveau. Dans ce cadre, une diversité des paysages agraires semble se maintenir et définir ainsi une nouvelle multifonctionnalité agricole :

« Il est donc devenu commun et opératoire d'opposer les campagnes qui s'engourdissent et celles qui se repeuplent. Cette typologie simple mais efficace, entre campagnes qui se meurent, campagnes vivantes et espaces périurbanisés, tend à effacer les anciennes disparités fondées sur les paysages agraires dans l'explicitation des dynamiques rurales. Qui plus est, les campagnes européennes deviennent attractives et accueillent un grand nombre de nouveaux habitants, et les espaces en croissance, contrairement à l'idée reçue, tendent à s'étaler, résultat d'un exode urbain de plus en plus important.⁶ »

Esquisons alors les grands traits de l'agriculture entourant l'une des métropoles européennes : Paris. Ainsi, il nous sera possible de comprendre et d'appréhender quelque peu les dynamiques à l'œuvre au sein de territoires agricoles et pourtant métropolitains. Cette investigation que nous avons menée quant à l'agriculture francilienne se décline en plusieurs étapes. Nous avons tout d'abord établi une sorte d'état des lieux de la question afin de circonscrire le domaine de recherche. Dans ce cadre, nous avons notamment longuement voyagé à travers les terres agricoles d'Île-de-France⁷. Nous nous sommes par la suite focalisés plus en détail sur les pratiques d'agriculture urbaine en nous laissant guider par André Fleury à la découverte des innovations franciliennes dans ce domaine⁸. Par la suite, nous avons souhaité compléter cette approche en allant à la rencontre d'agriculteurs franciliens⁹ (voir fig. 1) afin d'établir une première évaluation des contraintes et atouts de l'agriculture contemporaine aux portes d'une ville globale. Quelques éléments de débat, choisis parmi les propos – très riches – recueillis auprès des agricul-

1- Source : sondage Agreste.

2- En effet, à la différence des pays européens, les autres pays tempérés, l'Amérique du Nord ou le Japon par exemple, ne cultivent pas leurs montagnes. Ces dernières sont essentiellement préservées.

3- Renard (Jean), *Les mutations des campagnes, Paysages et structures agraires dans le monde*, Paris, Armand Colin, coll. « U - Géographie », 2005, p. 128.

4- Font (Eduardo), *Les activités non agricoles dans la recomposition de l'espace rural*, Paris, L'Harmattan, 2000, 337 p.

5- Ceci se retrouve dans toute l'Europe : l'Écosse, l'Aragon espagnol, les Ardennes, le Massif central... Depardon (Raymond), *Profils paysans : la trilogie*, Chapitre 1 : L'approche, Chapitre 2 : Le quotidien, Chapitre 3 : La vie moderne, Issy-les-Moulineaux, ARTE France développement, 2009, 3 DVD, 7 h 20 min.

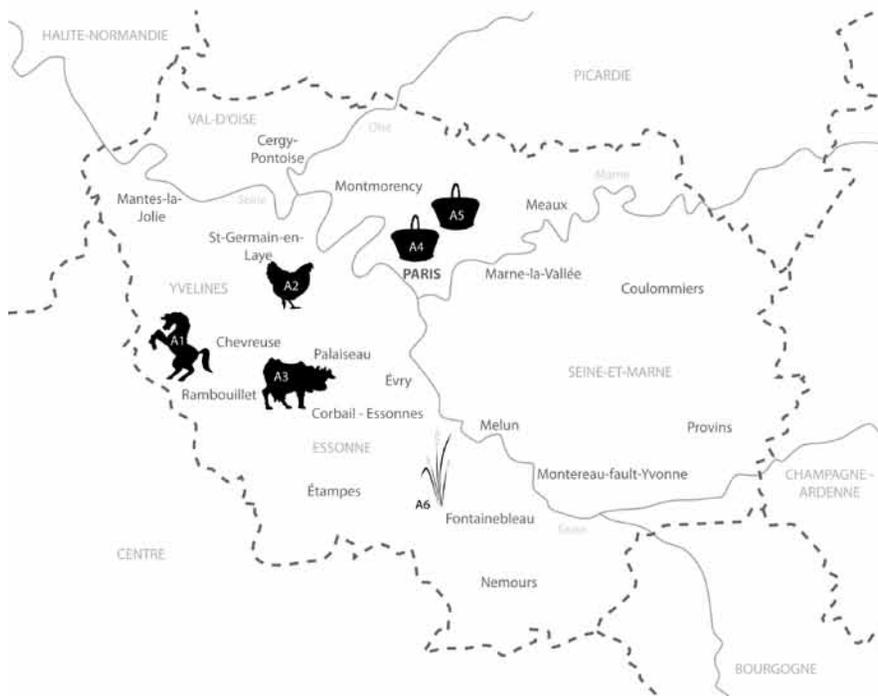
6- Renard (Jean), *Les mutations des campagnes, Paysages et structures agraires dans le monde*, op. cit., p. 132.

7- Un parcours à travers les vallées et plateaux agricoles franciliens a été effectué en septembre 2008. Il a donné lieu à un important relevé photographique à travers le Gâtinais, la Brie, le Valois, le Vexin, le Mantois et la Beauce.

8- André Fleury, chercheur en agronomie à la retraite et spécialiste de l'agriculture d'Île-de-France, nous a en effet consacré une journée en 2009 pour nous faire découvrir les grandes questions agricoles franciliennes. Nous avons donc pu en sa compagnie visiter de nombreuses exploitations agricoles et bénéficier d'explications à nos diverses interrogations. Nous souhaitons ici le remercier très sincèrement.

9- Six agriculteurs ont été interviewés entre mars et juin 2010. Ils ont été choisis en raison de leur situation métropolitaine et de la nature de leurs activités, représentative des mutations en cours. Ces entretiens ont parfois été réalisés avec l'aide de Xavier Dousson, architecte et chercheur, et de Pier-Maël Anezo, architecte.

IV. Jeux d'acteurs et production d'espace



A1. Céréalière de 57 ans ayant ouvert une pension pour chevaux

Exploitation : 100 ha, un salarié
 Système de production : 10 hectares de jachère permanente, 23 hectares de prairies permanentes et 67 hectares de blé, orge, avoine et colza + 70 hectares de bois, dont la gestion est confiée à une entreprise spécialisée + 25 chevaux en pension
 Conversion : abandon en 2002 de l'élevage de volailles commencé en 1991, abandon progressif des cultures céréalières

A2. Eleveur bio de 47 ans dans la plaine de Versailles.

Exploitation : 175 ha, équipe de 7 personnes
 Système de production : 3000 poules pondeuses BIO et polyculture
 Conversion : à l'agriculture biologique en 1999

A3. Ouvrier agricole d'une grande zone de cueillette de fruits, de légumes et de fleurs

Exploitation : 50 ha, équipe de 20 salariés environ
 Système de production et activités : cultures maraîchères ouvertes à la cueillette, 600 vaches dont 300 vaches laitières, vente de produits à la ferme, visites organisées

A4. Jeune agriculteur-entrepreneur de 24 ans bénéficiant d'une aide à l'installation en AMAP

Exploitation : 5 ha pour 3 agriculteurs
 Système de production : maraîchage fournissant 150 paniers par semaine pour trois AMAP parisiennes
 Conversion : à l'agriculture biologique en 1990

A5. Jeune agriculteur de 35 ans engagé dans la démarche « Panier Fraîcheur », un service proposé par la SNCF et la chambre d'agriculture d'Île-de-France

Exploitation : 20 ha animées par une équipe de 15 salariés
 Système de production et activités : cultures maraîchères, vente, cours de cuisine, organisation de visites...

A6. Jeune céréalière de 33 ans expérimentant des techniques culturales simplifiées

SAU de l'exploitation : 215 ha
 Système de production : 90 ha de blé, 20 ha d'orge, 20 ha de colza, 20 ha de pois, 60 ha de betterave, 5 ha en surface en couvert environnemental

Fig. 1 : Présentation des agriculteurs interviewés.

teurs franciliens, sont rapportés ici. Puisse ce recueil nous permettre d'aller au-delà de certaines idées reçues.

Des céréaliers sur leurs grands chevaux

La dernière révolution industrielle a profondément modifié les paysages agraires français et européens. Les céréaliers¹⁰ semblent dans ce cadre être les grands gagnants de cette évolution. Cependant, la question agricole contemporaine ne peut se réduire à la seule transformation des méthodes de production. En effet, les principales évolutions contemporaines résultent de deux processus distincts : « une transformation des formes de la production agricole, marquée par des bouleversements dans la répartition des productions, la spécialisation et l'agrandissement des ateliers » et surtout « une mutation des sociétés locales, autrefois dominées par le poids des populations agricoles, lesquelles sont désormais de plus en plus minoritaires, mais qui continuent à occuper et exploiter l'essentiel des surfaces »¹¹. C'est pourquoi notre constatation visuelle du bouleversement des paysages agraires ne suffisait pas, il nous fallait donner la parole à ceux qui font pour voir ce qui ne se voit pas à l'œil.

Notre premier état des lieux de l'agriculture de la métropole parisienne est tout à fait dans le prolongement de ce diagnostic : au cours de notre périple, nous avons vu défiler sous nos yeux les grandes plaines céréalnières franciliennes. Cependant, la culture des céréales n'est pas nouvelle en Île-de-France dont les terres s'y prêtent bien. Mais les structures agraires de jadis, devenues caduques, ont très nettement évolué. Les quelques puisards et les rares alignements de poiriers que nous avons rencontrés sont aujourd'hui autant de traces de ce passé céréalier révolu :

« Et puis ici, l'exploitation était très morcelée. Bon, maintenant elle l'est beaucoup moins parce qu'on a eu un remembrement agricole en 1992 ou 1993. Quand j'ai remembré, je louais à 18 propriétaires différents. J'étais en partie propriétaire mais



Fig. 2 : L'agriculteur et son fils devant les enclos à chevaux.

10- Marquet (Jeanine), *Les céréaliers français et l'Europe : l'histoire d'une ambition*, Paris, Economica, coll. « Économie agricole et agroalimentaire », 1991, 168 p.

11- Renard (Jean), « La diversité géographique », *Les mutations des campagnes, Paysages et structures agraires dans le monde*, op. cit., p. 137.

12- Extrait de l'entretien « Les céréaliers sur leurs grands chevaux » réalisé en juin 2010 au sein d'une exploitation agricole nichée en bordure de la forêt de Rambouillet. La moitié de la surface de l'exploitation se trouve en zone Natura 2000. Pour compléter sa production céréalière, cet agriculteur de 57 ans a ouvert une pension pour chevaux, mettant ainsi à profit l'environnement forestier immédiat.

13- Bussereau-Plunian (Françoise), *Le temps des maraîchers franciliens : de François I^{er} à nos jours : de Ménilmontant, Belleville, La Courtille... : de la cloche à la serre, le maraîchage d'antan*, Paris, L'Harmattan, coll. « Histoire de Paris », 2009, 395 p.

14- Baldié (Ana), *Le tourisme équestre en France : un fort potentiel de développement*, Lempdes, ENITA, Centre national de ressources du tourisme en espace rural, coll. « Jeunes auteurs », 2004, 171 p.

15- Extrait de l'entretien « Les céréaliers sur leurs grands chevaux » réalisé en juin 2010.

16- Par exemple, une exploitation installée à 30 km de Paris a mis en place une plate-forme de déchets verts à Saint-Nom-la-Bretèche dans les Yvelines. Tout en rendant un service à la collectivité, la création de cette déchetterie a permis d'obtenir des revenus complémentaires nécessaires au maintien de l'exploitation céréalière.

j'avais aussi des terrains en location, et mes locations – si je me souviens bien – représentaient quelque chose comme 375 parcelles différentes. [...] Même si tout était regroupé, c'étaient des parcelles de 20 m², de 100 m², de 300 m²... C'était de la folie.¹² »

De plus, la part des exploitations autres que céréalières a très nettement diminué. Durant notre périple, rares sont les élevages que nous avons pu croiser. Il en est de même pour les vignes et vergers¹³. Nous avons ainsi pu constater *de visu* la fin d'un système agricole de polyculture-élevage. Cependant, nous avons relevé de nombreuses expressions des changements à l'œuvre dans notre société contemporaine. En effet, de nombreuses infrastructures de transport, de loisir et de commerce telles que des golfs, des fast-foods, des zones aéroportuaires, commerciales ou de cueillette, ponctuent les terres agricoles franciliennes. Dans un tel contexte, nous avons souhaité questionner la place réelle de la culture de céréales. La rencontre avec un céréalier près de la forêt de Rambouillet (voir fig. 2) nous a quelque peu éclairés. Les propos de cet agriculteur mettent notamment en exergue les difficultés de l'agriculture, même céréalière, à se maintenir en bordure de ville. La proximité de la métropole est pour cet agriculteur à la fois un atout et un inconvénient. En effet, afin de compléter sa production céréalière qui, en raison de la qualité des terres et de la proximité urbaine, ne lui permet pas à elle seule de faire vivre l'exploitation, il a ouvert une pension pour chevaux¹⁴, mettant ainsi à profit l'environnement urbain et forestier :

« – Comment s'équilibre votre activité céréalière par rapport à celle d'accueil des chevaux ?

– L'accueil des chevaux va bientôt dépasser 50 % de mon activité économique, c'est-à-dire de mon chiffre d'affaires. Ça devient mon activité principale. Le but à long terme, c'est d'avoir toutes les exploitations en prairie. Je fais ça progressivement, je fais ça tous les ans. Je ne peux pas me permettre de vivre dangereusement. Je transforme petit à petit, je revends du matériel et je fais faire les travaux agricoles par un collègue.

– Est-ce que ça vous manque ces travaux-là ?

– Pas du tout, j'en ai par-dessus la tête de l'agriculture.

– Pour quelles raisons ?

– Pour des raisons économiques [...]. J'ai été dans le rouge financièrement pendant des années. J'en ai marre. Ça suffit. On ne peut pas vivre en étant dans le rouge en permanence. [...] Je suis divorcé. J'ai une fille et un fils. Je leur ai interdit, sauf si vraiment ils font preuve d'un amour profond pour l'agriculture, de suivre cette voie-là.¹⁵ »

L'avenir de la grande culture céréalière en frange métropolitaine ne semble donc pas acquis. De nombreux autres céréaliers font face à ces mêmes problèmes et doivent s'adapter¹⁶. Ainsi, au-delà de l'image commune selon laquelle les exploitations céréa-

lières n'ont de cesse de s'étendre et d'être les grandes gagnantes des tendances actuelles, la détresse des céréaliers ne peut être négligée. Cependant, la précarité de ces exploitations, de ces situations humaines et urbaines, contraint au changement et entraîne ainsi un certain renouveau de la mixité des activités agricoles en frange urbaine échappant à toute politique :

- « – Est-ce que l'avenir de la PAC vous questionne ?
- Oui, ça me questionne.
- Ça vous questionne ou ça vous tracasse ?
- Ça ne me tracasse plus parce que je vais arrêter de cultiver des céréales et ainsi je ne toucherai plus de primes.¹⁷ »

L'hypermodernité biologique

Abordons maintenant la question de l'émergence et de la généralisation des nouvelles activités agricoles. De nombreuses exploitations agricoles, croisées à travers notre étude, développent des méthodes et des pratiques innovantes interrogeant la notion même d'agriculture. Différents types d'exploitations agricoles méritent d'être distingués dans ce cadre. En effet, alors que certaines misent sur une agriculture raisonnable, d'autres ont choisi de donner à voir l'agriculture en la mettant en scène ou de faire de l'agriculture le support d'actes solidaires.

Les pratiques dites raisonnables retiendront d'abord notre attention. Ces dernières tendent à se multiplier dans le contexte contemporain de critique du modèle de production agricole productiviste : « La poursuite du modèle agricole, détourné de ses orientations d'origine qui étaient de produire plus tout en préservant les milieux, compromet en effet la qualité des eaux et le maintien des sols. À terme il est donc condamné. D'où la nécessité ressentie par les pouvoirs politiques d'une réorientation.¹⁸ » Cette réorientation est pour l'instant esquissée au niveau français par le Grenelle de l'environnement qui fixe des objectifs de qualité de production¹⁹, et cette critique des modes de production conventionnels pèse lourdement sur les exploitations situées en bordure de villes et de

17- Extrait de l'entretien « Les céréaliers sur leurs grands chevaux » réalisé en juin 2010.

18- Renard (Jean), « La diversité géographique », *Les mutations des campagnes, Paysages et structures agraires dans le monde*, op. cit., p. 147.

19- Le Grenelle de l'environnement prévoit notamment d'atteindre 10 % de produits à haute valeur environnementale hors bio d'ici 2013, 6 % de la surface agricole utile en bio d'ici 2010 et 20 % en 2020, et 20 % de produits bio dans la restauration collective d'ici 2012.

20- Citons pour exemples : l'agriculture intégrée qui a pour objectif de produire de façon économiquement viable des produits de bonne qualité, respectueux de l'environnement et de la santé ; l'agriculture biodynamique dont les bases ont été formulées par Rudolf Steiner en 1924 et dont les objectifs sont de prendre soin de la terre, de régénérer, de façonner et d'entretenir des paysages, d'assurer aux hommes une alimentation saine ainsi que de définir un nouveau rôle social pour les fermes ; l'agriculture bio-intensive dont le but est de produire une alimentation complète sur une même surface agricole tout en enrichissant en humus le sol cultivé ; et enfin l'agriculture paysanne qui répond à des objectifs de durabilité, de respect de l'environnement et de conservation du tissu social.

21- Cet agriculteur de 47 ans, à la fois céréalier et éleveur, est installé dans la plaine de Versailles et est très engagé dans le domaine de l'agriculture biologique. Nous l'avons interviewé en mars 2010.

métropoles. Ainsi, de plus en plus d'exploitations en frange urbaine se convertissent à l'agriculture biologique, qui n'est cependant pas la seule forme d'agriculture dite raisonnable²⁰. Enfin, au-delà des questions récurrentes relatives à la généralisation de telles pratiques, peut-on dire que les pratiques d'agriculture raisonnable garantissent, voire même entretiennent la multifonctionnalité des activités agricoles? Afin d'apporter quelques éléments de réponse à cette interrogation et de dépasser peut-être certains *a priori*, voici quelques mots captés lors de la visite d'une exploitation de polyculture-élevage respectant les principes de l'agriculture biologique :

- « – Vous avez une exploitation complètement en agriculture biologique?
- Oui, mon épouse et moi, on a pris cette exploitation depuis 1999. Elle fait 170 ha de grandes cultures et on a 3 000 poules pondeuses. [...] On est six salariés à temps plein au total. [...]
- Et économiquement, ça marche bien pour vous?
- Oui, on est en plein développement. Malheureusement le conventionnel ne marche pas bien en ce moment et il y a quelques conversions opportunistes. Mais le bio marche très bien. Ça crée des emplois. On a créé trois groupements de maraîchage par exemple et il n'y a pas de soucis de commercialisation.
- Et par rapport à la PAC, vous avez des attentes, des craintes?
- Pas vraiment. On n'attend plus grand-chose de Bruxelles. Maintenant c'est plutôt le niveau régional qui a pris de l'importance au niveau des politiques agricoles. On était la première région à avoir une aide au maintien de l'agriculture biologique, sauf que ça va passer maintenant au niveau du premier échelon de la PAC pour qu'il y ait une aide au maintien au niveau national. On est content mais bon, on l'avait déjà obtenue.²¹ »

La culture biologique n'est absolument pas ici un retour en arrière, mais réellement une prouesse technique, une hypermodernité biologique mettant en scène une exploitation prospère. Cependant, dans ce cas précis, la proximité urbaine n'est pas un atout particulier, et il va sans dire que les volailles de cette exploitation pourraient très bien être élevées ailleurs. Certains pays européens, comme l'Italie par exemple, se sont d'ailleurs déjà très nettement engagés dans cette nouvelle modernité raisonnable où l'intensification et la spécialisation des productions sont très marquées. La France cependant reste pour l'instant quelque peu en retrait, peut-être faute d'engagement au niveau local.

L'agriculture comme lieu de culture

Une autre évolution contemporaine réside dans la mise en scène des pratiques agricoles. Cette nouvelle orientation des activités agricoles donnant à voir l'agriculture et parfois même à pratiquer répond à la demande toujours plus grande des urbains de bénéficier

d'un cadre de vie de qualité et d'une offre de loisir toujours plus variée. Dans ce cadre, fermes ouvertes, zones de cueillette, fermes pédagogiques, chambres d'hôte à la ferme, camping à la ferme, etc., ponctuent de plus en plus les paysages agricoles et tout particulièrement ceux des franges urbaines et métropolitaines. Les alentours de Montpellier font par exemple l'objet d'une agriculture de loisir de la part des citadins possédant de petites terres agricoles – souvent de vignes ou d'oliviers – qu'ils cultivent pour le plaisir le soir et le week-end, un peu à l'image de leur propre jardin : « Ça leur fait prendre un bol d'air ici le week-end pour sortir un peu de la routine du travail » comme le souligne l'agriculteur interviewé à la ferme de Viltain²². Au sein de cette exploitation, les pratiques agricoles sont mises en scène afin que les urbains puissent voir, participer et expérimenter au gré de leurs envies. La traite des vaches est par exemple visible depuis une mezzanine vitrée. Une grande halle de marché propose à la vente des produits de la ferme ainsi que d'autres produits de terroir sélectionnés par les exploitants. Enfin, une zone de 50 ha est consacrée à la cueillette (voir fig. 3). Cette forme d'agriculture est distincte des pratiques productives et raisonnables précédemment présentées. En effet, si le point d'observation de la traite des vaches donne à voir une approche de production réellement productive, industrialisée et participant au marché agroalimentaire national, la zone de cueillette ne fonctionne pas du tout sur la même idée. Ici, c'est le plaisir de la cueillette qui compte avant tout et le rendement de la production compte très peu. D'ailleurs, le nombre de produits non consommés, perdus ou gâchés est très important. Enfin, il n'est pas non plus possible de qualifier cette activité de pratique agricole raisonnable. L'exemple des transports est tout à fait significatif en ce sens. En effet, chaque famille vient par ses propres moyens sur le lieu de cueillette et parfois de très loin. Il n'existe pas de transports en commun et le vélo n'est que très peu pratiqué en raison du relief et des longues distances. Le coût énergétique de cette production est dans ces conditions extrêmement élevé. Ainsi parlons-nous de pratique culturelle de l'agri-



Fig. 3 : Cueillette à la ferme de Viltain.

22- La ferme de Viltain est située à 17 km de Paris, à Jouy-en-Josas. Trois activités sont rassemblées sur un même lieu : une grande zone de cueillette de fruits, de légumes et de fleurs, un élevage bovin et un marché de la ferme où de nombreux produits artisanaux, franciliens ou non, sont vendus. Nous nous y sommes rendus à plusieurs reprises en 2009 et 2010.

23- Par exemple, les *Jardins de Cocagne* sont des jardins maraîchers biologiques à vocation d'insertion sociale et professionnelle. À travers la production et la distribution de légumes biologiques, sous forme de paniers hebdomadaires, à des adhérents-consommateurs, ces jardins permettent à des personnes en difficulté de retrouver un emploi et de construire un projet professionnel. <http://www.reseaucocagne.asso.fr/>.

24- David-Leroy (Maud), Girou (Stéphane), *AMAP, Association pour le maintien d'une agriculture paysanne : replaçons l'alimentation au cœur des sociétés*, Escalquens, Dangles Éd., 2008, 152 p.

culture, pratique qui par ailleurs, jouant ouvertement la carte de la multifonctionnalité et de la proximité à la ville, se situe à la limite même de l'agriculture elle-même.

De la solidarité métropolitaine envers le monde paysan

Une autre pratique agricole semble tout à fait représentative des évolutions contemporaines de l'agriculture dans le contexte métropolitain. Il s'agit des actions de solidarité agricole. Là encore, ces pratiques prennent des formes diverses. Les plus courantes sont les jardins potagers de réinsertion sociale²³ et les associations pour le maintien d'une agriculture paysanne appelées les AMAP²⁴. Toutes deux ont pour objectif de créer du lien social par la production de denrées alimentaires, généralement vendues aux urbains sous forme de paniers. Cependant, toutes les ventes de paniers de fruits et légumes ne peuvent pas être considérées comme des actions de solidarité. La façon dont est calculé le prix du panier est un indicateur généralement significatif des différences entre les divers paniers. Pour les AMAP par exemple, le prix du panier hebdomadaire est fonction du coût de la production annuelle estimé par l'agriculteur. Ce coût, prévoyant par ailleurs un salaire décent pour l'agriculteur, est ensuite divisé par le nombre de semaines et par celui des adhérents. Contrairement aux ventes de paniers non solidaires, le prix d'un panier n'est pas ici directement fonction du nombre de fruits et légumes qu'il contient.

Afin d'en savoir plus sur ces pratiques agricoles solidaires et d'interroger la solidarité métropolitaine envers le monde paysan, nous sommes allés à la rencontre d'un jeune agriculteur participant au réseau des AMAP. Lors de cette discussion, nous nous sommes rendu compte que l'objectif annoncé des AMAP de participer au maintien d'une agriculture de proximité pouvait être quelque peu nuancé. En effet, au-delà du problème crucial qu'est le foncier en Île-de-France, les AMAP sont confrontées à un tout autre problème. Il s'agit de la difficulté à trouver des agriculteurs pouvant répondre à une telle demande :

« Je viens d'Île-de-France, j'ai toujours vécu en Île-de-France, en urbain. J'habite dans le XX^e et l'idée d'être paysan ne m'est pas venue tout de suite. [Silence] Au départ, c'est plutôt lié à un besoin de liberté. L'idée en elle-même, c'était d'être une forme d'entrepreneur... La courte expérience de salariat que j'avais eue me déplaisait. L'idée, ici, c'est de construire quelque chose et d'être un peu son propre patron. Pour ça, je fais pousser des légumes. J'ai un potager... Voilà, l'idée est venue comme ça. J'ai appris le métier au fur et à mesure. J'ai fait un brevet professionnel de responsable d'exploitation agricole en agrobiologie. C'est une formation de neuf mois. C'est pas suffisant pour se lancer. C'est une initiation. Et la couveuse, elle m'est tombée dessus par hasard.²⁵ »

Cette difficulté est ici mise en abîme par le soin que l'association accorde à l'initiation de jeunes agriculteurs aux pratiques maraîchères pouvant donner lieu à une vente de paniers. Il convient alors de se demander s'il s'agit réellement de maintien d'une agriculture de proximité dans la mesure où celle-ci ne semble plus exister réellement. Au regard de cette analyse, nous pensons que ce genre d'association participe à la renaissance ou plutôt au renouveau des activités agricoles de proximité.

Vers une métropole de « locavores »

Continuons ce très (trop) bref tour d'horizon de la question agricole dans le contexte contemporain des métropoles en explorant davantage le thème de la vente directe ou du moins de la vente de produits locaux. Prenons l'exemple du « panier fraîcheur » créé par la SNCF et la Chambre d'agriculture de l'Île-de-France afin de développer une nouvelle forme de circuits courts. Comme nous l'a rappelé un des agriculteurs participant à ce réseau, l'idée est de proposer aux urbains une vente de paniers, garnis de produits locaux, une fois par semaine dans un nombre défini mais toujours croissant de gares du réseau Transilien d'Île-de-France :

« – On est une quinzaine à travailler entre la logistique, les livraisons, le site Internet, la production...

– Vous étiez issu du milieu agricole au départ ?

– Oui, tout à fait. Mes parents sont céréaliers. Alors c'est pas la même branche. [...] Ça fait trois ans qu'on a mis en place cette activité. On ne fait pas le marché, c'est notre principe. On est plutôt dans une démarche de proposer un concept "clé en main". Il y a les paniers, les recettes, des cours de cuisine sur Paris. On invite le client à venir sur l'exploitation. C'est plutôt un concept global et pas uniquement une vente de légumes. [...] C'est un vrai concept, une vraie tendance.

– Et est-ce que vous êtes rentré dans vos frais ?

25- Ce jeune agriculteur-entrepreneur de 24 ans, rencontré en juin 2010, bénéficie via l'association « Champ des possibles » d'une aide à l'installation agricole.

26- Ce jeune maraîcher de 35 ans est en effet engagé dans la démarche de « panier fraîcheur » mise en place par la SNCF et la Chambre d'agriculture d'Île-de-France. Nous l'avons rencontré en mai 2010 sur l'un de ces points de distribution à la station RER La Plaine Stade de France.

27- Fleury (André), Vidal (Roland), « L'autosuffisance agricole des villes, une vaine utopie ? », *La Vie des idées*, 3 juin 2010. <http://www.laviedesidees.fr/L-autosuffisance-agricole-des.html>.

28- Rae Chi (Kelly), MacGregor (James) and King (Richard), *Big ideas in development, Fair miles: recharting the food miles map*, London, IIED, Oxford, Oxfam House, 2008, 44 p.

29- Cotler (Amy), *The Locavore Way: Discover and Enjoy The Pleasures of Locally Grown Food*, London, Storey Publishing, 2009, 160 p.

30- McWilliams (James E.), *Just Food: Where Locavores Get It Wrong and How We Can Truly Eat Responsibly*, London, Back Bay Books, 2010, 288 p.

31- Les techniques culturales simplifiées sont des pratiques agricoles limitant le travail du sol. Les principales caractéristiques de ces techniques sont l'absence de labour, l'utilisation systématique des couverts végétaux et des rotations de cultures performantes.

- Non. Quand on part de zéro et qu'on met en place 20 ha de maraîchage avec l'irrigation, les serres, le matériel... C'est un investissement énorme.
- Mais vous aviez déjà le terrain par votre famille, non ?
- Non, c'est du bail. Donc, même si ça appartient à la famille, c'est de la location. L'investissement de départ est très élevé. Surtout avec le circuit logistique. La rentabilité est longue à acquérir. On devrait être rentable dans un an.²⁶ »

Cette initiative, particulièrement rentable au demeurant, participe au mouvement urbain, à la fois contemporain et mondial, faisant le pari de consommer le plus localement possible. Si l'objectif d'une telle démarche est bien sûr d'assurer la fraîcheur des produits consommés et de créer des liens entre agriculteurs, urbains et terres agricoles, il est aussi de tendre vers une certaine forme d'autosuffisance alimentaire métropolitaine²⁷ en réduisant les *food miles*²⁸, c'est-à-dire les distances parcourues par les aliments, et ce afin de diminuer au maximum la pollution engendrée par de longs déplacements. Le mouvement des « locavores²⁹ » créé à San Francisco est représentatif de telles orientations : les « locavores » s'alimentent de produits dont l'origine géographique est située à moins de 100 miles, soit environ 160 km, de leur lieu de vie. Dans les milieux aux climats les plus doux des États-Unis, ce mouvement connaît un véritable succès populaire et s'étend peu à peu, sous différentes formes³⁰, à l'Europe et à la France. La démarche de « panier fraîcheur » est représentative de ce mouvement tendant à façonner des métropoles de « locavores ». De telles pratiques seront-elles dans le futur capables de façonner de nouveaux territoires agricoles métropolitains ?

Agriculture métropolitaine et services écologiques rendus

Une autre innovation importante de l'agriculture contemporaine réside enfin dans le développement de services écologiques agricoles. Cette démarche définit une tout autre attitude face à l'intégration des préoccupations environnementales au sein des pratiques agricoles. La rencontre avec un jeune agriculteur, un céréalier plus précisément, d'Île-de-France nous a permis de comprendre un peu mieux ce type d'initiative (voir fig. 4). Des panneaux solaires ont en effet été installés sur le toit d'un des hangars de l'exploitation dont la toiture présente une pente et une orientation propices à ce type d'installation. Ainsi, ce bâtiment, situé à proximité du réseau électrique auquel il a été raccordé, produit une électricité répondant aux besoins de sept foyers et contribuant ainsi à l'objectif de développement des énergies renouvelables tel que fixé par le Grenelle de l'environnement. Cette initiative relevant d'un investissement à long terme pourrait aussi bénéficier des futures aides de la PAC envers les services écologiques rendus par les agriculteurs. De plus, ce céréalier participe au développement des biocarburants en réservant une partie de sa récolte en betterave et blé à leur vente auprès d'industriels qui les transforment en bioéthanol. Enfin, cet agriculteur s'intéresse aussi beaucoup aux techniques culturales simplifiées³¹ afin de mieux connaître les sols

et d'optimiser leur productivité. Dans ce cadre, il expérimente notamment les couverts végétaux, transformant par là même une contrainte administrative en atout. Le labour est aussi laissé quelque peu de côté. En effet, cette technique tend à détruire les galeries des vers de terre et les trous creusés par les racines des plantes cultivées, qui tous deux contribuent à l'aération du sol et favorisent la circulation de l'eau. À l'heure actuelle, différentes expériences sont menées en ce sens sur l'exploitation. Cependant, ces actions exemplaires ne garantissent pas la pérennité de son exploitation :

« – Nous, ce qui nous fait énormément peur c'est le budget de la PAC. En plus, l'année dernière il y a eu une réforme franco-française. C'est Barnier qui l'a mise en place. Dans les régions céréalières, dans notre région, on va perdre en 2012 environ 60 euros à l'hectare. Cet argent va principalement être redistribué aux éleveurs de montagne. Je précise de montagne, car même les éleveurs de Bretagne et de Picardie vont y perdre. Ces 60 euros en moins vont s'appliquer en décembre, mais malgré ça les trésoreries sont déjà très mauvaises. Il y a déjà énormément d'exploitations en difficulté. Avec les 60 euros et la réforme de 2013, on en remet une couche. On a le moral dans les chaussettes.

– Même pour vous qui avez une belle exploitation ?
– Oui, c'est ça qui est hallucinant. C'est que malgré 200 ha où on fait super gaffe, malgré les deux cotisations – à la Chambre d'agriculture et au Centre d'études techniques agricoles – qui nous permettent entre autres de mettre moins de désherbant et de fongicide, malgré la mutualisation du matériel, si je n'avais pas mes parents, je ne finirais pas l'année. [...] On a le droit à 50 000 euros de découvert autorisé et là on en est à 47 000 malgré un emprunt de court terme fait en janvier...³² »



Fig. 4 : Échanges autour des semences vertueuses.

32- Nous avons rencontré ce jeune céréalier de 33 ans en juin 2010.

Pourtant, riche de ces expériences, ce céréalier constate que les nouveaux systèmes agraires qu'il a mis en place favorisent le développement de la biodiversité et tendent aussi à augmenter les gains économiques de son activité par la diminution des charges suscitées par l'achat d'intrants tels que les engrais ou le fuel par exemple. Enfin, de telles initiatives nous paraissent représenter en une seule exploitation un large panel de possibles relatifs à la participation de l'agriculture intensive au débat sur l'écologie et sur le devenir urbain. Ces initiatives nous semblent devoir être soutenues, et ce particulièrement au niveau local dans la mesure où elles participent au mieux-vivre métropolitain. Elles pourraient notamment trouver leur place dans les projets métropolitains de trames vertes et bleues par exemple.

Au vu de cette approche par la parole – certes tronquée mais néanmoins révélatrice –, il existe donc des marges de progrès pour l'intégration de l'agriculture dans l'aménagement des métropoles. La prise en compte de cette agriculture urbaine pourrait dès lors devenir l'occasion de repenser la ville, non point pour la défaire dans une campagne fantasmée, mais pour réintroduire en elle des éléments d'agriculture vivante qui la renforcent et enrichissent ainsi l'expérience citadine. Cependant, au vu de la diversité des situations relevées, il n'est pas possible d'apporter une réponse unique à cette intégration. La complexité des milieux agricoles métropolitains impose en effet une prise en charge souvent locale et toujours fonction du type d'activité. La question est maintenant de savoir quelle place accorder à ce genre d'activités au sein des métropoles. Faut-il laisser faire et voir advenir ? Faut-il aider à la pérennisation de certaines exploitations au même titre que l'agriculture de montagne ? Faut-il intégrer et soutenir certaines initiatives agricoles dans la mesure où elles participent au mieux-vivre métropolitain ? En d'autres termes, il s'agira à l'avenir de débattre de l'agriculture souhaitée dans et autour des villes et d'esquisser ainsi le dessein agricole des métropoles contemporaines.

L'homme qui plantait des haies

La création du bocage du XXI^e siècle par Marcel Jeanson, agriculteur picard

Denis Delbaere¹

Introduction : l'agriculture industrielle construit le paysage métropolitain

L'osmose entre agriculture et urbanisation est l'une des perspectives que se donnent, via leur SCOT, de nombreuses métropoles européennes. Mais cette osmose n'est à vrai dire pas de l'ordre du projet, mais de celui des faits. D'ores et déjà, les villes et le réseau diffus de leurs dépendances se lovent dans une matière cultivée qui en est finalement le paysage le plus quotidien. La difficulté, aux yeux des planificateurs, vient de ce que le type d'agriculture dont cette matière est faite ne correspond pas à leur idée multiséculaire de campagne : un grand jardin verdoyant, coupé de haies et strié de fossés, traversé par des chemins charmants bordés de frondaisons et de vaches aux regards placides. La réalité paysagère de l'agriculture métropolitaine, c'est celle de la grande culture, mécanisée, étendue jusqu'à un horizon inatteignable, aride. Alors, l'urbaniste fait planter des haies le long des chemins, encourage la replantation de bosquets ou le creusement de mares, mais rien n'y fait : les haies implantées en dépit du bon sens meurent, et les subventions ne trouvent pas preneurs.

Cette situation d'impuissance publique perdurera tant que les planificateurs n'auront pas réformé le regard qu'ils portent sur l'agriculture mécanisée et les paysages qu'elle produit spontanément. Ces paysages résultent, comme l'essentiel de nos périphéries urbaines, du fonctionnalisme et du productivisme des années 1960. Le grand ensemble, l'autoroute, le centre commercial, la station d'épuration, le parc naturel et les grandes plaines de culture intensive assument le même héritage. Ce socle commun est précieux, car il permet de penser ville et campagne comme un tout, où l'agriculture autant que l'urbanisation serait un moyen de production de l'espace métropolitain, et où la campagne, de la sorte, deviendrait un vaste espace public. À partir de là, il devient possible d'imaginer comment l'agriculture moderne est porteuse d'un projet spatial pour les métropoles contemporaines.

Le bocage du XXI^e siècle

Penser l'agriculture comme moyen de production de l'espace métropolitain et la campagne comme espace public, c'est nécessairement envisager la synthèse de la mécanisation et de la bonne gestion des ressources naturelles. Du paysage qui en naîtra, Marcel Jeanson nous en donne un avant-goût sur les 400 ha de son exploitation santerroise, située sur le territoire de la commune de Marcelcave, un territoire apparemment à l'écart des phénomènes de métropolisation car éloigné des métropoles voisines, mais cependant placé sous leur dépendance en raison du réseau autoroutier qui le traverse². Les usagers de l'autoroute A29 (Amiens-Saint-Quentin) connaissent bien, sans le savoir,



Fig. 1 : Vue panoramique du bocage du XXI^e siècle dans sa relation à l'autoroute A29. Photo : Johan Galhaut.

l'œuvre de Marcel Jeanson. Cette autoroute récemment ouverte traverse l'étendue cultivée du Santerre, plateau ainsi nommé non en écho à quelque lutte d'émancipation paysanne, mais à partir de la racine étymologique à la saveur toute agronomique de *sana terra*. La traversée est monotone. Elle accompagne idéalement l'automobiliste enfermé dans sa bulle technologique roulante, elle berce ses rêveries, offre un fond neutre à l'écoute distraite de la radio, elle est le jardin zen de ces méditatifs modernes que sont les usagers de l'autoroute au quotidien, autant dire les métropolitains. Et subitement, sitôt traversée la voie ferrée, le paysage se creuse latéralement en profondes perspectives dessinées par les lignes fuyantes d'une série de brise-vents rigoureusement parallèles, rythmant pendant un moment bref mais mémorable la contemplation de l'horizon. Dix lignes. Une ligne tous les 150 m. À 130 km/h, cela ne dure qu'à peu près 42 secondes, mais peu de choses arrivent à durer 42 secondes au bord d'une autoroute. On n'oublie pas. On s'interroge. Qu'est-ce que c'est? Le préverdissage d'une future zone d'activité artisanale? Une œuvre de *land art*? Eh bien non : c'est le paysage créé par Marcel Jeanson, agriculteur picard retraité depuis cinq ans, un paysage baptisé par lui « bocage du XXI^e siècle », et c'est peut-être la préfiguration de ce que seront les « vrais » parcs agricoles de demain.

1- Les informations rassemblées dans cet article résultent de deux entretiens menés avec M. Marcel Jeanson, l'un par Denis Delbaere le 2 juin 2008, l'autre le 21 avril 2008 par Johan Galhaut, paysagiste, dont le mémoire d'initiation à la recherche en paysage a porté sur la question de l'agriculture de l'après-pétrole.

2- Marcelcave se trouve en effet à l'immédiate frontière du territoire d'Amiens métropole, qui compte 350 communes. La métropole francilienne, quant à elle, n'exerce pour l'instant qu'une faible influence sur le plateau du Santerre, aussi bien en termes d'emploi que de fonction résidentielle. Cependant, à la fin des années 1990, le projet de création dans cette région du troisième aéroport « parisien », bien que largement rejeté par la population, a clairement montré que le Santerre appartient potentiellement à l'aire métropolitaine de la capitale.

Ce que l'automobiliste ne verra pas, c'est que la chose se poursuit plus au nord, et qu'elle existe aussi de l'autre côté de l'autoroute, mais trop loin pour être vraiment perceptible. Marcel Jeanson a restructuré les 393 ha de son exploitation en les découpant en parcelles rectangulaires de 7,5 ha, pratiquement identiques. Ces parcelles étirées sont séparées par des brise-vents composés d'arbres de haut jet (*Alnus glutinosa*, *Acer campestre*, *Acer sycomore*, *Acer platanoïdes*, *Carpinus betulus*, *Tilia cordata*) et d'un étage buissonnant (*Prunus spinosa*, *Ligustrum vulgare*, *Cornus stolonifera*, *Sambucus nigra*, *Coryllus avellana*, *Salix purpurea*, *Salix cinerea*). Ces plantations, confiées à une entreprise d'espaces verts et réalisées sur bâche, avec tout le soin qu'une collectivité mettrait à bichonner un parc public, prennent place dans l'axe de bandes enherbées de 3 m de large. Elles sont entretenues tous les deux ans. Un chemin stabilisé de 4 m de large longe par leur petit côté ces ensembles de parcelles. Le réseau des bandes enherbées offre un maillage de promenades potentielles qui sera sans doute bien attractif quand les arbres atteindront leur taille adulte, dans une quinzaine d'années.

Marcel Jeanson serait-il un converti du paysagisme agricole, pour qui les paysans sont les jardiniers de la France? Un zéléteur de l'agro-urbanisme? Un militant écologiste? Ou plus banalement un exploitant sur le déclin qui prépare la reconversion de son domaine pour accueillir un public de touristes venus goûter dans sa ferme opportunément transformée en gîte rural le bon air de la campagne? Rien de tout cela. Marcel Jeanson est un agriculteur qui, comme tout un chacun, sait faire ses comptes, mais sans perdre de vue le profit à long terme.

L'idylle du tracteur et de la chenille

C'est à la fin des années 1990 que l'aventure a commencé. Depuis plusieurs années, les médias relaient cette idée, insupportable pour la plupart des agriculteurs, selon laquelle leur belle activité nourricière est devenue une vaste entreprise de pollution planétaire. Marcel Jeanson aime lire, c'est un homme, si l'on peut dire, cultivé, impliqué dans de nombreux cercles de pensée autour de questions aussi diverses que le devenir de l'agriculture, le commerce équitable, etc. C'est ainsi qu'il prend conscience du poids économique que les intrants chimiques vont représenter de plus en plus dans le bilan comptable de son exploitation en raison de la raréfaction du pétrole à partir duquel la plupart des pesticides et engrais chimiques sont produits. L'appauvrissement des sols sous l'effet de l'intensification des cultures va accroître les besoins en engrais. Enfin, l'emploi massif des pesticides ayant fait disparaître les prédateurs des nuisibles les plus redoutables pour ses cultures de céréales et d'oléoprotagineux, il est vraisemblable qu'il faille à l'avenir en accroître les doses. Le milieu des années 1980 voit en effet un accroissement vertigineux des populations de pucerons, ravageurs des cultures.

Il aurait pu alors convertir son exploitation en culture biologique. Mais ce qui fonctionne en général correctement à l'échelle d'une exploitation de quelques hectares n'est pas

aussi aisément transposable dans le contexte d'une exploitation de 400 ha ! La culture biologique compense en effet la suppression des intrants chimiques par un travail du sol beaucoup plus fréquent. Une petite exploitation peut traduire cet effort par un accroissement de la main-d'œuvre et de l'intensité de son travail. Sur 400 ha en revanche, le tracteur reste l'outil incontournable, et l'accroissement de son utilisation, donc de la consommation d'essence, aurait un impact économique très lourd et un effet désastreux en termes d'émission de gaz carbonique dans l'atmosphère. Les cultures biologiques sont difficilement compatibles avec de grandes exploitations, c'est-à-dire avec le mode d'exploitation issu de la mécanisation. Or les convictions de Marcel Jeanson le portent à penser que la mécanisation n'est pas une erreur historique, mais bien l'expression d'un progrès grâce auquel la population mondiale pourra être nourrie efficacement. Il s'inscrit donc dès 1990 dans la philosophie du Forum pour une agriculture raisonnée et le respect de l'environnement (FARRE)³, pour laquelle il s'agit non pas de supprimer tracteurs, engrais et pesticides, mais de réduire leur emploi dans des proportions qui les rendent compatibles avec le maintien des équilibres naturels. Quand l'engrais est correctement dosé, il est intégralement absorbé par la plante, et aucun reliquat ne peut migrer jusqu'aux nappes phréatiques.

Comment alors réduire les intrants ? À raison de deux ou trois campagnes de traitement par an, la principale source de surdosage provient du vent qui, soufflant fort sur ce plateau découvert, dissémine la majeure partie des produits. Le problème se pose dans les mêmes termes pour l'irrigation des pommes de terre, entraînant une surconsommation d'eau extrêmement onéreuse et surtout une mauvaise répartition des apports, alternant des zones trop et insuffisamment arrosées, donc des arrêts et des reprises brutales de croissance, et finalement une difformité problématique des tubercules. C'est l'une des deux raisons qui firent opter Marcel Jeanson pour la plantation de brise-vents, orientés perpendiculairement au vent d'ouest do-

3- Le réseau FAR regroupe aujourd'hui quelques centaines d'agriculteurs menant des initiatives spontanées comme l'enherbement des sols de vignoble ou la création de bassins de vidange des pulvérisateurs, etc. Le réseau organise des débats et des partages d'expérience dans des « fermes-rencontres » réparties sur tout le territoire.

4- GIE des Beaux Jours : trois fermes, dont 130 ha en propriété, la prise de contact et la communication avec les 15 propriétaires des 270 ha restants ayant constitué un immense labeur.

minant, disposés à des intervalles suffisamment serrés et réguliers pour couvrir la totalité des surfaces cultivées.

L'autre raison, il la trouve à travers les recherches d'un agronome de l'INRA qui est parvenu à démontrer au moyen de planches d'essai comment des nuisibles aussi voraces que la psylle du poirier peuvent être combattus sans pesticide par la simple réintroduction de leurs prédateurs naturels. Cette réintroduction suppose par contre la présence de haies et de bandes enherbées à proximité immédiate des cultures.

C'est donc sur ces bases que le projet est élaboré. En 1999, Marcel Jeanson obtient un soutien financier de la Chambre d'agriculture, qui met à l'étude la restructuration de son exploitation, compte, compare les économies que les brise-vents lui permettraient de réaliser, les confronte aux pertes induites par le gel d'une partie de la surface exploitable au profit des plantations, bandes enherbées et nouveaux chemins d'accès, et parvient à un bilan... extrêmement décourageant. L'experte agricole désignée par la Chambre d'agriculture, Pauline Casters, est formelle : la rentabilité d'une telle opération est plus que douteuse.

Au commencement était l'autoroute

Cette histoire aurait pu s'arrêter là si la métropolisation ne s'en était pas mêlée. Les enjeux de circulation entre la métropole lilloise et la capitale s'étaient traduits dans les années d'après-guerre par la planification puis la construction de l'autoroute A1, entraînant les vastes remembrements agricoles qui ont donné son aspect actuel au plateau picard, et notamment au Santerre. Mais cette desserte nord-sud ne permettait pas d'irriguer en profondeur le territoire picard qui se développe d'est en ouest, du Vermandois jusqu'à l'Amiénois et la baie de Somme. L'enjeu était ici de désenclaver les bassins céréaliers de Champagne pour approvisionner directement les ports de l'estuaire de la Seine. La construction du terminal Charles de Gaulle, puis la création de la ligne à grande vitesse et de son arrêt central dans le Santerre (la gare dite très justement « des betteraves ») ont bientôt orienté vers ce territoire les décisions des planificateurs pour programmer une nouvelle autoroute perpendiculaire à la première, l'A29.

Quand Marcel Jeanson engage ses réflexions, l'A29 n'est qu'un fuseau tracé sur les documents d'urbanisme. Pour lui, c'est surtout la possibilité d'un nouveau remembrement qui va modifier les données de son problème économique. C'est en effet le morcellement de son exploitation qui contraint l'agriculteur à démultiplier les plantations en vue de la protection de portions de terrain relativement contraintes. Il se saisit donc de la possibilité que les acquisitions foncières liées à l'aménagement de l'autoroute lui donnent de demander le remembrement de l'ensemble de son exploitation, la ramenant à deux morceaux de belle taille, situés de part et d'autre de l'ouvrage et sur lesquels le travail de restructuration sera beaucoup plus régulier et, par suite, moins consom-

mateur d'espace et donc de productivité. Il constitue au même moment avec deux autres exploitants un groupement d'intérêt économique⁴ qui va permettre d'accroître encore l'impact de son action.

La métropolisation se manifeste d'une autre manière. La récente création par le gouvernement Jospin des contrats territoriaux d'exploitation (CTE) permet aux agriculteurs qui en ont le désir de bénéficier d'aides conséquentes de l'État et de l'Europe sur la base d'un engagement à appliquer dans leur exploitation des méthodes avantageuses sur le plan de la préservation des milieux naturels, des sols, etc. Les CTE manifestent ainsi l'aspiration de la société urbaine à s'adosser à un espace agricole produit selon les principes du développement durable.

Muni de ces deux outils, Marcel Jeanson peut enfin passer à l'action. En 2002, alors que les travaux de construction de l'autoroute battent leur plein, les premières haies sont plantées. Une seconde campagne de plantation suivra en 2005, contrariée par la sécheresse. Le module de plantation est dessiné par M. Valengin, du Comité régional de la propriété forestière (CRPF). Les parcelles sont restructurées. Leur longueur est fixée à 500 m pour ne pas avoir à déplacer les tuyaux d'irrigation dont c'est la longueur maximale, et dont le déplacement aurait supposé l'empierrement d'un chemin supplémentaire et donc la perte d'espace cultivable. Combinée à la largeur de 150 m imposée par le rapport du dixième entre hauteur des brise-vents et profondeur du terrain protégé, on parvient ainsi à une trame de parcelles de 150 x 500 m, soit un pourtour de 1300 m correspondant précisément à l'itinéraire que la récolteuse effectue pour se remplir totalement. Ce dimensionnement permet donc d'économiser les zones de dépôt des produits. Par contre, la réduction en longueur des parcelles induit la création aux frais du GIE d'un nouveau chemin d'exploitation médian desservant les parcelles de part et d'autre et qui représente un investissement important. Les subventions liées au CTE, heureusement, ont couvert les investissements (le nouveau chemin d'exploitation a été intégralement financé

IV. Jeux d'acteurs et production d'espace

ANNEXE : carte n°5 : Parcelle du GIE des Beaux Jours – Projet d'aménagements

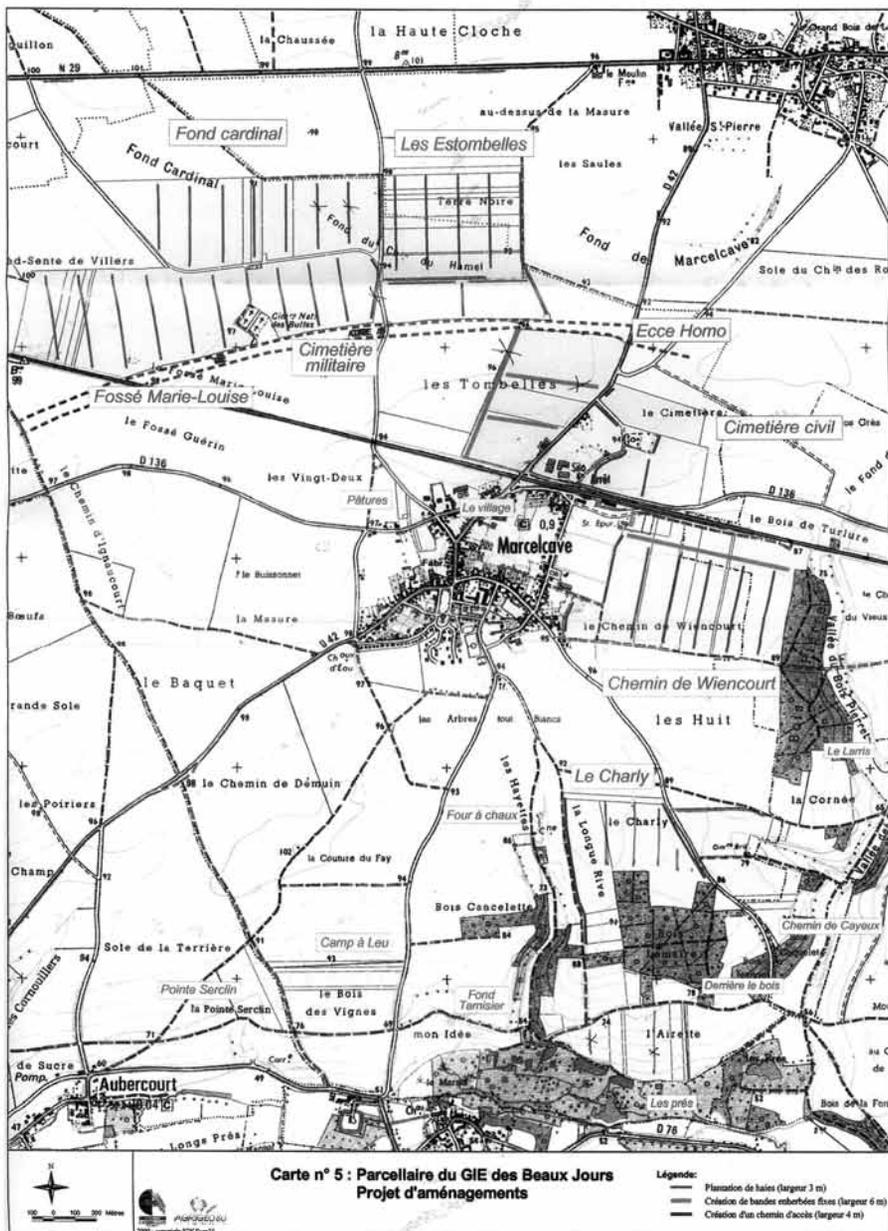


Fig. 2: Plan du projet de remembrement (source : Marcel Jeanson). L'A29 apparaît en pointillé. En gris, l'exploitation. Les lignes figurent les haies et les bandes enherbées.

par ce biais) et les pertes de productivité des cinq premières années. Le projet est suivi de près par plusieurs expertises portant à la fois sur le résultat agronomique, l'impact en termes de biodiversité, de sol, de ressource en eau, etc. Ces études doivent aboutir en 2012 à une évaluation complète de l'opération. Mais dès 2008, Marcel Jeanson constatait que ses objectifs principaux étaient atteints. La chenille de bombyx avait opéré son retour dans les haies. La consommation d'eau était passée de 200 à 50 litres par hectare. La plus forte concentration des intrants dans l'eau permettait d'en réduire les apports d'environ 30 à 40 %. L'année de la plantation, le prix de ces produits avait doublé subitement !

Au même moment, le manque à gagner généré par le gel des terres occupées par les haies (perte d'environ 4 % de la surface cultivable) était immédiatement compensé par une augmentation de rendement sur les parcelles de l'ordre de 4 à 5 % !

Le « Le Nôtre de l'agriculture »

En attendant le résultat des évaluations, pourquoi ne pas engager notre propre expertise, sous l'angle cette fois du paysage ? On l'a dit en préambule, et Marcel Jeanson le confirme, ce n'est pas la dimension paysagère de ce travail qui le motive. Pourtant, l'agriculteur est bien conscient que son geste ne va pas sans questionner l'aspect et la perception globale de ce paysage santerrois dans lequel il s'inscrit. Il est par exemple convaincu que ses haies constituent depuis l'autoroute un spectacle de valeur, à tel point qu'il n'exclut pas qu'un jour des touristes puissent avoir l'envie de s'y promener, chose impensable jusque-là. Mais il sait aussi que c'est justement leur caractère insolite qui confère à ses plantations un tel impact.

De fait, son projet n'a pas fait d'émule parmi ses voisins. Non que ceux-ci soient foncièrement hostiles à la démarche : ils attendent les résultats avec grand intérêt. Jeanson est certes perçu comme un original, à la fois en raison de l'autonomie de son action et de ses motivations profondes, très ancrées dans sa spiritualité, une spiritualité

5- La dimension spirituelle de la nature est pour M. Jeanson une motivation essentielle. Né dans la baie de Somme où il se réfugie souvent, ce protestant évangélique voit dans la nature une création divine, confiée à la gestion humaine, une gestion précautionneuse puisque portant sur quelque chose dont nous ne sommes pas propriétaires. Il cite le Deutéronome pour qui l'abondance des récoltes est accordée à ceux qui choisissent la vie plutôt que la mort, et précise que cette quête de l'abondance permet, dans la Bible, l'institution de l'année sabbatique, ce temps de repos complet de la terre décrété tous les sept ans, au cours duquel animaux et nécessiteux peuvent se nourrir librement des reliquats de l'exploitation. Il n'y a pas, dans l'univers biblique, de contradiction entre ce que nous appellerions aujourd'hui le productivisme d'un côté, le souci environnemental et l'aspiration à la justice sociale de l'autre.

6- Selon Marcel Jeanson cependant, les motivations d'au moins l'un de ces trois agriculteurs sont moins agronomiques qu'esthétiques.



Fig. 3 et 4 : Le chemin d'accès aux parcelles et le retour des chenilles, ici de bombyx. Photo D. Delbaere.

qu'il vit au sein d'une minorité religieuse en plein pays de tradition catholique⁵. Mais si les haies surprennent, c'est aussi parce que, de mémoire d'homme, le Santerre a toujours été un espace d'*openfield*. Le sous-sol crayeux y favorise l'infiltration rapide de l'eau, si bien que les fossés, les talus et les haies n'y ont été que rarement utilisés pour la canaliser et l'infiltrer. On pourrait donc dire de ce projet qu'il va *à rebours du paysage* dans lequel il s'installe.

Cela se vérifie jusque dans son implantation. Les parcelles les plus latérales sont forcément arrêtées par le parcellaire préexistant. Or celui-ci est historiquement de forme radio-concentrique, polarisé vers les puits et les villages qui se sont agglomérés autour, déterminant de grands îlots agricoles triangulaires ou trapézoïdaux dans lesquels une série de rectangles réguliers ne peut s'inscrire sans générer des espaces interstitiels inexploitable. Ces morceaux de terrain, Marcel Jeanson les a plantés pour servir de réserve de gibier au bénéfice des chasseurs.

De même, la topographie du Santerre est loin d'être si plane qu'on veut bien le dire : elle décrit plutôt une douce ondulation dessinant une série de talwegs assez peu espacés les uns des autres. Là aussi, un parcellaire rigoureusement orthogonal et régulier dans sa trame ne peut que se heurter aux irrégularités du terrain, et de fait plusieurs espaces de stagnation d'eau dans les champs peuvent être observés.

Mais rien de tout ceci ne préoccupe Marcel Jeanson qui assume fièrement la rectitude de ses tracés. « Je suis l'homme qui plantait des haies », dit-il en souriant, « et je revendique l'étrangeté de mes tracés. » Il est d'ailleurs convaincu que ce type de paysage

pourrait servir de modèle à l'échelle de l'ensemble des plateaux céréaliers, et il évoque sa camaraderie avec les trois autres agriculteurs français qu'il connaît pour tester les mêmes dispositifs⁶. Pour lui, son exploitation est en fait le prototype du système paysager qui devrait se développer, pour le moins, tout le long de l'A29.

C'est donc bien involontairement que l'œuvre de Jeanson est devenue un projet de paysage *de fait*. Ses brise-vents sont devenus une référence dans le paysage. Ainsi, l'aménageur de la zone d'activité toute proche, et qui empiète partiellement sur ses terrains, souhaite composer l'armature paysagère du programme en continuité avec celle des brise-vents. Ainsi également, les financements obtenus par la commune de Marcelcave dans le cadre du 1 % paysage et développement ont-ils été dirigés par la municipalité vers la création d'une boucle de cheminement autour du village, qui se maille avec le réseau de chemins construit par Jeanson, ce qui a pour effet d'introduire ce grand parc agricole dès la sortie du village. Depuis plusieurs années, des sorties scolaires sont organisées dans les parcelles, auxquelles leur clos végétal confère de plus en plus l'aspect d'un parc.

Éloge du remembrement

Quelles conclusions pouvons-nous tirer de l'expérience menée par Marcel Jeanson? D'abord, que les agriculteurs restent les principaux aménageurs du paysage métropolitain, malgré ce que les médias peuvent dire de leur soumission absolue à l'encadrement administratif de leurs exploitations, qui les rendrait incapables désormais de la moindre initiative. Les paysans gardent la main, car ils savent où se trouvent leurs profits. La plus grande difficulté qu'aura rencontrée Marcel Jeanson dans son entreprise, c'est justement que son action est compliquée par le fait qu'il ne maîtrise qu'une partie du foncier impliqué. Il a donc fallu négocier avec les nombreux propriétaires. Certains ont refusé que des haies passent à travers leurs parcelles, ce qui a constitué une contrainte supplémentaire au travail de restructuration. Tous ont exigé que le GIE acquière les haies, si bien que les propriétaires peuvent demander leur arra-



Fig. 5: Le paysage créé par la succession des brise-vents. Photo D. Delbaere.

chage à n'importe quel moment, ce qui n'est évidemment pas pour encourager l'initiative. La question de l'initiative paysanne soulève donc forcément celle de la propriété du sol, et on voit mal comment une véritable réforme foncière pourrait être évitée si la puissance publique souhaite voir se multiplier ce type de projet.

Ensuite, il doit paraître évident que le paysage n'est pas la raison d'être, mais bien l'effet de l'évolution des modes d'exploitation du sol. Quand les planificateurs des métropoles contemporaines parlent d'y constituer de vastes parcs agricoles, il ne peut s'agir que d'accompagner des processus de transformation de l'espace par remembrement, dont les agriculteurs sont les auteurs principaux. Si le projet de paysage est appelé à intervenir dans cette affaire, c'est uniquement parce que l'un des effets majeurs de ces remembrements sera de faire se percuter deux systèmes paysagers différents : celui de la trame primaire des chemins communaux et des reliefs qu'ils accompagnent, et celui de la trame agronomique des nouvelles exploitations. C'est sans doute dans la gestion de cette percussio que le projet de paysage aura son mot à dire, sur ces parcelles résiduelles de faible valeur, sur ces raccordements des chemins d'exploitations aux espaces publics. Mais il reste significatif que les paysagistes chargés de l'accompagnement végétal de l'A29, s'ils ont dessiné d'importants linéaires de haies le long de l'autoroute, ne l'ont absolument pas fait en lien avec l'expérience riveraine.

Le rôle des pouvoirs publics dans cette affaire, pour autant, est loin d'être négligeable, puisque l'exemple que nous venons d'étudier montre bien les multiples dispositifs par lesquels ils ont favorisé cette initiative. Certains de ces dispositifs ont eu peu d'impact, par exemple le 1 % paysage et développement. Il faut s'en étonner : cette manne financière n'apparaît-elle pas comme un argument massue en faveur d'une action forte des pouvoirs publics sur le paysage rural ? En réalité, gérés par les collectivités, notamment les communes, ces subsides sont généralement employés à des fins de récréation artificielle du paysage. Les plantations de haies, ici, ne répondent en général à aucune finalité agronomique, voire la contrarient par indifférence. La représentation politique aujourd'hui très faible du monde agricole au sein des instances décisionnelles, et notamment dans la masse des élus locaux – y compris en milieu rural –, explique peut-être pourquoi les projets issus de cette politique régaliennne ne parviennent pas à entrer en synergie avec ceux qui fabriquent et entretiennent chaque jour le paysage métropolitain. La plupart des agriculteurs sont malheureusement complices de cet état de fait, car, dès lors qu'ils ne se placent pas dans une perspective de restructuration de leur activité, ils ne perçoivent les plantations, par exemple de haies ou d'alignements d'arbres, que comme une gêne incompatible avec leurs objectifs économiques. Une haie porte de l'ombre sur les parcelles, ses feuilles mortes perturbent la croissance des semis, et c'est ainsi que, lors de la mise à l'étude de l'insertion paysagère de l'A29, ce sont les agriculteurs eux-mêmes qui ont demandé l'abandon de toute plantation significative, ce sont eux qui ont volontairement arraché certains vergers remarquables pour rationaliser le remembrement, et plus à l'est, dans le Vermandois, ce sont encore eux qui ont exigé que le fuseau autoroutier percute les quelques bois existants, afin de réduire l'emprise sur les bons sols cultivés⁷.

En revanche, deux dispositifs institués ont joué un rôle décisif dans ce projet, notamment la création des CTE et l'opportunité du remembrement du sol grâce au passage de l'autoroute. On ne peut ici que déplorer la disparition

7- Selon le témoignage de François Charlet, paysagiste chez Scétauroute (bureau d'études autoroutier) ayant participé de 1997 à 1999 à l'élaboration du plan Objectif Environnement de l'A29. Témoignage recueilli le 24 mars 2011.

8- Dix-huit mois après leur création, le budget attribué aux CTE s'est tari. Selon Marcel Jeanson, ceci s'explique à la fois par l'attractivité du dispositif, finançant notamment l'achat de matériels performants, mais aussi et surtout par le fait que, conçus d'abord pour soutenir les petites entreprises agricoles, les CTE ont été en fait immédiatement négociés par les gros exploitants et ont donc porté sur des budgets très importants. Les CTE ont été remplacés par les contrats d'agriculture durable par le gouvernement Raffarin, dispositif bien moins doté, puis par les mesures agro-environnementales (MAE) dont le financement repose désormais en grande partie sur les collectivités locales.

9- Le problème ici est que souvent les grands projets d'équipement et d'infrastructure métropolitains proposent d'investir les sols les plus riches – comme ce fut le cas avec le projet d'aéroport dans le Santerre. Quel dommage cela aurait été d'imperméabiliser des centaines d'hectares de ce sol limoneux extrêmement perméable et naturellement propice aux grandes cultures ! La logique voudrait plutôt que ces projets s'implantent sur des sols de moindre qualité, trop lourds ou trop légers. Mais souvent ces sols, auxquels correspondent des paysages de prairies et de zones humides, sont protégés en tant que réserves de biodiversité.

précoce du premier, victime de son immense succès, et dont il faut espérer que le législateur décidera de le reconduire dans les prochaines années⁸. Nous nous attarderons davantage sur le second.

Du remembrement agricole, on a dit essentiellement du mal, le tenant responsable d'une déqualification du paysage rural et de sa biodiversité. Le fait est en général incontestable, avec les réserves que nous avons énoncées en préambule de cet article : même ras et pelé, le paysage découvert de l'agro-industrie est bien celui à partir duquel il est possible de penser la ville et la campagne dans leur continuum métropolitain. Les remembrements ont mauvaise presse, et pourtant l'exemple santerrois montre clairement que sans eux la restructuration du paysage agricole ne sera pas possible ou sera fortement retardée. Le parcellaire sur lequel se développent la plupart des exploitations françaises est trop découpé et trop hétérogène pour que puissent s'y développer de nouveaux systèmes efficaces d'organisation rationnelle et écologiquement viables de l'agriculture.

Il faut donc *favoriser les remembrements*. Il est possible que dans les prochaines années la concentration des sols dans les mains d'un nombre toujours plus réduit d'exploitants les incitera à engager de grands projets de remembrement spontanés. Il est malheureusement tout aussi possible que la rivalité entre ces méga-exploitants les poussera à s'opposer à toute mesure qui risquerait de favoriser l'un ou l'autre de leurs concurrents. Pour l'heure, ce sont donc les travaux de construction de grandes infrastructures qui restent le support principal des remembrements : construction d'autoroutes, de voies ferrées, de canaux, mais aussi de stations d'épuration, de grandes zones commerciales, artisanales ou industrielles. Il faut donc espérer que ces programmes continueront de se développer, et de se développer à l'écart des centres urbains, là où ils pourront avoir un impact significatif sur le paysage tout en respectant la valeur agronomique des sols⁹. La tendance, du moins dans les discours, est inverse : il s'agirait de concentrer, sinon dans la ville-centre, du moins dans sa proche périphérie, le plus grand nombre de programmes et de réduire les échanges, notamment routiers et autoroutiers, entre les métropoles, tout ceci au nom de la lutte contre l'émission de gaz carbonique et l'« étalement urbain ». Le recours à ce terme est tout à fait révélateur de ce que ceux qui l'emploient continuent de penser la ville et la campagne dans une relation dualistique, qui ne correspond plus du tout à la réalité, et cela depuis cinquante ans. Pour que la campagne devienne véritablement le ciment de la ville-territoire, c'est sur elle qu'il faut élever les équipements et les infrastructures qui favoriseront l'émergence du bocage du XXI^e siècle !

Du SDRIF au Grand Paris : questions d'agriculture

Entretien avec Mireille Ferri, femme politique

L'expérience du Triangle Vert, projet de territoire agri-urbain durable

Entretien avec Thierry Laverne, paysagiste

La ville arable, fermes urbaines et tours vivantes

Entretiens avec Augustin Rosenstiehl, architecte et ethnologue,
et Pierre Sartoux, architecte et designer (SOA Architectes)

« L'absolue Culture, on n'est pas des bêtes ! », regards sur l'expérience de la Ferme du Bonheur

Entretien avec Roger des Prés, artiste

Du SDRIF au Grand Paris : questions d'agriculture

Entretien avec Mireille Ferri, femme politique

Le 7 juillet 2011

Née le 22 mai 1959, diplômée en économie et en histoire, Mireille Ferri a d'abord été enseignante avant de s'engager en politique, à l'origine par des combats environnementaux liés à la protection de l'estuaire de la Loire. Membre du parti des Verts (à présent Europe Écologie Les Verts) où elle milite depuis une vingtaine d'années, elle est aujourd'hui conseillère régionale d'Île-de-France, vice-présidente de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme (IAU) de la Région Île-de-France et vice-présidente de la Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU).

Dans le cadre de ses fonctions d'élue, elle a eu en particulier à mener la difficile rédaction du nouveau Schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF), outil majeur de planification et d'organisation de l'espace régional francilien, soutenu par une vision stratégique à long terme (horizon 2030). Objet d'une vaste concertation, adopté par les élus régionaux le 25 septembre 2008, ce document a été validé par l'Assemblée nationale le 31 mai 2011¹.

Mireille Ferri a par ailleurs suivi avec attention le déroulement de la Consultation internationale de recherche et développement sur l'avenir du Paris Métropolitain, « le Grand pari de l'agglomération parisienne », dont les résultats ont été exposés à la Cité de l'architecture et du patrimoine en 2009², puisqu'elle était membre du comité de pilotage de cette entreprise inédite.

Le texte qui suit est la transcription d'une rencontre avec Mireille Ferri le 7 juillet 2011. Les propos rapportés ont été relus et approuvés par son auteure. Ils ont été recueillis, retranscrits, présentés et annotés par Jennifer Buyck et Xavier Dousson.

Quelles sont, pour vous aujourd'hui, les relations entre agriculture et métropole ?

Nous parlons bien de terre agricole, et pas uniquement d'un espace ouvert. Je prends soin de préciser car j'ai été surprise du statut particulier des espaces agricoles en arrivant en Île-de-France. Les choses sont bien différentes dans l'Ouest, où j'ai passé une douzaine d'années, à Nantes, et plus encore dans le Sud méditerranéen dont je suis issue. Mais à Paris et en Île-de-France, la question agricole est bien trop souvent devenue une question de réserve foncière. Nous en avons ainsi une vision qui est très maladroitement traduite par les termes de « plein » et de « vide », qui ont des sens particuliers et tout à fait intéressants en architecture mais beaucoup moins en aménagement lorsque le plein, forcément productif, du bâti est opposé au vide de l'espace ouvert : ressource disponible et utilisable à n'importe quel moment.

Lors de l'élaboration du SDRIF, cette question a ressurgi car nous étions confrontés à un enjeu décisif : en Île-de-France, comme dans beaucoup de régions, il est crucial de produire beaucoup de logements. Nous estimons ainsi que, dans les vingt ans qui viennent, il nous faudrait construire pratiquement un million et demi de logements neufs. Et donc, très naturellement, la tendance est de chercher à bâtir dans les espaces ouverts puisque c'est moins cher, plus simple et plus rapide. D'autant que, simultanément, la pression

est forte pour accroître la compétitivité régionale et les formes classiques de développement économique. Dans ce contexte, tant qu'il ne sera pas accordé une dignité ou une valeur économique forte à l'activité agricole, les sols, malgré leur richesse agronomique, ne sont encore trop souvent considérés que comme des réserves foncières.

Les discussions ont été, sur ce sujet, très âpres. Mais nous sommes en train de renverser progressivement le regard, en ayant notamment sur l'espace agricole une approche « ressource ». Il ne s'agit pas seulement d'une approche environnementale, de protection de l'activité agricole ou de l'espace ouvert, mais bien d'une vision différente de la métropole, vision que nous avons essayé d'insuffler dans le schéma directeur. Mais il fallait négocier en permanence. Et le résultat a forcément l'allure d'un compromis. Il acte au moins des avancées collectives, le point le plus ambitieux par rapport à l'état des opinions à ce moment précis de l'élaboration. Nous avons ainsi pu introduire la notion de « front urbain » pour protéger l'agriculture en ceinture verte, c'est-à-dire en limite de la zone urbaine dense, là où la pression foncière est la plus forte... mais la qualité des sols optimale.

Ma parole était plus libre pendant la consultation du Grand Paris qui a suivi. Ceci m'a permis de développer une autre notion. Les métropoles sont des villes forcément très connectées. Ce sont des systèmes ouverts sur le reste du monde, mais qu'il faut réussir à repenser comme, en partie, autonomes. Il faut pour cela réintroduire la notion d'économie circulaire. Il n'y a de connexion durable au monde que s'il y a enracinement et sécurité, ou sécurisation, d'une partie des approvisionnements.

De ce point de vue, cette prise de conscience a été, entre autres, « soutenue » par l'émergence de quelque chose qui était devenu presque impensable à l'échelle internationale : les crises alimentaires. Quand nous avons parlé pour la première fois, en 2004-2005 à la Région, de la nécessité de repenser une agriculture vivrière pour l'Île-de-France, nous n'avons reçu que des sarcasmes, mais pas ironiques ou enjoués, des sarcasmes véritablement aga-

1- Sur ce sujet du SDRIF, et notamment sur les questions agricoles, voir le blog de Mireille Ferri : www.mireilleferri.eu. Voir également diverses publications, dont une contribution à l'ouvrage d'Ana Hours et Jean-Pierre Piéchaud (coord.), *Penser la métropole parisienne, Plaidoyer pour un projet citoyen, égalitaire et postcarbone*, 4D, Encyclopédie du Développement Durable, L'Harmattan-Les Éditions des Recollets, 2010, 194 p., ainsi que « Le SDRIF et la protection des espaces agricoles et des espaces naturels », POUR, n°205-206, juillet 2010.

2- Et publiés dans un numéro spécial de la revue AMC, *Le Grand Pari(s), consultation internationale sur l'avenir de la métropole parisienne*. L'ensemble des productions des équipes de la consultation est par ailleurs téléchargeable sur le site institutionnel « le Grand pari de l'agglomération parisienne » : <http://www.legrandparis.org/accueil/>.

cés. Dans l'assemblée, c'était terrible. Quatre ans plus tard, quand nous avons adopté définitivement le SDRIF, les notions de front urbain et d'agriculture de proximité avaient été totalement intégrées. C'était devenu normal. Entre-temps, il y avait eu beaucoup de pédagogie et des évènements internationaux. Bien sûr, nous savons que les crises, sur les céréales en Égypte ou ailleurs, n'étaient pas liées à l'incapacité de produire, mais plutôt à la spéculation sur la nourriture. Il n'empêche que cela nous a permis de consolider l'idée émergente qu'une métropole n'est pas un ensemble homogène d'un point de vue morphologique. Par exemple, la ville dense de Paris, les quelques communes autour d'elle et les trois départements qui cernent le tout ont été très présents dans les débats, mais ne sont pas l'ensemble de la métropole. Celle-ci est un système connecté et bouclé. Dans ce système, pour que cela fonctionne, il faut trouver la complémentarité fonctionnelle entre les espaces bâtis et les espaces ouverts. Donc, l'agriculture est métropolitaine. Les espaces ouverts sont de nature métropolitaine. Si vous les perdez, la métropole ne vit plus.

À partir du moment où l'agriculture n'est plus considérée comme un « espace relique » avec une activité à préserver et un peu de nature pour faire plaisir au promeneur, à partir du moment où l'agriculture est reconnue fondamentale – au cœur du système –, on peut espérer agir, en particulier sur la valeur foncière. Introduire par exemple la proposition que certaines zones agricoles particulièrement riches et stratégiques doivent le rester quel que soit le propriétaire de la terre. Ceci évite la spéculation mais doit reposer aussi les questions de la transmission des exploitations et de l'insuffisance des retraites dans le monde agricole. Aujourd'hui, les agriculteurs doivent vendre leur exploitation pour assurer de manière confortable leur fin de vie. Il faut éviter cette tension, fixer l'utilisation du sol et rendre l'exploitation pérenne.

La notion de « front urbain », que nous sommes allés chercher en Europe du Nord, offre un panel de règles qui n'existaient pas dans le droit français. D'ailleurs, elles n'existent toujours pas ! Nous attendons encore de voir comment ces notions seront intégrées dans l'après SDRIF. Le front urbain est un dessin cartographié, une ligne sur la carte générale de destination des sols, qui dit qu'à partir de là, même si tout le reste du schéma directeur ou des documents d'urbanisme locaux donne le droit de construire, il n'est pas possible de le faire. Les espaces concernés sont essentiellement des espaces agricoles, mais il peut aussi s'agir d'espaces appartenant à la ceinture verte. Le front urbain affirme : « Là vous ne passez plus ! » Nous construisons un outil réglementaire qui va limiter la consommation de terre agricole. Si tout le reste du raisonnement n'est pas présent, personne ne l'accepte. Comme nous entrons dans la période de révision du schéma directeur, je me demande si ces acquis vont rester. Nous les avons en partie obtenus grâce à la Chambre d'agriculture, en négociant.

On aurait pu penser qu'étant marquée comme écologiste, et la Chambre d'agriculture étant classiquement FNSEA, nous n'étions pas faits pour nous entendre. Or il se trouve

que nous avons passé une sorte de pacte non écrit qui disait en substance : préservons d'abord l'usage agricole des sols. Puis, quand nous aurons remporté cette bataille – qui est loin d'être gagnée –, quand nous aurons redonné une vraie valeur à la profession, quand nous arrêterons de dire qu'il faut protéger l'agriculture et que nous parlerons de valorisation, alors nous ressortirons chacun nos baïonnettes et nous discuterons du biocarburant, des céréales, des intrants et, en somme, de ce qui définit l'agriculture réellement intensive. Cela étant, le débat sur ce qu'est, ou doit être, l'agriculture intensive est dès à présent nécessaire. Pour moi, l'agriculture intensive n'est pas du tout l'agriculture industrielle. En quoi est intense l'agriculture industrielle ? En valeur de métier, en biodiversité ? Elle n'est intense en rien ! Mais c'est un autre débat. Pour préserver l'agriculture et pour que cela soit crédible dans tous les documents – parce que les documents ne figent qu'un état du rapport de force, à un moment donné, sur cette question –, il faut modifier les approches et donc la définition d'une agriculture intensive. Et cela, il faut que la profession agricole le comprenne aussi.

Pensez-vous que le classement récent de 2300 ha du plateau de Saclay en terres agricoles soit une des conséquences de cette démarche ?

Ce classement a été une énorme bataille et, bien sûr, il est une des conséquences de la négociation autour du SDRIF. Dans une première étape du schéma directeur, où nous voulions sanctuariser ces terres agricoles, l'État nous disait : « Écoutez, ce sont des céréaliers qui polluent le plateau. Leur activité est inintéressante du point de vue de l'environnement. Nous vous proposons donc autre chose : nous gardons la même surface ouverte, mais avec une ville au milieu. Nous dessinons une sorte de grande croix sur le plateau qui délimite quatre parcs urbains. Tout le monde y gagne car il n'y a plus de pesticides dans ces parcs urbains, ils sont accessibles pour tous, c'est une appropriation de l'espace ouvert. On peut y travailler sur la biodiversité, remettre de l'eau, etc. » Il s'agissait d'un quiproquo total. Pour nous, il ne s'agissait pas de préser-

3- Le nom officiel d'AgroParisTech est : Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement. Il est un établissement français d'études supérieures et de recherche scientifique. Voir le site officiel de cet institut : www.agroparistech.fr.

4- L'Atelier international du Grand Paris (AIGP) a été créé en février 2010 à la demande du président de la République pour donner une suite à la consultation sur « le Grand pari de l'agglomération parisienne » lancée en 2008 par le ministère de la Culture et de la Communication. Il s'agit d'une structure constituée sous forme d'un groupement d'intérêt public, dont le président est Pierre Mansat, adjoint au maire de Paris, et le directeur général Bertrand Lemoine, architecte, ingénieur et historien. Voir le site officiel de l'AIGP : www.ateliergrandparis.com.

ver de l'espace ouvert, mais de préserver l'espace agricole. Et là, nous entendions : « Mais c'est n'importe quoi ! Vous n'allez tout de même pas défendre les agriculteurs industriels du plateau de Saclay... » Or tout le débat que nous menions visait bien à promouvoir l'activité agricole, pas forcément l'espace ouvert. Les alliances et les rapports de force locaux ont fait qu'en les additionnant les uns aux autres, nous avons finalement eu gain de cause. Pour l'instant, mais il faut rester vigilant. Dans les derniers moments de négociations avec l'État, je me suis fait longuement conseiller car je cherchais l'appellation la meilleure pour protéger l'espace agricole. La surface agricole est-elle active ou utile ? Ou bien : est-ce l'espace agricole au sens de l'INSEE ? À chaque fois qu'un mot ou un autre était employé, nous étions sur une définition différente. Ce qui fait qu'étaient comptés ou non les surfaces sous les lignes à haute tension, les bords de route, les friches agricoles, etc. Finalement, agricole a été défini au sens de cultivé.

Vous disiez qu'il y avait une définition de l'agriculture industrielle à produire. L'avez-vous engagée ?

Oui, un peu. Quand nous réfléchissions au SDRIF (et depuis sur le sort des terres agricoles franciliennes), j'étais entourée par des spécialistes de ces questions, comme Marc Dufumier qui occupe la chaire de René Dumont à l'école AgroParisTech³, ou encore des responsables des AMAP franciliennes qui travaillent depuis longtemps sur ces sujets.

Nous avons peu à peu vu se dessiner un concept nouveau et apparemment paradoxal : l'intensité des espaces ouverts ! Vous avez sans doute suivi le débat sur la question de la densité urbaine. Lorsque j'ai proposé de densifier les villes – ce qui a fait naître tout un débat que nous ne pouvons pas reprendre ici –, ce fut tendu, mais nous avons trouvé un accord. Aujourd'hui, nous pouvons explorer une nouvelle voie, dans la continuité en fait de ce dialogue urbain/rural : parlons maintenant d'intensifier les espaces ouverts, cherchons la densité de l'espace « vide ». Car tant que nous n'aurons pas fait valoir qu'il y a une densité face à une autre densité – ou une intensité face à une autre intensité –, on risquera toujours de retomber dans une vision de l'espace agricole comme un vide, une réserve qu'il faut combler. Par ailleurs, au contraire de l'architecture, le vide n'est pas là pour mettre en valeur le plein. Il y a une intensité propre aux espaces ouverts et en particulier aux espaces agricoles. Évidemment, cette intensité ne sera perceptible que si ce qui est produit est approprié par beaucoup de gens. Ceci nous ramène à la question évoquée plus haut : le céréalier, soi-disant intense, l'est-il vraiment ?

Alors qu'il existe une intensité boisée, une intensité de l'eau et des rivières, etc. Intensité de vie, d'usage, de plaisir, de valeur... Je ne peux vraiment pas vous dire que cette réflexion est encore aboutie, mais j'ai le sentiment qu'elle est féconde. De mon côté, j'essaie de l'insuffler, en particulier dans les derniers débats que nous avons avec l'Atelier international du Grand Paris⁴.

Dans le cadre de cet AIGP, quelles sont les équipes qui vous semblent particulièrement sensibles à ces questions ?

Très clairement, vous avez l'équipe italienne Studio 11 de Bernardo Secchi et Paola Vigano qui fait un travail remarquable sur ces questions-là. Il y a aussi l'équipe Descartes avec Yves Lion et David Mangin autour de Marne-la-Vallée. Il y a aussi Lin avec Finn Geipel, l'équipe allemande, et évidemment les Anglais de chez Rogers. Mais le problème de Lin et plus encore de Rogers, c'est qu'ils sont de moins en moins présents, parce que c'est trop difficile et coûteux pour des ateliers qui sont établis loin de Paris de se rendre disponibles pour participer à un dispositif de plus en plus flou. En termes d'approche, de sensibilité, ils ont été marquants. Dans l'approfondissement opérationnel, je retiendrai plutôt Studio 11 et le groupe Descartes.

Dans cette problématique de la définition de l'agriculture industrielle, ou intensive, pensez-vous qu'il faille faire une différence entre agriculture industrielle, c'est-à-dire mécanisée, et agriculture paysanne ?

Disons que je répondrai non et après oui. Non, dans un premier temps, car la bataille principale est de pérenniser l'usage agricole des sols dans des territoires où ces espaces sont très convoités. Lorsqu'il y a conflits d'intérêt ou d'usage très forts, l'idée première est de préserver la destination agricole des sols avec ce qui a été introduit dans le schéma directeur, en particulier les continuités fonctionnelles. Il ne s'agit pas, par exemple, d'avoir plusieurs zones qui font x hectares lorsqu'il est possible d'avoir un bloc d'un seul tenant qui soit utilisable par l'agriculteur. Le morcellement des surfaces agricoles rend souvent leur exploitation très difficile ou trop compliquée. La terre étant moins rentable, elle est encore plus sujette, petit à petit, au « grignotage », alors que si elle était restée d'un seul tenant, elle serait demeurée agricole. Mais, pour gagner cette bataille, il faut nouer des accords avec les autres. Et là, il n'est pas possible de ne

5- AMAP, Association pour le maintien d'une agriculture paysanne. Voir le site national de l'association : www.reseau-ama.org.

s'adresser qu'aux céréaliers, il faut parler à tous les agriculteurs. L'agriculteur sera obligé, demain, de remettre en débat la valeur de ce qu'il cultive, d'entrer en négociations avec les consommateurs, les politiques, etc. Demain, il sera sans doute interrogé sur ce qu'il produit et sur la manière d'y arriver.

Vous parliez, au début de cet entretien, de la différence entre l'Île-de-France et les autres régions que vous avez connues. Pourriez-vous la préciser ?

Elle tient essentiellement à la pression foncière.

Pourtant, dans le Sud-Est, cette pression existe quand même ? À Montpellier par exemple, des pieds de vigne sont toujours arrachés ?

Oui, mais le Sud est quand même beaucoup moins agricole et bien plus boisé. Les surfaces de forêt du Var ou des Alpes-Maritimes n'ont rien de commun avec celles d'Île-de-France. De plus, dans le Sud-Est, la différence tient également à la topographie autour des villes. Les villes méditerranéennes, qui ont des reliefs accidentés et de grandes surfaces boisées, ne sont pas du tout sur les mêmes problématiques... Ce n'est pas plus simple, mais ce ne sont pas exactement les mêmes problèmes.

Au-delà de la réflexion sur les sols agricoles, existe-t-il d'après vous d'autres moyens ou manières de tisser des liens entre agriculture et métropole ?

Oui, nombreux, mais c'est compliqué. Tant que la question reste plus qualitative que quantitative, cela marche assez facilement. Les AMAP⁵ ont, par exemple, un succès incroyable partout en France et cette initiative est tout à fait féconde. Mais, en Île-de-France, cela devient un succès paradoxal car certains producteurs ne sont même plus dans la région : il y en a qui viennent de la Marne, de l'Oise, etc. Et puis, dans une métropole de plus de 11 millions d'habitants, cela ne touche que quelques milliers de personnes ! Il y a donc une difficulté, par un réseau de gré à gré, à traiter quelque chose qui soit de l'ordre de la très grande quantité, de la masse. Dans ce cas, il faut sans doute aller vers des outils à inventer. Un autre exemple simple, le mouvement de retour vers les marchés hebdomadaires dans les villes, à la fois pour des raisons de santé et pour des questions économiques, car les gens ont compris qu'il était beaucoup moins cher d'acheter ses fruits et légumes sur les marchés plutôt que dans des petites ou grandes enseignes. Sauf que les places pour les marchés ont bien souvent disparu, victimes d'aménagements de trottoirs et de voiries. Quand la ville se reconstruira, penser et réaliser des lieux publics pour les marchés permettra de toucher immédiatement une quantité de gens très importante et autorisera des producteurs ou des revendeurs à venir vendre leurs produits plus facilement. Dans ce cas, une approche spatiale de la ville contient en elle-même une partie de la solution.

Que pensez-vous de tous ces projets de fermes urbaines ?

Au fond, je n'y crois pas pour résoudre les problèmes d'alimentation. Je pense qu'il s'agit du même type de réponses que les jardins partagés, qui ne sont pas à confondre avec les jardins ouvriers. Ces derniers avaient une fonction éminente d'alimentation, dans un cycle très court : on nourrissait directement la famille avec les produits du jardin. D'ailleurs, pendant longtemps, les jardins n'étaient destinés qu'à l'alimentation. Les fleurs n'y apparaissent que tardivement. Aujourd'hui, le jardin partagé a une tout autre fonction : on veut mettre les mains dans la terre et faire pousser soi-même ses légumes. La fonction sociale et la fonction pédagogique, la fonction presque politique de ces jardins ou de ces fermes, sont incontournables, indispensables, mais elles résolvent encore moins la question quantitative que les AMAP. La productivité d'une parcelle de jardin partagé en ville pour nourrir les gens est si faible que si la question du lien social et de la prise de conscience environnementale n'était pas dominante, on dirait qu'ils sont à bannir ! En termes de production, cela n'a rien d'intense.

Donc produire de l'alimentation en ville ne me paraît pas une si bonne idée. En complément d'autres actions et dans une perspective sociale, politique et même environnementale, c'est très bien, mais ce n'est pas comme cela que l'on résoudra la question. Ce n'est pas avec des tours à haricots que le problème de l'alimentation en ville sera résolu. Nous n'en sommes pas là, et il me semble qu'il vaudrait mieux commencer par avoir un regard plus respectueux sur les espaces agricoles existants plutôt que d'essayer de rendre la ville productive. Je sais bien qu'il y a toute une vertu, par exemple, à remettre des abeilles en ville, avec toute cette production de miel urbain. Mais elles sont un marqueur, pas une solution.

Une autre question liée à ces réflexions contemporaines est celle des services agricoles au-delà de la production alimentaire elle-même, comme les services environne-

mentaux, la production d'énergie ou l'entretien du paysage. Ces pistes vous semblent-elles utiles à développer ? Et, comme toujours, comment le politique ou le législateur peut-il encourager ou faire émerger celles-ci ?

Tout cela est très très bien, car c'est vrai que nous avons la nécessité de reconstruire l'ensemble d'un système agricole complexe, en ne perdant jamais de vue la production de nourriture pour une grande quantité de population. Une fois qu'est résolu le fait de produire, à proximité, de la nourriture pour une nombreuse population urbaine, alors toutes les formes d'exploitation respectueuse des sols peuvent et doivent être explorées : la production strictement biologique, le lien direct entre le producteur et le consommateur, la ferme urbaine, le jardin partagé, l'entretien du paysage et l'utilisation en lagunage pour la dépollution des sols ou de l'eau, etc. Tout cela vient enrichir la production agricole qui ne peut être seulement limitée à l'alimentation, car c'est précisément parce que l'on a réduit l'agriculture à la seule production de nourriture que nous en sommes arrivés à la production agricole industrialisée et à cette perte globale de valeur. Il ne faut donc pas refaire la même bêtise, il faut régler à la fois la question qualitative et les aspects quantitatifs. Ce qui m'inquiète parfois dans certaines propositions est l'importance accordée à des approches marginales, en masse, au détriment de la nécessité de produire en grande quantité pour la population urbaine dans sa totalité.

Pour l'instant, avec la PAC, les agriculteurs dépendent de la politique à un niveau principalement européen. Cependant, en écoutant votre discours, il apparaît souhaitable de faire émerger à un échelon plus local – régional, intercommunal ou communal ? – une politique agricole plus ancrée dans la spécificité des territoires. Pour penser et transformer ce lien entre la ville et l'agriculture en tant que système métropolitain, pensez-vous que l'échelon de décisions le plus pertinent soit l'Europe ou le local ?

Il me semble qu'il s'agit d'abord de privilégier des décisions devant venir de l'Europe, car tant que les systèmes de financement de certaines activités agricoles fausseront le rapport à la production de nourriture pour un marché local, nous n'en sortirons pas vraiment. Les distorsions dans les logiques de production qui sont introduites par les subventions sont d'abord à traiter à l'échelle européenne. Mais le niveau local est également important. Nous parlions des marchés à aménager. Une aide peut être apportée pour mettre en relation les différents acteurs de la filière. Nous pouvons agir sur les circuits d'achat de nourriture des écoles primaires. Nous avons la possibilité de rendre plus fluide la circulation des aliments jusqu'aux marchés locaux, etc. Mais je répète qu'il ne s'agit pas de s'enfermer sur le marché local : nous ne pouvons pas viser une impossible – aujourd'hui – autosuffisance. Simultanément, je dis que l'on ne peut être sereinement connecté au reste du monde, y compris pour des échanges alimentaires, que si l'on a fait un travail sur les ressources locales.

Auriez-vous un exemple d'une politique locale qui serait dans les cartons de la Région, ou que vous aimeriez porter, qui pourrait accompagner cette approche ?

Oui, il y a deux filières. Nous avons lancé, avec Anny Poursinoff avant qu'elle ne devienne députée et maintenant avec Hélène Gassin qui est vice-présidente de la Région, un appel à toutes les communes d'Île-de-France non entièrement urbanisées en disant à leurs maires : « Vous avez peut-être des parcelles qui sont en friche, nous cherchons à aider à l'installation d'agriculteurs. Restez propriétaires de vos terrains, mais mettez-les en fermage avec une garantie de la Région. » Nous avons également lancé toute une réflexion sur l'alimentation dans les établissements scolaires, en essayant de sécuriser les débouchés pour les producteurs, à la manière des AMAP, mais à une autre échelle. Ces projets ne demandent pas de nouvelles lois ni de nouvelles dépenses, et sont redoutablement efficaces.

Sur un plan plus biographique, quand émerge la question agricole pour vous ?

C'est très paradoxal. Je suis varoise, née à La Seyne-sur-Mer dans les chantiers navals, d'origine italo-espagnole ouvrière. J'allais même ajouter communiste, en ce sens que les ouvriers et les paysans, ce n'est pas pareil : il y a ceux qui sont propriétaires et ceux qui ne le sont pas. Donc je viens d'un milieu qui, ne serait-ce que pour des raisons de climat et de relief, n'est pas spontanément agricole. Le lien avec la profession agricole s'est fait de deux manières : par le syndicalisme et par le journalisme. Je connaissais le syndicalisme ouvrier classique dans les zones industrielles. J'ai été moi-même syndiquée dans le monde enseignant, et puis je suis arrivée en Loire-Atlantique pour faire de la radio. Là, en tant que journaliste, mais toujours intéressée par les questions sociales, j'ai rencontré le syndicalisme agricole de l'Ouest de la France qui est un vrai bonheur, un monde de grand respect où j'ai beaucoup appris. J'y ai retrouvé des valeurs qui me touchaient vraiment beaucoup. Le rapprochement ne s'est

donc pas fait au départ par l'angle nature et environnement. Il se trouve néanmoins que, dans le même temps, venant d'une culture communiste mais cherchant à renouveler des approches qui ne me parlaient plus, je suis entrée dans une réflexion autour de l'écologie politique. Tout naturellement, le cheminement s'est fait de cette manière et, après, m'a permis de réutiliser pour le monde agricole toutes les problématiques sur les ressources, sur les échanges, sur la question sociale, etc. Pour les OGM par exemple, j'y suis entrée plus par la question de la capture des paysans par le mode de production des semences que par la peur d'une dissémination des gènes dans la nature. Je ne nie pas du tout l'intérêt de cette approche-là, je dis simplement que je l'ai apprise et que je ne l'ai adoptée qu'après coup. Mon entrée est plus classiquement sociale et sur la question de la valeur.

À partir de ce moment-là, cette question devient-elle centrale pour vous ? Ou bien la réactivez-vous quand vous arrivez à la Région ?

Je fais partie de celles et ceux qui pensent la ville comme un système ouvert. Et mon système urbain ne fonctionne pas sans la question agricole, que je retrouve donc quand je m'occupe du SDRIF, car l'idée est de construire un système métropolitain équilibré, notamment entre ce qu'il produit et ce qu'il reçoit, qui assure la sécurité de ses habitants et puis, évidemment, qui prépare les mutations à venir.

Nous allons vivre une mutation, un bouleversement. Or que se passe-t-il dans les périodes de crise ? Et bien les inégalités se creusent. Les défis d'une planification en Île-de-France, quelles que soient les crises que nous allons traverser, sont d'assurer une forme de solidarité et de forte cohésion sociale, une « robustesse sociale », de trouver les outils et les processus pour innover et faire face aux dérèglements climatiques et à la crise énergétique, la « robustesse environnementale », et enfin d'inventer de nouveaux modes de production et de consommation, pour une nouvelle « robustesse économique ». Tout cela nous ramène très vite à la ressource, énergétique, alimentaire, etc. Comment fait-on, face aux bouleversements, pour que les écarts ne se creusent pas jusqu'au conflit, pour garder une boussole un peu humaniste dans la traversée des crises ? La production de nourriture de qualité, accessible à toutes et tous, non soumise à des aléas spéculatifs comme ceux de 2007 sur les céréales, est une des réponses emblématiques à cette question essentielle.

L'expérience du Triangle Vert, projet de territoire agri-urbain durable

Entretien avec Thierry Laverne, paysagiste

Thierry Laverne, paysagiste DPLG depuis 1981, a fondé l'atelier qu'il dirige en 1985¹. Paysagiste-conseil de l'État pour la DDTM du Var, il enseigne à l'École nationale supérieure de paysage de Versailles. Il est surtout, en rapport avec la thématique de cette livraison des *Cabiers thématiques*, président du Triangle Vert², qu'il a contribué à fonder, association de cinq communes de l'Essonne autour d'un projet de territoire qui cherche à penser conjointement développements agricole et urbain. Élu à Marcoussis, une des communes du Triangle Vert, il en est le délégué au projet de territoire et au projet agricole.

Pour Thierry Laverne, « considérer l'agriculture urbaine oblige la ville à l'excellence ». Et de fait, le projet du Triangle Vert est désormais reconnu comme une preuve par le local de la capacité des collectivités à répondre aux enjeux contemporains au travers d'un projet alternatif responsable, dans lequel « ville et campagne font bon ménage et commerce équitable ».

Le texte qui suit est la transcription de plusieurs rencontres avec Thierry Laverne, depuis la conférence qu'il avait donnée à l'ENSAPL le 3 juin 2010 jusqu'à un entretien avec lui, à son atelier, au début de l'année 2011, le 1^{er} mars. Les propos rapportés ont été relus et approuvés par leur auteur. Ils ont été recueillis, retranscrits, présentés et annotés par Jennifer Buyck et Xavier Dousson.

Acteur de l'émergence du projet de Triangle Vert, pouvez-vous nous décrire comment ce projet a commencé pour vous ? Le fait d'être élu d'un territoire périurbain vous a-t-il incliné à prendre en charge de manière équilibrée les questions urbaines comme agricoles, d'être à la fois élu des villes et des champs ?

Comment l'histoire a commencé ? À la fois simplement mais aussi de manière compliquée car on ne sait jamais vraiment très bien quels sont les facteurs déclenchants profonds. Pour moi, il y a eu un moment où la commande de paysagiste à laquelle j'accédais ne correspondait pas à ce à quoi je croyais. C'était une forme de commande faite aux paysagistes – pour leur demander de réaliser du paysage – après que les grandes décisions aient été prises. Or je considère que le paysage est dans les questions plus que dans les réponses. La société produit un projet qui fait paysage. Il est donc nécessaire de s'impliquer dans les questions de société pour traiter des questions de paysage, plutôt que de simplement répondre aux commandes qui nous sont données !

Parallèlement, il y a mon histoire personnelle de parisien depuis le XVII^e siècle, obligé de s'exiler en territoire périurbain pour des raisons professionnelles, plus précisément pour que ma femme se rapproche de la commune d'Évry, son lieu de travail. Nous avons alors choisi la campagne car nous ne nous reconnaissons pas dans la banlieue. Pour moi, l'identité d'un territoire passe par un rapport au site, par une lecture de la géogra-

phie et du paysage. Nous avons donc choisi Marcoussis : il s'agissait d'une commune qui était une ville – avec les services d'une ville, avec un tissu associatif actif – dans un rapport à la campagne encore existant. Cependant, dès que nous nous sommes installés, nous nous sommes rendu compte que la catastrophe était annoncée, avec un dilemme du type soit « on ferme sa gueule et on déménage », soit « on reste et on s'en occupe » ! À partir de ce moment, je me suis engagé dans l'action municipale car j'ai considéré qu'en tant que paysagiste je ne pouvais pas rester inactif. Je ne pouvais pas d'un côté faire des projets et de l'autre laisser faire ce que je voyais arriver là où nous habitons. Cet engagement-là a tout déclenché.

Je suis fou de la campagne, je l'adore et je trouve que le regard que l'on pose sur elle n'est pas correct. Il faut absolument réhabiliter la campagne, il faut absolument réhabiliter le regard que les gens posent sur elle, pour retrouver cette relation entre la ville et la campagne. On célèbre tellement les paysages de montagne, de mer ou d'exotisme que la campagne, la simple campagne qui est notre paysage, ne paraît plus être un paysage pour la grande majorité des Français. Elle s'est complètement banalisée. Elle n'est pas assez extraordinaire et, sans doute, les gens semblent avoir besoin d'extraordinaire. Comment renouer alors avec cette idée que notre campagne est extraordinaire ? Que le fait d'habiter à la campagne n'est pas une pénitence, une punition de ne pas être au centre-ville, mais un choix. Que l'on peut élire domicile à la campagne par désir et volonté, non par défaut. Ce parcours biographique et cet amour de la campagne forment la deuxième raison de ce projet

Enfin, pour faire l'école de paysage, je suis passé par une formation agricole – un baccalauréat agricole – puis un BTS horticole. Je suis donc passé par la campagne et je me suis rendu compte alors que je n'aimais pas l'agriculture : ce que j'apprenais des systèmes de production me révoltait. Je croyais que j'allais aimer la campagne en allant en école d'agriculture, mais, en réalité, on ne nous apprend pas à l'aimer. Le sol ou le porc n'étaient pas des

1- Pour une présentation détaillée du travail de Thierry Laverne, consulter le site Internet de son agence : www.agence-lavernepaysagistes.fr.

2- Le Triangle Vert possède son propre site Internet, présentant son projet ainsi que de nombreuses informations pratiques. Les communes qui le constituent sont : Marcoussis, Saulx-les-Chartreux, Nozay, Villebon-sur-Yvette et Champlan. Le site héberge en particulier *La charte pour une agriculture durable du Triangle Vert* téléchargeable au format pdf : <http://trianglevert.org/>.

milieux vivants ou des animaux, ils étaient réduits à des réservoirs à intrants. Le porc était ramené à sa ration azotée pour produire de la viande et le sol également à des rations d'azote pour fournir du blé. Cette manière de réduire la campagne à l'agriculture productiviste – qui n'est même plus une question d'alimentation, mais une question de production, d'exploitation – a été pour moi une grande désillusion.

L'agriculture était-elle présente à l'école de paysage ?

Pas du tout. Il y a un clivage sociétal, historique, entre la ville et la campagne en France, qui se retrouve jusque dans la formation. Toute l'éducation est nationale et dépend du ministère de l'Éducation, sauf l'éducation agricole qui dépend du ministère de l'Agriculture, comme s'il y avait deux modes d'éducation dans notre pays : celle des urbains et celle des ruraux. Dans ce rapport ville-campagne, même l'éducation n'a pas réussi à établir ce lien, ce qui paraît incroyable.

Tout ce substrat de connaissances de l'agriculture, vous ne l'exploitez pas dans vos projets avant d'arriver à Marcoussis. Cette installation fonde donc votre prise de conscience d'une agriculture qui serait spécifique aux territoires urbains ou péri-urbains.

Non, je n'ai pas eu véritablement de prise de conscience de l'agriculture en arrivant à Marcoussis. Par contre, j'ai eu une prise de conscience de la ville. La ville était irresponsable. Quand on considère que l'agriculture ne vaut rien, la ville peut faire absolument n'importe quoi au motif que c'est toujours mieux que rien. Ce mieux que rien produit un pire que tout, l'étalement urbain et le désert de la campagne. À partir de ce moment, j'ai réalisé que si la campagne n'était pas réhabilitée, la ville poursuivrait l'indigence de son projet. Alors que si la campagne est reconnue et considérée, la ville doit produire un sacré projet pour avoir l'audace de prendre sa place.

Tout cela se passait il y a quinze ou vingt ans, à une époque où la société n'avait pas encore conscience que la terre viendrait à manquer, qu'une crise alimentaire poindrait. Les préoccupations environnementales n'étaient pas encore ce qu'elles sont devenues. Ce qui apparaissait tout de même nettement était que la ville s'étalait sans qualité. Il fallait donc reprendre conscience de l'excellence de la campagne pour arriver à l'excellence de la ville (fig. 1).

J'ai vu l'espace disparaître, tout simplement. J'ai eu le sentiment d'être puni, puni de n'être plus parisien. Je suis arrivé à Marcoussis car c'était un village maraîcher, dense, concis, un balcon sur la campagne. Cette situation était belle. Mais, dès les premiers mois, nous avons compris que la plaine serait bientôt complètement envahie de pavillons, et que cette situation n'était pas acceptable. Alors je me suis impliqué d'autant plus que, ayant quitté Paris, j'avais le sentiment qu'il fallait être de quelque part. Habiter Mar-



Fig. 1 : Le paysage du Triangle Vert au droit de la commune de Saulx-les-Chartreux. © Association Triangle Vert.

coussis exigeait, pour moi, de prendre position, d'être un citoyen impliqué.

Cette idée que l'on peut arriver à concilier la densité urbaine, la densité d'activités urbaines et cette présence, cette proximité de nature, d'agriculture, est pour moi très intéressante. Une des conditions de la ville est bien celle-

là. Il faut arriver à changer d'échelle. Marcoussis devrait maintenant être Paris, si Paris inclut sa campagne, si Paris est entendue en tant qu'écosystème urbain. Car si la campagne fait partie de la ville, d'une certaine manière j'habite LA ville, je suis à Paris ! Il faudrait pour cela renforcer les liens fonctionnels entre les périphéries et les centres, les solidarités entre les différents territoires, pour que le sentiment d'être déjà à Paris quand on est à Marcoussis soit véritablement possible. Du reste, c'est plutôt Paris qui devrait arriver à s'exporter un peu à la campagne : cinémas, services, équipements, ministères, etc. ; ce qui renvoie à toute la problématique du « Grand Paris », posée également par le Schéma directeur de la Région Île-de-France.

J'ai le sentiment que si l'on considère que la ville est un écosystème nécessaire à l'espace urbain, à Marcoussis on est alors véritablement au cœur de la ville. D'ailleurs, si le Triangle Vert a reçu le grand prix de l'Environnement, donné par les grandes villes franciliennes, c'est bien parce ces villes ont considéré que le petit projet que nous menions était absolument solidaire de leurs projets à elles. Il est intéressant de comprendre qui nous a offert ce prix : cela montre bien que pour la ville dense, l'équilibre de la ville archipel les concerne aussi.

Comment s'enclenche cette expérience du Triangle Vert ?

Par ce dont nous venons de parler, par cette prise de conscience. Puis cela a commencé assez concrètement par plusieurs prises de position et actions. Face au constat que nous venons d'évoquer, j'ai commencé par aller voir le maire de la commune, qui m'a répondu en substance : « Ah bon ! Il y a un problème ? Moi je trouve cela bien. Chacun ses goûts, chacun ses valeurs. Pour moi, détruire des anciens murs maraîchers, ça ne me pose pas problème. Ils empêchent de voir les beaux pavillons que l'on construit. Et puis, ce n'est pas mon affaire, ça ne me concerne pas. » La rencontre avec les élus a été extrêmement décevante.

Dès lors, quand cette municipalité a décidé de déclasser le domaine de Bellejame, un ancien château avec un parc et une rivière, pour en faire une zone d'activités, nous nous sommes un peu mobilisés les uns et les autres. Cet acte de contestation a permis de créer le noyau élargi d'une liste d'opposition qui a ensuite été élue. Après notre élection, nous avons fait un projet de territoire. Ce projet et cette résistance autour du domaine de Bellejame nous ont permis de remporter plus tard l'appel à projet de la Fédération française de rugby pour la construction de son Centre national (CNR). Si celui-ci est arrivé chez nous, c'est que notre projet de territoire montrait bien sa valeur, à laquelle ont été sensibles ces commanditaires, surtout ceux du Sud-Ouest. Le domaine de Bellejame, pour lequel nous avons résisté, attendait là, comme un cadeau.

Quand la géographie a été effacée par la ville étalée, lorsque les gouvernances ne sont pas ou plus fondées sur des réalités de territoire, cela pose problème. D'ailleurs, quand

on interroge les échelles des intercommunalités, on se rend compte que les structures administratives ont souvent été fondées sur des motifs politiques ou économiques qui n'avaient rien à voir avec le sens profond des territoires. En ce sens, un des facteurs déclenchants du Triangle Vert est une réaction au SDRIF qui avait programmé des « zones pyjama » partout, de vastes zones où tout était permis... À Marcoussis, nous avons réagi contre cela et, comme la Région a voté le SDRIF juste après les élections municipales, nous avons réussi à remettre en cause ces zones. Nous avons résisté ainsi à Marcoussis et à Saclay-les-Chartreux, une commune au nord du Triangle Vert. Dans cette commune, l'adjointe à l'urbanisme était urbaniste au CAUE de l'Essonne, dont j'étais administrateur. Nous nous sommes rendu compte que nous défendions les mêmes valeurs, que nous parlions des mêmes sujets. Cela a été un facteur déclenchant du Triangle Vert : à l'origine de cette association, il y a deux communes avec deux professionnels impliqués et responsables qui ont décidé que la question était de leur responsabilité.

Enfin, au même moment, les intercommunalités étaient en train de se former, sur des logiques dans lesquelles nous ne nous retrouvions pas. Nous nous sommes alors dit qu'il fallait que ce Triangle Vert soit reconnu à des niveaux de gouvernance tels que, quelles que soient les intercommunalités, il puisse s'y imposer.

Comment est apparu le terme Triangle Vert ?

Nous l'avons inventé. Il est basé sur le constat que les infrastructures qui nous entourent forment un triangle. Celles-ci, qui font partie de la nouvelle géographie de la banlieue, qui nous avaient toujours desservis, pouvaient d'un seul coup nous identifier et devenir moteur de projet ! Il faut aussi préciser que le Triangle Vert n'est pas une association de problématique qui s'intéresserait à l'agriculture périurbaine ou semi-urbaine. C'est une association de projets. Quand on est élu du périurbain, on est élu des villes et des champs. On doit être responsable de l'ensemble du projet. Le Triangle Vert est d'abord une

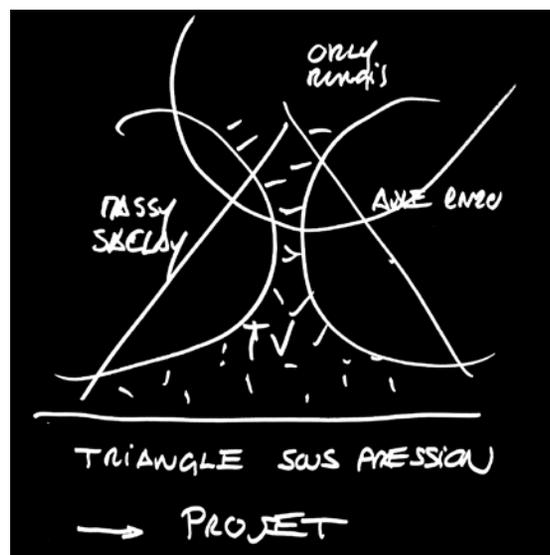


Fig. 2 : Le « Triangle sous pression », cerné par les infrastructures et les grandes emprises fonctionnelles (Orly, Rungis). © Association Triangle Vert.

association politique incluant des conseils municipaux. Ce n'est pas un regroupement d'associations de défense de je ne sais quoi. Ce sont des conseils municipaux, de droite et de gauche, qui ont décidé que, premièrement, la question agricole était de leur responsabilité, et que, deuxièmement, l'échelle pertinente n'était pas l'échelle communale mais celle de l'intercommunalité (fig. 2).

Nous avons choisi l'association, qui est un système de gouvernance plus léger. Il s'agissait pour nous du seul moyen d'avancer, précisément parce que quand on attend d'être d'accord sur tout pour commencer à entreprendre, il est très difficile de faire des choses ensemble ! Ce peut même être le prétexte pour ne rien faire... Alors, nous avons dit : « Nous créons une association focalisée sur la question agricole ; chaque commune reste responsable de son territoire, mais nous savons que nous ne pouvons traiter qu'ensemble ces questions. » Nous sommes ainsi entrés en douceur dans une espèce de puzzle politicien où les communes de droite et de gauche se sont rassemblées autour du territoire et de son projet. Nous sommes donc partis de l'agriculture, mais avec toujours la tentation d'aller un peu plus loin : soulever les questions d'infrastructure, d'habitat... mais il y avait toujours quelqu'un pour nous recentrer si nous allions trop loin !

Au bout de dix ans de crise environnementale, économique et de l'énergie, tout le monde se rend compte que la problématique agricole n'est pas isolée, mais une question qui permet de réinterroger l'ensemble des autres questions des projets des communes et ainsi de changer d'échelle et de nature de projet de territoire. Nous avons réussi à démonter avant l'heure qu'en changeant d'échelle, en passant de l'échelle communale à l'échelle intercommunale, nous passons de la « ville excroissante », qui relègue les questions territoriales à la périphérie, à la « ville archipel », qui se compose et se nourrit de ses vides. Nous avons démontré par le concret à quoi pouvait ressembler cette ville archipel.

Le Triangle Vert a été créé en 2003, à l'initiative de Marcoussis et Saulx-les-Chartreux, c'est-à-dire de moi-même et de Brigitte Bouvier. Nous avons d'abord chacun fait travailler des étudiants sur nos communes. Puis Brigitte a fait travailler André Fleury, qui était enseignant à l'École de paysage, sur le diagnostic agricole de son territoire. Celui-ci est ensuite venu travailler sur le nôtre. Et tous les trois, nous nous sommes dit que l'échelle du Triangle Vert – qui ne s'appelait pas encore comme cela à l'époque – correspondait à une petite région maraîchère et était pertinente pour réfléchir aux questions agricoles. Si Marcoussis, au sud, et Saulx-les-Chartreux, au nord, s'y intéressaient, il fallait donc convaincre les autres communes, au centre, qu'elles étaient aussi responsables de cette réflexion et de ce projet. Nous sommes donc allés les rencontrer et les avons rassemblées au travers d'une étude confiée à André Fleury.

Lors de cette démarche pour rassembler les communes, quelle casquette professionnelle avez-vous portée ? Celle du paysagiste, celle de l'enseignant, celle de l' élu ?

Je pense que le fait d'être un peu tout cela était très important. Cela donnait du crédit à notre propos, les gens avaient confiance. Mais, en même temps, ils étaient méfiants car cela croisait les incontournables clivages politiques habituels. Il y a ceux qui sont entrés dans le projet avec méfiance et ceux qui avaient vraiment envie de le faire. Petit à petit, tout le monde s'est rassuré et nous avons réussi à faire un projet ensemble. André Fleury travaillait donc avec ses étudiants sur le sujet et à la fin, pour finir l'étude, il a demandé à Christelle Stacchetti, une jeune diplômée en urbanisme de l'IUP de Créteil, de finaliser ce travail après le départ des étudiants. À la présentation de leur étude, j'ai pris conscience que pour continuer ensemble un projet sur ce thème, il fallait absolument embaucher Christelle : elle avait travaillé six mois sur ce sujet, elle le connaissait bien, elle était disponible. Pour moi, soit on l'embauchait, soit on ne démarrerait jamais rien ! C'était une occasion absolument unique ! Mais, pour l'embaucher, il fallait voter un budget ; pour voter un budget, il fallait créer une association. C'est donc Christelle, cheville ouvrière du Triangle Vert, qui a été le facteur déclenchant de la création de l'association.

Nous avons commencé à faire parler de nous et mobilisé les ministres élus et voisins. Ainsi, coup sur coup, trois ministres sont venus voir ce que nous faisons et entendre parler d'agriculture urbaine. Comme des ministres s'étaient déplacés, la Région est venue aussi et le Département également. Nous nous sommes rendus incontournables localement en étant allés chercher haut la légitimité. Ainsi, lorsque les intercommunalités se sont constituées, le Triangle Vert existait déjà. Nous avons signé la charte agricole en 2008, l'année même où nous obtenions le grand prix de l'Environnement. Cette charte engage tous ceux qui la signent... et ils sont nombreux. Il s'agit pour nous essentiellement d'une reconnaissance. Tous les partenaires qui l'ont signée ont reconnu que la destinée de ce territoire était agricole et que toutes les réflexions et les projets entrepris sur celui-ci prendraient en compte ce fait-là. Ensuite, chacun dans son domaine de compétence décline des actions le prenant en compte.

Au-delà de cette reconnaissance, l'essentiel de la charte tient aussi bien sûr à cette déclinaison.

Quels sont les différents signataires de cette charte ?

Tous les acteurs institutionnels : l'État, la Région, le Département, chacune des communes, les syndicats de rivière, la Safer, la Chambre d'agriculture, etc., et puis, naturellement, tous les agriculteurs qui ont souhaité la signer.

Et les agriculteurs, étaient-ils nombreux ?

Ils n'étaient pas les plus nombreux, et d'ailleurs ne le sont toujours pas. Pour plusieurs raisons. D'abord, ils étaient tellement habitués à ce qu'on leur raconte des histoires qu'ils ont cru que le Triangle Vert en était une de plus. Ils étaient donc méfiants puisqu'ils étaient prêts au pire. Ensuite, il y a les agriculteurs qui sont radicalement contre. Il y a ceux qui sont pour, mais non engagés, car tous ceux qui n'adhèrent pas ne sont pas forcément contre. Il y en a aussi qui sont très contents que cela se fasse, mais qui sont débordés et n'ont pas le temps de s'en occuper. Beaucoup d'entre eux se disent aussi : « Nous faisons bien notre métier, la ville n'a qu'à bien faire le sien. »

En réalité, cette question concerne beaucoup les urbains. Pour moi, l'agriculture est urbaine et non périurbaine, car elle n'est pas une question périphérique à la ville. Elle est au cœur des questions de la ville et au cœur de la responsabilité des urbains. Pendant longtemps, pour nous, le projet du Triangle Vert devait d'abord s'adresser aux urbains et non aux agriculteurs. Je pense que les agriculteurs font bien leur métier, même s'ils ont des problèmes de choix de mode d'exploitation, ce qui est une affaire de société en général. Globalement, et heureusement, les agriculteurs tiennent le territoire, du moins ce qu'il en reste. Historiquement, on les a habitués à croire que leur travail ne concernait plus le projet de la société. On leur a fait croire qu'ils ne traitaient pas de la question des hommes, de l'alimentation ou de la ville. Aujourd'hui, ce qu'il faut arriver à faire est double : premièrement les conserver et deuxièmement les convaincre qu'ils sont les partenaires d'un projet urbain. Le projet de Triangle Vert a été avant tout pour nous une urgence urbaine : l'agriculture n'est pas menacée par les agriculteurs, elle l'est par la boulimie de la ville.

Il est vrai cependant que le Triangle Vert est constitué de trois collèges : les communes, à l'initiative du projet et responsables de celui-ci, les agriculteurs comme acteurs du territoire et les associations. Cependant, aujourd'hui, le Triangle Vert n'est pas complètement porté par la population, même si elle est certes représentée par les élus. Il reste du travail à faire. Nous le voyons bien à Marcoussis, avec le projet des Potagers de Marcoussis, association d'insertion par le maraîchage. Cette expérience illustre bien la véritable dimension urbaine de l'agriculture. On emploie souvent ce mot maintenant, mais de

telles initiatives sociales fabriquent aussi des « consom'acteurs » solidaires et impliqués qui ont un tout autre rapport au territoire. Tous s'aperçoivent ainsi qu'ils sont co-responsables de l'avenir de la plaine. La plaine n'est plus un décor qui nous échapperait, un paysage à l'horizon, mais un lieu habité et partagé dont nous sommes responsables. C'est par l'ancrage des habitants dans le projet local que l'on peut démontrer que des alternatives sont possibles.

Quelles actions concrètes l'association du Triangle Vert a-t-elle menées ?

La première action concrète a été le changement de regard, ce qui n'est pas concret du tout. Cela reste très ambigu car on pourrait croire que le Triangle Vert est un projet pour que rien ne change. Et pourtant c'est un projet pour que tout change et redevienne possible. Mais quand on va sur le terrain, on se dit : « rien ne change ». C'est, d'une certaine manière, parce que rien ne change que tout change. C'est compliqué...

Ce qui devait devenir un lotissement généralisé va pouvoir devenir autre chose. Nous n'avons pas pour autant interdit la croissance, loin de là. Chaque commune continue de produire son développement nécessaire ainsi que sa part de logement social, responsable et solidaire. Ainsi, la première action a été ce changement de perspective, de regard. Cela a concerné les urbains comme les agriculteurs. Les propriétaires ont également compris que leurs terres allaient rester agricoles, ce qui a été difficile à admettre pour certains car c'était la perspective attendue : leur projet reposait sur le fait qu'ils vendraient leur terres un jour, valorisées par la possibilité de les rendre constructibles... Comment prendre en compte cette question importante ? Ce n'est pas si simple, mais d'autres ont, au contraire, repris espoir. Ces agriculteurs ont compris qu'un avenir leur était promis s'ils le souhaitaient sur ce territoire. C'est un grand changement. Le premier changement a donc été de faire en sorte que l'agriculture ne soit plus vue comme une réserve foncière, le second a été de montrer qu'elle était un projet d'avenir.

Quelles sont les autres actions engagées ? Avez-vous mis en place des labels ?

Non, nous avons juste fait en sorte que ce territoire existe et que ses habitants le reconnaissent et puissent être fiers de le revendiquer. Certains agriculteurs ont choisi de poser le logo du Triangle Vert sur leurs produits. Cela répondait à une demande sociale de traçabilité et ils ont considéré que cela pouvait être valorisant pour eux de revendiquer cette origine. Nous allons réfléchir par la suite à cette question des labels. Il faut que nous nous demandions réellement ce qu'est ce Triangle Vert et son logo. Indique-t-il seulement une origine géographique ? Est-ce un label de qualité des produits ? Pour l'instant, les agriculteurs font ce qu'ils peuvent et nous les accompagnons. Sur le territoire, la situation évolue : il y a des agriculteurs conventionnels comme des maraîchers bios.

Lors de la réunion d'hier soir par exemple, il y avait des maraîchers de Marcoussis, dont un fait à peu près 35 heures par jour ! Il part à 5 heures du matin pour aller sur les marchés parisiens. Il rentre à 15 heures et travaille dans les champs. Entre 20 et 22 heures, il charge les camions pour repartir à 5 heures. C'est une vie de fou, mais il aime ça. Sa femme est infirmière de nuit, mais elle a décidé d'arrêter. Il a planté un verger de 1 500 arbres, il agrandit son exploitation. Elle va venir travailler à la ferme et ouvrir un magasin ou un stand sur le marché. Ce sont des gens qui ont repris confiance dans leur métier. Une histoire similaire se met en place pour les Potagers de Marcoussis qui souhaitent développer de nouvelles activités et ouvrir par exemple une conserverie. Nous souhaitons aussi mettre en place une filière BRF (bois raméal fragmenté) pour valoriser nos déchets. Tout cela fait beaucoup de petits projets qui se montent peu à peu grâce au fait que le territoire sécurise la présence des agriculteurs. Le Triangle Vert a redonné espoir, les communautés ont renoué le dialogue et ont mis en commun leurs idées. Ils se sentent concernés mutuellement les uns par les autres.

Quels sont les nouveaux chantiers du Triangle Vert ?

Les actions sont toujours les mêmes que celles que nous avons engagées : soutenir les agriculteurs et les communes qui veulent entreprendre dans le cadre de ce projet et trouver les partenariats et les aides pour le faire. Par exemple, le couple dont je viens de parler envisagerait de construire un hangar pour stocker ses légumes et établir un comptoir de vente. Cela représenterait un investissement de 150 000 € pour lequel nous pourrions les aider à trouver des partenaires et des subventions. Parmi les autres actions concrètes, nous avons un brasseur qui va produire la bière du Triangle Vert. Nous avons réussi à l'accompagner pour qu'il puisse acheter son matériel et s'installer. L'agriculteur qui va lui fournir l'orge passera en biologique à partir de cette année. Il est venu nous voir pour savoir si nous pouvions l'aider à acquérir un épandeur à fumier qui est un gros investissement.

C'est ce que nous appelons le « triangle vertueux ». Le projet que nous avons mis en œuvre suppose que les communes expriment leur soutien et leur solidarité envers les agriculteurs. Ceux-ci reprennent ainsi confiance, portent des projets qui ont une valeur d'exemple qui leur permet d'obtenir des aides de la Région, du Département ou d'ailleurs. Le travail du Triangle Vert consiste justement à faire tourner ce triangle vertueux pour confirmer le soutien, renforcer le potentiel des projets des agriculteurs, les aider à trouver des aides, etc. Nous pouvons co-porter les projets des agriculteurs. Nous sommes des « colporteurs » et, pour en arriver là, il a fallu cinq ans de changement de regard et de reprise de dialogue, même s'il faut admettre également que la réforme de la PAC (politique agricole commune) n'est pas étrangère non plus aux interrogations et nouvelles orientations des agriculteurs.

Nous avons également aidé les agriculteurs dans l'embauche de leurs salariés saisonniers, en travaillant avec la Direction régionale du travail agricole. Les contrats d'embauche des saisonniers sont limités à quatre mois, mais, dans les faits, il suffit qu'une saison soit décalée pour que les saisonniers n'aient rien à faire pendant un mois au printemps, travaillent pendant trois mois et, alors que la production bat finalement son plein, soient obligés de repartir car le contrat se termine. La législation du travail n'est absolument pas adaptée à la réalité du monde agricole, et les maraîchers sont en difficulté vis-à-vis de ce problème. Ils sont harassés de boulot, mal rémunérés et trouvent leur main-d'œuvre à l'étranger... Le marché ne permet pas de bien rémunérer les produits ni les salariés. Les circuits courts et la production locale sont justement une manière de faire en sorte que les produits soient convenablement payés pour que les entreprises et leurs salariés le soient également.

Avec les communes, nous surveillons également les ventes frauduleuses de terres agricoles. Avec ce genre de pratique, des clôtures entravent le milieu de la plaine, les décharges fleurissent et les constructions finissent par apparaître bien que le terrain ait été acheté au prix de la terre agricole. Nous avons écrit à la Chambre des notaires en les alertant sur ce fait, en leur demandant d'être vigilants.



Fig. 3 : Schéma de principe du « triangle vertueux ». © Association Triangle Vert.

Nous avons également réalisé tout un travail sur les friches et leur inventaire. Cet inventaire des friches est un travail énorme, que nous avons fait commune par commune avec une seule chargée de mission, ce qui était bien peu. L'idée est de retrouver les propriétaires et de remettre en culture ces friches. Celles-ci ont souvent été abandonnées car elles ne correspondent pas aux exigences de l'agriculture intensive, mais pour du maraîchage ou de l'élevage, il est envisageable de les réinvestir. Quand un agriculteur arrête son activité, ce sont les exploitants existants et voisins qui récupèrent les terres. Or, aujourd'hui, nous avons de jeunes agriculteurs qui souhaitent s'installer, mais les terres leur échappent. Il faut donc encourager également la redistribution des terres agricoles avec la Safer.

Nous menons aussi de nombreuses actions de pédagogie. Je parlais de la filière BRF à l'instant. Dans ce domaine, nous avons organisé des actions de formation à l'attention des communes, des agriculteurs, mais aussi des particuliers. Nous encourageons également les agriculteurs à passer au désherbage thermique et à réaliser des jachères fleuries qui marquent beaucoup le territoire. Ces jachères permettent aux habitants de regarder différemment la campagne, ils y ont reconnu une dimension de paysage. Nous encourageons aussi les circuits courts. Un agriculteur qui est à la fois céréalier et maraîcher a, par exemple, signé un accord avec la commune où il est installé et qui s'est engagée à prendre sa surproduction de légumes pour ses cantines.

Nous avons enfin beaucoup travaillé sur le SDRIF avec Mireille Ferri, quand elle en était responsable pour la Région. Nous étions une sorte de preuve par le local de la responsabilité et de la capacité des élus de terrain à mettre en œuvre le changement. Nous avons été assez fiers de cette collaboration qui a consacré l'existence du Triangle Vert, mais aussi permis de confirmer l'importance de la prise en compte d'espaces agricoles pérennes dans le SDRIF.

Le Triangle Vert fait partie du territoire de l'OIN du plateau de Saclay et, en tant que paysagiste-urbaniste et président du Triangle Vert, j'y ai un rôle d'expert et j'ai participé au jury du marché attribué à l'équipe constituée autour du paysagiste Michel Desvignes. Il est important que nous y soyons présents : l'enjeu ici est que le territoire et l'activité agricoles puissent y inventer un nouveau mode de ville, elle-même capable de réinterroger le projet agricole qui l'accueille.

Quel est l'avenir immédiat du Triangle Vert ?

D'abord nous assurer que les communes vont élaborer des PLU conformes à leurs déclarations. Il s'agit d'un moment important. Nous avons mis en place des PRIF, périmètres régionaux d'intervention foncière. La Région s'est donc engagée à prendre la maîtrise de ces terres si la destination agricole de ces espaces était menacée. Dans ces périmètres, l'activité agricole est donc pérennisée définitivement.

Maintenant, nous avons aussi besoin d'une représentation positive de ce territoire. Celui-ci a d'abord été défini par défaut, ensuite par des thématiques et des actions, mais il n'a pas de représentation précise. Il faut à présent le dessiner, que chacun en ait la même perception. Où sont les forêts, les rivières, les zones agricoles, les espaces urbains ? Il faut aussi s'assurer que l'ensemble fait composition. Il faut inscrire les projets de chacun, comprendre la valeur commune de ce qui se fait. Nous allons donc em-

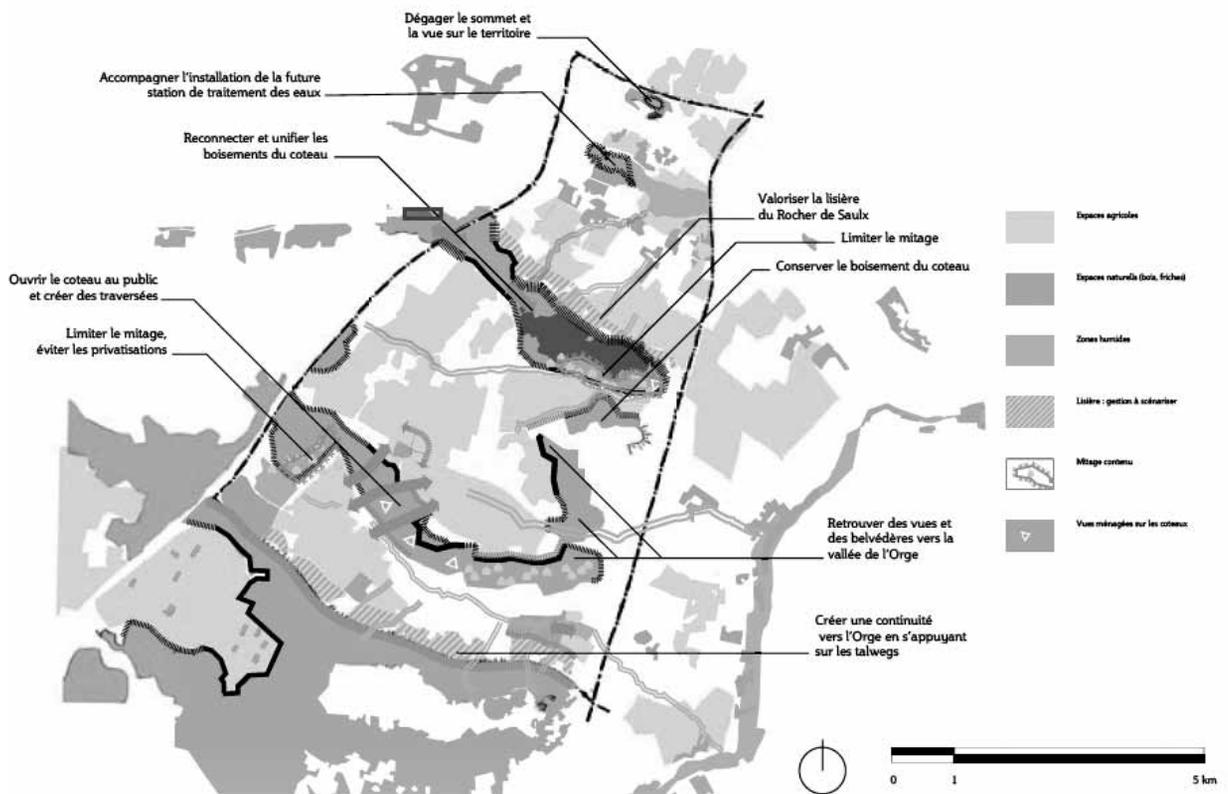


Fig. 4 : Exemple d'une représentation étudiante : La Trame Verte du Triangle Vert, mise en valeur des forêts (École nationale supérieure de paysage, Versailles, 2005).

baucher un stagiaire pour travailler à cette représentation. Nous cherchons une image opposable, une image de référence. Pour l'instant, les images que nous avons sont des images faites par des étudiants. Tout cela doit être réactualisé pour voir où nous en sommes et décider où nous pouvons aller, mais aussi évaluer et représenter tous ensemble les projets disjoints des communes pour les mettre en perspective d'une vision d'ensemble.

Derrière tout cela, il est vrai que nous avons aussi quelques intuitions sur les nouvelles armatures et actions publiques qui pourraient fonder le paysage du Triangle Vert : ouverture de chemins, alignement d'arbres le long des routes, renforcement des structures bocagères, valorisation des rivières, etc.

La ville arable, fermes urbaines et tours vivantes

Entretiens avec Augustin Rosenstiehl, architecte et ethnologue,
et Pierre Sartoux, architecte et designer (SOA Architectes)

Fondée à Paris en 2001 par trois jeunes architectes indépendants, SOA Architectes est une structure qui combine une pratique d'agence avec la volonté, assez rare de nos jours, de poursuivre des recherches prospectives sans commanditaire. SOA a ainsi développé dès 2006 un projet baptisé « La Tour Vivante » (*Living Tower*)¹, immeuble mixte de bureaux, d'habitations, de commerces et d'agriculture, première incursion de l'agence dans l'exploration de cette toute jeune invention typologique qu'est la « ferme verticale ». Ce point de départ forme le socle d'une réflexion bien plus vaste, critique et théorique, qui devrait être marquée par la réalisation d'un site Internet dédié à la question, en ligne au début de l'année 2012, puis d'un ouvrage. Celui-ci détaillera plusieurs propositions architecturales avancées par l'atelier, qui fondent potentiellement de nouveaux rapports entre agriculture et métropole. Des études de faisabilité pour la construction d'une exploitation agricole sur les toits d'une cité des années 1960 ont par ailleurs été commandées à l'agence.

Le texte qui suit est la transcription de plusieurs rencontres avec Pierre Sartoux et Augustin Rosenstiehl, depuis la conférence qu'ils avaient donnée à l'ENSAPL le 5 novembre 2009 jusqu'à un entretien avec eux au début de l'année 2011, le 8 mars. Les propos rapportés ont été relus et approuvés par leurs auteurs. Ils ont été recueillis, retranscrits, présentés, réarrangés et annotés par Jennifer Buyck et Xavier Dousson.

En 2006, vous publiez le projet de « La Tour Vivante ». Pouvez-vous nous conter la genèse ainsi que les prolongements de cette proposition et, plus généralement, votre intérêt pour cette thématique des relations entre agriculture et architecture, entre alimentation et métropolisation ?

Augustin Rosenstiehl : Nous avons abordé cette question un peu par accident, en 2005, avec un concours pour les syndicats du béton et ce projet qui s'appelle donc « La Tour Vivante ». L'énoncé du concours impliquait de mélanger logements, commerces et bureaux dans une tour. À cette période, beaucoup de bâtiments intégraient déjà une ambition de verdissement, mais un peu ornementale et, pour tout dire, qui nous semblait un peu pauvre car réduite principalement à des effets esthétiques et presque ridicule – nécessitant un entretien permanent et une débauche d'énergie pour l'arrosage et l'alimentation. Nous nous sommes demandé s'il n'y avait pas un moyen de rendre productif ce verdissement. Nous avons alors décidé d'introduire un ingrédient supplémentaire qui s'est avéré être une ferme hors-sol. C'est de cette façon que nous avons abordé ce sujet.

Depuis 2005, plusieurs travaux autour des fermes verticales ont donc émergé. Par rapport à ce phénomène, nous avons voulu travailler sur une prospective qui appartient maintenant un peu à tout le monde. Nous avons cherché à anticiper l'apparition de ces édifices en ville, les dérives possibles qui pourraient être engendrées par leur présence

et, surtout, l'impact culturel qu'ils pourraient avoir ou produire. Il y a également dans notre travail toute une dimension technique liée naturellement à l'agriculture telle qu'on la connaît, mais aussi aux progrès technologiques qui sont appliqués dans les serres hors-sol aujourd'hui : l'aéroponie, l'hydroponie et même l'ultraponie. Il y a donc cette dimension du tout technique et cette dimension culturelle. Avec, si un bâtiment de ce type émergeait, plusieurs autres questions disciplinaires : comment le dessiner, le concevoir ? est-ce un projet d'ingénieur ou d'architecte ? l'architecture a-t-elle encore sa place dans ce type de projet ? et, si oui, comment penser sa dimension commerciale, de grande production et donc la question de la répllication ?

Mais avant de détailler nos recherches actuelles sur les fermes verticales et leurs perspectives, il convient de revenir sur le projet de « Tour Vivante », qui marque le début de notre réflexion sur le sujet.

Pierre Sartoux : Ce projet a été largement publié². La production agricole est intégrée à un programme qui nous demandait par ailleurs de dessiner une tour autonome en énergie. Ce qui nous a paru intéressant, c'est de penser l'aliment comme l'un des ingrédients énergétiques pour la tour. Nous avons donc commencé à rechercher une solution, alors que ce n'était pas du tout dans le programme, pour intégrer dans cet édifice 7000 m² de production hors-sol. Le projet a donc énormément gonflé par rapport aux attendus de départ, ce qui ne nous a pas empêchés d'être lauréats !

La première question consistait à se demander où implanter les différents programmes. Plutôt que de les superposer, nous avons finalement choisi de rechercher une solution qui permet de les croiser, avec une approche de la production hors-sol plutôt portée par un regard d'architecte, sans aucune aide d'ingénierie. Nous nous sommes rendu compte qu'il y a aujourd'hui beaucoup d'aliments consommés qui sont produits de cette manière, que le système hors-sol doit être absolument linéaire puisqu'il est structuré par l'alimentation d'un liquide, sur 700 m

1- Voir, sur le site Internet de SOA Architectes, la notice de présentation du projet : http://www.ateliersoa.fr/verticalfarm_fr/pages/images/presse_tour_vivante.pdf.

2- Nombreuses publications, notamment dans Jodidio (Philip), *Green Architecture Now !*, Éditions Taschen, 2009, p. 56-59 ; « La Tour Vivante », *AMC*, n°157, janvier 2006, HS : Les 100 bâtiments de l'année, p. 28 ; « Green buildings, The Living Tower », *l'ARCA*, n°225, mai 2007, etc.

dans le cas de notre projet. Et pourtant, la plupart du temps, cette production est faite dans des territoires horizontaux, avec des serres horizontales, alors que ce système nécessite un écoulement. De fait, finalement, la forme verticale s'est avérée très pratique pour résoudre cette nécessité technique.

Et puis nous avons réalisé que la verticalité est aussi une manière de profiter du soleil beaucoup plus longtemps dans l'année. Nous avons alors commencé à faire des recherches autour de ces quelques idées, en essayant d'imaginer ce que pouvait donner cet espace vide de production dans la tour, de voir ce qu'il pouvait donner architecturalement, comme un serpent qui s'enroule dans l'édifice.

Ce qui nous a paru assez intéressant, c'est de voir à quel point cette ferme pouvait être fonctionnelle et esthétique vis-à-vis de la ville. Finalement, dans le croisement du bureau, du logement et de la serre, cela nous permet d'avoir d'autres perspectives, d'autres points de vue. Par exemple, nous avons simulé la partie haute de la tour et dessiné des bureaux avec des vues directes sur la production hors-sol avant d'ouvrir sur le paysage plus lointain. Ailleurs, les cuisines ouvrent sur les salades produites directement sur place. À partir de là, nous avons fait une petite estimation en essayant de nous demander ce que ces programmes pouvaient s'apporter mutuellement, en essayant de penser les échanges, les synergies entre eux. Comme il y a un centre commercial au rez-de-chaussée, il a paru assez naturel d'y vendre la production agricole de la tour. Et ce grand système linéaire qui part du rez-de-chaussée et qui serpente jusqu'au dernier étage crée un effet de cheminée, un courant d'air, qui nous a paru intéressant pour apporter de la ventilation naturelle dans les logements, avec un air assez bon, bien oxygéné et humidifié. Ensuite, nous nous sommes demandé s'il n'était pas possible d'utiliser les eaux vannes directement des logements pour produire de manière naturelle un engrais, avec un système de lombricompostage et d'énormes citernes. Finalement, nous avons commencé à avoir des réflexions sur ces types d'échanges à une échelle plus vaste que celle de l'édifice. Le projet de « Tour Vivante » ne va pas jusque-là, mais par la suite ce sont des idées qui ont été réactivées dans d'autres propositions.

A. R. : Ce qui est intéressant, c'est qu'il s'agit d'un projet architectural qui n'est pas encore une ferme, qui croise des programmes dans une expression assez sculpturale. La question de l'architecture ne se pose pas : on l'apprécie ou pas, mais elle est là. Il y a de l'habitat, tout le monde sait ce que c'est. Il y a du mur, du vide, ces planchers en pente qui renvoient à certains codes architecturaux. Il y a une histoire qui est racontée, il y a une généalogie. Et puis il y a un problème qui se pose ici : nous sommes en train de réaliser des planchers en béton pour faire pousser des tomates, est-ce vraiment pertinent ? Sans même se poser la question du foncier, la réponse constructive est-elle vraiment adaptée ?

À partir de là, nous nous sommes rapprochés de Dickson Despommier³, spécialiste des parasites dans l'agriculture, chercheur à l'université de Columbia, et qui veut absolument promouvoir les fermes verticales. Il est persuadé de leur pertinence et souhaite en

développer dans le monde entier, avec comme leitmotiv de combattre la faim dans le monde, de pallier tous les problèmes de récoltes liés aux catastrophes naturelles, aux épidémies et au réchauffement climatique que subissent, notamment, les pays du sud-est. Il s'agit d'une démarche englobante qui est assez loin de nos préoccupations, très politique. Nous avons lu ses travaux scientifiques, essentiellement basés sur des recherches faites pour la Nasa, qui raisonnent en termes de calories. Nous l'avons donc rencontré et invité à venir travailler avec nous. Il a passé quinze jours à Paris et nous avons cherché avec lui à mettre en diagrammes, en formes, en volumes, son projet scientifique théorique.

La question de l'énergie dans les fermes urbaines est essentielle. Dans l'agriculture traditionnelle, on plante à la bonne époque, au bon endroit et on cultive le bon produit qui va fonctionner avec le bon climat. Dans le projet de Despommier, on est dans une culture totalement sous contrôle, dans une culture sous pression, sous vide, très fragile. La question est alors de savoir comment on alimente les plantes par des techniques comme l'hydroponie et l'aéroponie. Dans l'hydroponie, ce sont des eaux chargées de substrats qui nourrissent des plantes dont les racines trempent dans un jus. Dans l'aéroponie, l'alimentation des végétaux se fait sous forme de buées, avec de l'air chargé d'humidité.

Il s'agit de la première chose qui concerne l'énergie. La deuxième concerne leur éclairage. Dans le projet de Despommier, le raisonnement se fait à l'échelle de la ville et fonctionne avec des lampes. Son premier projet consistait à subvenir à l'ensemble des besoins alimentaires de la ville de New York avec 50 bâtiments qui font 300 m par 300 m sur 30 étages, soit 2 700 000 m². Dans ces conditions d'épaisseur des bâtiments, il n'est pas question de rechercher la lumière naturelle. La réponse en termes d'énergie est donc la suivante : on valorise les eaux des égouts de la ville ; on récupère les eaux noires, comme disent les Américains, dont on extrait le solide par un système de pyrolyse qui forme des sortes de galets



« Ferme Tridi », intérieur de la structure. © SOA Architectes.

3- Voir l'ouvrage de Despommier (Dickson), *The Vertical Farm : Feeding the World in the 21st Century*, Thomas Dunne Books, St. Martin's Press, New York, 2010, 305 p. Voir également le site Internet de l'auteur qui présente ses recherches et en fait la publicité : <http://www.verticalfarm.com/>.

4- Rosenstiehl (Augustin) et Sartoux (Pierre), *Construire l'abolition, vers la prison constitutionnelle*, coll. Carnets de Malaquais, Urbs éditions-École d'architecture de Paris Malaquais, 2003, 223 p.

que l'on brûle et qui, additionnés avec un peu de sources d'énergies renouvelables, vont alimenter les lampes ; les parties liquides restantes, encore un peu chargées de matière, sont purifiées avec un système d'ultraviolets ; elles permettent d'alimenter les plantes en eau. Cette eau n'est pas encore potable, mais il est possible d'arroser les plantes avec. L'eau s'évapore en partie des plantes, elle est récupérée ainsi que les plantes produites. On boit l'eau et on mange les légumes, et tout cela fonctionne magiquement comme un cycle contenu. C'est une technologie qui suppose déjà d'avoir tout un réseau qui n'existe pas, mais qui est théorisé d'une manière assez avancée. Nous l'avons mis en schémas pour le comprendre.

Il faut savoir que dans les simulations de Despommier, dans son travail issu de la Nasa, tous les végétaux sont nains. Les plants de blé font à peine 20 cm de haut, avec des tiges qui en font 5 pour des épis de 15 ! Il s'agit d'espèces sélectionnées, dans un scénario un peu futuriste, en termes de production de calories.

D'ailleurs, nous avons commencé avec lui à simuler l'installation dans le tissu historique de Paris de l'un de ses bâtiments de 30 étages, une grosse boîte que nous avons volontairement dessinée toute noire, qui ne dialogue avec rien. Car nous savons très bien que ce type de proposition ne se concrétisera pas. Il s'agit là d'un projet où domine le tout technique, sûrement pas d'un projet d'architecture. Tout y relève d'optimisations fonctionnelles, la question de la ville n'est pas vraiment posée. Nous avons donc cherché à étudier d'autres cas de figure, différents, à faire varier des paramètres, qu'ils soient énergétiques pour rendre le projet un peu plus réaliste et moins brutal sur le plan de la consommation d'énergie, ou architecturaux et urbains. S'il y a une nouvelle forme, à quoi ressemble-t-elle ?

Avec le paramètre de la lumière, nous nous sommes par exemple demandé s'il fallait reproduire, comme la nature sait si bien le faire, une forme qui laisse passer la lumière partout ? Dans ce registre, il y a la tripale dont nous avons déjà parlé dans un ouvrage sur les prisons⁴. Il existe des formes organiques qui vont chercher, avec des branches horizontales et verticales, la lumière du soleil. Il y a également la question du vent, un travail possible avec des éoliennes : comment faire participer le vent pour éclairer les plantes ? Doit-on faire des planchers ou peut-on imaginer d'autres structures plus optimisées pour la végétation et, notamment, pour l'ensoleillement ? Il y a toujours cette question de la taille : doit-on travailler sur de petits bâtiments ou de très grands ? Car tout cela fait varier la production, les questions foncières, les questions politiques. Dans toutes ces réflexions, il y a naturellement la question de l'être humain, de sa présence et de son rapport aux choses, avec cette question critique de fond, toujours posée, qui est ce rapport de dépendance entre les hommes et les choses. Voilà ce qui oriente notre recherche, avec encore l'impact culturel liée à l'arrivée en ville de ce type d'édifice, qui pourrait très bien arriver demain par un biais tout à fait inattendu. Par la grande distribution, la restauration rapide ? On ne sait pas !

La vocation de notre travail consiste au moins à poser quelques cas de figure qui aideront peut-être à prendre des décisions demain. Il y a également une prise de position par rapport au développement durable et à la nécessaire réduction des transports. Dans cette perspective-là, nous distinguons bien les efforts qui sont faits pour les choses et les efforts qui sont faits pour les gens. Dans ces questions de diminution des transports, ce qui oriente nos recherches est de toujours privilégier le déplacement des gens.

Nous avons fait un premier projet qui est à la fois la tri-pale, mais aussi un peu modulaire, pas très loin de l'échafaudage. Nous avons cherché à faire un projet entre les deux. Nous ne savions pas s'il permettrait de faire une production importante, mais, en même temps, il ne coûterait pas trop cher et serait plus intelligent en optimisant les apports de lumière d'une manière non détournée. Nous l'avons mis en image en l'insérant dans des photos du tissu parisien, ce qui nous a tout de suite montré les limites de sa réplification. Donc, si on les ramène en ville, on n'est pas très loin de l'antenne parabolique, mais en même temps il y a un début d'architecture. Ça commence à poser une question liée au besoin des gens qui vivent en ville de voir de la nature, même si elle n'est pas accessible, même si elle n'est pas sous forme de squares ou de parcs. Cela ne règle pas un problème, mais nous montre à quel point la question est vaste.

Dans le cas du projet de la « Ferme Tridi », l'architecture n'existe quasiment pas : c'est une ossature qui développe des plans sur lesquels sont cultivés les légumes. La question n'est pas technique, elle est de savoir si on libère du territoire en ville pour le réaliser, elle est foncière. L'emprise au sol est assez faible : le pied de la structure fait 60 m², mais après elle se développe sur une emprise qui est environ de 500 à 600 m².

Après, nous avons envisagé un autre cas de figure : est-ce qu'une de nos propositions ne pourrait pas être imaginée à partir du choix d'une espèce cultivée très loin, qui nécessite donc d'importants transports ? On ferait alors des



« Urbanana », ferme de bananes sur les Champs-Élysées, extérieur nuit. © SOA Architectes.

fermes urbaines en sélectionnant uniquement des produits de ce type, en l'occurrence ici une ferme de bananes. Cultiver des bananes en France et cesser de les commander en Martinique et en Guadeloupe produirait naturellement un problème politique énorme. Mais, à chaque fois que l'on met un cas de figure en place, on se confronte toujours à des problèmes qui rendraient sa réalisation difficile. Nous avons néanmoins essayé d'aller au bout de cette idée, que nous avons développée scientifiquement en termes de production. Il faut savoir par exemple qu'il y a beaucoup de bananes cultivées hors-sol en Islande ! Ce projet, nous l'avons situé sur les Champs-Élysées pour interroger la question foncière d'une manière frappante.

Sur ce projet, il y a aussi la dimension réglementaire, la volonté de s'inscrire dans une certaine mesure, de rentrer dans le gabarit d'une ville sans forcément faire une tour. C'est pourquoi nous avons choisi les Champs-Élysées qui nous offrent 2 ou 3 étages de plus que la moyenne parisienne.

Cette ferme fonctionne de la manière suivante : il y a un laboratoire autour duquel s'enroule une culture mobile. Cette culture est décomposée en 2 fois 6 cycles qui bougent tous les 20 jours. L'idée est de planter à un endroit peu exposé puis, au moment où la banane a le plus besoin de lumière, de l'amener en façade et enfin de la laisser mûrir à l'ombre, comme la banane que l'on mange en France et qui mûrit dans les bateaux qui la transportent.

Ce qu'il faut savoir, c'est qu'il y a une soixantaine ou une centaine d'espèces de bananes et qu'il n'y en a qu'une seule qui supporte le transport. C'est de fait la seule banane que nous mangeons en métropole. Il y aurait donc aussi, dans toutes ces fermes, du meilleur en termes de qualité et de diversité. Pour la banane, cela semble assez évident : on pourrait cultiver des espèces de bananes inconnues sous nos latitudes, probablement meilleures que celles qui arrivent jusqu'à nous.

Nous avons fait une image qui montre ce que pourrait apporter ce type de ferme urbaine avec un éclairage de nuit, permanent. Elle deviendrait, comme certains monuments, un éclairage sur la ville, un signal, mais répété dans quelles mesures ? Pour un bâtiment comme celui-ci, il est assez facile de l'imaginer comme un bâtiment expérimental. Mais on voit aussi tout de suite ses limites en termes de production. Nous avons développé cette proposition avec de jeunes ingénieurs spécialistes de la banane qui ont conduit une étude sur sa production, et nous arrivons ainsi à produire 742 kg de bananes par jour. Ce qui permettrait de produire plusieurs tonnes de bananes par an, l'équivalent de 1/16^e de la consommation de la ville de Paris !

Dans l'épanouissement de votre recherche, votre parcours présente d'abord un édifice complexe, qui mélange l'agriculture avec divers programmes dans une logique multifonctionnelle apparaissant comme une forme d'invention typologique assez intéressante, en particulier parce qu'elle semble faire émerger, pour la ville, des formes

nouvelles. Et puis vous semblez abandonner cette recherche pour vous focaliser sur les dimensions techniques et économiques, dans une sorte de réduction de l'idée première.

A. R. : Ce sentiment est normal. Le projet initial est une proposition pour un concours, mais ce n'est pas une ferme, c'est une portion de ferme, par ailleurs très coûteuse : environ 700 ml de cultures dans un bâtiment qui coûte 2 500 euros du m² ! C'est une architecture dont on a vu divers aspects intéressants, mais qui n'est pas plausible en termes d'agriculture.

P. S. : La concurrente directe de cette proposition, c'est la serre tunnel, qui est constituée d'une simple bâche plastique qui ne coûte absolument rien ! Donc nous avons réorienté notre recherche sur l'idée que, dès l'instant où l'on veut intégrer de l'agriculture dans la ville, cela remet en cause les logiques habituelles de la construction, l'idée même de plancher par exemple. Cela veut dire qu'il y a une nouvelle typologie de bâtiments qui est faite pour accueillir de l'agriculture et pas de l'humain. À partir de là, nous avons cherché l'architecture la plus simple possible pour l'accueillir et non plus l'homme. Tout cela a abouti à une architecture assez industrielle, qui coûte encore assez cher, dans laquelle il n'y a plus ce croisement des programmes qui nous semble peu vraisemblable.

Votre capacité à rebondir à partir d'un sujet de concours est assez remarquable, spécialement dans ses déclinaisons. Dans ce registre, quelle est la place de la recherche dans votre agence ? Avez-vous d'autres sujets de réflexion ? Comment financez-vous cette recherche, par nature peu rentable immédiatement ?

P. S. : Nous luttons à l'agence pour essayer de continuer à faire de la recherche. C'est un sujet de débat permanent puisque nous sommes assez vite rentrés dans l'univers réel de la construction, tout de suite après la « Tour Vivante » d'ailleurs et en partie grâce à elle. Nous sommes dans une situation où l'activité de l'agence s'est développée rapidement, puisque nous nous sommes retrouvés

près de 20-25 collaborateurs en quatre ou cinq ans, avec des problématiques nouvelles, réelles, politiques, financières, qui prennent beaucoup de temps. La recherche reste donc importante, mais c'est vraiment une lutte pour y arriver. Nous nous sommes néanmoins organisés pour qu'elle prenne de plus en plus de place, même si elle n'est économiquement pas viable. C'est pourquoi nous sommes maintenant ouverts aux financements du type CIFRE, parce nous l'avons faite au début d'une manière complètement autonome, autofinancée, autarcique, sans faire appel au moindre financement extérieur. Pour l'instant, il y a une personne à l'agence qui ne travaille que sur la question agricole.

Tout ce travail devrait voir le jour très bientôt sous la forme d'un site Internet de référence sur l'agriculture urbaine, puis, plus tard, d'un livre présentant les résultats de cette recherche. Quelle forme prendront-ils et pour quelles raisons ?

A. R. : Au début de cette recherche, nous nous positionnions d'une manière critique par rapport à tout ce phénomène médiatique des fermes verticales, en essayant d'adopter une posture plus expérimentale. C'est-à-dire que nous opposions la diversité des projets et des mises en situation à ces espèces de méga-propositions un peu utopiques. Pour le livre, nous avons repris toute la problématique en partant de l'existant, du fait que l'agriculture maraîchère est en mutation, qu'elle ne se pratique plus comme avant. Même si tous ces phénomènes de culture hors-sol existent depuis longtemps, ils prennent aujourd'hui des proportions gigantesques. Et donc nous parlons vraiment de la réalité du monde agricole moderne, c'est-à-dire depuis ce qui est produit jusqu'au supermarché. Nous rentrons alors dans les grands chiffres et plus du tout dans le domestique, dans les petits potagers, etc. Nous sommes totalement dans l'industrie de l'agriculture, dans la production intensive, qui est le vrai sujet.

La grande différence par rapport au déroulement de la recherche, c'est que nous parlons d'un état des lieux qui consiste à dire que l'agriculture maraîchère se pratique hors-sol, dans des zones urbaines, qu'elle est occultée si ce n'est ignorée du grand public. L'idée de la réintroduire en ville passe par toute une réflexion à la fois sociale, culturelle et, en même temps, consistant à revisiter les avantages que l'on pourrait en avoir sur des critères nouveaux. Cette prise de position commence surtout par lever le voile sur l'amalgame entre culture et développement durable. Car nous nous sommes rendu compte que les gens entendaient les problèmes d'agriculture avec les outils conceptuels et idéologiques du développement durable en général. Ce qui est normal, car tout ce qui est écologique est un peu transversal, mais là c'est devenu une espèce de jeu, de concept codifié qui fait vraiment le bénéfice de la grande distribution...

Or la mutation de l'agriculture contemporaine, c'est la sortie du sol, les critères de la grande distribution et la disparition des hommes comme responsables de ce qu'ils produisent, comme techniciens, comme ouvriers, comme main-d'œuvre, mais aussi comme auteurs de leurs produits. Il y a donc une sorte de polarisation avec, d'un côté, une espèce de grande distribution que l'on ne connaît pas trop, dont on ne sait pas grand-

chose – d’ailleurs on n’ose même pas imaginer que c’est produit comme c’est produit ! –, et, de l’autre, un anti-consumérisme dont il faut identifier et comprendre les ramifications (AMAP, bio, etc.).

Nos recherches expliquent tout cela. Nous pensons qu’il faut préserver la diversité dans l’agriculture qui est en train de disparaître. L’agriculture, c’est d’abord la diversité. Avec l’introduction des fermes en ville, comme la ville ne peut pas intégrer des surfaces folles et qu’elle force par sa complexité à aborder des situations très variées, nous augmentons la diversité. Dans une ville comme Paris, même en toile de fond, l’architecte est là pour construire du contextuel, donc lui-même va fabriquer de la diversité. Et donc nous avons imaginé comment ces fermes pouvaient arriver en ville, par qui elles seraient gérées. Est-ce qu’elles seraient des fermes d’un nouveau genre, indépendantes, en coopérative ? Quelle serait la place des grands groupes ? Et comment imaginer la place pour tout le monde ? Avec l’objectif de réintroduire un panel large de producteurs, qui ont pignon sur rue, avec un nouveau tissu social, un lien, un statut d’auteur-producteur, qui peuvent produire hors-sol ou dans le sol, qui sont au coin des rues et qui expliquent leur travail.

Le deuxième point, très important, est de se rappeler ce que l’on recherche dans un fruit ou un légume : sa fraîcheur, la vie. Aujourd’hui, on cultive de plus en plus de germes par exemple, parce qu’ils sont remplis de vitamines, et extrêmement puissants en termes nutritionnels. Donc, dans un paysage un peu sombre, avec le rouleau compresseur de la démographie, l’idée que c’est la vie que l’on va consommer et qui pourrait être un peu démocratisée est diablement intéressante. Peut-être même plus que la question de la saveur, du goût.

Combien présentez-vous de projets ?

A. R. : Huit, d’envergures vraiment diverses.

Tout cela veut dire qu’en termes de typologie, vous n’êtes pas seulement sur les fermes verticales. Comment avez-vous choisi vos huit cas ?



« Super Ferme », une ferme sur un supermarché, extérieur.
© SOA Architectes.



« Super Ferme », intérieur. La trame des cultures prolonge celle des rayons de présentation des produits. © SOA Architectes.

P. S. : Finalement, nous sommes dans une vraie réflexion d'architectes. C'est comme intégrer des logements dans la ville : en fonction des lieux, cela devient très contextuel.

A. R. : Il y a une histoire d'échelles, mais c'est assez intuitivement et ce n'est que récemment que l'on a pu faire tout ce raisonnement. Dans les huit projets, il y a une prose universitaire, presque neutre, de description et puis un autre texte sur les limites des propositions. En termes de réplique, en termes d'architecture, est-ce que l'on est dans le tout technique ? Est-ce que, si cinq architectes différents s'emparent de la typologie proposée, ils vont tous faire le même projet ? Etc.

P. S. : Il n'y a pas de mixité, à l'exception, ponctuellement, de la « Tour Vivante » et de la « Super Ferme ». Cette dernière n'est pas une tour : nous sommes partis d'un supermarché de base, un peu théorique, de 1500 m², d'une boîte blanche, simple, parfaite, que nous avons recouverte d'une serre. La serre protège la boîte à l'intérieur. Il s'agit d'un système industriel qui est construit quasiment de la même manière qu'une serre. Cette idée, de quelqu'un qui produit et qui vend en même temps, nous permet d'aborder le sujet de la vente.

Avez-vous rencontré des agriculteurs, des entrepreneurs pour leur parler de ces projets ?

P. S. : Oui, en particulier des gens qui sont déjà à proximité de la ville et qui produisent avec une notion de terroir, mais qui, naturellement, détachent progressivement la plante de la terre, même en plein champ, mais à un mètre de hauteur. Ce qui produit des situations assez étonnantes.

Comment imaginez-vous ce nouvel agriculteur ? Existe-t-il déjà ?

P. S. : Il existe. Je suis sûr que vous en connaissez plein.

A. R. : Quand tu vas voir aujourd'hui un agriculteur qui cultive de la tomate que l'on consomme fraîche, pour 95 % elle est aujourd'hui cultivée hors-sol, en serre. Cet agriculteur, c'est un mélange entre paysan et directeur d'usine.

Mais est-ce que le fait d'être en ville, de vendre localement, de faire de la ferme, si ce n'est pas un signal urbain potentiel, en tout cas quelque chose qui change la ville, est-ce que cela ne génère pas un nouveau type de paysan ?

P. S. : Forcément, mais on se heurte en même temps à quelque chose de très important, c'est que le monde de l'agriculture est un monde ancestral. C'est un monde qui est depuis des générations dans la production. Dans ce monde-là, dès l'instant où quelqu'un commence à se rapprocher d'une distribution quelque peu directe, donc à rentrer dans une logique commerciale, et bien il est souvent considéré encore aujourd'hui comme un traître à la paysannerie. C'est alors très bloquant. C'est pour cela que ce mouvement ne se fera pas naturellement.

Vous ne vous occupez que de maraîchage (pas d'élevage par exemple). Pourquoi ?

P. S. : Sans être végétarien nous sommes dans une logique de surconsommation de viande absolue, qui est une des raisons de la pollution énorme, car il faut nourrir ces bêtes. Or, sur le plan nutritif, nous n'avons pas besoin de toute cette viande.

Y avait-il dans vos familles des agriculteurs ? Êtes-vous des urbains ? La question agricole est-elle arrivée par la « Tour Vivante » ? Ou y avait-il déjà une sensibilité à cette question ?

P. S. : Nous sommes complètement différents tous les deux sur ce plan-là. Moi, je viens de la campagne profonde, dans laquelle le monde paysan était très important. Un monde qui est le Massif central des petits paysans pauvres, avec des petites exploitations et des petites productions, mais dans une proximité à la nature énorme. En même temps, j'ai eu l'habitude des cueillettes, de manger les fruits directement. C'est quelque chose d'important. Ce travail est aussi une réaction à mon arrivée en ville. C'est une question que se posent tous les provinciaux lorsqu'ils arrivent dans une grande ville.

A. R. : Moi, je viens de la ville, parisien de père en fils. Après, il y a des agriculteurs dans ma famille et notamment un oncle dont j'étais très proche vers Toulouse. Mais, comme beaucoup de gens, on aimait bien tout ce qui était lié à la nature, au solaire, etc.

Après le site Internet et le livre, comment envisagez-vous la poursuite de cette recherche ?

P. S. : La recherche continue et nous sommes en train de définir le modèle économique d'une exploitation agricole en milieu urbain. C'est le passage délicat des recherches prospectives aux études de faisabilité, elles bien concrètes. La ville de Romainville nous a commandé une faisabilité pour la construction d'une exploitation agricole sur les toits de la cité Marcel-Cachin. Le projet démarre et nos recherches se poursuivent.



« Mini Ferme », installée au cœur d'une cité des années de croissance. © SOA Architectes.

Sur quelles autres pistes aimeriez-vous engager les recherches au sein de votre agence ?

P. S. : Il y a une question qui me turlupine un peu, mais qui est moins poétique, c'est celle des déchets, car tout ce que nous proposons va générer énormément de déchets organiques. Beaucoup de villes sont en avance sur ces questions, mais à Paris il ne se passe rien. Il y a quand même l'OPAC qui est en train d'organiser des groupes d'immeubles avec des composteurs dans le 20^e arrondissement, mais, si on réfléchit à l'échelle d'une agglomération comme Paris, qu'est-ce qu'on peut en faire ? Intégrer dans la ville les moyens de compostage ? Est-ce qu'il s'agit de bâtiments, de containers ? Quelles morphologies peuvent-ils avoir ? En tant qu'architectes, il y a une piste de travail avec la possibilité de produire sur place de l'énergie.

« L'absolue Culture, on n'est pas des bêtes ! », regards sur l'expérience de la Ferme du Bonheur

Entretien avec Roger des Prés, artiste

Né en 1963, inscrit sur les listes électorales en tant qu'agriculteur de spectacles, Roger des Prés est le fondateur de la Ferme du Bonheur¹, installée depuis presque vingt ans en lisière du campus de la faculté de Nanterre, en banlieue parisienne. L'expérience insolite de cette invention singulière, qui mêle agriculture, élevage, spectacles vivants, plaisirs de la table et des rencontres, fêtes, réinsertion sociale et création artistique, a été contée par Roger des Prés dans son ouvrage *La Ferme du Bonheur; reconquête d'un délaissé / Nanterre*, paru dans la collection « L'Impensé », dirigée par Patrick Bouchain et Claire David, aux éditions Actes Sud en 2007².

Près de cinq ans après cette publication, sous la forme plus ouverte de l'entretien, Roger des Prés revient dans ce texte sur cette expérience, les multiples activités qui s'y déroulent, les objectifs de ses animateurs, les divers obstacles sur le chemin de son développement, ses soutiens nombreux et parfois inattendus, ses réussites, ses échecs et les joies qu'elle offre. Toutes ces caractéristiques façonnent ce lieu voué à « l'agro-poésie », mais à une poésie du quotidien qui est aussi une forme de lutte, celle pour qu'aucun territoire ne soit irrémédiablement considéré comme désespéré³. La Ferme du Bonheur apparaît alors de toute évidence comme une preuve, aussi fragile que durable, de cette réussite.

Le texte qui suit est la transcription de la conférence donnée par Roger des Prés à l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille le 4 février 2010, complétée et enrichie par diverses rencontres, à la Ferme ou à Paris, avec son auteur ces deux dernières années. Les propos rapportés ont été relus et approuvés par Roger des Prés. Ils ont été retranscrits par Bruno Joliet, recueillis, présentés et annotés par Jennifer Buyck et Xavier Dousson.

Pouvez-vous nous rappeler où se situe, et dans quel environnement, la Ferme du Bonheur ?

De mémoire, je peux faire la liste de ce qui l'entoure. Derrière le tas de fumier, il y a l'autoroute A86, un peu plus loin l'A14, les départementales 914 et 315 et la ligne SNCF Paris-Le Havre. Derrière l'A86, la maison d'arrêt des Hauts-de-Seine ; non loin de là, la Papeterie de la Seine. Il y a une sorte de centre technique d'où partent beaucoup de fils électriques (EDF). Il y a deux dépôts pétroliers classés Seveso. S'ils explosent, je risque d'être un peu décoiffé ! Cinq ou six cités HLM entourent la Ferme, surplombée par le couloir aérien de Roissy et celui de l'héliport de Saint-Cloud. Naturellement, il y aussi la faculté de Nanterre, mais je la range plutôt du côté des « amis », même si j'ai raté mon bac à vingt et un ans ! L'Université, c'est plutôt bien : *a priori*, c'est censé être un lieu de savoir, d'intelligence, voire de culture. Cerise sur le gâteau : la faculté s'étend sur 25 à 30 ha avec, au maximum, 10 ha de bâtiments et d'infrastructures. Le reste est un gazon idéal pour mes biquettes.

La Ferme est donc enclavée. Il n'est pas aisé d'en avoir une vision globale, elle apparaît un peu comme une réponse à cet excès urbain. J'ignore ce que Nanterre évoque pour vous, mais il s'agit vraiment pour moi d'une ville où se sont concentrées, et se concentrent encore, les pires caricatures de l'urbanisme contemporain. Ça fait dix-sept ans que j'y suis. C'est la première fois de ma vie que je reste aussi longtemps au même endroit, mais je ne m'y suis pas enraciné pour autant. Je suis prêt à partir, poussé par le vent ou d'autres choses.

À cet excès urbain, nous répondons de fait – parce que nous sommes coincés – par un excès symétrique : une surdensification agro-poétique !

Cette surdensification agro-poétique passe-t-elle par la présence d'animaux ?

Oui. Voici une photographie symbolique : mon premier cheval. Comme la reine d'Angleterre, qui a usurpé mon trône, je voulais un cheval. Je n'y connaissais rien, mais je voulais un cheval. J'ai donc récupéré cet étalon – je ne recommencerai plus jamais ! – que j'ai essayé de dresser. Il sortait du pré, il n'avait quasiment jamais vu l'homme et, moi, je n'avais quasiment jamais vu de chevaux. Nous avons appris à vivre ensemble. C'était plutôt sympa. J'ai acquis maintenant quelques connaissances à ce sujet. Je m'aperçois que la relation était assez équilibrée : je lui ai mis des pains, il m'a mis des pains ; il m'a fait des bisous, je lui ai fait des bisous. Finalement, j'ai réussi à me balader avec lui en toute tranquillité au milieu des cités, à croiser des autoroutes, à raser des 38 tonnes qui passaient en sens inverse...

Cette photographie est prise au pied d'un bâtiment de la Cité U de Nanterre. Pour ceux qui l'ignorent, c'est ici qu'a jailli l'étincelle à l'origine de ce qui s'appelle la révolution de mai 68. Pour la petite histoire, un étudiant a été surpris un matin, au petit jour, tandis qu'il sortait du bâtiment des filles. Il a été exclu de la Cité U, ce qui a entraîné un mouvement de grève dans l'université, ce qui a donné ensuite ce que l'on sait.



Roger des Prés et son premier cheval, sur le campus de Nanterre (Archives de la Ferme du Bonheur).

1- La Ferme du Bonheur possède sur Internet son propre blog. Il présente le calendrier de ses activités, l'historique de ses diverses manifestations, diverses prises de position de son concepteur et quelques renseignements pratiques. <http://lafermedubonheur.over-blog.net/>.

2- Depuis quelques années, la Ferme du Bonheur est l'objet d'une attention particulière dans les médias. Parmi le foisonnement des articles et publications, voir en particulier l'article de Quenardel (Antoine), « Les jardins intérimaires, entre précarité et pérennité. La Ferme du Bonheur à Nanterre », *Les Carnets du paysage*, n°9 et 10, printemps-été 2003, École nationale supérieure du paysage, Éditions Actes Sud, p. 256-273. Écouter, également, sur France Culture l'émission de radio de Sylvie Andreu *Vivre sa Ville* du 27 décembre 2009, dont Roger des Prés était l'invité.

3- Pour reprendre les mots prononcés par l'architecte Yves Lion lorsqu'il a reçu le grand prix de l'Urbanisme. Cf. Masboungi (Ariella) (dir.), *Aucun territoire n'est désespéré – Yves Lion – Grand prix de l'Urbanisme 2007*, éditions Parenthèses, Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et du Tourisme, Paris, janvier 2008, 96 p.

Toute la Ferme du Bonheur se trouve dans cette photographie : l'urbain par ce bâtiment, la culture au sens de l'art illustrée par ma queue-de-pie, mes guêtres, etc., et puis l'agriculture avec le cheval. Ce cheval appartient à une race en voie de disparition. « Ça se passe comme ça chez MacBonheur ! »

Plus généralement, quels impacts les animaux ont-ils en milieu urbain ?

Unaniment, le médium « animaux » a un impact assez hallucinant ! Pour illustrer cette idée, je vais vous raconter le projet « Khaïma ». « Khaïma » est le nom arabo-berbère de l'architecture nomade dont le terme générique est la « tente noire », qui est un carré accroché aux bords, soulevé et tendu. Ce système architectural se retrouve des portes de l'Extrême-Orient jusqu'en Afrique noire, en peau de chèvre, en peau de chameau, en laine de ceci, en laine de cela. C'est donc transnational et transculturel, ce qui est très intéressant en plus d'être nomade. De plus, c'est un espace privé qui appartient à une famille ou à un clan. Mais quand l'étranger arrive, même s'il n'y a personne, il squatte au milieu, ça devient chez lui. L'espace privé se transforme en espace public.

Concrètement, dans les faits, nous nous sommes installés dans les quatre cités qui entourent la Ferme, en mettant les quatre pieds dans le plat. Nous sommes donc allés dans la Cité Universitaire, dans la Cité Anatole-France, dans la Cité des Provinces Françaises et dans la Cité Berthelot. Ces quatre cités sont complètement enclavées par les infrastructures. Quelques belles-sœurs seulement arrivent à franchir ces frontières formées par les routes, autoroutes, voies de chemin de fer, etc. Nous sommes partis vivre dans ces quatre cités, les unes après les autres, sept jours sur sept, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Nous y mangions, nous dormions sous la tente. Il y avait du théâtre, de la musique, de la danse, du cinéma, des arts plastiques, de l'action sociale, des débats politiques et scientifiques, du sport – tout ce qu'il est possible de faire dans la vie. Nous arrivions avec tout le barda de la Ferme (cheval, charrette, outils, etc.).

Ça a été un délire ! Et je ne m'attendais pas à ce qu'il soit aussi puissant, d'autant que c'est simplissime ! Même si les architectes et les urbanistes n'y pensent pas – et même s'ils y pensent d'ailleurs –, il y a une centralité qui se met en place naturellement par les pratiques de n'importe qui. Tous ces gens qui vivent dans les cités créent la centralité naturellement, spontanément, librement, au-delà des décisions institutionnelles.

En général, nous arrivions dans les cités et, en deux temps trois mouvements, nous trouvions l'endroit où mettre la tente, les chevaux, les chèvres, l'écran de cinéma, le feu (malgré l'interdiction), les tables et le reste. Et à peine arrivés dans les cités avec un cheval et une calèche, nous étions squattés ! Quand nous avons quitté la première cité pour aller dans la deuxième, il y avait trente mômes qui nous suivaient. On se mettait bien à droite sur la route. Trente mètres après, les mômes avaient squatté toute la route. Toutes les voitures s'arrêtaient. Les gens ne klaxonnaient pas et ne râlaient pas, mais ils s'éton-

naient de voir des chèvres, des chevaux, des jeunes des banlieues. C'était une fête totale qui durait deux cents mètres ou un kilomètre.

Dans la première cité, nous avons été squattés immédiatement, accueillis. Les gens s'accaparaient le projet tout de suite. Nous sommes arrivés dans la quatrième cité avec des gens des trois précédentes : il n'y avait pas trois ou quatre personnes, il y avait un mouvement que la ville de Nanterre n'avait jamais connu ! Pourtant, ces quatre cités forment administrativement un quartier, mais quand un conseil de quartier est organisé, selon la cité où il a lieu, c'est une réunion avec presque personne des autres cités. Dans ces situations, le médium principal est la bête, de manière hallucinante. L'animal a un effet très puissant, même sur le lascar le plus violent, le plus brutal. Face à une bête, il devient lui aussi une bête au sens où nous le sommes tous. C'est assez étonnant.

Assez systématiquement, en moins de trois jours, à la même table, nous retrouvions le joueur de pétanque et le pire lascar. Le premier jour, quand nous arrivions, il y avait des lascars qui se moquaient des animaux, des gosses qui s'y intéressaient et des vieux qui disaient : « C'est bien pour les gosses. » Le soir, la gamelle était offerte. « C'est gratos ? » Non ! mais prévu dans le projet. En plus, nous étions le lieu de déposition d'une des premières AMAP d'Île-de-France. Nous avons donc fait un truc bio vraiment pas cher. Nous avons tous les légumes gratuits. Le responsable de l'AMAP avait compris l'enjeu : il amenait aussi la distribution des AMAP dans les cités, ce qui a très bien fonctionné. Les crevards disaient : « C'est bio et pas cher ! ? » Nous étions en plein dans de l'« éducatif pop », comme on dit.

Le soir, après le repas, les gens rentraient chez eux car ils devaient travailler le lendemain. À minuit, le premier soir, tout le monde partait. Les lascars étaient encore là : « C'est des baltringues, mais j'ai envie d'y aller. Il y a la teuf. La bouffe est gratos. Mais il y a mon daron, je ne peux pas y aller. » Une fois les parents partis, les lascars venaient : « C'est quoi, ton truc ? » Nous répondions : « Tu veux un thé à la menthe, mon cousin ? » Et tout ça durait jusqu'à

4 heures du matin ! Le lendemain, la glace était brisée, ils avaient – eux aussi – accaparé cet espace. Donc, inconsciemment, même si le daron était toujours là, comme l'espace était à eux, ça pouvait être comme à la maison, mieux qu'à la maison... Sous une tente de Gaulois inspirée des Berbères, ces lascars pouvaient supporter le daron à qui ils ne parlaient plus depuis deux ans dans le quatre-pièces, ou les joueurs de pétanque qu'ils ignoraient. Les pires, les plus teigneux, ceux qui ne voulaient pas y aller, y venaient le troisième jour.

En l'occurrence, nous étions chez eux, dans leur espace public. Ils se sont alors vaguement rappelé qu'ils avaient lu un papier sur le sujet trois mois ou une semaine plus tôt : « Ah, c'est donc ça ? Vous allez être là une semaine ?! » Dès le deuxième soir, ils savaient donc que ce serait la fête pendant une semaine, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les darons ne s'arrêtaient donc plus à minuit le deuxième jour. Et le lascar qui attendait que son daron s'en aille, ne le voyant pas partir, craquait : il avait compris que son père était aussi jeune que lui. Ça a vraiment très bien fonctionné.

Par contre, j'ose tuer mes bêtes. Je fais cela à la fois de manière individuelle – il faut bien manger – et publique. Je ne tue pas n'importe comment un cochon tous les ans à Nanterre, entre des autoroutes, à côté du Conseil général des Hauts-de-Seine et de la Grande Arche de la Défense. On se demande bien ce qu'ils peuvent donner aux cochons industriels pour qu'il y ait une différence de goût aussi vertigineuse entre cette production et la viande de mon cochon avec qui je vis pendant un an, à qui je fais des bisous. Le cochon de l'année va bientôt mourir. Quand je dis ça, les gens manquent de s'évanouir et sont indignés. Régulièrement, je m'y confronte, quelquefois de manière extrêmement brutale et hystérique.

Mais en définitive, qu'est-ce que cela implique d'avoir des animaux ? Et plus particulièrement en ville ?

Je ne crois pas en Dieu, mais s'il y a quelque chose qui pourrait ressembler à ce que les gens qui croient en Dieu appellent la religion, pour moi ce serait vraiment la liberté. Il est donc hors de question que j'impose quelque chose à une bestiole non plus. Un jour, il y a eu un complot pour je ne sais quel anniversaire. À partir du moment où je suis devenu vieux, je ne les fêtais plus. Il y a donc eu un complot et on m'a offert une paire de paons. Je n'aime pas cette bestiole qui crie. Pour aliéner un animal, c'est très simple, il y a la nourriture. C'est facile : je les enferme un peu et je leur donne à manger. J'essaie de les renifler, qu'ils me reniflent un peu. Au bout de quinze jours, je les sors. Ils font le tour de la Ferme. Ils passent devant la basse-cour : des cousins ! Ils tournent autour de la basse-cour : ils ne comprennent pas qu'ils peuvent passer par-dessus les grillages pour entrer dedans. Puis ils se sauvent. Entre chien et loup, j'arrive à en attraper un. Le lendemain matin, à l'aube, l'autre revient. Je les enferme encore quinze jours. Je leur donne à manger. Et, de nouveau, ils s'en vont. Un jour – bon sang, mais c'est bien sûr ! –,

j'ouvre la porte de la basse-cour et les y fais entrer. Ils ont passé trois mois à se battre. C'était ultraviolet. Il y a eu d'abord les oies, puis les dindons, les canards et les poules. Quand ils sont devenus les chefs, ils ont commencé à sortir. Mais tous les soirs, ils allaient se coucher au-dessus de la basse-cour. Un jour, il y en a un qui s'est mal réveillé et qui s'est retrouvé de l'autre côté de la palissade, de l'autre côté de la basse-cour. Il a passé six heures à se demander ce qui se passait, à tout faire pour rentrer. Maintenant, ils sont totalement chez eux et ils se reproduisent.

J'ai fait une fête techno, genre « la bande à Manu le malin », avec deux kilos de son : angoisse par rapport à toutes les cités voisines, mais pas une seule plainte ! Par contre, certaines années, j'ai eu des pétitions contre mes paons. C'est vrai qu'une année j'en ai eu quatorze !

Lorsque vos bêtes pâturent, devez-vous clôturer ?

Ça dépend. Les chèvres ne vont pas en champ, elles pinailent. Ce sont les herbivores d'élevage dont on dit qu'ils sont les plus exigeants. De fait, quand les chèvres s'échappent de leur enclos à la Ferme, elles vont d'abord manger ce qu'il ne faut surtout pas qu'elles mangent, c'est-à-dire les pousses de verger, les géraniums, etc. Dans l'urbanisme rural ancien, les chèvres entretenaient les chemins, elles taillaient les bas-côtés. Cela veut dire qu'il faut monopoliser quelqu'un qui se balade avec elles. Surtout en banlieues « populaires », où on a intérêt à avoir quelqu'un qui connaît les bêtes, car c'est du sport. Du coup, sur le campus, nous mettons quelquefois des enclos électrifiés pour être tranquilles.

Cela renvoie à la question des effectifs de la Ferme du Bonheur. Combien faudrait-il être pour mener ce projet dans de bonnes conditions ?

Il faudrait être huit, avec des compétences différentes et complémentaires. Aujourd'hui, le technicien c'est moi. Mais je n'ai plus vingt ans, je ne suis plus capable de construire un favela-théâtre comme celui qui occupe actuelle-



Les chèvres de la Ferme, conduites entre les immeubles de logements pour étudiants de la faculté de Nanterre. Photo Cyrille Weiner.



Le favela-théâtre. Photo Cyrille Weiner.

ment le cœur de la Ferme. Je suis capable d'avoir l'idée de cette « architecture pifométrique » car, *a priori*, si tu montes une baraque, ce n'est pas fait pour qu'elle te tombe sur la figure ! Il n'y a pas besoin de dix années de formation. Il suffit de se prendre une fois un pain, deux fois et trois fois. À la quatrième fois, tu as compris !

Autant je suis capable de créer, autant il y a quelque chose que je ne sais pas faire, c'est gérer. La gestion m'ennuie prodigieusement car j'ai trop envie de faire un milliard de choses. Et l'entretien est encore une autre notion, car qui dit entretien, dit aussi perfectionnement. Nous avons besoin de compétences théoriques pour ça. Avec les bêtes, il faudrait huit personnes pour que la Ferme fonctionne au minimum. Parmi ces personnes, la majorité devrait être en mesure d'encadrer. Nous avons sans arrêt des sollicitations pour faire du bénévolat deux ou trois heures, une semaine ou un mois, voire un an, mais nous ne pouvons pas envoyer un troupeau de chèvres avec n'importe qui sous le prétexte qu'il trouve les biquettes trop cool ! En tout cas, si nous avions ces moyens, si tout s'était bien passé dans l'évolution de la Ferme, nous aurions aujourd'hui des gens pour encadrer ces bénévoles et développer l'élevage avec tous les territoires possibles de friches ou même d'espaces verts qui, quelquefois, ne sont pas tondues suffisamment. Il y aurait de quoi mettre 2000 bestioles sur la faculté et sur la ville !

Précisément, n'y a-t-il pas un effet d'entraînement quand les gens voient un pâturage ou de la culture ? N'y en a-t-il pas qui arrivent avec leur bêche pour retourner un coin de potager ?

En fait, mon angoisse est la suivante : comment garder une certaine autorité, en particulier sur les délaissés que nous cultivons au-dessus de l'autoroute A14 ? Il ne s'agit pas que je m'en fasse déposséder, mais qu'ils ne soient pas dévoyés et ne deviennent pas une merde à la manière de ce qui a été fait un peu plus loin. Comment arriver à mener jusqu'au bout les idées que j'ai, que je vois ? Car, de toute manière, il y a suffisamment d'espace, beaucoup trop pour moi.

Sur la friche que nous occupons, il est vraiment facile de distinguer les endroits cultivés « à la sauce Ferme du Bonheur », c'est-à-dire pas seulement pour la Ferme et ses équipes, mais également pour les Franciliens, le public. Pour le reste, nous avons permis à des gens d'aménager leurs carrés : nous avons vraiment eu de tout ! La Ferme attire toutes sortes de gens. Par exemple, un type a mis quatre heures pour faire ce qui n'est pas exactement un rond de 50 cm², en évoquant ses chakras. Il m'a expliqué pendant un quart d'heure une théorie à laquelle je n'ai rien compris. Il plantait une pioche et ses chakras s'étaient. Quand il était persuadé que ses chakras lui disaient que c'était bon, il replantait sa pioche, mais, manque de chance, il n'avait pas de graines. Nous lui en avons donc donné, de citrouille. Mais il n'est jamais revenu ! Un autre, en revanche, nous a dit : « C'est l'occasion ou jamais de renouer avec mes racines historiques et cosmogoniques

de paysan. » Il s'est occupé de 8 m², mais il n'est pas revenu non plus. Nous avons planté aussi pour eux. Certains sont revenus trois fois, mais à deux mois d'intervalle. Finalement, nous avons accaparé la chose, ce qui signifie que nous avons une certaine autorité sur ce territoire. Nous l'arrosions, essayions qu'il ne se fasse pas piller, etc. Nous avons produit suffisamment de choses pour les restituer. En l'occurrence, aujourd'hui environ 2 ha ont été défrichés dont nous avons particulièrement travaillé 200 m², en petits carrés par des Parisiens ou en grosses pièces par la Ferme. De cette surface minuscule, nous avons extrait une demi-tonne de légumes, fruits, herbes, céréales, alors que la terre est très mauvaise. C'en est presque inquiétant. Je me demande parfois si nous ne sommes pas en train de manger du mercure !

Que cultivez-vous à la Ferme du Bonheur ?

Un peu de tout et n'importe quoi. Nous n'avons pas assez d'espace. Sur la friche de l'A14, nous avons planté des courgettes hâtives. Comme nous sommes vraiment des Pink Floyd, nous les avons plantées le 31 juillet – il était grand temps ! Mais comme il s'agissait de courgettes hâtives, nous en avons quand même sorti 150 kilos ! J'ai ramené un peu de fumier et j'ai fait des lignes pour affirmer cette pièce métafamiliale – je n'allais pas nourrir que la Ferme, mais aussi autrui. Nous n'avons pas tout remué et, de toute façon, il était un peu tard pour labourer en juillet. Nous avons donc seulement fait des creux, mais il y avait malgré tout 150 m² environ de courgettes. Nous avons également sept espèces de tomates par exemple, comme des tomates ananas jaunes qui étaient mûres jaunes. Nous avons eu plein de tomates cerises. Nous avons planté des amarantes en céréales, des aubergines, des piments, des herbes (basilic, menthe...). Il y a eu aussi de la bourrache. On nous a apporté un bananier que j'ai mis en serre, et des cannes à sucre.

Au-delà des chevaux, des biquettes et du cochon dont vous parliez en début d'entretien, avez-vous d'autres types d'élevage ?



L'âne Momo, depuis l'intérieur du favela-théâtre. À l'arrière-plan, les écuries. Photo Cyrille Weiner.

4- Chaque premier week-end de juin (vendredi, samedi, dimanche), le ministère de la Culture et de la Communication organise ces « Rendez-vous aux jardins » qui ont pour objectif de mettre à l'honneur les parcs et jardins publics et privés français. Voir le site Internet de la manifestation : www.rendezvousauxjardins.culture.fr.

En ce moment, nous sommes dans une telle précarité que nous ne nous occupons pas beaucoup de la basse-cour, c'est n'importe quoi. Jamais nous n'avons été aussi proches de crever. Nous faisons le minimum légal. J'ai même ramené mes juments au pré, chez leur propriétaire, puisque je les ai en usufruit – ce qui ne me plaît pas car le propriétaire n'en a rien à faire, il est prêt à les vendre en boucherie, il veut obtenir de l'argent avec. La basse-cour est constituée d'animaux de récup. Parfois, quand nous partons faire des courses, acheter un paquet de cigarettes ou boire un café, à notre retour nous trouvons une chèvre au milieu du favela-théâtre. On ne sait pas d'où elle sort ! Une autre fois, nous avons recueilli trente-deux hamsters dans quatre cages. La basse-cour, c'est ça. Nous avons quelques oies, quelques poules, un dindon et quelques lapins récupérés. Nous avons un cochon. Il y a aussi Momo, ma grande histoire d'amour : Moshé Mohamed Jésus Rinpoché Jean-François. C'est l'âne. Nous sommes ensemble depuis dix-huit ans. Il veut faire un PACS, moi je veux rester libre...

Nous avons quelques chèvres encore. Pendant longtemps, avec les chèvres, nous avons même été autonomes pour notre table d'hôte. Étant donné que nous étions une communauté – à un moment, nous étions douze à vivre là, avec autant qui venaient quotidiennement en salariés, en bénévoles, en cas sociaux, en touristes –, que ça commençait à faire du travail et de l'argent, je me suis dit : quitte à faire pour quinze, autant faire pour trente. Dans le quartier, il y a le choix entre le CROUS – sans commentaire ! – ou les brasseries-kebabs de Nanterre. Nous, avec les AMAP, les produits bios, etc., ça a fait comme une traînée de poudre et, en deux temps trois mouvements, nous avions 120 couverts par jour ! Nous étions dans tous les guides de restaurants. Et avec une dizaine de chèvres, nous étions autonomes en fromages de chèvre. Notre consommation, celle des étudiants et celle des Parisiens étaient assurées par nous.

Vous parlez de la Ferme au passé. La Ferme n'est plus ce qu'elle a été ?

Pendant plusieurs années, nous avons participé aux « Rendez-vous aux jardins »⁴ avec des urbanistes, des architectes, des paysagistes, des altermondialistes, tous ces nombreux « -istes » qui réfléchissent à comment faire autrement. Pas loin de la Ferme, il y avait un site de 1,5 ha, un peu décalé, bordé à gauche par le talus des restes de l'aménagement d'une caserne de la Garde républicaine et à droite par celui du RER. Au fond, à l'ouest en réalité, un vaste morceau de béton formé par une excroissance d'autoroute qui, à terme, deviendra une usine de traitement des fumées. En avant de ce terrain se trouve le boulevard des Provinces Françaises, avec le Conseil général derrière. Les arbres qui entourent ce site n'ont pas été arrachés au moment de la construction de l'autoroute : certains sont donc là depuis plus de trente ans. Toutes ces bordures, ces limites, forment vraiment une barrière : depuis ce terrain, cette friche, on y voit très peu la ville. Mais le pire est ce que l'on voit au sol, le remblai de la l'autoroute A14 qui passe dessous en tunnel, avec 100 000 voitures par jour qui produisent les nuisances que l'on connaît. Vraisemblablement, à cet

endroit, il y a très peu de remblai, probablement 80 cm environ, dont seuls les dieux savent d'où il vient. De mars à juillet, ce délaissé produit un paysage végétal ahurissant, en mouvement perpétuel, avec une diversité invraisemblable. Un jour, j'ai amené Gilles Clément sur ce site. Au bout de cinq minutes, il y identifiait un papillon, dont j'ai oublié le nom, qui avait disparu d'Île-de-France depuis vingt ans ! Cinq minutes plus tard, il faisait un bond de deux mètres : « le *tyria jacobaeae* ! », reconnaissant un papillon en voie de disparition en Europe ! Il était pourtant là, ce papillon, au pied du Conseil général des Hauts-de-Seine.



L'équipe de la Ferme, aidée de bénévoles, « prend autorité libre, commune, spontanée, aléatoire... » du délaissé au-dessus de l'autoroute A14. Le défrichage méticuleux révèle les arbres existants. Bientôt des chemins et des clôtures seront créés, avant les premières plantations d'arbres et les cultures de légumes, céréales, plantes et fruits. Les animaux accompagnent les hommes et participent à l'entretien et au défrichage. Quelques mois plus tard, ce délaissé sera nommé « le Champ de la Garde », en référence aux immeubles de la caserne Rathelot de la Garde républicaine qui le bordent. Il est une préfiguration du PRÉ. Photo Cyrille Weiner.

En 2008, grâce au livre que j'ai publié chez Actes Sud, avec l'École du paysage de Versailles et de nombreux autres partenaires, nous avons fait de ce « Rendez-vous aux jardins » une fête vraiment touchante, avec mille personnes. Il y a eu des conférences, des balades-conférences, des prises de parole. Il s'agissait d'échanger, de regarder des plantes, de faire de l'ingénierie, de travailler, de mettre un pied devant l'autre, etc. Dès le premier intervenant du vendredi, tout le monde a été scotché. Et tout le monde est resté jusqu'au dimanche. Les gens dormaient dans la paille, chez des amis proches. La dernière conférence a été assez hallucinante car tous ces savants s'y sont retrouvés. Elle a duré sept heures, il s'y est dit des choses assez merveilleuses. Jusqu'à ce moment, tout le monde trouvait les biquettes très pittoresques au milieu des champs de fleurs dans les cités, mais, à partir de cette rencontre, il y a une notion que les gens d'Actes Sud, quand ils ont reçu mon manuscrit, ont proférée pour la première fois de mon histoire à Nanterre : la notion d'optimisme. Par les temps qui courent, c'est assez étonnant ! Si des gens sont capables de dire de mon travail qu'il rend optimiste, je crois que j'ai tout lieu d'être reine d'Angleterre ! En tout cas, en 2008, l'avènement de cette sensation d'optimisme portée par le public a eu lieu. Ça me suffit.

Dans la foulée, nous décidons donc de transformer les balades annuelles liées aux « Rendez-vous » à un rythme mensuel. Le temps d'organiser tout ça, avec les « bras cassés » de l'équipe de la Ferme, nous commençons seulement en novembre. Un mois plus tard, autour de Noël, je remarque un étrange ballet de bulldozers dans le secteur. Et le 25 décembre au matin, je constate écoeuré que ces bulldozers ont cassé le merveilleux délaissé que nous avions arpenté avec Gilles Clément et tout ce public. Ils ont tout bousillé, tout ce site, celui du *tyria jacobaeae*. C'est à partir de ce moment que j'ai eu conscience de la nécessité de ne plus seulement « faire du verbe », mais d'agir sur ce qui restait de ce territoire, celui où nous cultivons aujourd'hui l'essentiel de notre production et dont nous parlions au début, ces délaissés que nous avons patiemment et méticuleusement défrichés. Et le 28 décembre 2008, avec le public présent, nous y plantons un néflier, symbole de la simplicité, de l'humilité de notre démarche, et y « prenons autorité libre, commune, spontanée, aléatoire... »

S'agissait-il de travaux préfigurant la relocalisation de la Ferme du Bonheur ? Du reste, comment vous positionnez-vous par rapport à cette perspective ?

Concernant la relocalisation de la Ferme du Bonheur sur le Grand Axe de la Défense, en toute humilité je l'ai appelée le PRÉ, pour parc rural expérimental. Notre travail sur la friche, en plein Grand Axe d'ailleurs, en est une sorte de préfiguration. La Ferme du Bonheur est un oxymoron. Je préférerais dire, à un moment, œcuménique, mais ce terme portant trop de connotations religieuses – or je suis un antireligieux primaire ! –, j'ai donc trouvé ce mot : « oxymoron ».

Voici ce que dit Genet lorsqu'il écrit *La poésie ou l'art d'utiliser les restes, d'utiliser la merde et de vous la faire bouffer* : « Si on veut comprendre quelque chose, pas grand-chose, au monde, il faut se débarrasser du ressentiment. J'ai encore un peu de ressentiment à l'égard de la société, mais de moins en moins. J'espère que, d'ici peu, je n'en aurai plus du tout. Au fond, je m'en fous. Quand j'écrivais *La poésie ou l'art d'utiliser les restes, d'utiliser la merde et de vous la faire bouffer*, j'avais encore du ressentiment. Maintenant, je n'en ai plus. Il y a quelque temps, j'étais contre vous. Aujourd'hui, je ne suis ni contre vous, ni pour vous, je suis en même temps que vous. Et mon problème est de faire quelque chose où nous soyons pris ensemble, vous comme moi.⁵ » Tout cela rejoint ce que nous avons obtenu avec le projet « Khaïma » où, en deux temps trois mouvements, se retrouvaient à la même table le dealer, le jeune de banlieue issu de l'immigration, l'électeur FN et le joueur de pétanque.

Le PRÉ devrait aussi être cette surface où l'on parlera non seulement de poésie, d'agriculture, d'alimentation, mais aussi d'urbanisme, et pas d'immobilier, de déplacements... de société... Il s'agirait d'appliquer ça sur, au moins, les 30 ha dévolus aux espaces verts dans le projet de prolongement du Grand Axe⁶. D'après mes calculs, l'étude des plans, – et si je vais plus vite qu'eux –, sans gêner aucunement les projets immobiliers, il semble possible d'aller assez facilement jusqu'à 45 ha : pour mener tout ce que nous avons tenté à la Ferme, c'est-à-dire, en deux mots, cet oxymoron (ou oxymore) entre la conservation des races animales, végétales, voire rudérales, qui disparaissent et l'expérimentation la plus pointue.

Il reste une notion que j'ai oublié d'évoquer : celle de vide, associée à l'idée de monumentalité. Les institutions appellent ces délaissés urbains des non-lieux ou des lieux de non-vie alors que, même sur le site le plus pollué – comme celui à l'extrême est de notre friche, lorsque l'on se rapproche de la Grande Arche, comme sur n'importe quel terrain hyperurbain même surpollué –, il y a une petite feuille, une mousse, de la vie, du vivant. Sur cet

5- Genet (Jean), *L'Ennemi déclaré*, recueil de textes et entretiens, Gallimard, Paris, 1991.

6- « Les terrasses de Nanterre », le projet de prolongement du Grand Axe (ou axe historique du Louvre aux terrasses du château de Saint-Germain-en-Laye, tracé par André Le Nôtre au XVII^e siècle) est en cours de réalisation (2003-2015) sous la responsabilité des architectes-urbanistes de l'agence TGT & Associés (Jérôme et Jean-Jacques Treuttel, Jean-Claude Garcias, Laurent Fichou et Stéphane Pourrier), avec Y Ingénierie, Pascal Cribier, Florence Mercier, Phytoconseil et Philippe Almon. La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Établissement public Seine-Arche. Informations sur le site Internet de l'agence des architectes : www.tgtfp.com.

7- Olivier Darné, plasticien et éleveur d'abeilles urbaines est le concepteur du projet de la Banque du miel et le producteur, au travers de son Parti poétique, du Miel béton élaboré à Saint-Denis (93). Voir les divers sites et blogs de ses actions : infos@parti-poetique.org, www.parti-poetique.org et www.banquedumiel.org.

espace hypervaste, d'un seul coup, le fait de poser trois pauvres biquettes a complètement transformé cet univers. D'un seul coup, ce Grand Axe, de vide et monumental, devenait vivant. Et il fallait trois petites biquettes pour ça, soit 178 kilos. Mais c'est vrai que ça fait de la crotte !

Au départ, le PRÉ est né en réponse à la découverte fortuite de ce projet de relocalisation de la Ferme du Bonheur sur le Grand Axe de la Défense. Aujourd'hui, il évolue. Il n'y a pas très très longtemps, je suis tombé sur un site Internet qui expliquait que, dans de nombreuses villes, parfois dans le tiers-monde, dans les cités ou les endroits un peu aménagés, paysagers, on commence à accepter que des gens fassent des potagers au milieu du gazon qui, du fait qu'il est géré de manière institutionnelle et non par les gens, ne sert à plus personne. Ce sont des potagers au milieu des HLM. De nombreuses villes laissent faire ça. Il est inutile de l'expérimenter. On l'imagine tout de suite. Si José descend de son quatrième étage avec son petit carré au milieu de la cité HLM, dans la journée il y a soixante personnes qui viennent lui dire : « Eh, José, ça pousse ? Oui, elles sont bonnes tes tomates. » Cela crée presque automatiquement du lien social, donc de l'apaisement, des échanges, etc.

Quel regard portent les agriculteurs sur votre travail ?

Je suis épaté car ils le reconnaissent. Pas tous et, évidemment, les holdings de la Beauce ne me connaissent même pas. Mais je ne suis pas le seul. Il y a aussi ce type largement plus médiatisé que moi, bien plus « diplomate », Olivier Darné et le Miel Béton⁷. Un jour, il me racontait que les paysans le snobaient, comme moi avec mes chèvres. « C'est pollué. Ça pue. Tu es en train de faire crever tout le monde. » Il prend alors trois de ses miels et les envoie dans un laboratoire. Une semaine plus tard, le laboratoire lui téléphone pour lui dire qu'en vingt ans de carrière il n'a jamais vu un miel pareil ! Il y a trouvé de l'essence de banane et questionne : « Vous êtes sûr d'être à Saint-Denis ? » Puis Darné inscrit ses trois miels à un concours agricole et il y remporte trois médailles d'or ! Gilles Clément l'avait remarqué aussi : on balance de telles saloperies dans l'agro-industrie que l'on est en train de tout bousiller, finalement peut-être largement plus dans les zones rurales que dans les villes. Les villes deviennent alors des refuges écologiques. Le *tyra jacobaeae* disparaît d'Europe et se retrouve au pied de la Défense. Cette année, j'avais trois ruches, on les a beaucoup surveillées. Il y a beaucoup de choses à faire.

Votre journée type est donc consacrée aux animaux ?

Dans la journée type – j'essaie de me défendre qu'elle soit type –, une chose est claire : à la Ferme du Bonheur, il y a des animaux, ce qui est l'essentiel du travail. Il y a aussi la banlieue. Il s'agit de résister à la brutalité locale. Ça revient à charrier du caca. C'est le cas depuis dix-sept ans. On revient à « la poésie ou l'art d'utiliser les restes, d'utiliser la merde et de vous la faire bouffer ». Donc j'essaie de me défendre le plus possible du quotidien.

Il s'agit d'une structure culturelle. Il s'agit de gérer, d'accueillir des artistes, de créer des choses, d'administrer, de gérer techniquement.

Comment envisagez-vous l'avenir ? Si vous aviez la possibilité de changer votre vie, resteriez-vous sur ce site ? Ou préféreriez-vous terminer votre invention ailleurs ? Avez-vous envie de passer à autre chose ?

Les deux, mon général. Je vais citer Walt Whitman pour m'expliquer : « I permit to speak at every hazard, Nature without check with original energy.⁸ » (« Je laisse parler au pur hasard la Nature sans entraves avec l'énergie des origines. ») Depuis longtemps, je sais que je suis prêt à claquer dans la seconde qui suit. En attendant, je fais ce que je peux, ce que je veux et j'aurai bien aimé ma vie. Elle n'aura pas été facile, mais je me serai bien régalé et, vraisemblablement, j'aurai donné bien du plaisir à de nombreuses personnes. Je suis un peu béni. Concernant l'idée de finir la Ferme, j'avoue que je pourrais un peu m'ennuyer. On ne peut plus planter d'herbes. On ne peut pas mettre beaucoup plus de bêtes. Elle est loin d'être parfaite. J'ai de quoi faire travailler quatre personnes pendant un an sur les problèmes techniques pour la rendre vraiment sinon confortable, en tout cas pas inconfortable. Il faudrait au moins un an de travail pour quatre bons ouvriers. Je mènerais cette expérience ailleurs avec plaisir, pourquoi pas ? Mener une expérience de développement de la Ferme du Bonheur sur le PRÉ, pourquoi pas aussi ? Mais, malheureusement, il n'y a pas que moi qui décide. Souvent je me dis : « Mais qu'est-ce que je fais là ? Pourquoi suis-je paysan d'opérette en banlieue ? » Je ne sais pas.

8- Whitman (Walt) (1819-1892), « I celebrate myself, and sing myself », *Song of myself, Brooklyn*, 1855.



Flyers FdB- Flyers récents (2010-2011) produits par la Ferme du Bonheur pour annoncer quelques-unes de ses multiples activités (Archives de la Ferme du Bonheur).

Agriculture métropolitaine / Métropole agricole

I. L'agriculture au cœur des enjeux contemporains de la métropole ?

Questions théoriques

II. Approche critique et historique des liens entre agriculture et métropole

III. Analyse critique de situations et dispositifs agri-métropolitains

IV. Jeux d'acteurs et production d'espaces

Metropolitan agriculture/ Agri-metropolis

***I. Agriculture at the heart of contemporary metropolitan challenges?
Some theoretical issues***

II. A critical and historic approach to the links between agriculture and the metropolis

III. A critical analysis of agri-metropolitan situations and initiatives

IV. Interactions between the various actors and production of space

Paysage, urbanisme et agricultures

Des logiques économiques agricoles aux logiques paysagères urbaines

Pierre Donadieu

Les pratiques d'aménagement et de planification urbaine changent grâce aux concepts d'agriculture et de paysages urbains. Les théories et les pratiques du *landscape urbanism* mettent l'accent sur les intérêts des citoyens pour les activités, les lieux et les paysages agricoles dans les espaces ouverts périurbains. L'article analyse les nouvelles tendances d'évolution des paysages agricoles : des agricultures périurbaines aux espaces verts publics urbains. Il insiste sur les initiatives des pouvoirs publics français en matière de planification des paysages et de projet urbain. Le but est de créer des paysages communs aux citoyens et aux agriculteurs, afin d'améliorer leur bien-être individuel et social.

Réconcilier agriculture et paysage

Changer d'agriculture ou changer de regard ?

Roland Vidal

L'évolution des relations de proximité entre la ville et l'agriculture a été fortement marquée par la révolution industrielle. Cette dernière, avec la brusque accélération des moyens de transport, a profondément recomposé les paysages agricoles d'un pays comme la France. La ville se trouve maintenant en contact avec des formes de production agricole qui ne sont plus celles de la ceinture maraîchère d'autrefois, et la société citadine a du mal à porter sur les grandes cultures qui la voient maintenant un regard aussi positif que celui qu'elle porterait volontiers sur ces petites fermes maraîchères dont elle rêve encore. L'objectif largement partagé de réduire l'empreinte écologique de l'agriculture sans compromettre une fonction alimentaire dont le monde a encore grand besoin passe-t-il nécessairement par un retour en arrière, ou doit-il donner lieu à de nouvelles formes agricoles qui ne renieront pas une modernité qui a, tout de même, permis de chasser le spectre de la famine ?

Landscape, Planning and Agricultures
From Economic Agricultural Issues to Urban Landscape Issues

Pierre Donadieu

Urban planning practices are changing due to concepts of agriculture and urban landscapes. *Landscape urbanism* theories and practices focus on the interests of city dwellers with regard to activities, structures and agricultural landscapes in open peri-urban spaces. The present article analyses the new trends in agricultural landscapes: from peri-urban agriculture to public urban green spaces. It lays special emphasis on the initiatives taken by the French authorities in terms of landscape planning and urban projects. The aim is to create landscapes shared by city dwellers and farmers, in order to improve their individual and social well-being.

Reconciling Farming and Landscape
Changing Farming or Changing our Perspective?

Roland Vidal

The industrial revolution had a profound impact on the relationship between the city and farming. The rapid development of means of transport significantly changed the agricultural landscapes of countries like France. The city now finds itself in close proximity with forms of food production, which are no longer those of the vegetable production belt of yesteryear, and it is difficult for urban society to view the current neighbouring arable crops as positively as it would for the small-scale vegetable farms that it still dreams of. Does the widely shared aim to reduce our carbon footprint in farming without harming the world's much needed food production necessarily mean taking a step back into the past, or might it give rise to new forms of food production that do not turn their back on modernity, which has, after all, enabled us to avert the spectre of famine?

Pour une vision de l'agriculture métropolitaine

Jeff Stottlemeyer

Cet article désigne « l'agriculture métropolitaine » comme un cadre pour comprendre les relations entre l'agriculture et la métropole. Il se sert de la réflexion systémique pour créer un objectif par lequel les dynamiques complexes des grandes villes, de l'agriculture et des systèmes alimentaires peuvent être considérées. Ensuite, il évalue « l'agriculture urbaine » et « l'agriculture industrielle », considérées ici comme des paradigmes agricoles à des stades de développement et d'efficacité extrêmement différents. À un niveau conceptuel, il soutient que l'agriculture fait partie intégrante des paysages économique, social et écologique des systèmes urbains, et qu'une utilisation innovante des ressources urbaines pour soutenir les processus agricoles favorisera un développement urbain qui soit durable. En outre, à un niveau opérationnel, l'agriculture urbaine aide à fournir un modèle pour une meilleure utilisation de ces ressources afin de parvenir à un développement qui s'inscrit dans le long terme.

Pensées dé-moralisantes pour une union libre de l'agriculture et de la métropole

Sabine Ehrmann

La réflexion emprunte le chemin d'une métaphore qui lie agriculture et métropole aux genres sexués, l'espace agricole au masculin et la métropole au féminin. L'hypothèse de départ est la suivante : la majorité des débats ou des projets concernant les rapports possibles entre métropole et agriculture seraient dominés par les fantasmes qui règlent les relations de l'urbain à la nature. La métaphore genrée est tenue pour capable, en caricaturant ces fantasmes, de mettre en critique une situation discursive contemporaine où se mêlent « naturomania » et « urbanophobie », situation relevée d'une part dans le champ d'une iconographie et d'une lexicographie écologistes, d'autre part dans le champ d'une esthétique prosaïque contemporaine. L'effort théorique aura consisté à dé-moraliser ces fantasmes pour faire saillir les inégalités, asymétries et injustices dont ils sont à la fois les marques et les masques et (ré)ouvrir l'espace d'un rapport éthique possible de la métropole à l'agriculture.

Towards a Vision of Metropolitan Agriculture

Jeff Stottlemeyer

This paper identifies ‘metropolitan agriculture’ as a framework for understanding the relationship between agriculture and cities. It utilizes systems thought to create a lens through which the complex dynamics of cities, agriculture and food systems can be viewed. It then assesses “urban agriculture” and “industrial agriculture”, identified here as agricultural paradigms at vastly different stages of development and efficacy. On a conceptual level, it argues that agriculture is an integral part of the economic, social and ecological landscapes of urban systems and that innovative use of urban resources in support of agricultural processes will facilitate more sustainable urban development. Further, on an operational level, metropolitan agriculture helps provide a template for how best to use those resources in pursuit of more sustainable development.

De-moralising Thoughts for a Free Union of Farming and the Metropolitan Area

Sabine Ehrmann

Our reflections take the route of a metaphor that links agriculture and the metropolitan area to gender, the agricultural area being masculine and the metropolitan area feminine. The initial hypothesis is as follows: the majority of debates or projects concerning the possible relationship between urban areas and farming tend to be dominated by fantasies that adjust urban relationships to nature. In caricaturing these fantasies, the gender metaphor is able to shed critical light on a contemporary discursive situation that combines ‘naturemania’ and ‘urbanphobia’, a situation found, on the one hand, in the field of an iconography and an environmental lexicography, and on the other in the field of a prosaic contemporary aesthetic. The theoretical exercise would consist of de-moralising these fantasies to bring out the inequalities, asymmetries and injustices of which they are both the signs and the masks, and of (re)establishing the space for a possible ethical relationship between metropolitan areas and agriculture.

Pour une réintégration ville-nature ou comment rendre la Terre plus *habitable* ?

Catherine Maumi

Lutter contre le monopole des grandes métropoles et l'appauvrissement des campagnes supposait, pour les « décentralisateurs » américains des années 1920-1930, de penser l'urbanisation future en de nouveaux termes, en ne procédant plus selon le mode dichotomique – opposant mondes rural et urbain – mais en privilégiant, au contraire, un projet territorial favorisant l'alliance – indispensable – entre ville et campagne, industrie et agriculture. Les nouveaux moyens techniques – automobile, téléphone, électricité – autorisaient un tel espoir. Cette « décentralisation », toutefois, n'était pas entendue de façon uniforme par l'ensemble de ses partisans : elle signifiait décentralisation des activités industrielles pour Henry Ford, mais aussi réintégration ville-nature et adoption d'un mode de vie libre et démocratique pour Frank Lloyd Wright. Pour Benton Mackaye, elle était envisagée comme pensée environnementale, dont l'objectif premier était de rendre la Terre plus *habitable*.

Les parcs agricoles de Berlin-Barnim : quelques fondements historiques d'une hétérotopie contemporaine

Corinne Jaquand

Les parcs agricoles sont en passe de devenir des hétérotopies nouvelles, plusieurs années après que Pierre Donadieu en a annoncé, en France, le principe. L'Allemagne possède une certaine avance dans ce domaine, notamment avec le projet de Berlin-Barnim, en limite nord de la métropole. Cet essai critique interroge les qualités d'accueil de ces parcs au regard de leur esthétique contemporaine et de l'histoire du paysagisme allemand. L'embellissement du paysage « nourricier » pour la promenade oisive est une pratique qui remonte en Allemagne aux « *Landschaftsparks* » des XVIII^e et XIX^e siècles développés par quelques aristocrates éclairés. La prise en compte de l'agriculture dans la métropole allemande est examinée pour le XX^e siècle au travers de notions telles que les « *Volksparks* », le « *Sozialer Garten* » ou le « *Stadtlandschaft* » qui cristallise, à partir des années 1930, une sorte de fusion entre ville, nature et campagne. Il s'agit donc d'interroger ces paradigmes historiques qui donnent leur épaisseur aux réalisations contemporaines.

***For the Reintegration of the City and Nature
or how to Make the Earth More Inhabitable?***

Catherine Maumi

For the American decentralists of the 1920s-1930s, the struggle against the monopoly of the large conurbations and the impoverishment of the countryside involved thinking about the future of urbanisation in a new way, not so much as a dichotomy – with opposition between the urban and the rural – but rather, by privileging an urban project that promoted the indispensable alliance between the city and the countryside, industry and agriculture. New technologies such as the car, the phone and electricity, gave weight to such aspirations. However, this ‘decentralisation’ was not viewed in the same way by all of its partisans: for Henry Ford, it implied the decentralisation of industrial activities, while Frank Lloyd Wright saw in it the reintegration of the city and nature, and the adoption of a free and democratic lifestyle. Benton Mackaye considered it as an environmental approach, whose first objective was to make the Earth more *inhabitable*.

***The Agricultural Parks in Berlin-Barnim: Exploring the Historic
Background to a Contemporary Heterotopy***

Corinne Jaquand

Agricultural parks are now becoming the new heterotopias, several years after Pierre Donadieu first announced the concept in France. Germany is somewhat ahead of us in this respect, especially with the Barnim project, located on the northern perimeter of Berlin. This critical essay explores the way these parks are open to the public in the light of their contemporary aesthetics and the history of German landscaping. Embellishing the ‘nourishing’ landscape for leisurely strolls is a German practice that goes back to the 18th and 19th century ‘*Landschaftparks*’ developed by a few enlightened aristocrats. We examine the inclusion of agriculture in the German urban environment in its 20th century form through concepts such as the ‘*Volksparcs*’, the ‘*Sozialer Garten*’ and the ‘*Stadtilandschaft*’ which crystallised a kind of fusion between the town, nature and the countryside from the 1930s onwards. Our article explores these historic paradigms that help to enrich contemporary realisations.

Des fermes en acier pour une métropole potagère, *Broadacre City*

Daniel Treiber

L'article se propose de montrer l'aspect « projet agricole » d'un certain nombre de propositions de F. L. Wright et d'explorer les liens entre divers projets et l'agriculture. La ville du futur de Wright (*Broadacre City* 1932, *The Living City* 1958) est de type « métropole agricole », et dans toute l'idéologie « usonienne », l'agriculture joue un rôle décisif. Mais la thématique agricole participe aussi du plus « intime » de la pensée wrightienne. On peut à juste titre parler d'un « imaginaire agricole » chez le *sujet* Wright, comme le montre l'*Autobiographie* ou l'histoire de sa propre demeure, Taliesin (1911), qui était aussi une exploitation agricole. Comme pour *Broadacre City*, une approche intertextuelle vise à mettre en lumière des enjeux contemporains. L'explicitation se fait à partir des écrits de l'architecte, de l'analyse de certains projets, et en explorant une intertextualité qui va de Le Corbusier et d'Edwin Lutyens, en passant par le Grand Parisien, jusqu'aux *locavores* et aux *wooof* actuels.

L'autre animal de l'architecture

Dominique Rouillard

L'urbanisation occupant la totalité de l'espace terrestre, les champs et les exploitations agricoles sont des architectures habitées par les hommes et les bêtes. L'empathie pour l'animal modifie nos manières de concevoir et d'aménager infrastructures, habitations, paysages et villes, dorénavant à « partager » avec ces autres qui nous rejoignent. On voit ainsi se développer de nombreuses initiatives pour gérer cette cohabitation pacifique, un « espace partagé » entre nous et eux. L'animal intègre l'architecture par proximité avec les humains, par amour, amitié et affinité, sans plus de relation avec le mimétisme ou les leçons de sa structure, de sa mécanique, de sa fonctionnalité, au-delà du comportemental. Il devient un sujet de l'architecture dès lors qu'un projet lui est destiné. Dans le même mouvement, la présence d'animaux provoque un effet de contraste et de sur-réalité qui installe un monde autre de sensations, de plaisir, de curiosité. Une histoire se crée à partir des animaux, c'est-à-dire de l'architecture.

Steel Farms for a Vegetable-Growing Metropolitan Area, Broadacre City

Daniel Treiber

The article aims to demonstrate the 'agricultural project' aspect of a certain number of F. L. Wright's proposals, and to explore the links between some of the projects and agriculture. Wright's city of the future (*Broadacre City* 1932, *The Living City* 1958) is an 'agricultural metropolis' type of city, and farming plays a key role in all the 'usonian ideology'. However, the agricultural theme is also at the heart of Wright-oriented thinking. It would be perfectly in keeping to speak of an 'agricultural vision' with regard to Wright as a *subject*, as shown by the *Autobiography* and the history of his own home, Taliesin (1911), which was also a farm. In the same way as for *Broadacre City*, an intertextual approach aims to bring to the fore contemporary issues and challenges. Our explanations are based on the architect's writings and an analysis of some of his projects, and by exploring an intertextuality that ranges from Le Corbusier, Edwin Lutyens and the *Grand Pari parisien* to the *locavores* and the *uwoof* of today.

The Other Animal in Architecture

Dominique Rouillard

As urbanisation covers the whole global land mass, fields and farms become forms of architecture inhabited by people and animals. Empathy with animals changes the way we design and plan the infrastructures, housing, landscapes and cities, henceforth 'shared' with these other beings that have joined us. Many schemes have thus seen light of day in a bid to manage this peaceful cohabitation and the space we share. The animals integrate the architecture through their proximity with humans, and through love, friendship and affinity, with no other relationship to mimicry or to lessons from the structure, mechanics or function, other than behavioural. Once a project is dedicated to it, it becomes a subject of the architecture. At the same time, the presence of animals generates a contrast and surreal effect which gives rise to a new world of sensations, pleasure and curiosity. A narrative is created based on animals, in other words, architecture.

L'agriculture de ville et l'agriculture des champs

Stanislas Henrion

La ville qui se nourrit elle-même est une idée souvent développée aujourd'hui par nos disciplines dans les projets urbains. Cette idée met fin au conflit entre la ville et la campagne, mais elle oublie les territoires agricoles hyper-spécialisés qui ont toujours joué un rôle majeur pour notre alimentation. Ces mêmes territoires sont maintenant sollicités également pour produire de l'énergie et se structurent pour que ces fonctions productives soient complémentaires. Je propose d'étudier un de ces territoires agricoles, en l'occurrence la Beauce, afin de montrer comment celle-ci s'est organisée autour de la production agricole et a gardé une autonomie par rapport à la ville. Si elle réussit, depuis quelques années, à complexifier son territoire et multiplier ses fonctions, son modèle montre aussi des limites environnementales fortes. Pourtant, il devient nécessaire que nos disciplines prennent en considération ce type de territoires indispensables à la ville et les problématiques qu'ils nous posent.

Les stratégies d'adaptation périurbaine des exploitations horticoles dans la zone métropolitaine de Berlin

Ingo Zasada

L'horticulture dans les zones périurbaines des régions métropolitaines est de plus en plus exposée aux pressions et aux perspectives d'avenir des grandes villes. Les limites opérationnelles, la compétition territoriale et les conflits avec d'autres formes d'exploitation de la terre, auxquels s'ajoute la demande des citadins pour des produits frais et de haute qualité, appellent à une adaptation de l'activité agricole. Notre article analyse l'évaluation des exploitants agricoles des lieux périurbains et des stratégies d'adaptation par rapport à une ferme archétypale dans la frange urbaine de Berlin. À cet effet, des entretiens approfondis ont été menés avec certains d'entre eux sélectionnés en conséquence. Il en ressort que, selon le type d'exploitant, ils ont des perceptions différentes des conditions liées au cadre spatial et, en conséquence, répondent plus ou moins activement par du marketing direct, en se diversifiant et en participant à des coopérations horizontales. Nous en concluons que les exploitations horticoles qui suivent une stratégie d'adaptation qui s'appuie sur le rétablissement des relations entre le rural et l'urbain trouveront des conditions agricoles plutôt favorables dans les zones périurbaines, ce qui représente une alternative non négligeable en matière d'exploitation de l'espace agricole.

Urban Agriculture and Countryside Agriculture

Stanislas Henrion

The city that feeds itself is a concept that is often discussed nowadays by the various disciplines involved in urban projects. The notion ends the conflict between the town and the country, but it forgets the ultra-specialised farming areas which have always played a key role in our nutrition. This same land is now under pressure to produce energy as well and is restructuring to make these productive functions complementary. In this paper, I focus on one of these agricultural areas, the Beauce region in France, to identify how it has organised itself around farm production and has remained relatively autonomous with regard to the town. As its land use has become more complex in recent years with many more functions, this model also illustrates clear environmental limits. However, it is crucial that our disciplines take this type of land, which is indispensable to the town, into consideration as well as the challenges it poses.

Peri-urban Adaptation Strategies of Horticultural Farms in the Berlin Metropolitan Area

Ingo Zasada

Horticulture in peri-urban areas of Metropolitan regions is exposed to prevalent urban pressures and opportunities. Operational limitations, land competition and conflicts with other land uses but also urban demand for fresh and high-quality products allow adaptation of the farming activity. In this paper, farm holders' evaluation of the peri-urban location and adaptation strategies are explored for archetypical farm in the Berlin urban fringe. Therefore, in-depth interviews were conducted with purposively selected holders of farms. It was found, that farm types have different perceptions of the spatial framework conditions and subsequently respond more or less actively in marketing directly, diversify and participate in horizontal co-operations. We conclude, that horticultural farms, which follow an adaptation strategy based on the re-establishment of urban-rural-relationships will find rather favoured farming conditions in peri-urban areas, representing a serious land use alternative.

Les défis contemporains des zones rurales et agricoles face à la pression du développement urbain de la région de Dublin

Brendan Williams, Harut Shahumyan, Sheila Convery, Laura Petrov et Eda Ustaoglu

La rapidité récente du développement urbain à laquelle Dublin a dû faire face a déplacé un niveau important de croissance métropole vers les zones rurales et autrefois agricoles de la région. L'institut urbain de l'UCD, en partenariat avec EU Plurel, a étudié des indicateurs environnementaux spécifiques traitant des transformations du rural vers l'urbain, dont l'étendue de l'expansion dans les zones rurales, ces dernières incluant les zones sensibles en matière d'environnement telles que les zones inondables, l'effet des pressions de la construction sur la biodiversité, plus la quantité et les types de terre agricole impliqués dans ce développement. Cet article étudie les effets à long terme de ces changements en matière d'exploitation de la terre. Si les changements immédiats sont manifestes, par contre on ne verra clairement que d'ici quelques décennies, les effets à plus long terme des pertes des riches ressources de production alimentaire des pressions de la demande croissante sur des environnements, tels que les tendances au niveau de trajets quotidiens ainsi que les dégâts écologiques. Cette recherche vise à analyser les données sur les tendances récentes et à faire une évaluation critique sur les indicateurs qui seront utiles dans ce domaine politique important à la fois pour Dublin et à l'international.

Les terres agricoles et les espaces naturels face à la ville : le cas d'Oran, Algérie

Tarik Ghodbani et Abdellah Messahel

La question relative à la consommation des terrains agricoles est une problématique commune à presque tous les pays du bassin méditerranéen. À la différence des villes méditerranéennes, celles du littoral algérien sont confrontées à l'ambiguïté du statut foncier des terres agricoles et des espaces naturels. Oran reflète une forte pression sur le foncier favorisée par un phénomène de périurbanisation. Le classement des terrains agricoles fertiles par le plan directeur d'aménagement urbain en 1955 comme zones non urbanisables et donc à protéger n'a pas empêché le grignotage d'importantes parcelles. Deux facteurs peuvent expliquer cela : le premier est la faiblesse des superficies de la SAU et sa concentration au nord autour des villes telliennes et littorales, le second est relatif à une instrumentalisation de la part des médias et d'hommes politiques qui veulent rappeler, à chaque occasion où une terre agricole est urbanisée, le risque alimentaire. Dans ce contexte, l'urbanisation des terrains agricoles est qualifiée d'action négative. Cette perception de protection limitée à la fonction agricole de l'espace a justifié, entre autres, l'urbanisation d'espaces non agricoles, mais dont la fonction écologique ou paysagère est importante.

Evidence of Contemporary Challenges for Rural and Agricultural Areas Experiencing Rapid Development Pressures in the Dublin Region

Brendan Williams, Harut Shahumyan, Sheila Convery, Laura Petrov and Eda Ustaoglu

During the recent rapid process of urban development experienced in Dublin a significant level of urban generated growth has been displaced to rural and formerly agricultural parts of the region. The Urban Institute at UCD with EU Plurel partners have examined specific environmental indicators dealing with rural to urban transformations including the extent of the expansion into rural areas including environmentally sensitive areas such as flood plains, the impact of development pressures on biodiversity and the quantity and types of agricultural land subsumed by this development. This paper will explore the long term impacts of such land use changes. While the immediate changes are evident, the longer term impacts of losses of valuable food production resources, increased demand pressures on such environments such as commuting patterns and environmental damage will only become clear over the coming decades. This research aims to analyse data on recent trends and critically appraise indicators which will be of use in this important policy area in Dublin and internationally.

Farmland and Natural Areas in front of the City: the Case of Oran, Algeria

Tarik Ghodbani and Abdellah Messahel

Farmland consumption is an issue that is shared by almost all countries in the Mediterranean basin. Unlike Mediterranean towns, those on the Algerian coast have to contend with the ambiguity of the land ownership status of farmland and natural areas. Oran exerts strong pressure with regard to land ownership, fostered by a phenomenon of peri-urbanisation. The classification of fertile farmland by the plan directeur d'aménagement urbain (urban planning blueprint) in 1955 as non-urbanisable and protected land areas was unable to prevent the gradual erosion of large chunks. This can be explained by two factors: firstly, the relatively small size of urban agricultural areas and their concentration in the north around towns in the Tell area and along the coast, and secondly, its instrumentalisation by the media and politicians who remind us, each time that farmland is given over to urbanisation, of the risk to our food resources. In this context, the urbanisation of farmland is considered as a negative action. This perception of protection limited to farmland has justified, among other things, the urbanisation of non agricultural areas whose environmental and landscape role is nonetheless important.

Le droit à l'alimentation et à l'agriculture urbaine. Analyse critique de la lutte pour le Droit à l'Alimentation. Le cas de la ville de Kampala

Francesca Demuro

Cet article est une analyse critique des limites du Droit à l'Alimentation dans le cadre du Droit à la Ville. Tout en étudiant le potentiel pour introduire des activités de l'agriculture urbaine dans la lutte des mouvements sociaux pour l'accès, dans les zones métropolitaines, à une alimentation suffisante et nutritive, l'objectif de l'auteur est de démontrer pourquoi les activités de l'agriculture urbaine devraient être considérées comme une revendication directe des pauvres des grandes villes quant à leur droit à l'alimentation. L'exemple de Kampala, capitale de l'Ouganda, souligne l'importance de l'agriculture urbaine pour la population pauvre de la ville et attire l'attention sur le rôle primordial que la société civile et la participation communautaire peuvent avoir dans la reconnaissance et la légalisation des activités urbaines au sein des métropoles.

L'organisation sociale pour l'agriculture urbaine à Bogotá : la lutte pour la souveraineté alimentaire dans un contexte de crise et de changement climatique

Diana Salazar

Cet article étudie le système global alimentaire ainsi que la crise qui s'est manifestée notamment en 2008 par la pénurie alimentaire, l'augmentation des prix de la nourriture et des manifestations à travers le monde. En outre, le changement climatique a influé sur la quantité de nourriture produite ainsi que sur les moyens d'existence de la population. Ces phénomènes menacent la souveraineté alimentaire des gens. L'article analyse de plus les rôles de l'agriculture urbaine et les difficultés auxquelles elle doit faire face en tant que stratégie pour gérer la pénurie alimentaire, compte tenu de la faible quantité de nourriture produite par l'agriculture urbaine en raison du manque de terre exploitable et l'existence d'une barrière culturelle qui rechigne à accepter l'activité agricole comme une activité pour gagner sa vie. L'agriculture urbaine offre le potentiel pour l'introduction des méthodes d'activité agricole bas carbone, la gestion des déchets organiques, l'amélioration des habitudes alimentaires, la reconquête des savoirs et de la production, ainsi que pour l'augmentation de la biodiversité urbaine et une pédagogie qui sensibilise les populations aux questions sociales, économiques, politiques et environnementales. L'interaction sociale est accentuée et, dans certains cas, des liens entre les groupes locaux et leurs solutions pour obtenir et produire leur nourriture sont renforcés. Parmi ces solutions figurent des associations de production organique, des réseaux directs reliant producteurs et consommateurs, des groupes de consommateurs et d'exploitants agricoles. Ces propos sont illustrés par une étude de cas à Bogotá en Colombie.

Right to Food and Urban Agriculture. A Critical Review of the Struggle for the Right to Food. The Case of the City of Kampala

Francesca Demuro

The paper critically analyse the limits of the Human Right to food using the Right to the City framework. While investigating the possibilities to include urban agricultural activities in the spectre of the struggle of social movements for the access to sufficient and nutritious food in urban areas, the author aim to demonstrate why urban agriculture activities should be seen as the direct reclaim of urban poor for their Right to food. The example from Kampala, capital of Uganda, highlights the importance that urban agriculture has for the poor urban population and emphasizes the key function that civil society and community participation can have in the recognition and legalization of agriculture activities in urban areas.

Social Organization for Urban Agriculture in Bogotá: the Struggle for Food Sovereignty in the Context of Food Crises and Climate Change

Diana Salazar

This article examines the global food system and the ongoing food crisis, notably expressed in 2008 with food scarcity, increases in food prices and demonstrations around the world. In addition, climate change has affected the amount of food produced and the livelihood of the population. These phenomena threaten people's food sovereignty. The paper focuses on urban agriculture's roles and the difficulties it faces as a strategy to deal with food scarcity, taking into account the small amount of food produced by UA due to the lack of land and the existence of a cultural barrier to accept farming as a livelihood. The possibilities of UA include the introduction of low carbon farming methods, organic waste management, improving food habits, knowledge recovery and production, increasing urban biodiversity, and pedagogy that raises awareness on social, economic, political and environmental issues. Social interaction is reinforced and in some cases, connections between local groups and their responses to obtain and produce their food are strengthened. These responses include organic producer associations, direct networks linking producers and consumers, consumer groups and rural farmers. These arguments are illustrated with a case study of Bogotá, Colombia.

Du territoire rural aux parcs urbains : métamorphoses du *satoyama* dans la métropole de Tokyo

Sylvie Brosseau

Au Japon, le *satoyama* est le territoire rural situé en fond de vallée ou bordure de piémont, interface entre la plaine densément occupée et la forêt profonde couvrant les montagnes. Il est formé d'une mosaïque de cultures, d'usages, de milieux, dont de nombreux boisements. Les bois, en plus de fonctions productives essentielles, avaient aussi un rôle sacré et récréatif important. Après 1955, ils ont été abandonnés ou absorbés par l'urbanisation. Depuis la fin des années 1980, le *satoyama* connaît une renaissance grâce aux habitants soutenus aujourd'hui par les administrations locales. La protection et la restauration de sites conduisent à la création de parcs dans des zones urbaines. Des pratiques, donc des liens entre l'environnement et les hommes sont revivifiés par des groupes d'acteurs en quête de nouvelles formes de coopération. Le *satoyama*, espace anthropique plus riche que la forêt naturelle, est considéré aujourd'hui comme un modèle des relations réciproques entre les humains et la nature.

L'agriculture urbaine dans la construction métropolitaine de Xi'an

Yueting Cui

La notion d'agriculture urbaine apparaît en Chine dans les documents d'urbanisme des métropoles chinoises dès les années 1990. Cependant, la mise en place d'actions concrètes en ce sens n'intervient que bien des années plus tard. Aujourd'hui, cette thématique est partie intégrante de la planification urbaine de la métropole de Xi'an et se décline, sous sa forme opérationnelle, par de nombreux projets portés par les pouvoirs publics de la ville. À travers l'analyse de l'évolution de ces politiques spatiales, l'objectif est de comprendre les logiques d'intégration progressive de l'agriculture urbaine dans la construction des métropoles chinoises. En s'appuyant sur l'observation de situations concrètes, trois types d'agriculture métropolitaine différents ont été définis. Ils se distinguent selon la nature de l'activité économique développée. L'analyse de cette typologie révèle divers degrés d'interaction entre la métropole et son agriculture. Elle suggère aussi les bases d'une nouvelle définition de la relation entre espaces agricoles et espaces métropolitains.

*From Rural Area to Urban Parks:
Metamorphoses of the Satoyama in the Metropolitan Area of Tokyo*

Sylvie Brosseau

In Japan, the *satoyama* is the rural area located at the bottom of a valley or beside a piedmont, which acts as an interface between the densely populated plains and the deep forests that cover the mountains. The *satoyama* encompasses a mosaic of crops, uses and milieu, including many woods. In addition to their vital production role, woods also played an important sacred and recreational role. After 1955, they were abandoned or absorbed by urbanisation. Since the end of the 1980s, the *satoyama* has undergone a renaissance thanks to the efforts of local populations supported by their local administrations. The protection and restoration of sites has led to the creation of urban parks. Such practices resulted in a revival in the relationship between the environment and people by groups of actors looking for new forms of cooperation. The *satoyama*, an anthropic space that is richer than the natural forest, is today considered as a model of reciprocal relations between people and nature.

Urban Agriculture in the Metropolitan Construction of Xi'an

Yueting Cui

The notion of urban agriculture first appeared in China in planning documents for Chinese cities in the 1990s. However, concrete actions were not introduced until several years later. Today, it forms an integral part of urban planning for the metropolitan area of Xi'an, and is visible in operational form in many of the projects adopted by the city authorities. The aim of our paper is to understand the thinking behind the progressive integration of urban agriculture in the construction of Chinese cities through an analysis of the evolution of these spatial policies. With our observations based on concrete situations, we defined three different types of metropolitan agriculture, which can be differentiated according to the nature of the economic activity developed. The analysis of this typology reveals several degrees of interaction between the urban area and its agriculture. It also suggests the bases for a new definition of the relationship between agricultural and urban areas.

Campagne métropolitaine, la parole aux agriculteurs

Jennifer Buyck

Boursouflée, distendue, diffuse, la ville européenne fait couler beaucoup d'encre. Elle a changé d'échelle et de forme. En ce sens, elle fait l'objet de nombreux travaux analytiques et prospectifs au sein desquels les métropoles, véritables figures de proue de ces transformations, nourrissent le débat quant à l'avenir des territoires habités. Mais, parallèlement à ces mutations urbaines, le monde agricole – et tout particulièrement aux abords des villes et des métropoles – change lui aussi profondément. Que se passe-t-il aux portes de nos villes ? Existe-il une campagne générique à l'image d'une ville qui semble l'être devenue ? Au lieu de nous focaliser sans fin sur la ville en elle-même, intéressons-nous à son « en dehors », à l'agriculture, changeons alors de point de vue et voyons ce que l'envers du décor urbain peut nous apprendre. Pour ce faire, la parole est aux agriculteurs.

L'homme qui plantait des haies. La création du bocage du XXI^e siècle par Marcel Jeanson, agriculteur picard

Denis Delbaere

Les discours sur la planification de l'espace agricole comme composante active du territoire métropolitain opposent souvent deux visions de l'agriculture : d'un côté, celle, diabolisée, d'une exploitation intensive, polluante, pauvre en production paysagère, industrielle et mécanisée ; de l'autre, celle, angélique, d'une agriculture biologique, écologique, ouverte sur la ville par les faibles dimensions de ses exploitations et leur rapport direct au consommateur, et génératrice de paysages bucoliques, accessibles aux déambulations des citadins. Loin des excès de l'une et du caractère largement régressif de la seconde, une troisième voie, celle par l'agriculture raisonnée, est capable de produire des paysages en osmose avec les modes de production de l'espace urbain lui-même. Les espaces aménagés par l'agriculteur picard Marcel Jeanson depuis plus de dix ans montrent comment mécanisation, respect des ressources naturelles et production d'un véritable « bocage du XXI^e siècle » vont de pair, en appui sur les projets de remembrement agricole suscités par la construction des équipements routiers, ferroviaires, hydrauliques et environnementaux dont la ville contemporaine a un besoin urgent.

Metropolitan Countryside... Letting the Farmers Speak

Jennifer Buyck

Bloated, distended, delocalized, a great deal has been written about the European city, which has changed in both scale and form. Because of this, it has been the subject of much analytical work and forecasting, in which the metropolitan areas, the real figure-heads of these transformations, fuel the debate regarding the future of such built-up areas. However, in parallel to these urban mutations, the world of agriculture – particularly in the areas immediately surrounding the towns and metropolitan areas – is also evolving significantly. What is happening at the gateways to our towns? Given the apparently generic city, is there a generic countryside that reflects it? Instead of endlessly focusing on the town itself, let's look outside the town, at agriculture, let's change our perspective and see what the other side of the urban mirror can teach us. To this end, we need to listen to the farmers.

The Man who Planted Hedges. The Creation of a 21th Century Bocage by Marcel Jeanson, a Farmer from Picardy

Denis Delbaere

Thinking about farmland planning as an active component of the urban landscape often pits two views of farming against one another: on the one hand, the demonized notion of intensive, pollution-generating farm production, with poor industrial, mechanical and landscape production, and on the other, the idealised vision of organic, green agriculture that is open to the city, with small farms in direct contact with consumers, resulting in bucolic landscapes that are widely used by city dwellers for long walks in the countryside. Far from the exaggeration of the first and the largely regressive nature of the second, there is a third option, that of integrated farming, which can produce landscapes in osmosis with urban forms of production. The areas that Picardy farmer, Marcel Jeanson, has been creating for over ten years shows how mechanisation, respect for natural resources and the production of a true “21th century bocage” can work hand in hand, supporting farmland consolidation schemes underpinned by the construction of road, rail, hydraulic and environmental structures that the contemporary city so urgently needs.

Sylvie BROSSEAU

Après des études d'architecture (DPLG) et d'urbanisme à Paris, elle s'installe au Japon en 1988. Ses recherches portent sur les relations entre la ville et la nature à Tokyo, espaces et pratiques, dans une perspective historique. Actuellement, elle est professeur à l'université Waseda de Tokyo.

Jennifer BUYCK

Architecte INSA, docteur en esthétique et sciences des arts et chercheur au LACTH (Laboratoire d'architecture, conception, territoire, histoire) de l'ENSAP de Lille. Elle enseigne le projet architectural aux étudiants de master de cette école. Elle exerce également en libéral à Bruxelles.

Yueting CUI

Architecte chinoise, doctorante en 3^e année sur le thème de l'Agriculture urbaine dans la planification urbaine de Xi'an sous la direction de Dominique Rouillard au sein du LIAT (Laboratoire Infrastructure, Architecture, Territoire) de l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais.

Denis DELBAERE

Paysagiste DPLG, enseignant à l'ENSAP de Lille et chercheur au LACTH, il développe une démarche de « critique d'espace public » fondée sur le croisement d'une approche personnelle et directe des terrains, la confrontation des points de vue d'acteurs et l'analyse des discours graphiques et textuels de projet.

Francesca DEMURO

Francesca Demuro achieved a degree in Political Science at the University of Sassari, Italy. Since she worked in two non-Governmental organizations in UK. In 2010 she was awarded the MSc Development Administration and Planning at University College London.

Pierre DONADIEU

Agronome et géographe, il est professeur titulaire de sciences des paysages à l'École nationale supérieure de paysage de Versailles-Marseille. Il dirige actuellement le master Théories et démarches du projet de paysage et la formation doctorale de cette école.

Xavier DOUSSON

Architecte DPLG, docteur en histoire de l'art (Paris 1 - Panthéon-Sorbonne) et chercheur au LACTH. Membre du collectif Bazar Urbain, il est maître assistant associé à l'ENSA Paris-Malaquais où il enseigne le projet architectural et urbain.

Sabine EHRMANN

Photographe indépendante, docteur en esthétique, enseignante de la formation Paysage de l'ENSAPL et chercheuse inscrite dans l'axe Conception du LACTH. Ses recherches critiques sont consacrées principalement à la photographie et au paysage contemporains.

Stanislas HENRION

Diplômé de l'ENTPE, ingénieur en aménagement et gestion urbaine. Il est actuellement doctorant en co-tutelle au LIAT à l'ENSA Paris-Malaquais avec Dominique Rouillard et à l'IUA Venise avec Paola Viganò. Fondateur de RegOnze.

Corinne JAQUAND

Architecte, docteur EHESS en histoire de l'art, enseignante à l'ENSA Paris-Belleville, chercheuse au LIAT. Sa recherche a notamment été alimentée dans son contenu théorique et historique grâce à une bourse au Centre canadien d'architecture en 2010.

Catherine MAUMI

Elle enseigne l'histoire et les théories de l'architecture et de la ville à l'École nationale supérieure d'architecture de Grenoble. Elle est, notamment, l'auteur de *Thomas Jefferson et le projet du Nouveau Monde*, Paris, Éditions de La Villette, 2007, et *Usonia ou le mythe de la ville-nature américaine*, Paris, Éditions de La Villette, 2009.

Abdellah MESSAHEL

Sociologue urbaniste, enseignant au département d'architecture d'Oran et chercheur au CRASC. Il a mené de nombreuses études en urbanisme dans un cadre professionnel et est l'auteur de plusieurs articles sur les questions d'aménagement en Algérie.

Dominique Rouillard

Architecte DPLG, docteur EHESS, HDR, professeure à l'ENSA Paris-Malaquais, elle dirige le laboratoire de recherche du LIAT (Laboratoire, Infrastructure, Architecture, Territoire) rattaché aux écoles doctorales Ville Transport Territoires (Paris EST) et Histoire de l'art (Panthéon Sorbonne 1). Membre fondateur de l'agence Architecture Action, ses recherches portent sur l'histoire immédiate de l'architecture et des infrastructures contemporaines.

Jeff STOTTLEMYER

Jeff is a graduate of the London School of Economics and James Madison University. He is currently a student in the Development Planning Unit at University College London, where he combines his work with Metropolitan Agriculture with doctoral research on urban and peri-urban agriculture.

Diana SALAZAR

She is an Ecologist and MSc in Environmental Sustainable Development, UCL. She lives in Bogotá, works in environmental education and is involved in community led food projects.

Daniel TREIBER

Architecte DPLG et urbaniste. Professeur titulaire à l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille. Président du Conseil scientifique supérieur de l'Enseignement de l'Architecture au ministère de la Culture et de la Communication (2005-2007).

Roland VIDAL

Docteur en paysage et ingénieur de recherches à l'École nationale supérieure de paysage. Membre du Laboratoire de recherche de cette école, le LAREP, il est aussi animateur du Collectif d'enseignement et de recherche en agriurbanisme et projet de territoire (agriurbanisme.fr) et chercheur associé à l'UMR Sadapt (équipe Proximité).

Brendan WILLIAMS

Director and principal investigator on two projects about peri-urban development: EU funded PLUREL at the european scale and Urban Environment Project for the Dublin Region at the Urban Institute, University College Dublin (UCD).

Ingo ZASADA

Ingo Zasada is PhD student at Munich Technic University and Leibniz-Centre for Agricultural Landscape Research. As urban and regional planner by education, his research project focuses on multifunctional development perspectives of agriculture in peri-urban areas.

LACTH

Laboratoire conception, territoire, histoire

Directeur

Philippe Louguet, architecte DPLG, professeur (ENSAPL)

Responsables d'axes

Conception : Frank Vermandel, architecte DPLG, maître assistant (ENSAPL)

Territoire : Philippe Louguet, architecte DPLG, professeur (ENSAPL)

Histoire : Richard Klein, architecte DPLG, docteur en histoire, professeur HDR (ENSAPL)

Chercheurs

Séverine Bridoux, architecte DPLG, docteur en esthétique et pratiques des arts, enseignante vacataire (ENSAPL)

Jennifer Buyck, architecte INSA, docteur en esthétique et pratique des arts, enseignante vacataire (ENSAPL)

Catherine Clarisse, architecte DPLG, maître assistante (ENSAPM)

Denis Delbaere, paysagiste DPLG, docteur en sciences du langage, maître assistant (ENSAPL)

Xavier Dousson, architecte DPLG, docteur en histoire de l'architecture, maître assistant (ENSAPM)

Emmanuel Doutriaux, architecte DPLG, maître assistant (ENSAPV)

Sabine Ehrmann, photographe, docteur en esthétique, maître assistante associée (ENSAPL)

Isabelle Estienne, architecte DPLG, docteur, enseignante vacataire (ENSAPL)

Jean-Christophe Gérard, philosophe, enseignant vacataire (ENSAPL)

Catherine Grout, docteur en esthétique et histoire de l'art, professeur HDR (ENSAPL)

Ghislain His, architecte DPLG, docteur en histoire de l'architecture contemporaine (Université de Paris 1), professeur (ENSAPL)

Pierre Lebrun, architecte DPLG, docteur en histoire de l'art

Marie-Céline Masson, architecte DPLG, ingénieur SCP-TPE, enseignante vacataire (ENSAPL)

Gilles Maury, architecte DPLG, docteur en histoire de l'architecture, maître assistant associé (ENSAPL)

Éric Monin, architecte DPLG, docteur en sciences de l'ingénieur, maître assistant (ENSAPL)

Guy Rumé, architecte DESA, maître assistant (ENSAN)

Daniel Treiber, architecte DPLG, professeur (ENSAPL)

Armelle Varcin, maître assistante (ENSAPL)

Florence Wierre, docteur en histoire de l'art

Doctorants

Mehdi Bennai, architecte DPLG

Véronique Boone, ir. architecte, DEA en histoire de l'architecture

Yan Chen, paysagiste, doctorante en esthétique et pratique des arts

Mathilde Christmann, master en art, design et environnement

Monika Cysek, architecte DE

Anna Bela De Araujo, architecte DPLG, doctorante en histoire de l'architecture, maître assistante associée (ENSAN)

Claire Delaby, architecte DPLG, doctorante en géographie humaine

Clotilde Fromentin-Félix, designer (École Camondo, Paris), ingénieur chimiste (ENSCM), doctorante à l'Université de Lille 3, enseignante à l'École Camondo

Maxime Hospie, architecte DE

Delphine Jacob, architecte DPLG, doctorante en histoire de l'art

Florence Plihon, architecte DE

Frédéric Yvan, architecte DPLG, doctorant en philosophie, enseignant vacataire (ENSAPL)

Chercheurs associés

Joëlle Caullier, professeur HDR de musicologie, chercheur au CEAC, directrice de l'école doctorale SHS, Université de Lille 3

Olivier Cinqualbre, conservateur au Centre Georges Pompidou, Paris

Gérard Engrand, philosophe, ancien maître assistant des écoles d'architecture

Suzanne Liandrat-Guigues, professeur HDR en études cinématographiques (Université de Paris 8), chercheur à l'EDESTA

Sylvain Malfroy, historien de l'art, de l'architecture et de l'urbanisme, professeur à la Zürcher Hochschule Winterthur (Suisse)

Antonella Mastroilli, architecte, docteur en histoire des sciences et des techniques de construction, maître assistante (ENSA Lyon)

Gérard Monnier, professeur émérite de l'Université de Paris 1

Dominique Mons, géographe, docteur en géographie

Maryvonne Prévot, docteur en histoire, maître de conférence à l'Université de Lille 1, chercheur au laboratoire TVES (Lille 1)

Nathalie Simonnot, docteur en histoire de l'art, ingénieur de recherche MCC, laboratoire LéaV, (ENSAV)

Corinne Tiry, architecte DPLG, ingénieur de recherche MCC (ACS) (ENSAPM)

